

CRISE DU SYSTEME IMPERIALISTE MONDIAL

***LA DECOMPOSITION FINALE DE "L'INDUSTRIE DE BAZAR" ET
LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPERIALISTE MONDIAL***

VINCENT GOUYSSSE

JUILLET 2009

1^{ère} édition

Textes publiés de mars 2008 à juillet 2009.

WWW.MARXISME.FR

Copyright Vincent Gouysse, juillet 2009. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.

Illustration de la couverture : « Le pouvoir de Soviets et l'électrification forment la base du nouveau monde » — Affiche soviétique de 1924.

La décomposition de "l'industrie de bazar" amènera nécessairement les masses exploitées à marcher sur les traces du prolétariat soviétique. Après avoir exproprié les exploités bourgeois-compradore et impérialistes, le prolétariat des pays dépendants (anciens et nouveaux), aura pour tâche de réussir à (re-) créer une véritable industrie de production des moyens de production dans des pays sinistrés par la crise économique où de très nombreuses branches d'industries manqueront ou auront été liquidées.

ISBN 978-1-4092-9228-9

PREFACE

Quel combat, pour quelle époque ? Je pourrai résumer ainsi ce que furent les questions fondamentales de trois générations de communistes que j'ai côtoyé.

En ce qui concerne la politique des dirigeants communistes français, celle qui m'est la plus familière, je dirai opportunisme et suivisme vis-à-vis de la social-démocratie dans la période du Front Populaire. Ce qui valut au Parti français l'élimination physique et l'emprisonnement massif de ses cadres syndicaux et politiques dans l'immédiat avant-guerre (avec un encadrement de lois "démocratiques". 1938-1940).

Opportunisme à nouveau à la Libération et collaboration de l'équipe Thorez/Duclos avec la bourgeoisie. Élimination des anciens résistants des instances dirigeantes.

Opportunisme sur la question coloniale. Dans les années cinquante (Indochine), puis lors de la guerre d'Algérie, les mots d'ordre pacifistes prennent le pas sur la ligne anti-impérialiste qui aurait voulu que le Parti français réclame l'indépendance des colonies et pas seulement la paix... "française".

Trahison directe lors de Mai 68 où la CGT, immense syndicat à l'époque, dirigée directement par l'appareil du parti, enterre l'espoir de millions de grévistes en signant les accords de Grenelle avec tous les autres syndicats.

Et puis il arriva ce qui arrive à tous ceux qui font des concessions, des courbettes, jouent au parlementarisme, à la "démocratie" : la mort lente du parti français et des centaines de milliers de militants déboussolés par ces années d'errance, de collaboration.

Pourtant, les militants ne manquaient ni de courage ni de bon sens. Mais cela ne suffit pas. La direction du parti n'avait jamais fait, de sa création à sa déchéance finale, d'analyse concrète de la situation concrète. Sombrant dans le suivisme du mouvement spontané, dans le parlementarisme, la bureaucratie et, excuse suprême, dans une soi-disant "obéissance" aux "ordres" de Moscou, c'est-à-dire à Staline dans la vision post 20^{ème} Congrès du PCUS, la vision Krouchtévienne, révisionniste, de l'histoire du mouvement communiste international.

2009, ou en sommes nous ? : dans une situation encore pire que celle de 1938. Pas d'organisation centralisée, pas de pays socialiste, une domination sans partage et mondiale de l'idéologie bourgeoise qui a fait du divertissement une industrie de l'abrutissement et qui porte une attention toute particulière à la jeunesse.

Le tableau n'est pas brillant. Beaucoup d'opportunités d'édification d'un mouvement communiste authentique ont été perdues, galvaudées dans des querelles sectaires, gauchistes, néo-révisionnistes. Les "nouveaux" marxistes-léninistes d'après 1968 n'ont fait que rabâcher un vieux catéchisme.

Décidément, comme le faisait déjà remarquer Lénine après la création du Parti Communiste Français en 1920 à Tours, les communistes en France eurent, avaient et ont des "planches pourries" à leur tête.

Il est temps de sortir de cet engrenage et de passer aux choses sérieuses. Il y a deux années, l'auteur de cet ouvrage nous livrait une magistrale étude intitulée *Impérialisme et anti-impérialisme*. Aujourd'hui, il nous fournit un travail essentiel sur les modifications intervenues dans les rapports inter-impérialistes dans ces deux années. Il n'hésite pas une seconde, en bon matérialiste dialectique, à nous dire que la situation a changé et que, par voie de conséquence, c'est toute l'orientation politique des communistes de par le monde qui DOIT changer.

Point de prophétie, ou de langue de bois. Point de dogme, et de phrases toutes faites. Non, une analyse documentée, précise.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, derrière le théoricien, derrière l'analyse, il y a le militant de terrain, le travailleur intellectuel acharné qui poursuit un but, notre but : l'édification du Parti Communiste.

Il est possible que nous n'ayons pas le temps de travailler à cela avant que n'éclatent la véritable crise du système impérialiste et son lot de violences. Comme nous l'enseigne l'histoire, il est possible que ce soit pendant les combats et dans des conditions extrêmement difficiles que nous ayons à mettre sur pied une Organisation Communiste.

Mais, après tout, peut-être est-ce le prix à payer pour qu'émergent les communistes de demain. Les situations de crise donnent toujours des hommes concrets, car les choix sont vitaux. Les "peut-être", les attermoissements de la petite bourgeoisie face à la révolution ne sont plus de mise. On doit choisir son camp.

Quel combat, pour quelle époque ? Cette préface commençait ainsi.

L'ouvrage qui suit, comme ceux de Marx et de Lénine pour leur époque, nous donne les clefs indispensables pour comprendre et transformer la nôtre.

G.L. — France — Juillet 2009

TABLE DES MATIÈRES :

Avant-propos — p. 7

Les traits essentiels de l'impérialisme contemporain (17/03/2008) — p. 13

Crise du système économique mondial de l'impérialisme : le début de la fin... (17/03/2008) — p. 18

Les Jeux Olympiques de Pékin, le Tibet et... la "crise des subprimes" aux USA (21/05/2008) — p. 21

Sur le social-impérialisme soviétique (06/07/2008) — p. 24

Renforcement des liens entre l'impérialisme chinois et l'impérialisme russe (06/07/2008) — p. 25

La propagande impérialiste à travers les jeux vidéo (31/07/2008) — p. 31

Ce que la bourgeoisie prépare aux travailleurs... (17/08/2008) — p. 34

Préparatifs impérialistes d'agression coloniale de l'Iran (21/08/2008) — p. 41

Crise et restructuration de la finance internationale (23/09/2008) — p. 43

Crise économique mondiale : Travailler plus pour gagner... moins ! (21/10/2008) — p. 50

La bourgeoisie face à la crise et à la récession (21/11/2008) — p. 55

Lune de miel entre l'impérialisme chinois et la bourgeoisie compradore taïwanaise (23/12/2008) — p. 59

Sur la récession économique du système impérialiste mondial (21/01/2009) — p. 62

Bilan de l'évolution des rivalités inter-impérialistes en 2008 (25/02/2009) — p. 64

Perspectives 2009 : le système mondial de l'impérialisme au bord du chaos (05/04/2009) — p. 66

- "Crise financière" : du fétichisme de la marchandise au fétichisme de la finance... — p. 66
- Impérialisme et industrie mécanique — p. 71
- L'Europe de l'Est dans la tourmente : un air de déjà vu... — p. 76
- La deuxième mystification Obama — p. 82
- La course aux armements sous le masque du pacifisme — p. 88
- Montée inexorable de l'impérialisme chinois sur la scène internationale : l'exemple du Soudan et de la région du Darfour — p. 91
- "L'économie de bazar" au bord de la faillite... — p. 94
- Volontarisme : le dernier chant du cygne... — p. 97

- « Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... » — **p. 100**

D'une crise à l'autre : 1929 = 2008 ? (22/05/2009) — p. 103

- Quelques enseignements de la crise économique de 1929 — **p. 103**
- Les relations bilatérales sino-russes au beau fixe — **p. 119**
- Énergies renouvelables : un exemple du dynamisme de l'impérialisme chinois — **p. 126**
- L'industrie électronique chinoise à l'assaut de la dernière forteresse américaine — **p. 134**
- Californie : un avant-goût de l'ampleur de la faillite à venir — **p. 136**
- Union Européenne : chronique d'une mort annoncée — **p. 138**
- Offensive de l'impérialisme chinois : siège industriel et charge bancaire — **p. 140**
- Transports : quand l'impérialisme chinois vole de ses propres ailes — **p. 147**
- Crise économique et lutte de classe — **p. 153**

La décomposition finale de "l'industrie de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial (07/07/2009) — p. 161

- Nouvelles en provenance du front de l'industrie — **p. 161**
- L'évolution des flux internationaux de marchandises, reflet des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme — **p. 165**
- Crise de "l'industrie de bazar" : une crise de surendettement provoquée par la rupture de la division internationale du travail — **p. 170**
- La construction navale, victime collatérale de la contraction du commerce international — **p. 184**
- L'Iran : nouvelle "révolution colorée" en perspective ? — **p. 188**
- La politique du "Go West", face cachée du plan de relance de l'impérialisme chinois — **p. 196**
- Quand les monopoles des pays impérialistes en déclin sonnent la retraite en Chine — **p. 201**
- Les exigences de la lutte de classe contemporaine : surmonter le social-réformisme et se préparer à des bouleversements majeurs ! — **p. 209**

Graphes — p. 215

Postface — p. 221

AVANT-PROPOS

Ce recueil de textes traitant des causes structurelles et des conséquences de la profonde crise économique qui frappe aujourd'hui le système mondial de l'impérialisme fait suite à la rédaction d'*Impérialisme et anti-impérialisme*, entreprise au second semestre 2006 et achevée au printemps 2007.

Le travail d'étude et de recherche accompagnant la rédaction de ce premier ouvrage avait marqué une étape charnière dans la formation idéologique marxiste-léniniste de l'auteur, alors encore récente. L'auteur n'avait en effet commencé à s'intéresser au communisme scientifique qu'au début de l'année 2003, mais dès les premières lectures de textes de Karl Marx, deux choses lui apparurent évidentes :

1° ces textes permettaient de comprendre le fonctionnement des sociétés de façon scientifique.

2° la politique menée par ceux qui se réclamaient de la doctrine marxiste en semblait bien éloignés !

Il apparut ainsi naturel à l'auteur de commencer par comprendre ce qui clochait chez les "communistes" institutionnels regroupés sous le drapeau de "l'extrême-gauche". La question de Staline se posa alors très rapidement et amena l'auteur à chercher à débarrasser les théories marxistes-léninistes d'un demi-siècle de falsifications bourgeoises-révisionnistes, afin de retrouver le sens théorique du matérialisme dialectique. Tel fut le but des textes que l'auteur écrivit dans les années 2003-2005, au moment même où il étudiait les textes fondamentaux des classiques du marxisme-léninisme.

Dans les années suivantes (2006-2007), la compréhension suffisante des bases de l'économie politique marxiste-léniniste permit à l'auteur de passer de la connaissance et de la défense des principes généraux du marxisme-léninisme à leur application vivante. Le travail de recherche et d'étude accompagnant la rédaction de textes comme *Aperçu sur le marxisme* et *La "démocratie" malade : Insécurité, discriminations, immigration et racisme*, constituèrent les prémisses du passage de l'assimilation de principes théoriques généraux à leur application à l'étude de la réalité concrète.

La rédaction d'*Impérialisme et anti-impérialisme*, entreprise initialement comme celle d'un article ayant pour but de comprendre ce qui se cachait derrière les "voies au socialisme" prônées par les élites bourgeoises de certains pays latino-américains, a rapidement débordé de ce cadre dès qu'il apparut à l'auteur que ces événements ne pouvaient être compris que dans un cadre plus large : celui du système mondial de l'impérialisme en général, et d'une modification majeure du rapport de forces inter-impérialiste en particulier.

À travers *Impérialisme et anti-impérialisme*, l'auteur entreprit ainsi d'étudier les évolutions fondamentales du système mondial de l'impérialisme au cours du 20^{ème} siècle d'une façon à ce que ces évolutions économiques, politiques et sociales soient replacées dans leur contexte historique. Conscient que ce travail n'était que la première étape d'une analyse plus poussée des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme contemporain, l'auteur ne prit pas ce travail comme une synthèse de positions achevées, mais comme un premier pas permettant de se rapprocher de la connaissance de la vérité objective. Il était alors évident pour l'auteur que « d'autres analyses complémentaires et plus approfondies » seraient « nécessaires ». (*Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 6)

En effet,

« Au point de vue du matérialisme moderne, c'est-à-dire du marxisme, les *limites* de l'approximation de nos connaissances par rapport à la vérité objective, absolue, sont liées à des conditions historiques, mais l'existence même de cette vérité est *inconditionnelle* comme l'est également le fait que nous en approchons. Les contours du tableau sont liés à des conditions historiques, mais le fait que ce tableau reproduit un modèle existant objectivement n'est lié à aucune condition. (...) La dialectique matérialiste de Marx et d'Engels inclut sans contredit le relativisme, mais ne s'y réduit pas ; c'est-à-dire qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la relativité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité. » (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, Édition numérique, pp. 64-65.)

À l'époque où l'auteur écrit *Impérialisme et anti-impérialisme*, une des conclusions universellement admises au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme était l'inévitabilité des guerres inter-impérialistes visant au repartage des sphères d'influence. Il parut donc naturel à l'auteur que l'essor de l'impérialisme chinois et le déclin de ses concurrents aboutiraient à une nouvelle guerre inter-impérialiste.

L'auteur estime aujourd'hui que cette conclusion était erronée, le danger principal se situant selon lui dans la transformation des bourgeoisies des pays impérialistes en déclin en bourgeoisies compradore, soumises à l'impérialisme chinois. La violence se retournera alors toujours contre les peuples, mais sous d'autres formes dès lors qu'ils refuseront de vivre dans la pauvreté extrême à laquelle conduira inévitablement la crise économique actuelle. La violence se retournera alors contre "l'ennemi intérieur" et la répression bourgeoise-compradore visera alors en premier lieu le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Ces nouvelles conclusions d'une grande importance ne sont pas justifiées comme chez les révisionnistes par le fait que les monopoles des différents pays impérialistes seraient capables de s'entendre pour se partager pacifiquement le monde, transposant ainsi les préjugés démocratiques-bourgeois au système impérialiste dans son ensemble.

Elles sont justifiées par le fait que ces monopoles n'ont plus les moyens aujourd'hui d'envisager une guerre inter-impérialiste classique que rendait possible et inévitable la division internationale du travail en place dans les années 1930. Aujourd'hui, les chaînes de production des plus gros monopoles s'étirent sur plusieurs pays et l'industrie des pays impérialistes en déclin ne fait plus guère que dans la finition de biens intermédiaires fabriqués dans les pays ateliers — dépendants ou impérialistes ! Les concurrents de l'impérialisme chinois ont aujourd'hui eux-mêmes une dépendance industrielle extrême à son égard. Pour ces concurrents malheureux, l'option de la guerre inter-impérialiste ne semble plus être réaliste. Comme nous le verrons, ceci à son importance dans les méthodes pouvant aujourd'hui être utilisées par les pays impérialistes en déclin dans le repartage des sphères d'influence.

Ces nouvelles conclusions illustrent l'importance décisive de toujours s'appuyer sur l'analyse matérialiste, basée sur l'étude de l'économie politique.

Dans ses discussions avec les économistes soviétiques, Staline avait défini l'économie politique comme étant « **la science du développement des relations de la production sociale, c'est-à-dire des relations économiques entre les hommes** ». La différence fondamentale entre le socialisme scientifique et les différentes variantes du socialisme utopique — dont les révisionnistes d'aujourd'hui sont les

héritiers —, réside dans la compréhension scientifique des lois générales de l'économie politique.

Si Karl Marx et Lénine ont transformé la théorie en une force matérielle, c'est uniquement parce que leurs théories étaient justes et reflétaient les nécessités historiques de leur époque.

En abandonnant les outils analytiques scientifiques du matérialisme dialectique, les révisionnistes se sont évidemment coupés de la possibilité de comprendre, et donc de transformer le monde de manière révolutionnaire. Durant un demi-siècle, ils se sont ainsi retrouvés à la remorque de leur propre bourgeoisie. Aussi longtemps que les affaires allaient bien, cette trahison restait discrète et il était facile de la camoufler derrière l'obtention "d'acquis sociaux" qui forgeaient au prolétariat des pays impérialistes des "chaînes dorées".

Mais quand les monopoles de pays impérialistes ont transformé les pays dépendants en pays ateliers — détruisant ainsi des branches d'industrie entières au sein des pays impérialistes —, la hausse du taux de chômage a commencé à nécessiter de façon périodique des retours à des politiques de rigueur, dont les effets furent uniquement atténués par l'intensification de l'exploitation des pays dépendants ateliers et par l'augmentation des déficits publics. Dans ces conditions, la politique réformiste et social-chauvine des révisionnistes n'a pas tardé à subir ses premiers sérieux revers. Le mouvement ouvrier des pays impérialistes, d'abord miné dans sa pratique révolutionnaire, se décomposa alors toujours plus profondément, à un point où même les théories révisées sombrèrent dans l'oubli. L'indigence succéda ainsi à la falsification.

Les conceptions dominant aujourd'hui dans le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme sont pour la plupart héritées d'un demi-siècle de cette domination révisionniste sans partage. Ces conceptions relèvent du subjectivisme et sont basées sur des conceptions idéalistes ou agnostiques. Le matérialisme des révisionnistes est toujours tronqué et inconséquent. La frontière que leur matérialisme est incapable de franchir est celle du matérialisme dialectique. Jamais les révisionnistes ne parviennent à faire la synthèse des deux dimensions essentielles caractérisant la conception scientifique et achevée du monde : la matière en mouvement.

Dans une société humaine, la matière est constituée par les moyens de subsistance. Le mouvement, lui, consiste dans leur mode de production. Comprendre le mouvement de cette matière, c'est donc comprendre la façon dont les hommes produisent et échangent leurs moyens de subsistance. Voilà pourquoi l'économie politique est une composante essentielle du matérialisme dialectique. Voilà pourquoi la compréhension scientifique de l'économie politique a toujours été le parent pauvre des révisionnistes.

Au cours du dernier demi-siècle écoulé, il serait vain de chercher de véritables analyses matérialistes du système mondial de l'impérialisme au sein du mouvement se réclamant du marxisme-léninisme, en particulier au sein des pays impérialistes où le prolétariat en général — et ses chefs en particulier —, ont été massivement corrompus par l'idéologie bourgeoise qui envahissait l'ensemble de la vie économique des pays impérialistes, parallèlement à l'accroissement du caractère parasite de la domination impérialiste sur les pays dépendants.

Dans ses discussions avec les économistes soviétiques, Staline insistait ainsi sur le fait que quand on parle « de la crise générale du capitalisme », il fallait étudier le

système mondial de l'impérialisme dans son ensemble et découvrir les interactions entre pays bourgeois. Staline soulignait que le fait de « **prendre un seul pays** » « **pour évaluer l'état du capitalisme** » n'était « **pas correct** ». Pour lui, il était essentiel de ne surtout pas limiter l'étude de l'impérialisme à l'étude d'un seul pays impérialiste, fût-il dominant, mais d'étendre cette étude au système mondial de l'impérialisme. « **Il faut étudier le système mondial** » car, outre le fait que « **la situation est instable** » et « **changera à l'avenir** », « **les économies de tous les pays capitalistes sont entrelacées d'une manière complexe** ». (Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Édition numérique, pp. 30-31) La nécessité de cette étude était alors dictée, comme dans les années 1930, par la nécessité de prévoir les dangers menaçant le premier État socialiste.

Avec l'adoption d'une nouvelle division internationale du travail par les pays impérialistes, ces interactions se sont considérablement multipliées et complexifiées. Pour autant, il n'y a pas d'obstacle insurmontable à leur compréhension à partir du moment où l'on utilise les outils analytiques adaptés. En matérialistes, nous savons que l'industrie constitue le moteur de la production sociale moderne. Aussi, la production industrielle en général et « **la production par habitant** » en particulier constituent « **la mesure de base de la force des pays** » et « **il n'y a aucune autre mesure qui la remplacera** ». (Staline, *Cinq conversations avec les économistes soviétiques*, Édition numérique, p. 36)

Les révisionnistes de toutes tendances, même quand ils s'étaient autoproclamés "marxistes-léninistes", ont fait l'économie de telles analyses de fonds à un moment où elles devenaient pourtant **vitales** pour la conscience du mouvement ouvrier dans les conditions de transformations majeures de la division internationale du travail.

La décomposition actuelle de "l'économie de bazar", sur laquelle s'est construite la richesse des pays impérialistes aujourd'hui en déclin, démontrera bientôt à nouveau que la puissance industrielle d'un pays est le reflet de sa puissance économique réelle.

Les révisionnistes pour lesquels l'effondrement du social-impérialisme a été une surprise seront tout aussi surpris de voir supprimés brutalement les acquis sociaux pour lesquels ils ont trahi — consciemment ou non —, les intérêts fondamentaux le prolétariat mondial, plusieurs décennies durant !

Deux années se sont écoulées depuis la publication d'*Impérialisme et d'anti-impérialisme* dans lequel nous avons clairement cerné les fondements et les prémisses du bouleversement économique actuel : l'essor fulgurant de l'impérialisme chinois rompant la division du travail instaurée par ses concurrents, le siège des dernières industries de pointe et la hausse dangereuse de l'endettement des pays impérialistes en déclin.

Alors que le système mondial de l'impérialisme a connu des bouleversements majeurs qui ont confirmé les thèses développées dans ce livre, en France, la plupart des "marxistes-léninistes" se sont refusés à les prendre sérieusement en compte. Certains ont même continué à ériger leur ignorance en théorie afin de justifier leurs pratiques spontanéistes anti-marxistes. Ceux-là ont continué de réduire l'éducation idéologique au rabâchage abstrait de principes théoriques, un danger face auquel Lénine avait pourtant mis en garde :

« ... admettre ces vérités de façon théorique, abstraite ne préserve aucunement les partis révolutionnaires des vieilles erreurs qui reparaissent toujours à l'improviste sous une forme un peu nouvelle, sous un aspect ou dans un contexte inconnus auparavant, dans une situation originale ». (Lénine, *Œuvres choisies*, tome II, pp. 337-338)

Ce constat s'applique aujourd'hui parfaitement au mouvement se réclamant du marxisme-léninisme où dominent les conceptions anti-matérialistes petites-bourgeoises.

Lénine insistait sur le fait que si la haine prolétarienne contre les politiciens bourgeois était le « commencement de la sagesse », il ne fallait pas oublier que

« ... la politique est une science et un art qui ne tombent pas du ciel, qui demandent un effort, et que le prolétariat, s'il veut vaincre la bourgeoisie, doit former des "hommes politiques de classe" *bien à lui*, prolétariens, qui ne soient pas inférieurs à ceux de la bourgeoisie ». (Lénine, *Œuvres choisies*, tome II, p. 358)

Or aujourd'hui, de manière évidente, les experts de la bourgeoisie dépassent de loin les experts révisionnistes ! Des publications comme celles du *LEAP/Europe 2020* ou du *Bulletin Économique Chine* fournissent une illustration concrète de cette supériorité écrasante. Bien sûr, si la bourgeoisie analyse les mutations du système impérialiste mondial, c'est toujours le fait d'un calcul intéressé des exploiters qui ne visent nullement à l'émancipation des masses exploitées. Ainsi, si les économistes de grandes banques d'investissement analysent la mutation actuelle de la division du travail en Chine, c'est afin de rester dans la course aux profits !

« Les entreprises françaises, qui ciblent en priorité le marché intérieur, ne peuvent ignorer cette évolution, source d'opportunités, au-delà des difficultés d'implantation ou d'accès aux marchés dans ces régions. » (*Bulletin Économique Chine*, n°13, p. 4)

La bourgeoisie des pays impérialistes dispose aujourd'hui d'une armée d'experts et d'analystes qui raisonnent avec des outils bien plus "marxistes" que la plupart des individus se réclamant aujourd'hui du marxisme-léninisme. Les analyses produites par les économistes bourgeois des grandes banques d'investissements sont en tous points supérieures aux élucubrations sentimentales et anti-matérialistes produites par les chefaillons du mouvement se réclamant aujourd'hui du marxisme-léninisme dans le Monde.

En France par exemple, l'insouciance et l'aveuglement obstiné de la plupart des dirigeants d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme, leurs calculs unitaires intéressés ayant en vue la sauvegarde de leur pratique localiste et économiste étriquée, compromettent aujourd'hui de façon criminelle les perspectives révolutionnaires que pourrait ouvrir la décomposition de la division internationale du travail actuelle à l'origine de la crise économique.

Loin de s'être rapproché de la création d'un Parti communiste révolutionnaire de type bolchévique au cours des deux dernières années, le mouvement se réclamant du marxisme-léninisme s'en est au contraire éloigné, relativement à la situation dans laquelle il se trouve, cette dernière ayant considérablement évolué. Il est ainsi stupéfiant de voir qu'au sein de certaines organisations se réclamant du marxisme-léninisme, les conceptions obscurantistes idéalistes et agnostiques n'aient toujours pas permis de trancher la question de savoir si la Chine était ou pas un pays impérialiste ! Il est devenu plus que temps d'ouvrir les yeux !

Mais évidemment, pour cela, il faut déjà au préalable avoir compris les événements fondamentaux qui ont conduit à la situation internationale actuelle, depuis le caractère de la révolution chinoise de 1949, jusqu'à la contre-révolution bourgeoise en URSS. Plus de deux ans ont prouvé qu'au sein de nombre d'organisations soi-disant marxistes-léninistes, on ne souhaite pas faire un tel bilan, par incapacité ou (et) par malhonnêteté ! Le temps est venu de prendre nos distances avec des "communistes" de cette espèce !

Il est aujourd'hui devenu urgent pour les communistes révolutionnaires de démasquer ces éléments hostiles à la création de Partis communistes révolutionnaires de type bolchévique et d'une véritable Internationale Communiste qui ne soit pas qu'un simple "club de rencontres" inter-révissionnistes !

Une fois ce "grand ménage de printemps" effectué, tout ne sera pas pour autant réglé. Les marxistes-léninistes auront alors à affronter une situation inédite : le prolétariat des métropoles impérialistes en déclin a en effet été dépolitisé à un degré extrême par l'essor puis par la décomposition actuelle de "l'industrie de bazar". Émietté par des décennies de délocalisations, embourgeoisé par l'exploitation des pays ateliers et intoxiqué par un règne révissionniste-bourgeois sans partage, il est évident que le prolétariat ne fera pas la révolution avant qu'il n'ait fait sa propre expérience de la crise, avant que cette dernière n'ait remis en adéquation sa conscience sociale avec son existence social.

Alors pour les marxistes-léninistes qui auront été capables d'adopter une ligne scientifique **dès aujourd'hui**, ce sera la possibilité de conquérir les nouveaux éléments avancés qui auront émergé au travers de la crise, et ainsi de pouvoir exercer une influence réellement révolutionnaire sur les masses exploitées.

Si la création de Partis communistes révolutionnaires revêt aujourd'hui un caractère d'urgence, c'est parce que tout retard pris dans la préparation de la révolution sera en définitive payé en terme de souffrances par les peuples et les travailleurs exploités.

Que ce soit dans les pays dépendants ou dans les pays impérialistes en déclin, il serait de manière évidente beaucoup plus facile pour le prolétariat d'exproprier la bourgeoisie pendant l'effondrement économique de ces pays — ou dans la période suivant immédiatement cet effondrement —, à un moment où chaque clique bourgeoise aura ses propres problèmes intérieurs à régler dans un contexte de chaos économique et social quasi-général — en bref, à un moment où les appareils de répression bourgeois seront les plus vulnérables et les moins complémentaires —, qu'au moment où ces pays se seront transformés en pays bourgeois-compradore intégrés à la sphère d'influence de l'impérialisme chinois !

Non seulement les appareils de répression auront alors été renforcés, mais l'impérialisme chinois aura utilisé cette période pour renforcer les capacités de projection — aujourd'hui limitées — de ses forces armées, lui permettant ainsi de soutenir la répression bourgeoise-compradore du mouvement révolutionnaire du prolétariat dans ses zones d'influence !

Sous la direction de Staline, le détachement d'avant-garde le plus expérimenté du prolétariat mondial — alors armé d'une conception vivante du matérialisme dialectique —, sut anticiper de manière remarquable les dangers d'agressions extérieures que la crise économique frappant le système impérialiste mondial faisait planer sur le premier État socialiste.

Aujourd'hui, la prétendue "avant-garde" du prolétariat se réclamant bien présomptueusement du marxisme-léninisme est à mille lieues d'anticiper le degré de décomposition économique, politique et social que va amener l'effondrement de "l'industrie de bazar" !

LES TRAITS ESSENTIELS DE L'IMPÉRIALISME CONTEMPORAIN

(17/03/2008)

1° Voici d'abord quels sont les traits essentiels de l'impérialisme que Lénine analyse dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. L'impérialisme se caractérise d'abord par la formation et la consolidation des entreprises monopolistes (trusts), qui jouent un rôle déterminant dans la vie économique. Ces trusts sont une nécessité du développement du capitalisme : ils sont nés de la libre concurrence (différenciation des entreprises dans un contexte où les débouchés commerciaux sont de plus en plus étroits relativement aux capacités productives). La consommation des masses laborieuses étant insuffisante, les entreprises monopolistes se tournent toujours plus vers le marché extérieur pour y conquérir des débouchés et s'assurer l'approvisionnement en matières premières. La concentration du Capital à un très haut degré sous la forme de sociétés par actions donne aux banques un rôle décisif dans la vie économique : elles centralisent le capital des trusts industriels, avec pour résultat l'immixtion des banques dans les affaires touchant à la production.

L'exportation de capitaux, sans remplacer l'exportation de marchandises, devient un moyen pour les monopoles de renforcer leurs positions commerciales et financières face aux entreprises monopolistes concurrentes (car les monopoles ne suppriment pas la concurrence : ils ne font que la porter à un degré supérieur). Sous l'impérialisme, le pouvoir économique des monopoles influence directement la classe politique et la "représentativité" parlementaire de la démocratie bourgeoise devient purement formelle : fusion (interchangeabilité) de la classe politique et des dirigeants des trusts (à travers les conseils d'administration, les commissions et... au besoin par la corruption). Les politiciens deviennent de ce fait les instruments directs du capital financier et se jettent à son secours en cas de crise : nationalisations d'entreprises privées aux frais de l'État bourgeois en vue de leur renflouement (socialisation des pertes d'entrepreneurs privés sous couvert "d'assainissement"). Les monopoles font représenter leurs intérêts dans la sphère politique auprès duquel ils exercent un lobbying. Le fascisme, c'est quand le capital financier ne veut plus s'encombrer de cette pseudo-représentativité parlementaire, de cette démocratie de façade, et veut mettre en adéquation son monopole sur les affaires économiques avec un monopole sur les affaires politiques, sans s'encombrer des réticences des travailleurs et de la petite bourgeoisie.

Les États bourgeois étant directement aux ordres du Capital financier "national", la rivalité économique entre les trusts se transforme ainsi en rivalité entre nations (et blocs) impérialistes ; ce qui conduit dans le cadre du changement du rapport de forces économique induit par le développement inégal et par bond à un (re-) partage (pacifique ou non) des zones d'influence où les monopoles étendent leurs débouchés et se procurent les matières premières à bon marché, d'où l'inévitabilité de guerres coloniales et de guerres inter-impérialistes.

Outre ceci, l'impérialisme a un fort impact sur la lutte de classe : 1° au niveau des nations impérialistes l'exploitation des colonies provoque l'embourgeoisement d'une partie de la classe ouvrière, la corruption des chefs des syndicats et partis ouvriers d'où une flambée des tendances au réformisme, au socialisme d'État, au social-chauvinisme, au social-impérialisme et un renforcement de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier ; 2° au niveau des colonies, le joug de l'exploitation attise les luttes de libération nationale (contre lesquelles les social-chauvins et la bourgeoisie impérialiste se liguent). Dans l'ouvrage de Lénine on trouve également la critique

des critiques petites-bourgeoises (réformistes) de l'impérialisme (aspect réactionnaire et utopique du retour à la "libre" et "saine" concurrence) ainsi que la critique serrée du kautskisme et de sa thèse de l'ultra-impérialisme (exploitation inter-impérialiste pacifique des colonies), et par là même la critique de l'opportunisme international en général.

2° Partant de ces enseignements, on peut noter qu'à l'époque actuelle les traits principaux de l'impérialisme sont toujours les mêmes. L'impérialisme, c'est toujours l'hégémonie commerciale et financière de quelques États bourgeois puissants qui via l'exportation de capitaux et aujourd'hui également via une nouvelle division internationale du travail — les pays ateliers semi-coloniaux fournissant les métropoles impérialistes en nombreux produits manufacturés —, vivent de l'exploitation des pays dépendants, ce qui aboutit au renforcement de l'importance économique des (semi)-colonies et de la sujétion de leur économie vis-à-vis de celle de leurs créanciers. En effet, la seule chose qui a "changé" c'est le degré quantitatif de la putréfaction de l'économie des pays impérialistes : en délocalisant nombre d'industries de production de biens de consommation, la concurrence entre les entreprises monopolistes amène à aggraver les contradictions internes du capitalisme : on ferme des usines dans les métropoles impérialistes afin de produire dans des pays semi-coloniaux des marchandises au plus bas coût possible et destinées à être exportées vers les métropoles impérialistes. Cette nouvelle division internationale du travail renforce le caractère parasitaire du Capital financier et donne un caractère petit-bourgeois à l'ensemble de la vie économique, renforçant donc la base matérielle de l'opportunisme et du réformisme au sein du mouvement ouvrier des métropoles impérialistes. Ce mouvement est une nécessité économique internationale dès lors qu'il est enclenché du fait de la concurrence. Historiquement, ce mouvement fut amorcé par la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes où les révisionnistes néo-bourgeois introduisirent cette nouvelle division internationale du travail, qui fut finalement adoptée par les vieux pays impérialistes à partir du début des années 1970.

Tout irait "pour le mieux dans le meilleur des mondes" si les délocalisations, tout en conservant ou en augmentant les forces productives existantes, ne ruinaient pas le pouvoir d'achat des masses populaires dans les métropoles impérialistes, menaçant la viabilité des débouchés existants !!!

Tout irait "pour le mieux dans le meilleur des mondes" si cette nouvelle division internationale du travail (pays ateliers semi-coloniaux fournissant les métropoles impérialistes conservant le monopole technique sur les industries de pointe) ne se fissurait pas...

Mais la révolution chinoise de 1949, en arrachant à la bourgeoisie compradore chinoise son pouvoir, a permis à une puissante bourgeoisie nationale chinoise d'émerger (protectionnisme durant la période 1949-1977). Fait sans précédent dans l'histoire ! Depuis la Chine possède une autonomie industrielle que la bourgeoisie nationale a su utiliser pour attirer les capitaux étrangers sans pour autant vendre son économie aux capitalistes étrangers. Ainsi, la Chine a rejoint les vieux États-nations industrialisés occidentaux dans le club très restreint des pays impérialistes. Aujourd'hui, le renforcement rapide de la puissance commerciale et financière de l'impérialisme chinois (sans compter son dynamisme) fournit une illustration parfaite du développement inégal et par bond dont parlait Lénine.

Jamais l'impérialisme n'a été "unipolaire", ni du temps de Lénine, ni aujourd'hui — sinon dans l'imagination des kautskistes et des trotskistes qui nient le

développement inégal et par bonds et ne voient qu'un développement économique uniforme, "moyen". Le terme "impérialisme" n'est en effet qu'un raccourci désignant le système mondial de l'impérialisme. Ce système comprend une poignée de nations capitalistes exploitant des pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans ce système se côtoient coopération (par exemple l'impérialisme israélien aux ordres de l'impérialisme américain dont il défend les intérêts au Moyen-Orient) et rivalités.

Ces dernières s'exacerbent quand le rapport de forces inter-impérialiste se transforme : déclin commercial et financier des uns, essor des autres.

Or aujourd'hui, une étude de l'évolution de ce rapport de forces prouve que l'économie de l'ensemble des vieux pays impérialistes est en déclin, bien qu'à des degrés divers, parfois de manière relative (Allemagne, Japon), parfois de manière absolue (baisse de la production industrielle aux USA et spectre de la récession), et ce au profit *quasi-exclusif* de l'impérialisme chinois qui conquiert toujours davantage les débouchés de ses concurrents, tant les débouchés commerciaux (37 % de la production mondiale d'acier en 2007) que financiers — elle détient ainsi des centaines de milliards de dollars de bons au trésor américain et des dizaines de milliards d'investissements directs à l'étranger (IDE) notamment vers les pays semi-coloniaux riches en matières premières (à destination de "l'atelier du monde impérialiste") —, tout en menaçant à court/moyen terme leurs derniers domaines d'exclusivité (industries de hautes technologies : TGV, avions de ligne, voitures d'exportation, aérospatiale, etc., dans les quelques années à venir) ; d'où l'accroissement des contradictions socio-économiques au sein même des vieux pays impérialistes où la bourgeoisie est contrainte de remettre en cause les "acquis sociaux" (flexibilité, retraites, éducation, sécurité sociale) provenant de l'exportation des capitaux, tout en préparant les guerres inter-impérialistes de demain. Aujourd'hui pour l'impérialisme français et ce depuis 2004, le solde de la balance courante des paiements — c'est-à-dire le solde du commerce international et de l'exportation de capitaux —, est négatif, d'où le triomphe de la ligne atlantiste prête à suivre l'impérialisme américain dans un repartage militaire des sphères d'influence. (Pour une analyse plus détaillée de l'évolution du rapport de forces inter-impérialiste, voir la partie 5 de l'étude Impérialisme et anti-impérialisme.) Même les pays ateliers semi-coloniaux concurrents ne sont pas épargnés. Ainsi, dans l'industrie textile dont le volume des ventes est resté à peu près stable, les importations chinoises se substituent de plus en plus à celle du Maghreb, de l'Europe de l'Est et de la péninsule indienne.

Il est donc "naturel" que les pays impérialistes dont le déclin est le plus avancé, recourent aujourd'hui aux méthodes de repartage non pacifiques pour tenter de freiner (ou d'inverser) le repartage pacifique des sphères d'influence pour l'exportation de marchandises et de capitaux. Les marxistes-léninistes peuvent-ils faire autre chose que "déclarer la guerre à cette guerre", c'est-à-dire ne soutenir aucun des blocs impérialistes concurrents (quand bien même ils usent des méthodes semi-coloniales pacifiques en arborant un masque pseudo-progressiste qui parvient à séduire les cliques bourgeoises-compradore de certains pays semi-coloniaux rêvant de non-alignement — chose aisée pour un pays impérialiste dynamique comme la Chine), et profiter de tout conflit inter-impérialiste pour réitérer les enseignements de la révolution socialiste d'Octobre 1917 ? (transformer la guerre inter-impérialiste de rapine en guerre civile contre les exploiters de l'intérieur). Toute autre ligne politique n'est-elle pas du kautskisme ?

On ne peut jamais combattre un impérialisme en s'appuyant sur un autre. L'impérialisme est plus que jamais le capitalisme pourrissant, la dernière étape précédant la révolution sociale.

Concernant certaines caractéristiques de l'impérialisme contemporain, et notamment l'importance relative de l'exportation de marchandises et de capitaux, voici quelques points complémentaires que l'on peut déduire de statistiques relatives au solde de la balance des biens (formée essentiellement par les importations et les exportations de marchandises), au solde de la balance des services, au solde des revenus des investissements (c'est-à-dire l'exportation de capitaux) et au solde de la balance du compte courant de la balance des paiements (faisant la synthèse de ces paramètres). Toutes les statistiques ci-après sont extraites du site *Unctad.org* et sont exprimées en milliards de dollars américains.

1980	USA	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	France	Espagne	Suisse	Chine	Corée du Sud	Inde
Balance des biens	-25,5	3,4	7,4	2,1	-14,1	-11,7	-5,3	[?]	-4,6	-5,6
Balance des services	6,6	8,5	-12,3	-12,1	11,4	5,9	2,0	[?]	-0,7	-0,0
Revenus des investissements	30,1	-0,4	0,5	0,9	3,7	-1,5	5,3	[?]	-0,7	0,6
Compte courant	2,2	6,9	-15,6	-10,8	-4,2	-5,6	-0,2	0,3	-5,3	-1,8

1990	USA	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	France	Espagne	Suisse	Chine	Corée du Sud	Inde
Balance des biens	-110,3	-32,5	68,5	69,3	-13,3	-29,2	-7,2	9,2	-2,5	-5,2
Balance des services	29,4	7,7	-22,4	-42,9	15,4	11,9	7,8	1,5	-0,6	-1,5
Revenus des investissements	30,9	-5,0	-0,8	[23,0]	-2,9	-3,8	13,1	1,1	-0,6	-3,2
Compte courant	-79,0	-38,8	46,7	44,1	-9,9	-18,0	6,1	12,0	-2,0	-7,0

2006	USA	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	France	Espagne	Suisse	Chine	Corée du Sud	Inde
Balance des biens	-834,6	-153,9	197,3	93,0	-37,7	-100,7	4,6	217,8	29,2	-61,2
Balance des services	76,0	53,8	-44,9	-24,0	10,5	27,9	23,0	-8,8	-18,8	29,2
Revenus des investissements	43,2	35,2	30,5	103,6	15,7	-26,1	51,6	9,8	-0,5	[-3,9]
Compte courant	-811,5	-88,1	147,8	165,8	-28,3	-106,3	63,5	249,9	6,1	-10,4

[?] : absence de donnée. — [...] : absence de donnée précise : estimation basée sur la structure de la balance des revenus des autres années.

En 2006 le solde des revenus des IDE représentait 70 % du solde du total des revenus des investissements de la Suisse, 225 % de ceux du Royaume-Uni et 403 % de ceux des USA (le Royaume-Uni et les USA possédant un solde très négatif concernant d'autres types de revenus d'investissements incluant les emprunts et obligations d'État, avec respectivement - 44 et - 131 milliards de dollars en 2006). Le Japon est l'un des principaux bénéficiaires de ce type de revenus avec un solde positif de 92 milliards de dollars en 2006, soit 78 % du total du solde des revenus des investissements du Japon, le solde des IDE se montant à seulement 26 milliards de

dollars. À un degré à peine moindre ceci vaut également pour l'impérialisme allemand, le solde des revenus tirés des IDE se montant à seulement 38 % du total des revenus des investissements. Durant la période 2002-2006, le solde des revenus de ce type d'investissements est passé de 3 à 35 milliards de dollars pour la Chine. Depuis 2005, le solde positif des revenus de ce type d'investissements est supérieur au solde négatif des revenus des IDE, faisant de la Chine un pays impérialiste puissant sur le plan commercial, mais aussi financier. Ainsi, en 2006, l'impérialisme chinois a retiré de l'exportation de capitaux des revenus équivalents à près des deux tiers de ceux de l'impérialisme français et près du quart de ceux de l'impérialisme américain.

Quand on parle de l'impérialisme, il faut donc d'abord rappeler que l'impérialisme, ce n'est pas seulement la politique coloniale agressive des puissances impérialistes en déclin. L'impérialisme n'est pas non plus réduit à l'exportation de capitaux, surtout depuis la transformation de nombreux pays semi-coloniaux et coloniaux en pays ateliers fournissant les métropoles impérialistes en biens de consommation courante, processus généralisé à l'échelle mondiale à partir des années 1970 dans la sphère d'influence des pays impérialistes concurrents du social-impérialisme soviétique. L'impérialisme, c'est aussi l'exportation de marchandises et de services — qui incluent les revenus des productions cinématographiques et du tourisme — ; les retombées de ces derniers renforçant encore le caractère petit-bourgeois des économies des pays impérialistes. Ainsi, le déclin commercial de pays impérialistes comme les USA et le Royaume-Uni est un facteur majeur de leur affaiblissement économique général. Il suffit aussi de rappeler que pour un pays impérialiste comme l'Allemagne, l'exportation de marchandises a généré près de 6,5 fois plus de revenus que l'exportation de capitaux en 2006. Il faut également souligner que l'exportation de capitaux peut revêtir la forme d'IDE, mais pas seulement. En effet, pour certains pays impérialistes (comme le Japon, l'Allemagne et la Chine) qui se portent massivement acquéreurs d'emprunts et d'obligations d'État émises par les pays impérialistes les plus en déclin (comme les USA et le Royaume-Uni), afin de financer le déficit du compte courant de leur balance des paiements), les IDE représentent une faible part du total des revenus des investissements. Depuis 2005, le solde positif des revenus de ce type d'investissements est supérieur au solde négatif des revenus des IDE, faisant de la Chine un pays impérialiste puissant sur le plan commercial, mais aussi financier.

En 2007, l'excédent commercial chinois a augmenté de près de 48 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 262 milliards de dollars. Parallèlement, le déficit commercial des USA a légèrement diminué avec "seulement" 712 milliards de dollars (soit 47 milliards de moins que l'année précédente), mais ce n'est que grâce à l'augmentation des exportations favorisée par le début de la baisse des salaires réels aux USA. Certes, cela a permis aux USA de réduire leur déficit commercial avec d'autres pays impérialistes comme l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Canada, mais cela n'a pas empêché le déficit commercial vis-à-vis de la Chine de s'aggraver (+ 10 %) pour atteindre 256 milliards de dollars. Selon le puissant lobby d'industriels américains AMTAC, la moitié du déficit commercial américain dans les biens manufacturés est généré par la Chine. Selon ce lobby, ce déficit échappe « à tout contrôle » et il est impératif de mettre fin à la « subvention illégale » que constituerait la sous-évaluation du yuan... Pour sa part, le déficit commercial de la France a atteint un nouveau record avec 39 milliards d'euros (contre 28 milliards l'année précédente).

CRISE DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL DE L'IMPÉRIALISME :

LE DÉBUT DE LA FIN...

(17/03/2008)

« Durant la période 1980-2006, la production française d'acier a enregistré une baisse de près de 9 %, 23 millions de tonnes d'acier ayant été produites en 1980. En 1979, la production d'acier américaine se chiffrait à 127 millions de tonnes. En 2006, elle enregistrait donc une baisse de 22 % par rapport à son niveau de 1979. Mais la puissance de l'industrie chinoise ne se réduit pas aux biens de consommation courants et à la sidérurgie. La Chine investit de manière croissante des marchés aujourd'hui encore dominés par ses concurrents impérialistes les plus puissants, comme le Japon quelques décennies plus tôt. (...) Depuis un siècle, les "bonds" des vieux pays impérialistes prenaient racine sur des différentiels assez faibles au niveau de leur puissance économique et du coût de leur force de travail. Rien de tel aujourd'hui : l'intensité de la concurrence livrée par l'impérialisme chinois est démultipliée par le gigantesque différentiel existant au niveau de la productivité horaire du travail conférée par le coût déifiant toute concurrence de la main-d'œuvre chinoise et la haute technicité de l'outil productif, un différentiel qu'il est donc *impossible* pour les vieux pays impérialistes de combler sans réduire à néant les "adoucissements" matériels concédés pendant un siècle aux travailleurs des métropoles impérialistes. Ce n'est pas davantage dans le domaine des nouvelles technologies que les vieux pays impérialistes pourront encore très longtemps conserver leur avance sur l'impérialisme chinois, comme en témoignent les chiffres des dépenses en recherche et développement. Pour le prolétariat des pays impérialistes en déclin, cela signifie des attaques croissantes dans toutes les directions contre le niveau des salaires réels afin de réduire le différentiel, comme unique moyen d'essayer d'enrayer l'érosion industrielle et donc de la croissance économique dans le cadre de la production marchande internationale. (...) De plus en plus, avec la baisse des salaires réels des travailleurs des vieux pays impérialistes, pour tenter de lutter contre la concurrence chinoise, la menace d'une réduction des débouchés semble inévitable et augure de gigantesques crises économiques mondiales que le commerce et les investissements croissants vers les pays dépendants les moins industrialisés sera incapable de compenser. L'émergence de l'impérialisme chinois provoquera donc inévitablement à lui seul des séismes d'une magnitude jusque-là inconnue, du fait de son poids industriel et démographique, même si l'Inde n'arrive pas à s'arracher à la domination compradore. (...) Il est donc aujourd'hui ultra-réactionnaire, dans les conditions capitalistes mondiales, de prétendre "ré-industrialiser" les pays impérialistes en déclin. Ce serait comme prétendre pouvoir débarrasser le capitalisme des activités de spéculation au profit des investissements productifs, illusion kautskiste-réformiste combattue par Lénine. Ou bien alors, il faut être logique et abaisser le coût de la force de travail pour rendre à nouveau compétitifs les investissements productifs ! C'est ce que souhaite le MEDEF ! Mais alors, il faudrait réduire à néant les adoucissements matériels à l'exploitation (salaires et acquis sociaux) dont bénéficient beaucoup de travailleurs des vieux pays impérialistes ! La bourgeoisie ne pourrait obtenir ceci sans opter pour le fascisme. Cette "solution" ne serait d'ailleurs pas sans avoir un très fort impact sur les économies des pays ateliers dont la croissance est alimentée essentiellement par le marché extérieur. On imagine sans mal le chaos dans lequel sombrerait le système impérialiste mondial ! Il est évident que la "mondialisation" n'a rien réglé de la contradiction fondamentale entre Travail et Capital, mais qu'elle lui a fait prendre des proportions gigantesques. (...) D'abord, les vieux pays impérialistes vivent de plus en plus à crédit. Ceci augmente le risque de rupture entre la production et la consommation : les probabilités des crises économiques et leur potentiel destructif augmentent, notamment dans les pays ateliers où la surproduction relative est une réalité permanente. Les crises économiques "régionales" de la fin du 20^{ème} siècle sont à replacer dans ce contexte. (...) Aujourd'hui, c'est le système impérialiste mondial dans son ensemble qui va à sa ruine : dans les pays abritant l'immense majorité de la population de la planète les conditions révolutionnaires objectives et subjectives les plus favorables existent : une base industrielle puissante et diversifiée, un prolétariat industriel nombreux, un niveau culturel relativement élevé. (...) L'impérialisme chinois, en diversifiant sa production, en remontant les filières

marchandes de hautes technologies, évince toujours davantage ses concurrents les plus puissants dans un nombre croissant de domaines. En recherchant de nouvelles sources de matières premières, en conquérant de nouveaux débouchés d'exportation pour ses marchandises et ses capitaux, l'impérialisme chinois aggrave les rivalités inter-impérialistes à l'échelle internationale. En restreignant toujours davantage la part des vieilles puissances impérialistes dans l'économie mondiale, en maintenant une pression extrêmement forte sur le marché international de la vente de la force de travail humaine et des matières premières, non seulement l'impérialisme chinois pousse ses concurrents impérialistes à des actions toujours plus aventureuses et hasardeuses dans les pays dépendants, remettant au goût du jour le large recours aux méthodes de domination coloniales et accroissant donc la haine des peuples de ces pays contre l'impérialisme ; mais aussi aggrave-t-il les contradictions sociales au sein même des vieilles métropoles impérialistes, créant les conditions objectives à un large et durable essor révolutionnaire dans ces pays où pendant près d'un siècle avait réussi à triompher l'opportunisme et le social-chauvinisme, nourris par les miettes de l'exploitation impérialiste. (...) Aujourd'hui, les pays dépendants ne sont plus les seuls "maillons faibles" de la chaîne du système impérialiste mondial : de plus en plus, les bonds de l'impérialisme chinois impliquent et impliqueront des reculs chez ses concurrents impérialistes dans le domaine commercial et des investissements. » (*Impérialisme et anti-impérialisme*, Édition numérique, pp. 154, 174, 175, 199, 202, 229, 235.)

Quand les grands capitaines du monde capitaliste s'affolent devant la réalité du déclin inéluctable de l'économie des vieux pays impérialistes :

« L'actuelle crise financière aux États-Unis va être vraisemblablement jugée comme la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale", a affirmé l'ex-président de la banque centrale américaine (Fed) Alan Greenspan, dans un éditorial publié lundi dans le Financial Times. » (Le président Bush déclare son soutien à la Fed qui a baissé son taux d'escompte, *AFP*, 17/03/2008.)

« La Bourse de Paris a chuté lundi de 3,51%, emportée par la crise de confiance dans le système bancaire provoquée par l'affaire Bear Stearns, cinquième banque d'investissement américaine, sauvée de la faillite par sa concurrente JP Morgan qui la rachète à prix cassé.(...) Les indicateurs américains du jour ont apporté leur contribution à la morosité ambiante avec une baisse de la production industrielle en février et un indice manufacturier de la Fed de New York tombé à un plus bas historique. » (La Bourse de Paris chute de 3,51%, les financières sinistrées, *Reuters*, 17/03/2008.)

« "Les nouvelles prévisions intermédiaires publiées jeudi traduiront un ralentissement de la croissance aux États-Unis, en Europe" et en Chine, a-t-il dit. » (Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE — cité dans — Le FMI salue l'action de la FED mais estime que la crise empire, *Reuters*, 17/03/2008.)

« Nous avons clairement devant nous une situation dans laquelle les risques sur la croissance économique sont de plus en plus sérieux. » (Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI — cité dans — Le FMI salue l'action de la FED mais estime que la crise empire, *Reuters*, 17/03/2008.)

« On préfère ne pas parler de "krach" parce que ce n'est pas une crise boursière, mais plutôt une crise économique et financière qui a un impact boursier très fort. » (Romain Boscher, responsable de la gestion actions chez Groupama Asset Management — cité dans — La Bourse de Paris accélère sa baisse après un indice US décevant, *AFP*, 17/03/2008.)

« Ce qui est très important, ce n'est pas que le prix du pétrole plombe effectivement la balance commerciale mais c'est qu'aujourd'hui nous soyons dans l'incapacité avec notre solde industriel de compenser la balance énergétique. » (Hervé Novelli, secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur

— cité dans — France : déficit commercial 2007 de "35 à 40 mds d'euros", un nouveau record, *AFP*, 06/02/2008.)

« La Banque centrale européenne (BCE) s'est montrée jeudi plus inquiète concernant l'impact de la crise financière sur l'économie de la zone euro, s'ouvrant l'option de baisser ses taux directeurs dans les mois à venir si nécessaire. » (La BCE s'inquiète pour l'économie et s'ouvre l'option d'une baisse de taux, *AFP*, 08/02/2008)

« "Nous ne profitons plus du climat économique dynamique des deux dernières années" (...), "le bon temps économique est terminé". (...) Pour lui [Joaquin Almunia, Commissaire européen aux affaires économiques], ce contexte difficile est une raison de plus pour l'Europe d'engager des réformes structurelles, pour se préparer à "une économie fondée sur la connaissance plus que sur l'industrie", à "une population en diminution et vieillissante", et à une "scène mondiale très intégrée et concurrentielle". De telles réformes structurelles du marché du travail, du secteur des services notamment, "font partie des meilleurs outils dont nous disposons pour faire face à la tourmente actuelle", a-t-il conclu, insistant aussi sur la nécessité pour les pays de l'UE, de l'eurozone en particulier, de se coordonner dans leurs efforts de réforme. » (Joaquin Almunia — cité dans — Almunia : les États-Unis sont "peut-être en récession" mais pas l'Europe, *AFP*, 17/03/2008.)

LES JEUX OLYMPIQUES DE PÉKIN, LE TIBET ET... LA "CRISE DES SUBPRIMES" AUX USA

(21/05/2008)

Au premier abord, ces questions semblent n'avoir aucun rapport direct, du moins telles qu'elles sont traitées dans les médias (petit-) bourgeois. En fait, elles sont étroitement rattachées l'une à l'autre. La "crise des subprimes" n'est que la partie émergée de l'iceberg, de l'endettement faramineux des ménages américains, de la stagnation de l'économie américaine, de son abyssal déficit commercial (qui grossit chaque année de centaines de milliards de dollars). À la mi-mars, suite à la socialisation des pertes des banques Northern Rock (GB) et Bear Stearns (USA) jugée nécessaire pour éviter l'effondrement du système financier mondial, A. Gurría et D. Strauss-Kahn, respectivement patrons de l'OCDE et du FMI, ont reconnu que la crise du système financier allait durer « longtemps » et avoir des « conséquences graves ». Selon A. Greenspan (ex-président de la banque centrale américaine) cette crise sera « vraisemblablement jugée comme la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale » (*AFP*, 17/03/2008). Effectivement, cette crise (dont le coût avait d'ores et déjà été chiffré à 945 milliards de dollars par le FMI le 8 avril) n'est pas la cause, mais le produit de la stagnation de l'économie américaine. Pour R. Boscher, responsable de la gestion actions chez Groupama Asset Management, « on préfère ne pas parler de "krach" parce que ce n'est pas une crise boursière, mais plutôt une crise économique et financière qui a un impact boursier très fort » (*AFP*, 17/03/2008). Et effectivement, comme l'a reconnu G. W. Bush le 29 avril jugeant « très lente » la croissance de l'économie américaine au premier trimestre 2008, le risque de récession économique est très grand : les analystes tablent d'ailleurs sur un accroissement annuel de 0,5 % du PIB pour l'année 2008. En février, l'indice de la production industrielle de la région de New York avait baissé de 0,5 % par rapport à janvier.

Chez d'autres pays impérialistes, le constat est de plus en plus proche de celui des USA : l'endettement des ménages s'aggrave, la production industrielle et les salaires stagnent, alors il faut reprendre aux masses travailleuses les miettes « d'acquis sociaux » et les augmentations salariales qui leur avaient été accordées quelques décennies plus tôt pour acheter la paix sociale avec la complicité des partis ouvriers bourgeois (en France le P"C"F et les trotskistes) et conjurer la menace de la révolution socialiste. Ainsi, la balance commerciale de la Grande-Bretagne est depuis longtemps dans le rouge, celle de l'impérialisme français l'est depuis trois ans, tandis que le Japon et l'Allemagne sont en sursis, mais subissent de plein fouet, sur un nombre croissant de marchés, la concurrence chinoise. En mars, la consommation des ménages français en produits manufacturés a baissé de 1,7 % par rapport à février. Fin avril le PDG de la chaîne de cafés américains Starbucks, fondée il y a une trentaine d'années, constatait un recul de 5 % des ventes, les consommateurs américains faisant de plus en plus attention à leurs dépenses alors que s'intensifie la crise économique : « L'environnement économique actuel est le plus faible dans l'histoire de notre compagnie ». À la mi-mars, J. Almunia, commissaire européen aux affaires économiques, a affirmé qu'il fallait « accélérer les réformes structurelles » nécessaires à une « économie mondiale très intégrée et concurrentielle » : « le bon temps économique est terminé ». Autrement dit, il faut amener les travailleurs à se serrer la ceinture afin de diminuer le coût de la force de travail pour regagner en compétitivité et freiner le déclin économique (dans le cadre national), tentative vaine dans la mesure où la bourgeoisie précipite ainsi la crise à l'échelle internationale en

aggravant le problème des débouchés pour l'ensemble des pays bourgeois, car une baisse de la consommation dans les vieux pays impérialistes aura forcément un lourd impact sur l'économie des pays impérialistes eux-mêmes comme sur celle des pays dépendants et au premier chef des pays ateliers (ce n'est pas pour rien si on a observé un ralentissement de la croissance de la production mondiale d'acier au deuxième semestre 2007...).

Pour le moment dans beaucoup de vieux pays impérialistes, la production industrielle stagne, quand elle ne diminue pas tout simplement (- 1,4 % pour la production d'acier des USA en 2007 par rapport à 2006). À l'opposé, en 2007, la Chine a produit près de 16 % d'acier de plus par rapport à l'année 2006, soit 489 millions de tonnes (près de 37 % du total mondial et davantage que la production cumulée de ses 6 plus gros concurrents). Elle domine largement la plupart des secteurs de production de biens de consommation courante et s'attaque toujours plus aux secteurs d'industries de hautes technologies longtemps restés le terrain de chasse gardée de ses principaux concurrents impérialistes : automobile, aéronautique, informatique, aérospatiale, etc. Rien ne lui échappe ! Elle produit déjà ses propres microprocesseurs et réorganise son industrie automobile afin de créer un groupe « de classe mondiale » capable de commencer à concurrencer d'ici à 5 ans les plus gros monopoles étrangers (General Motors, Toyota, Volkswagen, etc.) Elle vient de construire son premier avion commercial moyen courrier qui concurrencera dès 2009 le brésilien Embraer et le canadien Bombardier et doit construire son premier prototype d'avion de ligne long courrier d'ici deux ans (destiné à concurrencer Airbus et Boeing). D'ici l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, elle promet de faire rouler son premier TGV national de conception ultramoderne, rejoignant sur ce marché le club très restreint formé par le Japon, la France et l'Allemagne. Dans l'aérospatiale, elle a déjà lancé plus de 60 fusées et prévoit d'envoyer une mission sur la Lune dans les années à venir. Si aujourd'hui les concurrents de l'impérialisme chinois hurlent tout à coup en chœur pour faire « respecter les droits de l'homme au Tibet », c'est qu'ils y voient la dernière chance de déstabiliser leur puissant concurrent, à un moment où même la clique bourgeoise-compradore de Taïwan, sentant le vent tourner, donne des signes de détente à Pékin. Autant le dire clairement, cette tentative désespérée est vouée à l'échec, malgré l'oppression nationale inévitable qui sévit dans tout pays bourgeois multinational, la prospérité économique aidant l'impérialisme chinois à reléguer ces contradictions au second plan.

Dans les pays impérialistes dont les économies souffrent toujours davantage de la concurrence des marchandises "made in China", là où est passée la flamme olympique, que ce soit à San Francisco, à Londres, à Paris, à Séoul, ou encore à Nagano, on a assisté à des manifestations anti-chinoises favorables à la clique bourgeoise-compradore en exil du Dalaï-lama. A Nagano, des centaines de militants nationalistes fiers du passé colonial du Japon ont donné leur soutien au Dalaï-lama aux cris de "chinois dehors" en brandissant le drapeau impérial. Alors qu'à Paris une partie du PS (dont certains dirigeants comme S. Royal se disaient il y a peu encore favorables à un renforcement de la coopération avec la Chine) consacrait le Dalaï-lama "citoyen d'honneur" de la ville, des manifestations anti-françaises éclataient en Chine, appelant au boycott de l'enseigne française Carrefour implantée en Chine. À l'inverse, dans les pays dépendants inclus dans la sphère semi-coloniale chinoise, le passage de la flamme s'est déroulé sans incident, comme à Hô Chi Minh-Ville ou à Pyongyang. Ainsi, les bourgeoisies impérialistes ont commencé à monter à grande

échelle les peuples les uns contre les autres, préparant les esprits à soutenir les guerres inter-impérialistes futures, car les dirigeants du monde impérialistes savent déjà que ces conflits sont inévitables dans une perspective proche : d'abord pour essayer de freiner la pénétration des capitaux chinois dans beaucoup de pays semi-coloniaux, ensuite pour tenter d'anéantir par la force militaire l'industrie de ce puissant et dynamique concurrent. C'est pourquoi on assiste déjà à des intimidations mutuelles de l'impérialisme chinois et américain concernant leur capacité à détruire les satellites adverses, c'est pourquoi l'impérialisme américain cherche à renforcer son contrôle exclusif sur les pays exportateurs de pétrole (au moyen des méthodes coloniales) tandis que l'impérialisme chinois, deuxième consommateur de pétrole, renforce son "centre de gestion des réserves pétrolières", ayant pour but de faire passer ses réserves stratégiques de 12 millions de tonnes d'ici 2010 (1 mois d'importations) à 3 mois d'importations d'ici 2020.

La tâche des marxistes-léninistes est de ne soutenir aucun des blocs impérialistes rivaux en constitution, de dénoncer tous ceux qui préparent les peuples à se faire la guerre pour défendre les intérêts de "leur" bourgeoisie impérialiste, et d'affirmer qu'il faudra déclarer la guerre à la guerre, c'est-à-dire avant tout à notre propre bourgeoisie, comme les bolchéviks le firent victorieusement pendant de la première Guerre inter-impérialiste de 1914-1918, brisant le front de l'impérialisme mondial et ouvrant l'ère des révolutions socialistes et de la libération des travailleurs du joug du Capital.

SUR LE SOCIAL-IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

(06/07/2008)

Dans tout ce qui suit (sauf la production d'acier), les données statistiques sont extraites du site *Unctad.org*. Le PIB de l'URSS social-impérialiste est passé de 1501,9 à 775,6 milliards de dollars entre 1989 et 1990. Pourtant, les difficultés économiques ne datent pas de 1989, elles sont très antérieures. Le capitalisme restauré dans les ex-pays socialistes dès la prise de pouvoir par les révisionnistes, dans le courant des années 1950, a été "camouflé" aussi longtemps que la nouvelle classe exploiteuse constituée en bourgeoisie monopoliste d'État a bénéficié de conditions économiques favorables sur le marché international, jusqu'au début des années 1970 (cf. *Impérialisme et anti-impérialisme*). La fin des années 1980 est seulement synonyme d'éclatement de la sphère d'influence de l'URSS social-impérialiste, suite à un renversement du rapport de forces inter-impérialiste (consécutif à l'introduction dans la sphère d'influence des pays impérialistes occidentaux de la division internationale du travail adoptée par les révisionnistes soviétiques dans les pays du COMECON dès les années 1950). En 1974, le PIB de l'URSS social-impérialiste avait baissé de 0,2 % par rapport à 1973. En 1981, il avait baissé de 3,6 % par rapport à 1980. De même durant la période 1983-1985, il baissa de 8 %. Durant la période 1979-1985, le PIB de l'URSS social-impérialiste stagna littéralement : il n'augmenta que de 1,4 % ! Durant la période 1973-1989, le rapport de forces inter-impérialiste se modifia au net désavantage de l'URSS social-impérialiste. Ainsi, alors que sa production d'acier augmenta de 45 à 132 millions de tonnes durant la période 1955-1972, elle stagna autour de 150 millions de tonnes à partir de la seconde moitié des années 1970 jusqu'à 1989 (en 1995, suite à la liquidation d'une grande partie du tissu industriel, elle n'était plus que de 79 millions de tonnes).

La comparaison de la croissance du PIB de divers pays impérialistes ou semi-coloniaux (durant la période 1973-1989) illustre le déclin du social-impérialisme soviétique et des pays inclus dans sa sphère d'influence, relativement aux pays impérialistes concurrents et aux pays dépendants inclus dans leur sphère d'influence :

Facteur de multiplication du PIB durant la période 1973-1989																			
URSS	Tchécoslovaquie	Roumanie	Pologne	Corée du Nord	Cuba	USA	Japon	Royaume-Uni	RFA	France	Italie	Espagne	Brésil	Mexique	Thaïlande	Indonésie	Corée du Sud	Inde	Chine
2,43	2,53	2,80	2,07	2,39	2,70	3,97	7,13	4,65	3,51	4,69	5,29	5,27	5,35	3,60	6,63	6,23	16,82	3,52	3,36

RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE L'IMPÉRIALISME CHINOIS ET L'IMPÉRIALISME RUSSE

(06/07/2008)

Nous avons ici pour but d'examiner un aspect particulier des rivalités inter-impérialistes contemporaines. À l'instar de l'étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, il ne s'agit aucunement de nier l'existence d'autres puissants pays impérialistes (comme les USA, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, l'Italie, etc.), mais d'insister sur l'émergence de nouvelles puissances impérialistes (au premier chef de la Chine), ainsi que sur leurs alliances avec d'autres puissances impérialistes "secondaires" disposant de sphères d'influence commerciales et financières beaucoup moins étendues (comme la Russie).

Parmi ceux se réclamant de la pensée communiste, et même du marxisme-léninisme, il existe encore aujourd'hui encore beaucoup d'illusions non seulement sur le processus de restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes, mais aussi tout simplement sur l'analyse de l'évolution du rapport de force inter-impérialiste contemporain. Beaucoup continuent de perpétuer (plus ou moins ouvertement) les vieux schémas révisionnistes qui leur ont hier fait apporter aveuglément leur soutien à l'URSS social-impérialiste. Pour ceux-là, le principe simpliste selon lequel "les ennemis de nos ennemis sont nos amis" se substitue en effet la plupart du temps à toute analyse matérialiste.

À l'heure où le prolétariat mondial est entouré de toutes parts de régimes bourgeois dont le dénominateur commun est l'hostilité à la révolution socialiste, les ennemis de nos ennemis ne sont donc pas forcément nos amis ! Ne pas voir les ambitions impérialistes de la bourgeoisie russe et surtout de la bourgeoisie chinoise, découvrir dans leurs frictions avec les autres puissances impérialistes — et en premier lieu l'impérialisme américain exerçant soi-disant son "hégémonie" sur un "monde unipolaire" — ne serait-ce qu'une parcelle "d'anti-impérialisme", c'est renier l'analyse léniniste de l'impérialisme et se poser en néo-kautskistes.

On ne peut pas s'appuyer sur des puissances impérialistes montantes comme la Chine (et à un degré moindre la Russie) que l'on fait passer pour des facteurs de "progrès" et de "paix" pour lutter contre d'autres puissances impérialistes réputées agressives comme l'impérialisme américain dont la débâcle économique est chaque jour plus évidente.

En quoi l'impérialisme chinois est-il un facteur de progrès social ou de paix ? Voyons l'appréciation portée par des politiciens bourgeois chevronnés sur la situation de la Chine dans un rapport sénatorial de la délégation de la mission d'information (comptant 11 sénateurs délégués par la commission des Affaires économiques du Sénat en septembre 2005, n°307, présenté et approuvé le 11 avril 2006.). Ce rapport souligne d'abord le « paradoxe politique surprenant » « de la croissance chinoise » : « la Chine est un des pays les plus libéraux du monde sur le plan économique mais il est aussi un de ceux comptant parmi les plus autoritaires sur le plan politique ». Les politiciens bourgeois, peuvent bien feindre de trouver "paradoxal" le lien entre le capitalisme et la réaction politique, ils n'en révèlent pas moins eux-mêmes le caractère de classe de la dictature exercée par l'État chinois : en effet, le rapport remarque que « les chefs d'entreprise » sont « intégrés dans le Parti ». C'est pourquoi « le PCC ne paraît plus guère être qualifié de communiste » : « l'un des plus importants milliardaires de Hong Kong fait maintenant partie du Comité central ».

Pour les auteurs du rapport, bien que des inégalités sociales considérables se creusent, « toutes les couches de la population paraissent bénéficier des retombées du développement », et de ce fait la contestation politique est dans l'ensemble faible, malgré la répression quotidienne de centaines de mouvements sociaux de protestation ruraux et urbains (ouvriers en grève pour leurs conditions de travail, travailleurs licenciés, pression fiscale, spéculation immobilière, etc.). En bref, « le régime en place apparaît solidement établi », d'autant plus que le PCC cherche à mobiliser les masses et à exacerber les sentiments nationalistes, non seulement à travers le rayonnement économique, mais aussi spirituel (question du rattachement de Taïwan, Jeux Olympiques de Pékin, conquête de l'espace, etc.).

Le rapport note ensuite que cette croissance « s'est construite essentiellement sur les exportations et les investissements liés aux exportations ». Ce « formidable élan économique est alimenté par un coût très faible de la main-d'œuvre » — 300 heures mensuelles pour 100 euros. Et effectivement en 2004, les entreprises à capitaux étrangers assuraient 30 % de la production industrielle et 55 % des exportations. Le stock des IDE entrants se montait alors à 500 milliards de dollars. Le rapport souligne que de nombreux secteurs dits « stratégiques » sont interdits aux investisseurs étrangers.

En outre, aucun contrat important ne peut être signé sans transfert de technologie. Aussi, pour la direction d'Alstom, il s'agit de « bien séquencer » ce transfert afin de « conserver une avance technologique » en utilisant l'argent gagné avec ces transferts « pour la recherche ». Cette nécessité stratégique mise en avant par l'impérialisme français est soulignée par le rapport d'autant plus au regard de l'importance des réserves financières chinoises « estimées à plus de 700 milliards de dollars US », qui donne les moyens à l'impérialisme chinois de « conquérir des parts de marché par l'acquisition d'entreprises étrangères ».

Le rapport souligne qu'un « gigantesque marché intérieur » est « en voie de constitution » : Outre une grande bourgeoisie disposant de revenus très importants et consommant des produits de luxe, se constitue une « classe moyenne » comptant environ 150 millions de personnes disposant d'un revenu annuel entre 3000 et 6000 dollars. Seuls 40 millions de ménages chinois ont un revenu annuel supérieur à 6000 dollars (la Chine comptait un parc de 30 millions d'automobiles en 2005). Le revenu par tête rural est trois fois moindre que le revenu urbain. Les sept régions côtières comptant moins de 30 % de la population contribuaient à près de 50 % du PIB et à 80 % des exportations.

Durant la période 1990-1999, le revenu des 1 % les plus riches a progressé annuellement de 11 % contre moins de 5 % pour les 50 % les plus pauvres, et 3 % pour les 1 % les plus pauvres. Selon les chiffres officiels, la croissance n'a pas suffi à empêcher la hausse du chômage urbain qui est passé de 2,5 à 4,3 % durant la période 1990-2003. Ce taux ne prend pas en compte le chômage et le sous-emploi massifs dans les campagnes, ni les dizaines de millions d'emplois urbains informels.

Voici quelques éléments illustrant les beautés du « socialisme à la chinoise ».

Le cas de la Russie est également intéressant. Étudions les statistiques relatives au solde de la balance des biens (formée essentiellement par les importations et les exportations de marchandises), au solde de la balance des services, au solde des revenus des investissements (c'est-à-dire l'exportation de capitaux) et au solde de la balance du compte courant de la balance des paiements (faisant la synthèse de ces paramètres).

Soldes	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Balance des biens	[?]	[?]	16,9	19,8	21,6	14,9	16,4	36,0	60,2	48,1	46,3	59,9	85,8	118,4	139,2
Balance des services	[?]	[?]	-7,0	-9,6	-5,4	-5,9	-4,1	-4,3	-6,7	-9,1	-9,9	-10,9	-12,7	-13,9	-13,8
Revenus des investissements	[?]	[?]	-1,7	-3,1	-5,0	-8,3	-11,6	-7,9	-7,0	-4,4	-6,8	-13,0	-12,5	-17,8	-24,2
Revenus des IDE	[?]	[?]	0,0	-0,1	-0,1	-0,9	-0,8	-0,6	-0,8	-0,9	-2,3	-6,2	-4,0	-11,4	-21,2
Compte courant	-1,2	2,6	7,8	7,0	10,8	-0,1	0,2	24,6	46,8	33,9	29,1	35,4	59,5	84,4	95,3

Les IDE constituent ici la partie majeure des investissements. Durant la période 2000-2006 le stock d'IDE de la Russie (entrées) est passé de 32,2 à 197,7 milliards de dollars tandis que son stock d'IDE (sorties) est passé de 20,1 à 156,8 milliards de dollars. L'impérialisme russe est donc relativement faible sur le plan des investissements puisque l'exportation de capitaux ne lui permet pas de compenser les intérêts payés au Capital étranger pour le stock des IDE entrants.

Comme on le voit, l'impérialisme russe s'appuie essentiellement sur sa puissance commerciale. La part des matières premières (notamment minières) et des produits énergétiques (pétrole, gaz) dans la structure des exportations russes était de 75 % en janvier 2008. Depuis 1999, le solde positif de la balance des biens ne cesse de se renforcer au point d'aboutir à un solde largement positif du compte courant de la balance des paiements. Le confortable excédent commercial des années 1999-2006 a bien sûr des répercussions importantes sur l'économie russe dont les dirigeants politiques remarquent avec bonheur que sa croissance dépend bien plus des marchés pétroliers que de la conjoncture de récession des marchés boursiers. Ainsi dès 2007 a été instaurée une prime de maternité de plus de 7000 euros par naissance indexée sur l'inflation, afin d'essayer de ralentir la catastrophique érosion démographique.

L'Agence internationale de l'énergie estime les réserves de pétrole de la Russie à environ 15 % des réserves mondiales. La production de pétrole russe a augmenté de 6,2 à 7,6 millions de barils par jour durant la période 1998-2002. En 2002, la Russie était déjà le deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite. En 2007, elle restait le deuxième exportateur avec 7,0 millions de barils par jour derrière l'Arabie Saoudite (7,9) mais largement devant les Émirats Arabes Unis (2,5).

En 2005, la Chine était le deuxième consommateur mondial de pétrole, mais elle n'a produit que 60 % du pétrole qu'elle a consommé. La Chine a importé près de 13 millions de tonnes de pétrole russe, soit plus de 10 % de ses importations.

Durant la période 2003-2007, les exportations chinoises sont passées de 5,8 à 12,2 % des importations russes, tandis que les exportations russes sont passées de 6,2 à 4,5 % des importations chinoises. Malgré la hausse quantitative des échanges bilatéraux, il n'y a pas eu de modification qualitative de la structure de ces échanges. Bien au contraire, la part des matières premières et des produits énergétiques dans la structure des exportations russes n'a fait qu'augmenter. Ainsi, l'exportation d'équipement russes à destination de la Chine est passée de 29 à 1 % de la production russe exportée. À l'inverse, durant la période 2001-2007 l'exportation des biens d'équipement est passée de 11 à 30 % dans la structure des exportations chinoises vers la Russie.

Le solde du commerce extérieur est désormais positif en faveur de Pékin. Cependant rien d'inquiétant pour l'impérialisme russe qui dispose encore d'un excédent commercial confortable : en janvier 2008, le solde du commerce extérieur russe a été positif à hauteur de 19,9 milliards de dollars, contre 11,5 milliards de dollars en janvier 2007.

Les hydrocarbures d'abord, les armes ensuite, voilà à quoi on peut résumer la structure des exportations russes. Les exportations d'armement russes (chasseurs, hélicoptères, tanks, camions lance-missiles, défense anti-aérienne, construction navale, etc.) sont passées de 5 à 6 milliards de dollars entre 2006 et 2007. Les deux premiers clients sont l'Inde et la Chine. D'autres pays comme l'Algérie, le Venezuela ou la Malaisie comptent parmi les bons clients. L'industrie russe de l'armement part aujourd'hui à la (re-)conquête du marché mondial et conquiert de nouveaux clients : l'Indonésie, la Syrie et même l'Arabie Saoudite, jusqu'alors client inconditionnel des USA.

Fin mai 2008, durant le passage de Medvedev à Pékin, les deux parties ont communiqué sur la signature d'un accord nucléaire prévoyant la livraison d'uranium russe et la poursuite de la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium en Chine pour un coût de plus d'un milliard et demi de dollars. En septembre 2007, la première tranche de la centrale nucléaire de Tianwan, construite en partenariat avec la Russie, avait été mise en service. « L'énergie est la composante clé du dialogue russo-chinois », a indiqué la partie russe. La Russie s'est également prononcée en faveur de l'intensification de la coopération en matière d'investissement avec la Chine. De son côté, en 2006, le ministère chinois du commerce avait affiché comme objectif d'investir 12 milliards de dollars en Russie d'ici 2020 dans le secteur énergétique. En 2007, les IDE chinois en Russie se sont montés à 1,4 milliard de dollars, contre seulement 0,6 milliard de dollars pour les IDE russes en Chine.) À la même occasion, l'avionneur russe Sukhoï a affirmé vouloir coopérer avec la Chine dans la construction d'avions civils en vue de « créer un produit qui soit compétitif sur le marché mondial ».

En avril 2006 a débuté la construction de l'oléoduc Sibérie orientale/Pacifique dont une branche doit approvisionner la Chine. Les sociétés pétrolières russe Transneft et chinoise CNPC coopèrent à la construction de cette branche qui aura une capacité initiale de 15 millions de tonnes par an, capacité qui sera doublée quand le système fonctionnera à plein rendement.

Durant la période 1999-2006, le volume du commerce russo-chinois a augmenté annuellement de près de 29 %. En 2007, la Chine était le troisième partenaire commercial de la Russie, et cette dernière le septième partenaire commercial de la Chine. Ce n'est pas pour rien si la Chine a été la première destination de la tournée du nouveau président russe. L'essentiel des exportations chinoises vers la Russie est constitué par les biens d'équipements (vêtements) ainsi que les machines et les produits électroniques, tandis que l'essentiel des importations chinoises provenant de Russie est constitué par le pétrole, les minerais, les métaux (aluminium), le bois.

En août 2007, le ministère chinois du commerce a fait savoir au cours d'un forum russo-chinois sur la coopération automobile à Harbin, que le commerce bilatéral russo-chinois se monterait certainement à au moins 40 milliards de dollars pour l'année 2007. Il prévoyait de porter ce chiffre à 60-80 milliards de dollars d'ici 2010. Quelques mois plus tard, à l'heure des comptes, le volume du commerce bilatéral s'est monté à 48 milliards de dollars en 2007, contre un peu plus de 28 milliards de dollars l'année précédente.

Le principal facteur de l'augmentation du volume des échanges a été l'accroissement des importations russes en provenance de Chine qui se sont montées à 28,5 milliards de dollars (soit une augmentation de 80 % par rapport à 2006), contre seulement 19,7 milliards de dollars pour les exportations russes vers la Chine (soit une augmentation de 12 % par rapport à 2006).

Au premier semestre 2007, la Chine exportait ses voitures vers 177 pays. Son premier client était la Russie avec près de 40 000 voitures exportées pour un montant de près d'un demi-milliard de dollars.

Les relations sino-russes sont au beau fixe, ainsi en mars 2008, le ministre chinois des affaires étrangères a félicité Medvedev pour son élection, non sans saluer la contribution « éminente » de Poutine à l'essor des échanges bilatéraux, avant de conclure que la Russie et la Chine devraient renforcer leur coopération sur la scène internationale. Il est hors de doute que l'impérialisme russe a largement bénéficié du gargantuesque appétit énergétique induit par la croissance de l'économie chinoise. Les besoins énergétiques croissants de l'impérialisme chinois contribuent en effet à sécuriser les revenus pétroliers dont les bas cours des années 1986-1999 — 20 dollars le baril en 1986 contre plus de 40 dollars en général pour les années 1973-1985 —, avaient précipité l'effondrement du social-impérialisme soviétique (alors que le coût de production d'un baril est proche d'un dollar dans certains gisements du Moyen-Orient, il est de l'ordre de 14 dollars en Russie). Pour l'impérialisme russe, la naissance d'un nouvel ordre impérialiste contemporain est donc plutôt vue d'un bon œil.

Rien d'étonnant donc à ce qu'en mars 2008, les ministres de la Défense russe et chinois aient fait connaître leur volonté de renforcer leur coopération militaire, qui avait déjà débouché en 2007 à des manœuvres "anti-terroristes" conjointes dans l'Oural. De même, en février 2008, la Russie et la Chine ont présenté à l'ONU un projet de traité international interdisant le déploiement de tout type d'armes dans l'espace extra-atmosphérique. Ce projet a évidemment été rejeté par les USA qui ont relancé leur projet de bouclier anti-missile national.

Si le 9 juin 2008, le ministre russe des Affaires étrangères s'est opposé aux déclarations du vice-premier ministre israélien qui estimait inévitable et imminente une frappe militaire contre l'Iran, il ne faut pas se laisser tromper par le caractère de cette opposition : l'Iran est dotée de très importantes réserves pétrolières (10 % des réserves mondiales) et il est hors de question pour de nombreux concurrents de l'impérialisme américain, que ce dernier puisse s'approprier ce gâteau par la force ! C'est pourquoi l'impérialisme russe en a appelé au respect de la charte de l'ONU, reformulant le rêve kautskiste de la possibilité du règlement pacifique « des problèmes internationaux » sous l'impérialisme... Le 31 mai 2008, Poutine avait affirmé être « contre » la possibilité que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Et s'il a admis parfaitement justifié le développement de la filière nucléaire civile dans les « pays émergents », c'est à la condition que ces pays ne maîtrisent pas les processus technologiques permettant de développer le nucléaire à des fins militaires : pour lui, la solution est donc que « l'enrichissement de l'uranium se fasse dans des pays au-dessus de tout soupçon », possédant déjà l'arme nucléaire... Ainsi, les pays impérialistes fourniront l'uranium enrichi destiné aux centrales et retraiteront le combustible usagé ! Beaux débouchés en perspective !

Si l'on observe de manière évidente un rapprochement étroit de Moscou et Pékin, il ne faut pas cependant perdre de vue que ce rapprochement dépend de la marche des affaires, et que les alliances se noueront et se dénoueront en conséquence. Moscou tend la main à tous ceux qui font les yeux doux à son pétrole.

Ainsi, depuis quelques années la question des îles Kouriles n'envenime plus les relations économiques et commerciales entre le Japon et la Russie, le Japon convoitant le pétrole russe. En février 2007, le stock des IDE japonais en Russie se

montait à 2,5 milliards de dollars. Durant la période 2003-2006 le volume des échanges bilatéraux est passé de 6 à près de 14 milliards de dollars.

A la fin mai 2008, durant leur visite à Berlin, les délégués de l'impérialisme russe ont exposé aux dirigeants de l'impérialisme allemand leurs ambitions dans le secteur de l'aéronautique civile. La Corporation aéronautique unifiée russe, qui réunit une vingtaine de grandes sociétés (dont Sukhoï, MiG, Tupolev et Iliouchine), s'est fixée pour objectif de concurrencer Boeing et Airbus d'ici une décennie. Le consortium russe comptait alors déjà 73 commandes fermes de son nouveau moyen courrier Superjet-100 dont il espère doubler les commandes cette année. L'impérialisme russe, mangeant à tous les râteliers et profitant du boom des revenus des exportations pétrolières, semble ainsi reprendre du poil de la bête et prétend à nouveau jouer un rôle international de premier plan, ce dont témoignent également les événements récents dans les balkans.

Bref, entre la Russie et surtout la Chine, que l'avenir s'annonce difficile pour les pays impérialistes occidentaux !

LA PROPAGANDE IMPÉRIALISTE À TRAVERS LES JEUX VIDÉO

(31/07/2008 — Article réactualisé datant initialement de 2003)

Nous ne parlerons pas ici des multiples jeux de combat faisant l'apologie de la violence gratuite apparemment « neutre », ni des jeux de gestion où le but est d'amasser un maximum de \$, mais des jeux directement destinés à la propagande guerrière servant les intérêts géostratégiques immédiats de l'impérialisme. Ces jeux ont un impact énorme sur la jeunesse et sur son attitude vis-à-vis de la guerre.

I – L'exemple de U\$ Army Ops (2002)

En général les jeux vidéo sont loin d'être gratuits, les affaires obligent... Alors, comment expliquer que le jeu U\$ ARMY OPS, un jeu aux graphismes très soignés sorti récemment, à savoir après le 11/09/2001, soit un logiciel freeware, c'est-à-dire gratuit, en plus d'être disponible pour tous en téléchargement sur Internet ?

Eh bien tout simplement par le fait que ce très patriotique et réaliste jeu d'entraînement aux combats militaires (réalisé en étroite collaboration avec la multinationale poids lourd du circuit graphique NVIDIA), et offert gracieusement aux joueurs PC par l'U\$ ARMY, permet de renforcer et d'exalter la fibre chauvine des joueurs, tout en formant les futurs soldats américains à la discipline et aux "valeurs" militaires des armées bourgeoises dès leur plus jeune âge. On apprend ainsi aux futurs et aux jeunes esclaves du Capital à aller « casser » du russe ou de l'irakien !

De ce fait, si le joueur est mis par la suite en situation réelle, il aura bien moins de remords, même lorsqu'il sera question de populations civiles, car peu lui importeront les dégâts collatéraux, pourvu qu'il soit parvenu à son but... Comme quoi certains représentants de la bourgeoisie savent prévoir à moins court terme, puisqu'il s'agit ici de concéder quelques profits immédiats au bénéfice du renforcement de l'aliénation des consommateurs occidentaux fascinés par l'U\$ ARMY, et au bénéfice de l'entraînement précoce de leurs futures recrues, immergées par l'ambiance du jeu et impatientes de pouvoir y prendre part dans la réalité... Celles-ci pourront incontestablement se sentir fortes, car conscientes d'avoir la trempe de grands guerriers du monde « libre » occidental, du fait qu'il est bien connu que depuis le 6 juin 1944, "nous" (c'est-à-dire les gouvernements et les bourgeoisies impérialistes d'Europe) sommes éternellement redevables à l'impérialisme américain...

II - L'exemple de Command and Conquer Generals (2003)

Sorti des studios *Electronic Arts* et héritier des très manichéens *Command and Conquer* (Commander et conquérir) et *Red alert* (Alerte Rouge) de chez *Westwood studios*, ce jeu se propose de perpétuer la longue tradition de propagande guerrière « made in USA ». Du temps des *Red Alert*, c'était la confrontation occidentaux-soviétiques qui primait, histoire de bien mettre en garde la jeunesse occidentale sur le 'péril rouge' et de ne pas oublier la Guerre Froide ! Mais aujourd'hui en quoi consiste la propagande impérialiste dernier cri ?

Nous sommes en présence d'un jeu de stratégie en temps réel, très soigné graphiquement. Côté unités, il y a des différences énormes entre les trois camps en présence, et c'est justement à ce niveau que la propagande se fait la plus grossière :

- Premièrement, nous avons la faction GLA (Global Liberation Army). Ce groupe de terroristes est le sosie d'Al Qaeda, nous le verrons plus en détails.
- Ensuite, nous avons les chinois, les "cocos", quoi... L'URSS est tombée, mais [officiellement] pas encore la Chine, alors quoi de plus normal qu'elle prenne le relais ? L'armement chinois est particulièrement intéressant...

- Enfin, nous avons l'armée américaine et ses gentils GIs symbolisant l'axe du bien : les défenseurs de la "démocratie" et les pourfendeurs de tyrans...

Arsenaux :

- La GLA : les travailleurs sur lesquels repose l'économie passent pour des feignants et l'économie utilise le marché noir. Les véhicules peuvent être équipés d'armements à têtes bactériologiques et chimiques dont les effets perdurent sur le champ de bataille. Nous retrouvons bien sûr les missiles SCUD (référence à Sadam Hussein oblige) ; l'anthrax ; les milices armées de guérilla urbaine utilisant des AK 47 et des cocktails Molotov (les palestiniens peut-être ?) ; les commandos et camions suicides ; et enfin les soldats (afghans) pouvant se terrer dans des trous formant des réseaux de galeries... Bref l'égalité : Sadam Hussein = Al Qaeda = Palestiniens apparaîtra évidente à nombre de jeunes occidentaux pour qui la défense du territoire deviendra synonyme d'invasion du territoire adverse : qu'espérer de mieux pour soutenir les agressions impérialistes ?

- Les chinois : en successeurs des soviétiques, ils se sont vus attribués tous les clichés anti-communistes habituels et même davantage ! Ils utilisent de vieilles centrales nucléaires pour leur fourniture énergétique, pouvant même les faire fonctionner en surcharge au-delà de leur capacité normale, moyennant une dégradation du bâtiment. Ils n'hésitent pas à faire de la chair à canons de leurs gardes rouges : c'est vrai quoi, ces chinois ils sont tellement nombreux ! En outre les chinois excellent dans l'art de la propagande et du nationalisme, d'ailleurs, les tours prévues à cet usage galvanisent les troupes ! Les chinois utilisent également massivement le nucléaire : leur arme ultime est d'ailleurs le missile nucléaire, arme qu'ils utilisent sans aucun discernement (les chinois ont-ils jamais utilisé la bombe atomique ?), disposant même d'un canon d'artillerie mobile lançant de petites ogives nucléaires ! Leurs tanks empereurs, véritables forteresses, peuvent même recevoir une motorisation nucléaire et tirer des obus à l'uranium appauvri ! Leur aviation est à base de Mig 35 pouvant être armés... au napalm ! D'ailleurs, les chinois, en sus de leur artillerie nucléaire, disposent d'une artillerie au napalm ! Ils peuvent également miner les alentours de tous leurs bâtiments afin de les préserver d'une infiltration ennemie. On croirait ici détailler l'arsenal employé durant des décennies par les pays impérialistes contre les peuples des pays coloniaux... La propagande, c'est l'art d'imputer ses propres crimes à l'ennemi et forcé de reconnaître que les impérialistes sont depuis longtemps passés maîtres dans ce domaine ! Il faut dire qu'ils ont pris des cours à bonne école ! (Cf. articles sur la CIA et sur les mensonges concernant l'URSS.)

- Les USA : ils n'utilisent que des armes propres, des centrales nucléaires écologiques à fusion froide, des tanks « laser », des missiles patriot. Ici, pas de mines, de napalm, de bombes nucléaires, d'uranium appauvri, d'armes bactériologiques et chimiques, pas de propagande ou de nationalisme : seulement un patriotisme des plus sains ! Bref, c'est la guerre propre avec des armes toutes plus propres les unes que les autres ! La guerre virtuelle à base de frappes chirurgicales effectuées par l'U\$ Air Force ! "God bless America" !

Notons que les sources de revenus annexes sont les puits de pétrole dont il faut s'emparer ! (Quand même un peu d'honnêteté !)



Un aperçu de l'arsenal du camp chinois.

Avec *Red Alert*, on pouvait s'attendre à avoir vu les tréfonds de la société du spectacle diabolisant ses ennemis... mais il n'en est rien : *C&C Generals* pousse le bouchon encore plus loin, au point que ça en devienne particulièrement crétin ! Il n'est pas nécessaire d'être communiste pour le remarquer, comme le prouve ce que l'on peut lire dans le test du jeu effectué par un site informatique :

« Hélas on ne peut pas dire que la première impression soit très positive. L'introduction déjà fait carrément l'apologie de la guerre à moins que ce ne soit du second degré pas vraiment drôle (enfin pas à mon goût en tout cas). Mais c'est ensuite que les choses empirent et que l'on se demande si le lobby militaro-industriel américain n'a pas carrément pris des parts dans le capital d'Electronic Arts. (...) Vive l'Amérique ! Que dire d'autre en conclusion ? *C&C Generals* propose une idéologie nauséabonde où la propagande se fait aussi minable que stupide (lapalissade ?). L'opposition NOD/GDI était certes aussi manichéenne, mais au moins elle ne nous infligeait pas ces leçons de morales à trois francs six-sous. Les Chinois sont des brutes que seuls les terroristes (Arabes bien sûr) surpassent mais heureusement que les gentils GIs sont là pour remettre le monde dans le droit chemin ! » (*Clubic.com*)

Voilà les ennemis US bien identifiés en vue de la grande liturgie guerrière du 21^{ème} siècle ! Aucun doute n'est plus permis à ceux qui en doutaient encore : la Chine, puissance impérialiste montante, est bien l'ennemi à abattre ! Aux USA et dans plusieurs pays impérialistes concurrents de la Chine, la bourgeoisie impérialiste y prépare déjà les esprits !

CE QUE LA BOURGEOISIE PRÉPARE AUX TRAVAILLEURS...

(17/08/2008)

À une époque où les partis bourgeois persistent à se parer hypocritement de l'habit "démocratique", alors même que la bourgeoisie foule au pied quotidiennement les revendications immédiates des travailleurs, il est remarquable d'entendre les propos francs tenus par certains représentants des classes exploiteuses. Ceux de Serge Dassault, tenus le 10 juillet 2008 sur *iTélé*, font partie de ceux-ci. En France, comme dans n'importe quel pays impérialiste, la grande bourgeoisie exerce un lobbying constant dans la sphère politique, au sein même de l'État bourgeois, pour défendre ses intérêts contre les travailleurs indigènes et contre les bourgeoisies concurrentes d'autres pays. Serge Dassault est une illustration concrète de cette mainmise de la bourgeoisie sur l'appareil d'État. Soutien indéfectible de Jacques Chirac, c'est tout naturellement que Serge Dassault soutient aujourd'hui Nicolas Sarkozy.

Rappelons que Serge Dassault, patron milliardaire (marchand de canons) et sénateur UMP, outre ses activités industrielles et politiques, est également le patron actuel de la *Socpresse* — groupe de presse publiant 70 titres dont le quotidien *Le Figaro* —, détenue depuis septembre 2006 en totalité par le groupe *Dassault aviation*. Il a également été patron du groupe *Express-Expansion* ainsi que l'actionnaire principal du club de football *FC Nantes* qu'il a revendu en juillet 2007 pour 10 millions d'euros.

Le groupe *Dassault aviation* a enregistré un chiffre d'affaires de 3,30 milliards d'euros en 2006. En 2006, le groupe *Dassault aviation* était détenu à 50,01 % par le groupe *GIMD* (*Groupe industriel Marcel Dassault* dont la famille Dassault est l'actionnaire exclusif) et à 45,76 % par *EADS* (groupe franco-germano-espagnol du secteur de l'industrie aéronautique et spatiale civile et militaire). Le groupe *Socpresse* a pour sa part enregistré un chiffre d'affaires de 1,45 milliard d'euros en 2004. On voit donc que M^r Dassault n'est pas le premier bourgeois venu : à 83 ans révolus, "l'homme qui valait 35 milliards d'euros de subventions publiques" est un représentant de l'impérialisme français parfaitement conscient de ses intérêts.

Passons maintenant en revue les principales thèses défendues par M^r Dassault au cours de cette interview, en gardant en vue le fait que nous avons affaire à un "connaisseur", celui-ci étant en effet membre de la commission sénatoriale *des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* (Rapporteur spécial du rapport législatif *Travail et emploi*, n°91 de novembre 2007) et membre de la commission spéciale sur *Le projet de loi de modernisation de l'économie...*

« Vous voulez que, aujourd'hui il n'y ait plus de grands groupes et de grands chefs d'entreprises qui réussissent ? (...) Arrêtons de critiquer ceux qui réussissent, parce que si vous les critiquez, ils vont s'en aller. »

Traduction : Arrêtons donc de critiquer les rois de l'industrie et de la finance qui se remplissent les poches en exploitant la sueur des travailleurs, sinon ils partiront dans d'autres pays chercher des esclaves plus dociles...

Au journaliste qui revient sur les propos prononcés le 5 juillet par Nicolas Sarkozy au conseil national de l'UMP — « **Oui, la France change, d'ailleurs on le mesure au fait que les grèves sont de plus en plus indolores** » —, Serge Dassault répond ensuite :

« Écoutez, à quoi ça sert les grèves ? Dites-moi pourquoi on fait la grève ? Pourquoi les syndicats appellent à la grève ? Dès qu'on veut faire quelque chose, ils font la

grève. Dès que le président veut faire une réforme, on fait la grève. (...) Aujourd'hui, la grève est un cancer. (...) Il faut encadrer le droit de grève. (...) La grève politique doit être interdite, la grève de soutien doit être interdite : on fait la grève pour soi, pour une entreprise. »

[Le journaliste : « Comment on mesure une grève politique, le caractère social ou politique d'une grève ? »]

« La grève politique, il n'y a pas besoin de grève politique ou de caractère social, c'est scandaleux. Quand le gouvernement veut réduire le temps de travail ou augmenter le temps pour la retraite ou les points retraite, mais ça rime à quoi ? Alors on est en anarchie ! Ça veut dire que c'est la rue qui commande, que c'est pas le président, que c'est pas le parlement et que dès qu'il y a une nouvelle décision, on fait la grève. Voilà ! »

Traduction : D'abord, il faut souligner que la remarque de Sarkozy montre que la bourgeoisie est parfaitement consciente de l'affaiblissement du mouvement revendicatif spontané (économiste et réformiste) induit par l'aggravation de la concurrence (qui engendre par exemple un fatalisme devant lequel chaque esclave salarié cherche à faire le moins de vagues possible pour garder sa place...). Cet affaiblissement du mouvement revendicatif spontané doit se traduire par l'adoption d'une tactique adaptée à cette nouvelle réalité qu'est la mise en échec inévitable des revendications spontanées par la bourgeoisie (salaires, retraites, sécurité sociale), et non d'une tactique empruntée à des conditions d'essor économique relatif, copiée de manière mécanique et dogmatique. L'impérialisme pourrissant est plus que jamais la veille de la révolution socialiste, qu'aucune étape transitoire ne précède. Les représentants les plus intelligents de la bourgeoisie sentent ces choses d'instinct. C'est pourquoi pour Serge Dassault, il faut interdire toute grève politique (ce type de grève risquant d'aboutir à la remise en cause de la "démocratie" bourgeoise) et, même parmi les grèves économiques, ne tolérer que les grèves "pour soi-même", pour renforcer le caractère corporatiste des grèves jusqu'à la cellule de l'entreprise, afin de diviser les travailleurs et de rendre inoffensives leurs protestations, même cantonnées au terrain économique... C'est une chose nécessaire à la bourgeoisie qui sait qu'elle doit attaquer de front les travailleurs sur les revendications économiques elles-mêmes, et qui, sachant qu'elles ne pourront pas être satisfaites, ne veut pas surtout pas risquer de les voir déborder sur le terrain des revendications politiques. Il faut donc interdire aux travailleurs de manifester leur mécontentement de manière organisée et consciente : ils doivent se laisser fouler aux pieds par les lois votées dans les parlements bourgeois.

« À quoi ça sert un syndicat ? Ça sert, excusez-moi, à faire la grève parce qu'on fait des licenciements qui sont nécessaires pour l'entreprise ou parce que l'on veut augmenter les salaires, ce qui aussi nuit à l'entreprise, mais les syndicats n'ont pas la notion de l'importance de l'entreprise, on est encore à la lutte des classes, les syndicats d'un côté, le patron de l'autre. C'est plus comme ça que ça se passe. »

Traduction : En fin de compte, les syndicats et même les grèves économiques "pour soi-même" ne servent à rien : ils nuisent à l'entreprise. "La lutte des classes, c'est fini", du moins en ce qui concerne les travailleurs, car Serge Dassault, lui, parle à chaque seconde le langage de la lutte des classes : aujourd'hui, les esclaves du Capital doivent baisser la tête sans rien avoir le droit de dire devant leur patron, "pour le bien commun" des profits de l'entreprise. Sinon, la sanction est immédiate : la délocalisation !

Il est également intéressant d'écouter ce que Serge Dassault pense de l'action de Nicolas Sarkozy :

« Il fait bouger la France et il a raison. Et moi, à mon avis, il ne la fait pas bouger assez vite. (...) Le président, c'est vrai, il fait ce qu'il peut, il ne fait pas assez, parce que lui-même est aussi paralysé par les négociations syndicales, par les partenaires sociaux, par les 35 heures, par, regardez, excusez-moi de le dire, l'histoire de la retraite (...) On a trop de fonctionnaires, et on a un budget de la France qui a une proportion de charges de personnes trop importante. Alors quand on paie du personnel, on a plus d'argent pour investir. Donc il faut réduire le personnel. Il a raison et c'est ce qu'il faut faire. On en a trop. (...) Écoutez, on a aujourd'hui un pays qui ne travaille pas assez. Alors moi, j'aurais été à sa place, on supprime totalement les 35 heures. Le premier jour, on repasse à 39 heures, et puis c'est tout. Tout à l'heure vous disiez les chinois. Mais les Chinois ils travaillent 45 heures, ils dorment sur place dans leurs usines, ils font de bons produits pas chers, parce qu'ils travaillent. La France ne travaille pas. »

Traduction : Bien sûr que Sarkozy travaille pour nous, patrons, mais les réformistes lui mettent des bâtons dans les roues, donc les réformes traînent et il doit biaiser pour les faire passer en douceur... C'est certain, on va réduire les frais de votre entretien et de votre formation (comme l'enseignement) et on va vous faire trimer plus, car notre "idéal", à nous exploiters, c'est d'atteindre la productivité de l'ouvrier chinois !

[Le journaliste : « Mais, Serge Dassault, ce n'est pas ce que vous souhaitez aux travailleurs français, qu'ils dorment dans les usines, si ?! »]

« Qu'ils dorment sur place pour travailler, je ne dis pas qu'ils dorment tous sur place ».

Traduction : Si, pourquoi pas, ce serait l'idéal si c'était possible (si les esclaves salariés résignés en arrivaient à accepter de telles conditions de vie) : on pourrait ainsi grandement abaisser les salaires et regagner en compétitivité ! Et raisonnent de manière terriblement actuelle ces vers d'Eugène Pottier (*Le Capital*) :

« Par essais, le chinois fourmille
Ils ont des moyens bien compris
Pour s'épargner une famille
Et travailler à moitié prix
Avis aux ouvriers de France
Dans leur sens, il faut s'exercer
Pour enfoncer la concurrence
Laissez faire, laissez passer ! »

Voici maintenant que Serge Dassault dispense un petit cour d'économie politique "pour les nuls", destiné à éclairer la lanterne des syndicats et des partis réformistes...

« Mais, si vous voulez, pourquoi est-ce qu'on dit que la croissance n'est pas assez importante ? Parce qu'on ne travaille pas assez, parce qu'on ne vend pas assez, parce qu'on coûte..., parce que le coût de production est trop cher, parce qu'on a trop d'entraves, parce que les chefs d'entreprises ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent pour gérer leur entreprise. Et c'est dans l'entreprise, c'est le client qui compte. C'est pas le syndicat, c'est pas le salarié, c'est pas l'actionnaire. Si il n'y a pas de client parce qu'on est trop cher, parce qu'on ne produit pas assez vite, parce qu'on est moins bon que les autres, on ne vend pas. Alors, ne disons pas que l'on échoue. On échoue parce qu'on ne fait pas ce qu'il faut. »

Traduction : L'économie française va mal parce qu'on a mis trop d'entraves à l'exploitation, qu'on y a ajouté trop de "chaînes dorées" dont l'entretien est aujourd'hui devenu trop cher face à la concurrence chinoise ! Pour renouer avec la croissance, il faut produire à moindre coût que la concurrence chinoise. Il n'est point d'autre planche de salut ! — Et tout cela est parfaitement vrai si l'on reste prisonnier de l'horizon borné du capitalisme, celui-ci n'ayant d'autre but que l'extorsion de profit maximal. Pour lui, la satisfaction des besoins des masses travailleuses est obtenue

pour ainsi dire de manière accidentelle : comme il faut produire moins cher pour satisfaire un client qui ne doit surtout pas se tourner vers les produits de la concurrence, sous peine de mévente et de faillite, la bourgeoisie exerce une pression permanente sur les salaires, mais par la même occasion, et c'est là la contradiction fondamentale du capitalisme, cette pression sur les salaires tend à réduire les débouchés en comprimant la demande solvable ! Et quand les affaires se portent bien dans un pays, ce ne peut donc être qu'au détriment de celles d'autres pays, excitant ainsi les rivalités entre les bourgeoisies de ces pays, alors tentées de lancer les peuples les uns contre les autres dans des guerres de rapine destinées à modifier les zones d'influence d'importation de matières premières et de matières énergétiques ainsi que d'exportation de marchandises et de capitaux !

[Le journaliste : « Donc les 35 heures pour vous on est pas allé assez loin, alors même que la confédération générale des cadres, qui n'est pas un syndicat de 'lutte des classes', pour reprendre votre terme, dit « c'est un grand retour en arrière, c'est un retour au siècle dernier, le fait qu'on ait élevé le forfait jour pour les cadres ». Et vous savez qu'il y a beaucoup de cadres qui sont quand même plutôt, cadres, cadres supérieurs, qui aimeraient bien conserver leurs RTT et qui sont plutôt des cadres qui votent Nicolas Sarkozy... »]

« Mais le problème n'est pas là. On peut aussi ne pas travailler, c'est très intéressant. On peut partir en vacances, c'est très intéressant, c'est très bien. On peut aussi ne pas travailler le dimanche, c'est très intéressant. Mais alors après, qu'on ne reproche pas que la France n'a pas de croissance. La croissance c'est le travail. C'est de fabriquer des produits pas chers. Mais si on ne travaille pas, c'est intéressant de ne pas travailler, moi je ne suis pas contre les 35 heures. On part en vacances, on fait ceci (...) La France a été désinformée. Ces 35 heures, c'est le cancer de la France, ça a cassé l'industrie ! Les gens sont habitués maintenant à ne pas travailler. C'est pratique, moi je ne suis pas contre. Mais quelles sont les conséquences ? (...) Oui il y a du travail, mais on ne peut pas faire ce que l'on veut dans l'entreprise. Le premier problème : pourquoi est-ce qu'il y a du chômage en France ? C'est parce qu'il y a la rigidité de l'emploi. Les syndicats sont persuadés qu'avec la rigidité de l'emploi on n'est pas dans la précarité. Mais ce n'est pas comme ça que ça se passe. Si on a trop de rigidité, le CDI, le contrat à durée indéterminé, c'est très bien, mais ça veut dire que si l'entreprise ne peut pas débaucher quand elle n'a plus de travail, elle n'embauche pas, c'est aussi simple que ça, elle embauche à l'étranger, elle délocalise. On en est là. On ne peut plus travailler. Il n'y a pas la flexibilité de l'emploi. »

Traduction : Le problème n'est pas ce que veulent les travailleurs, même ceux qui ont été privilégiés jusque-là. Le problème, c'est qu'il est aujourd'hui nécessaire de travailler plus, car sans cela, pas de croissance ! Vous voulez régler le problème du chômage ? Alors, laissez aux patrons carte blanche, laissez-les embaucher et débaucher comme ils le veulent, selon les fluctuations du marché. Les CDI nous empêchent d'embaucher et nous encouragent à délocaliser, ils sont en quelque sorte pires que le mal qu'ils prétendent guérir...

[Au journaliste qui demande s'il est inquiet pour l'économie française : « On dit le pire est devant nous en matière de crise, voir en matière de crise boursière, est-ce qu'il faut avoir peur ? »]

« Non, il faut travailler. (...) Je ne suis pas très optimiste, parce qu'on est encore paralysé par les lois socialistes, on est encore paralysé parce qu'on dit qu'il faut des contrats à durée indéterminée. Mais il faut que les entreprises soient libres d'embaucher quand elles ont du travail, de débaucher quand elles n'en ont pas. Si elles ne peuvent pas le faire, je vous le dis, elles n'embauchent pas. Aujourd'hui, pourquoi on a 8 % de chômeurs et pas 5 ou 4 comme ailleurs, c'est parce que, au Danemark, aux États-Unis, en Angleterre au Canada, il n'y a pas de problème de rigidité. On

embauche quand on a du travail, on débauche quand on en a plus, et ceux qui sont débauchés vont ailleurs parce qu'on les prend. C'est comme ça que ça va se passer. »

Voilà qui illustre parfaitement la signification réelle de la "démocratie" bourgeoise, comme forme camouflée de la dictature du Capital ! Pour reprendre les mots de Lénine, les politiciens bourgeois ne sont que des fantoches et des marionnettes, le parlement n'est rien, la bourse est tout ! En outre, le pouvoir décisionnel politique s'efface devant les impératifs économiques et montre qu'en définitive, derrière la façade "démocratique", le prolétaire reste l'esclave du Capital auquel il faut tout sacrifier. Ici apparaît donc de manière très nette le caractère formel de la "démocratie" bourgeoise : on concède quelques miettes aux exploités quand les affaires marchent bien, et on exige d'eux qu'ils se serrent la ceinture et qu'ils se plient sans broncher à la flexibilité et à la précarité dont a besoin le Capital dans les périodes moins "florissantes"...

Tel est indéniablement le cas aujourd'hui. En effet, en juillet 2008, le secteur automobile américain a connu son plus mauvais mois en terme de ventes depuis 1992. General Motors, dont les ventes ont chuté de 27 %, a enregistré une perte de 15,5 milliards de dollars sur le trimestre avril-juin. En juin-juillet 2008, les statistiques bourgeoises officielles ont relevé une hausse du taux de chômage en France. D'avril à juin, les mises en chantier de logements en France ont baissé de 28 %. Ainsi, l'économie crée aujourd'hui moins d'emploi qu'elle n'en détruit, tandis que ceux qui travaillent consomment de moins en moins... Rien d'étonnant donc à ce que selon une estimation publiée le 14 août par de l'INSEE, les PIB respectifs de la France et de la zone euro se soient contractés respectivement de 0,3 et 0,2 % au deuxième trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Selon les analystes du pôle d'expertise *Xerfi*, « **le risque d'une récession est désormais très grand pour l'économie française** », tandis que pour ceux de *Global Equities* « **la dégradation du PIB tient surtout au plongeon de l'investissement des ménages et des entreprises** ». Et les propos tenus dernièrement par Christine Lagarde, ministre de l'Économie, n'y changeront rien. Selon elle, il est encore trop tôt pour parler de "récession" : « Toute personne qui crierait au loup et à la récession aurait un trimestre d'avance », la récession correspondant selon les règles officielles à une contraction du PIB durant deux trimestres consécutifs... Ensuite, ce que nous n'avons pas encore le droit d'appeler une récession « n'est pas un phénomène propre à l'économie française ». Tout va bien, alors ! À n'en pas douter, il est certain que les considérations de M^{me} Lagarde rassureront les esclaves salariés auxquels la bourgeoisie prépare des lendemains laborieux, heureux de savoir qu'ils ne seront pas les seuls à trimer plus, pour renouer avec la croissance...

Aujourd'hui, la base matérielle de l'opportunisme tend à se rétrécir, amenant à la décomposition des partis réformistes "de gauche" comme "d'extrême gauche". Telle est la signification des tentatives trotskistes pour construire "un grand parti anti-capitaliste", en récupérant les éléments issus de ces formations politiques en décomposition.

Sur qui les travailleurs doivent-ils aujourd'hui compter pour s'opposer aux plans fascistes de la bourgeoisie impérialiste française ? Pas sur le P"CF, en tout cas. En effet, héritier de la tradition thorézo-marchaisienne nationaliste et social-chauvine, il a parachevé sa fusion avec la bourgeoisie et l'impérialisme français. Ainsi, en septembre 2004, une publicité géante pour *EADS* figurait en deuxième page du programme de la "Fête de l'Humanité". Mais ce sponsor faisait bien pâle figure face au sponsor officiel de la fête, la société *Dassault*, dirigée par le très réactionnaire S.

Dassault, dont nous avons eu l'occasion d'admirer le franc-parler. Autre fait révélateur de ce **soutien conscient** de la bourgeoisie impérialiste aux petits-bourgeois réformistes du P"C"F : de 1999 à 2002, l'État impérialiste français a versé 9,7 millions d'euros à *l'Humanité* au titre de « l'aide au maintien du pluralisme de la presse ». En outre, le groupe *Société Humanité Investissements Pluralisme* (Hachette – TF1 – Caisse d'Épargne) possède actuellement 20 % du capital de *l'Humanité*. Dans un rapport sénatorial, le sénateur UMP Louis de Broissia, s'inquiétant de la situation financière difficile de *l'Humanité*, affirmait que sa « **disparition porterait un rude coup au pluralisme de la presse française** ». C'est dire comment la bourgeoisie impérialiste française soutient financièrement les cautions "démocratiques" que sont les représentants de "l'extrême gauche" du P"C"F.

Très consciente de ses intérêts de classe, la bourgeoisie impérialiste comprend sans peine l'intérêt qu'elle a à voir les pseudo-communistes continuer à propager leurs illusions sur la possibilité de réformer ou d'aménager le capitalisme, tout en combattant le socialisme scientifique (le "stalinisme"). En effet, la grande bourgeoisie est trop intelligente et trop renseignée pour croire que la propagande d'idées ouvertement bourgeoises et hostiles aux travailleurs puisse rencontrer de grand écho auprès des larges masses d'exploités, surtout quand les faits de la vie quotidienne les démasquent, surtout quand la récession, la crise économique et la guerre impérialiste pointent à l'horizon ! Pour la bourgeoisie, il est très utile de disposer "d'auxiliaires" critiquant en paroles les "excès du capitalisme", mais qui ne proposeront jamais de solution réelle — solution qui ne peut être que révolutionnaire —, aux maux du capitalisme. Inutile de dire que c'est la répétition d'une vieille histoire : celle de la répression fasciste du mouvement communiste et ouvrier avec la complicité des réformistes de tout poil... Cette social-démocratie réformiste, c'est aujourd'hui "l'extrême-gauche" officielle qui entretient encore ses vœux pieux de répartition moins inéquitable des richesses : le PS les a pour sa part depuis longtemps abandonné (comme le prouve par exemple l'aval donné à Lisbonne en 2002 par le gouvernement Jospin sur la nécessité d'allonger la durée de cotisation pour les retraites) et fusionne aujourd'hui complètement avec la "droite" traditionnelle, d'où une grande confusion dans ses rangs, sans compter ceux qui désertent pour rejoindre directement l'UMP.

Ces auxiliaires réformistes sont à n'en pas douter pour les exploités leur meilleur rempart contre la diffusion des idées du marxisme au sein des masses exploitées, d'autant qu'en prêchant la collaboration de classe et l'esprit de capitulation et de soumission, les révisionnistes aident la bourgeoisie à créer le lit du fascisme en désarmant idéologiquement les travailleurs au moyen d'un matraquage de théories pacifistes et réformistes, alors même que la bourgeoisie, elle, se prépare consciemment à mettre en œuvre une répression féroce de l'ensemble du mouvement ouvrier (sa fraction réformiste comprise). La frange la plus éclairée de la bourgeoisie le sait bien et fera tout pour que son masque "communiste" ne soit pas complètement arraché au P"C"F, et surtout que celui-ci ne disparaisse pas de la scène politique en tant que Parti de duperie des masses travailleuses. A ce sujet, Lénine citait le discours « d'une franchise digne d'éloge » d'un opportuniste déclaré avertissant qu'il serait très dangereux pour la bourgeoisie de voir la social-démocratie dériver encore plus à droite : « **elle doit conserver son caractère de parti ouvrier avec ses idéaux socialistes, car le jour même où elle le perdra, surgira un nouveau parti qui reprendra, sous une forme plus radicale, le programme abandonné.** » (Lénine,

L'opportunisme et la faillite de la II^e Internationale, Œuvres choisies en deux volumes, Tome I, Édition numérique, p. 339.)

Nous en sommes encore loin aujourd'hui : en effet, la société française et les partis petits-bourgeois se décomposent sans qu'ait encore été édifié de véritable Parti communiste n'ayant d'autre but stratégique que l'abolition de l'esclavage salarié. Alors qu'il n'existe aucun Parti communiste de type bolchévik et alors que pour la bourgeoisie, même le réformisme petit-bourgeois devient intolérable, il faut plus que jamais regarder la "démocratie" bourgeoise comme une façade se lézardant sous les coups de la bourgeoisie impérialiste contrainte par la marche "pacifique" du commerce et des investissements internationaux de dévoiler au grand jour leur fond fasciste. **La construction du Parti revêt dans ces circonstances un caractère d'urgence et de nécessité vitale pour l'avenir proche.** Cette construction est en effet la condition de la canalisation des énergies des masses opprimées et exploitées par le capitalisme, canalisation sans laquelle la bourgeoisie détournera inévitablement le mécontentement spontané vers d'autres directions.

« Il faut regarder la victoire du fascisme en Allemagne, non seulement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et le résultat des trahisons perpétrées contre celle-ci par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer également comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que cette dernière n'est plus en état d'exercer son pouvoir au moyen des anciennes méthodes de parlementarisme et de démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes de domination par la terreur, comme un signe prouvant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à la politique de guerre. » (Staline, *Rapport sur l'activité du Comité Central présenté au XVII^{ème} Congrès du PC(b) de l'URSS*, le 26 janvier 1934 in *Les questions du léninisme*, Édition numérique, Tome III, p. 125.)

Dans le contexte d'une aggravation inouïe des rivalités inter-impérialistes et face à une bourgeoisie impérialiste de plus en plus décomplexée et arrogante, **il n'existe pas d'autre perspective d'avenir pour les esclaves du Capital que celle de l'expropriation des exploités**, c'est-à-dire la révolution socialiste. « Socialisme ou barbarie », tel est le choix qui se présente encore une fois à nous, travailleurs ! Tel est le prix à payer pour les trahisons commises par les révisionnistes et les réformistes, tel est le prix à payer pour leurs illusions petites-bourgeoises et les compromis qu'ils passèrent pendant plus d'un demi-siècle avec les exploités. Aujourd'hui les exploités prennent leur revanche, et la facture s'annonce salée pour les exploités...

PRÉPARATIFS IMPÉRIALISTES D'AGRESSION COLONIALE DE L'IRAN

(21/08/2008)

En ce 19 août 2008, nous apprenons que l'impérialisme américain est en train de procéder au plus grand rassemblement de navires de guerre depuis l'agression de l'Irak en 1991. Ainsi, ce ne sont pas moins de 3 porte-avions (*USS Theodore Roosevelt*, *USS Ronald Reagan*, *USS Abraham Lincoln*) transportant chacun 90 appareils ainsi que de nombreux bâtiments capables de lancer des missiles de croisière (5 croiseurs, 13 destroyers et 5 frégates) qui sont actuellement en route pour le Golfe Persique où ils doivent renforcer les forces aéronavales déjà dans la région. Outre ces forces, la flotte de guerre en cours de rassemblement comprend des sous-marins d'attaque ainsi que des transporteurs d'assaut et des navires d'assaut amphibie (transportant des escadrons d'hélicoptères d'attaque et d'assaut).

Ce rassemblement fait suite à l'opération *Brimstone*, un exercice opérationnel mené du 21 au 31 juillet et ayant impliqué les forces aéronavales américaines, britanniques, françaises et brésiliennes. Outre les navires américains ont participé une frégate d'attaque brésilienne, un porte-avions britannique et le sous-marin nucléaire d'attaque français *Améthyste*. Des avions de combat *Rafale* du porte-avions *Charles De Gaulle* (actuellement en entretien) ont opéré pour la première fois sur un porte-avions américain au cours d'exercices opérationnels. Ces exercices, qui avaient pour objectif avoué de simuler un blocus naval du Golfe Persique (afin de mettre à genoux l'économie iranienne et ainsi forcer l'Iran à accepter la tutelle de la coalition impérialiste menée par l'impérialisme américain), ont inclus le commandement d'unités et de navires d'assaut destinés à opérer dans des eaux côtières peu profondes, similaires à celles du Golfe Persique. Une 'étrange' coïncidence alors que les forces maritimes iraniennes sont stationnées sur des îles du détroit d'Ormuz par où transite 30 % du commerce mondial de pétrole ! Le Koweït a d'ores et déjà activé son plan de guerre d'urgence...

Le vaste mouvement actuel des forces aéronavales américaines fait également suite à l'ultimatum lancé par l'impérialisme américain le 20 juillet et laissant deux semaines à l'Iran pour cesser son programme d'enrichissement d'uranium sous peine de nouvelles sanctions, ce que le premier ministre britannique a confirmé dans un discours prononcé à Jérusalem le 21 juillet : « L'Iran doit suspendre son programme nucléaire et accepter notre offre de négociations ou, de plus en plus, faire face à l'isolement et à la réponse collective, non d'une nation, mais de nombreux pays. » Ces menaces s'ajoutent à celles du premier ministre israélien qui vient d'appeler à mettre en place un blocus maritime de l'Iran en utilisant la flotte de guerre américaine, alors même que l'impérialisme américain prévoit d'obtenir du Congrès le vote de la résolution n° 362 autorisant le blocus naval de l'Iran... À ce jour, cette résolution remporte déjà un nombre de partisans suffisant pour être adoptée. Ne reste plus aux colonialistes qu'à patienter jusqu'à la reprise des travaux parlementaires du Congrès américain, le 8 septembre !

Nul doute que face à cette agression programmée de longue date, l'ONU, scène théâtrale de représentation des "pacifistes" du Capital international, ne se montrera encore une fois guère plus efficace que feu la SDN qui laissa les mains libres aux ambitions coloniales de la coalition impérialiste de l'Axe ...

Alors que la Géorgie, pion des impérialistes occidentaux, s'oppose à l'impérialisme russe en Ossétie du Sud, la décision des pays impérialistes les plus touchés par la récession économique (USA, Royaume-Uni, France, etc.) d'entamer une marche à la guerre comme "solution" à leurs difficultés économiques devient

évidente. L'agression militaire de l'Iran et la mise en place d'un blocus naval et d'un filtrage du trafic maritime passant par le Golfe Persique se heurteraient nécessairement à l'opposition des alliés stratégiques de l'Iran, au premier chef de la Chine (liée à l'Iran par un commerce et des investissements très importants dans le domaine énergétique) et de la Russie. C'est dans ce sens qu'il faut voir la signature d'un accord américano-polonais le 14 août pour l'installation d'un bouclier anti-missile américain sur le territoire polonais (composé d'une dizaine de missiles intercepteurs), officiellement pour contrer la menace "d'États voyous" comme l'Iran, pourtant située à plusieurs milliers de kilomètres. Cet accord doit s'accompagner d'un renforcement de la coopération militaire entre les deux pays (y compris l'installation d'une base américaine). La République Tchèque s'est montrée également intéressée et n'attend plus que l'aval du parlement... L'impérialisme russe, lui, a bien compris le message, ses dirigeants affirmant dès le lendemain que ce système anti-missile « ne sera pas déployé contre l'Iran mais contre le potentiel stratégique de la Russie », menaçant même de prendre des mesures de rétorsion contre Varsovie et Prague. Le ministre des affaires étrangères russe a d'ores et déjà annulé une visite prévue en Pologne pour septembre.

Des pays impérialistes en déclin comme les USA, le Royaume-Uni et la France ne sont pas satisfaits par le repartage pacifique des zones d'influence qui s'opère actuellement au profit de pays impérialistes concurrents comme la Chine et la Russie, ce repartage les mettant dans une situation économique de plus en plus intenable. Ils n'ont donc pour seule solution (sur les bases de la production marchande), pour rétablir "l'équilibre économique" rompu, que de préparer une nouvelle guerre inter-impérialiste, guerre dont les événements actuels en Ossétie du Sud et en Iran constituent le prélude. À l'époque de la « mondialisation néolibérale », ces nuages sombres se profilant à l'horizon sonnent comme la répétition d'une vieille histoire... De tout ceci, les médias bourgeois et petits-bourgeois ne soufflent mot, préférant ne parler que de la prétendue "responsabilité russe" dans les événements en Ossétie du Sud...

« Quand le sage montre la lune, l'idiote regarde le doigt », me disait avec raison un camarade en parlant de cette situation.

CRISE ET RESTRUCTURATION DE LA FINANCE INTERNATIONALE

(23/09/2008)

Les faits

Face à la chute des prix de l'immobilier et au surendettement croissant des ménages américains, les deux géants du refinancement du crédit hypothécaire, la Federal National Mortgage Association (créée en 1938) et la Federal Home Loan Mortgage Corporation (créée en 1970) qui garantissaient près de la moitié des 12 000 milliards de dollars du marché des hypothèques ont affiché au cours de ces derniers mois des pertes de plusieurs milliards de dollars. Par conséquent, leur valeur de cotation en bourse a fondu comme neige au soleil, malgré leur sauvetage par l'État américain qui a mis la main à la poche... du contribuable à hauteur de 200 milliards de dollars. Le 8 septembre 2008, leur valeur en bourse s'était effondrée respectivement de près de 85 et 72 %...

Le 15 septembre 2008, Wall Street a connu sa plus forte baisse quotidienne depuis le 11 septembre 2001 suite à la déclaration en faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers. Fondée en 1850, cette banque avait survécu à la crise de 1929, mais n'est pas parvenue après août 2007 à solder ses actifs "à risque", ni à trouver de repreneur. Son résultat net, positif à hauteur de 4 milliards de dollars en 2006 et 2007 est devenu négatif à hauteur de 4 milliards de dollars au troisième trimestre 2008. Par conséquent, sa cotation en bourse est passée de près de 86 dollars en février 2007 à moins de 4 dollars le 12 septembre 2008. À la fin mai 2008, Lehman Brothers possédait 639 milliards d'actifs, contre 613 milliards de dettes et n'avait que 30 milliards de dollars de capital. Ainsi, une perte de moins de 5 % du volume de ces actifs condamnait cet établissement à la faillite... Sur les marchés internationaux, de Tokyo à Zürich en passant par Londres, les banques créancières de la Lehman Brothers ont toutes subi de plein fouet sa faillite : AXA a ainsi chiffré ses pertes à 300 millions d'euros et les banques chinoises à 517 millions d'euros.

Le même jour, au bord de la faillite, la banque d'affaires Merrill Lynch était rachetée pour 50 milliards de dollars par la Bank of America. Merrill Lynch, créée en 1914, gérait environ 1 800 milliards de dollars d'actifs et affichait un chiffre d'affaires de 48 milliards de dollars en 2005. En septembre 2008, cette banque affichait des pertes supérieures à 2 milliards de dollars.

Le 19 août 2008, la banque d'affaires Goldman Sachs avait revu à la baisse les prévisions de résultats 2008 des ténors de la finance américaine : Lehman Brothers, Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley et JPMorgan.

Du 15 au 16 septembre, la Banque Centrale Européenne (BCE) a injecté 100 milliards d'euros. Alors qu'on annonçait à la bourse de Londres le rachat en urgence de Halifax-Bank of Scotland (HBOS, premier établissement britannique de crédit immobilier) par Lloyds TSB, la Banque d'Angleterre injectait 31 milliards d'euros. Au 17 septembre, la Banque du Japon avait injecté plus de 36 milliards d'euros. Le 15 septembre, la Réserve fédérale américaine (FED) a injecté 47 milliards d'euros et mettait à disposition des marchés 34 milliards d'euros supplémentaires le jour suivant. Le 18 septembre, la FED injectait à nouveau 71 milliards d'euros, un record depuis septembre 2001.

Tandis que le ministre allemand des Finances déclarait devant le Parlement que « cette crise financière est la pire depuis des décennies », le directeur du FMI s'inquiétait de ce que « le pire de la crise financière » était peut-être à venir, d'autres géants de la finance pouvant bientôt se retrouver dans la situation de Lehman

Brothers... (*Reuters*, 17/09/2008). Si pour Joseph Stiglitz, laquais keynésien de l'ordre bourgeois international, la crise financière actuelle « devrait » être moins grave que celle de 1929 étant donné que « nous disposons aujourd'hui d'outils en matière de politique fiscale et monétaire pour éviter une autre Grande dépression » (l'ancien "prix Nobel d'économie" a cependant modéré son optimisme par un « on peut bien sûr se tromper »...), Alan Greenspan, l'ancien président de la FED s'est montré nettement moins optimiste. Selon lui, la crise actuelle « est la plus grave depuis 50 ans et probablement depuis un siècle » (*AFP*, 15/09/2008), appréciation reprise par N. Sarkozy à New York le 23 septembre.

Dans ce contexte, alors que la récession s'approfondit et que l'investissement ne cesse de reculer, la demande en pétrole décroît et les cours du brut s'effondrent, au grand dam de ceux qui spéculaient sur la hausse de la demande : le prix du baril est passé de plus de 139 dollars en juin à 90 dollars en septembre. Les dirigeants russes, si euphoriques il y a encore quelques mois, sont aujourd'hui moins confiants dans l'avenir : le 16 septembre, ils ont injecté 10 milliards d'euros dans leur système bancaire... Le lendemain, devant l'inutilité de cette mesure, l'Agence fédérale de régulation des marchés décidait la suspension pure et simple des échanges boursiers jusqu'au lendemain, après avoir promis l'injection de 13 milliards d'euros supplémentaires !

A qui le tour ?

« La restructuration à marche forcée entreprise par le secteur financier américain semble être la plus importante depuis la grande Dépression des années 1930. » (*Reuters*, 18/09/2008)

Selon Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, les perspectives continuent de s'assombrir pour le futur proche du secteur financier américain : après la faillite de la Bear Stearns en mars 2008, la faillite de Lehman Brothers et la quasi-faillite de la Federal National Mortgage Association et de la Federal Home Loan Mortgage Corporation en septembre, d'autres grands établissements financiers sont actuellement en mauvaise posture.

Le 15 septembre, AIG (ex-première capitalisation boursière mondiale du secteur de l'assurance) s'effondrait de plus de 43 %. Ayant demandé une aide d'urgence à la FED, celle-ci lui a accordé dès le lendemain un prêt pouvant aller jusqu'à 85 milliards de dollars. Depuis le début de l'année 2008, AIG a perdu plus de 90 % de sa valeur en bourse.

La Washington Mutual (créée en 1889), première société américaine de crédit immobilier, a vu ses actifs passer de 328 à 310 milliards de dollars de décembre 2007 à juin 2008. Depuis décembre 2006, ses actifs ont baissé de près de 11 %. Cette société est désormais au bord de la faillite et a annoncé le 17 septembre qu'elle cherchait un repreneur... En bref, se profile dans un futur proche soit une faillite du type de Lehman Brothers, soit un rachat à prix bradé du type de Meryl Lynch moyennant une participation financière de l'État...

Parmi les futures victimes de la crise, on trouve également la banque d'investissement Morgan Stanley, disposant de 779 milliards de dollars d'actifs dans plusieurs dizaines de pays (ainsi, cette banque est co-proprétaire du club de football Paris Saint-Germain depuis août 2006). Créée en 1935, Morgan Stanley a déjà vu son bénéfice net reculer de 42 % au premier trimestre 2008 par rapport au premier trimestre de l'année précédente. De 2007 au troisième trimestre 2008, le bénéfice par action est passé de 2,17 à 1,43 dollar. Le 22 septembre 2008, Mitsubishi UFJ Financial Group (première banque japonaise disposant de 1 700 milliards de dollars

d'actifs) a annoncé qu'il voulait entrer à hauteur de 20 % dans le capital de Morgan Stanley qui a vu son cours en bourse chuter de plus de 50 % depuis le début du mois de septembre 2008.

Ainsi, la situation financière de la banque d'affaires Citygroup s'est grandement dégradée. Citygroup est née en 1998 de la fusion de Citicorp et de Travelers Group, groupes issus de banques créés à partir de 1812. Cette fusion a alors fait du groupe le premier groupe de services financiers au monde. Ce groupe n'opère pas seulement dans des secteurs d'activité tels le crédit et les assurances : il opère également dans le courtage à l'échelle internationale. De 2002 à 2005, le résultat net du Citygroup est passé de 15 à 24 milliards de dollars, puis a baissé. Malgré un chiffre d'affaires en hausse, son résultat n'était plus que de 21 milliards de dollars en 2006 et de moins de 4 milliards de dollars en 2007. Selon l'estimation fournie par Goldman Sachs en août 2008, Citygroup enregistrera des pertes de 1,3 dollar par action en 2008. L'action de la banque d'affaires Goldman Sachs elle-même a perdu plus des trois quarts de sa valeur depuis août 2007, son bénéfice net ayant fondu de 70 % en 2008.

Au 22 septembre 2008, il ne subsiste donc plus qu'une seule grande banque d'investissement aux USA : Goldman Sachs (disposant de 1 119 milliards de dollars d'actifs en 2007), Morgan Stanley étant en sursis.

Même la banque d'affaires JPMorgan Chase & Co. (troisième banque des USA), qui gère 1 200 milliards de dollars d'actifs dans une soixantaine de pays et possède très peu de créances liées au crédit hypothécaire (perte de seulement 1,3 milliard de dollars liée aux subprimes), n'affiche pas une santé parfaite. Déjà, le bénéfice net de l'année 2007 avait marqué un recul de 34 % par rapport à 2006. Si elle enregistrait encore un bénéfice net de deux milliards de dollars au deuxième trimestre 2008, cela représentait tout de même une baisse de plus de 50 % sur un an... Et le rachat à prix cassé de la Bear Stearns n'est pas la seule cause de cette baisse : le produit net bancaire a reculé de 3 % par rapport au trimestre précédent... Les analystes bourgeois reconnaissent eux-mêmes que les subprimes n'expliquent pas tout :

« Dans les détails des comptes du 4ème trimestre 2007, JP Morgan évoque des résultats de banque d'investissement en déclin significatif. (...) La banque fait également état d'une « plus faible performance de trading ». » (*Boursier.com*)

La crise des subprimes est donc bien l'arbre qui cache la forêt et ne constitue en aucun cas la raison profonde des faillites en série auxquels on a assisté.

Portée et signification de la crise financière internationale

Selon le directeur général du FMI, les causes de la crise financière sont connues : il s'agirait de la "crise des subprimes". Si l'on en reste aux apparences, on peut bien faire passer cette affirmation pour la réalité. Cependant, la crise du crédit hypothécaire elle-même n'a pu naître qu'en raison de l'endettement croissant de nombreux ménages américains qui résulte lui-même de la pression exercée par le Capital sur le niveau des salaires.

Mais l'essentiel, c'est que cette crise des subprimes n'a conduit à des faillites bancaires en série que parce que le taux de profit moyen n'a cessé de baisser, rendant les établissements bancaires extrêmement fragiles. Les pertes induites par le crédit hypothécaire auraient-elles été fatales à Lehman Brothers si elle avait enregistré des gains suffisants dans d'autres secteurs d'activité ? Lehman Brothers était en effet un acteur majeur du marché des emprunts d'État américains, dont la baisse des rendements a sans aucun doute joué un rôle important dans la faillite de la banque. La vérité est qu'au cours de ces deux dernières années, le rendement des bons du Trésor américain (à court comme à long terme) n'a pas cessé de baisser, chose

somme toute naturelle dans le cadre de la récession économique aux USA. Ainsi, de février 2007 à août 2008, le rendement annuel du bon du Trésor à trois mois est passé de 5,03 à 1,72 %. Le 18 septembre, son rendement n'était plus que de 0,23 % ! (*Federalreserve.gov*)

La récession actuelle des vieux pays impérialistes a déjà de lourdes conséquences : après leur déclin industriel, leur déclin financier devient inexorable, l'impérialisme chinois partant à la conquête des marchés financiers : alors que les investissements stagnent, l'arrivée de nouveaux concurrents ne peut qu'aggraver la concurrence sur les marchés financiers, provoquant la faillite des banques les plus fragiles. À la liquidation croissante de nombreuses industries dans les pays impérialistes succède donc la liquidation de nombreuses banques de ces mêmes pays du fait de la chute du taux de profit provoqué par la modification du rapport de forces inter-impérialiste... Ainsi, à la mi-septembre, on estime que le secteur financier avait déjà supprimé 100 000 emplois et que 50 000 autres pourraient suivre rapidement. (*Reuters*, 15/09/2008) Il n'y a bien sûr aucune raison que ce mouvement ne s'étende pas à tous les pays qui sont dans une situation économique semblable et où frappe la récession...

Le dilemme auquel se disent aujourd'hui confrontés les économistes bourgeois de la FED et des institutions bourgeoises internationales est le suivant : « baisser les taux directeurs des banques et favoriser l'inflation » ou « les relever et enfoncer l'économie » ? Et de conclure qu'en définitive, la seule chose qu'ils puissent faire sans dommages, « c'est de racheter les mauvaises dettes des banques ». (*AFP*, 20/09/2008) Cependant, ces "solutions" restent prisonnières du cadre de la société bourgeoise et ne remédient en aucune sorte à la cause structurelle de toutes les crises : la contradiction fondamentale entre le Travail et le Capital.

Pourquoi donc, même en portant secours aux banques au bord de la faillite, la bourgeoisie ne peut-elle pas éviter la faillite de son système tout entier ?

Eh bien tout simplement parce qu'en renflouant à coup de centaines de milliards les grands établissements financiers en faillite, la bourgeoisie ne fait que déplacer le problème. Croyant le régler, elle creuse en fait un trou béant dans le budget des États bourgeois. Il faudra donc aux travailleurs se serrer encore davantage la ceinture, car ces fonds ne seront plus disponibles pour assurer le secours social (assurance maladie, éducation, retraites), forçant ceux qui ne peuvent pas payer à se passer de ces services, et ceux qui le peuvent encore à réduire leurs dépenses dans d'autres secteurs (notamment celui des biens de consommation courante), avec les conséquences que l'on connaît sur le tissu économique...

En outre, le budget des États bourgeois n'est pas extensible à l'infini, et en finançant le déficit des banques, l'État bourgeois aggrave le sien. Aux USA, les laquais du Capital croient avoir trouvé la solution : financer ce déficit au moyen des bons du Trésor. Mais la production sociale n'augmentant pas, le rendement des titres émis décroît nécessairement en proportion inverse de leur nombre, à la manière de la valeur de l'argent quand on fait tourner la planche à billets pour créer de la richesse...

L'émission de bons du Trésor a donc des limites qu'il serait dangereux de dépasser (à moins de vouloir imiter la malheureuse expérience proudhonienne du crédit gratuit !), forçant les gouvernements bourgeois à ne "sauver" de la faillite qu'un nombre restreint d'établissements. Ainsi, on comprend que l'État bourgeois américain soit « en train de dire "ça suffit" après avoir sauvé plusieurs

établissements ». (M.-P. Pillon de Groupama Asset Management, *Reuters*, 15/09/2008)

Impuissants face à la crise, les politiciens et les économistes bourgeois n'ont d'autre chose à afficher que leurs espoirs, leurs vœux pieux et leur volontarisme, afin de duper les travailleurs en leur faisant croire que la bonne volonté ou la "main invisible" du marché suffiront à faire revenir des jours meilleurs. C'est dans ces circonstances de crise que le rôle de figuration des hommes de paille du Capital apparaît de manière particulièrement évidente : alors que selon un sondage IFOP les conséquences de la crise financière internationale actuelle inquiètent plus de 80 % des français, « Nicolas Sarkozy paraît fort dépourvu et ne semble guère avoir que son volontarisme à afficher ». (*Reuters*, 21/09/2008)

La crise actuelle provient avant tout de la baisse du taux de profit des banques : devant le recul de l'investissement dans les métropoles des vieux pays impérialistes, ainsi que la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux, les résultats des banques des vieux pays impérialistes souffrent. Les banques les plus faibles sont incapables de trouver des placements à leurs capitaux suffisants pour assurer leur rentabilité. Leurs capitaux, tout comme les promesses de profit futur restent donc fictifs du fait qu'ils ne trouvent à s'employer, alors même que les victimes de la récession économique se font de plus en plus nombreuses. Les banques qui survivent actuellement sont celles dont les placements sont les plus diversifiés, comme la prestigieuse Goldman Sachs (qui possède d'importants actifs en Chine).

Ce mouvement, en ruinant les établissements financiers les plus faibles, ne fait qu'aboutir à un niveau de concentration supérieur. Pourtant, quand bien même il ne subsisterait plus qu'une seule banque d'investissement aux USA, celle-ci ne serait pas durablement protégée de la faillite. En effet, la persistance de la récession dans le cadre national et de la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux continuerait de faire peser sur elle une menace redoutable.

L'essor des banques chinoises et l'avenir qui se prépare

À la fin du mois de septembre 2007, les réserves de change de Pékin ont dépassé 1 430 milliards de dollars (elles dépassent aujourd'hui 1 700 milliards de dollars). Face à cette masse de capitaux que la bourgeoisie chinoise est incapable d'investir en Chine, l'impérialisme chinois a créé en octobre 2007 un puissant fond d'investissements, la China Investment Corporation (CIC), doté d'un capital de départ de 200 milliards de dollars. Le 19 décembre 2007, la CIC a pris possession de 9,9 % de Morgan Stanley. La CIC aurait actuellement pour ambition de se porter acquéreur de Morgan Stanley à hauteur de 49 %, à condition que l'impérialisme américain donne son accord « car même l'acquisition d'une participation inférieure à 10 %, ferait l'objet d'une enquête du gouvernement américain comme tout investissement étranger » (*Xinhua*).

Alors que la plus grande partie des banques ont connu un premier semestre 2008 difficile, la banque chinoise ICBC, elle, a annoncé pour la même période un bénéfice record de plus de 6 milliards de dollars, en hausse de près de 57 % ! ICBC possède aujourd'hui plus de 1 350 milliards de dollars d'actifs et sa valorisation boursière est passée de 129 à 235 milliards de dollars d'octobre 2006 à août 2008. Il y a deux ans, elle n'était que le 7^{ème} établissement bancaire mondial par capitalisation boursière. Elle est aujourd'hui le premier.

La crise financière actuelle nous est présentée comme "internationale". Elle l'est d'une certaine façon, puisque dans les métropoles des vieux pays impérialistes, comme dans les pays ateliers semi-coloniaux, la crise financière actuelle met à mal les places boursières. La ruine croissante des établissements financiers aux mains des vieux pays impérialistes n'est cependant pas ressentie avec la même acuité par tous les pays du système mondial de l'impérialisme. L'économie des pays dépendants ne peut que souffrir encore davantage de la réduction de la demande provoquée par la récession croissante de l'économie des vieux pays impérialistes, cette réduction ne pouvant qu'aggraver la concurrence des marchandises chinoises. La bourgeoisie impérialiste chinoise, elle, ne souffre pas directement des faillites des banques étrangères. Au contraire, les banques chinoises en profitent plus qu'elles n'en souffrent, cette crise leur permettant de trouver des débouchés à leurs capitaux : en période de crise, elle peut espérer des autres pays impérialistes qu'ils soient moins regardants. Ce que la bourgeoisie impérialiste chinoise redoute, ce n'est donc pas que la crise financière s'étende aux banques chinoises. De son propre aveu, ce qu'elle craint par-dessus tout, c'est « la demande étrangère réduite en tant que résultat du ralentissement de l'économie mondiale, menant beaucoup d'exportateurs à la banqueroute ». (*Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/09/2008)

La bourgeoisie chinoise a donc tout intérêt à venir au secours des banques étrangères concurrentes, afin que les populations des pays impérialistes concurrents puissent continuer de vivre à crédit et d'acheter les marchandises chinoises. Mais pour que la bourgeoisie impérialiste chinoise puisse venir au secours de ses concurrents, il faut encore que ceux-ci acceptent de se placer sous la dépendance financière chinoise ! C'est là que les choses risquent de se corser, car il n'est pas acquis que les bourgeoisies des pays impérialistes concurrents acceptent de jouer un rôle d'ordinaire réservé aux bourgeoisies compradore !

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin refuse d'accepter la dépendance marchande *et* financière croissante de l'impérialisme chinois, alors la crise actuelle conduira à une nouvelle guerre inter-impérialiste. Une telle guerre serait pourtant très risquée pour les pays impérialistes en déclin, les USA compris. La Chine possède en effet des ressources en pétrole non négligeables ainsi que l'arme atomique. Quel pays impérialiste pourrait prétendre sérieusement remporter une victoire militaire contre les forces armées chinoises ? Une telle guerre, conduirait sans aucun doute à une destruction de capital fixe (usines) et de capital variable (main-d'œuvre) sans précédent dans l'histoire des guerres inter-impérialistes du siècle passé.

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin accepte bon gré mal gré la dépendance marchande *et* financière croissante de l'impérialisme chinois, alors les métropoles des vieux pays impérialistes en déclin deviendront des territoires semi-coloniaux fournissant à l'impérialisme chinois des produits d'exportation destinés à forger des chaînes dorées au prolétariat chinois. Ce nouvel ordre impérialiste ne pourrait se traduire pour les populations des ex-métropoles impérialistes que par une répression sauvage du mouvement ouvrier, visant à faire accepter aux travailleurs qu'on les traite comme la bourgeoisie des vieux pays impérialistes a traité les travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux pendant plus d'un siècle...

Ainsi, confrontées à l'impérialisme chinois, les bourgeoisies impérialistes concurrentes remplacent aujourd'hui les chaînes dorées du salariat par des chaînes rouillées moins coûteuses, aggravant ainsi le problème des débouchés, précipitant la décomposition économique du système mondial de l'impérialisme, et contribuant à

la naissance d'un nouveau rapport de forces inter-impérialiste dont les travailleurs seront inévitablement les premières victimes, quel que soit le scénario.

Aux USA, la mise en chantiers de logements n'a pas cessé de baisser et atteignait au mois d'août 2008 son plus bas niveau depuis 1991. En France, de mars à mai 2008, la mise en chantier de logements a reculé de près de 22 %. Alors même que les défenseurs de l'ordre bourgeois continuent de masquer le fort impact de l'inflation sur la consommation des masses travailleuses en noyant les statistiques au milieu de moyennes comprenant toutes les classes sociales, un nombre croissant de travailleurs n'a pas d'autre choix pour compenser la baisse des salaires réels que de restreindre davantage leurs dépenses dans d'autres domaines. Ainsi, en France, 20 % des ouvriers et 34 % des employés n'étaient pas du tout partis durant les vacances estivales en 2005. En 2008, leur proportion est passée à 41 et 47 %. Au début du mois de septembre 2008, le président de la Banque Centrale Européenne a revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2008 et 2009, alors qu'il revoyait en même temps à la hausse les prévisions du niveau d'inflation. Il devient ainsi évident aux yeux des économistes bourgeois que « la zone euro s'enlise dans la récession ». (*AFP*, 05/09/2008)

Dans un nombre croissant de pays impérialistes en déclin, la récession se fait de plus en plus évidente. Espérant déplacer la crise dans des pays concurrents, la bourgeoisie impérialiste de chaque pays bloque sciemment les salaires et revient sur les "acquis sociaux" avec lesquels elle a acheté des décennies durant la paix sociale. Ainsi, le problème international des débouchés ne peut que s'aggraver et pousser la bourgeoisie qu'à perpétuer cette fuite en avant par des actions toujours plus désespérées et réactionnaires.

Alors même que les chiffres de l'inflation ne cessent d'augmenter, alors que l'on assiste à une baisse sans précédent des revenus réels des masses travailleuses, celles-ci résignées, semblent rester apathiques devant cette offensive menée par le Capital sur tous les fronts avec la complicité des réformistes et des révisionnistes de tous poils qui fournissent au Capital un précieux appui en propageant leurs rêves réactionnaires d'un retour à "l'État providence", cachant aux travailleurs et aux peuples opprimés cette vérité que seule la révolution socialiste et l'expropriation des exploiters les délivrera du joug multiforme exercé par le Capital.

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER... MOINS !

(21/10/2008)

Pour "assouplir" les 35 heures, les politiciens bourgeois ont fait miroiter aux travailleurs le fait qu'ils seraient désormais "libres de travailler plus pour gagner plus". Mais derrière ces slogans mystificateurs, la bourgeoisie savait bien qu'elle utiliserait cette "liberté" accordée aux travailleurs pour les **forcer** à accepter de travailler plus en gagnant moins... Aujourd'hui, selon les aveux des médias bourgeois eux-mêmes, les 35 heures n'existent plus, la bourgeoisie étant libre de "renégocier" au cas par cas les conditions de travail avec les syndicats et les travailleurs. Voyons donc à travers quelques exemples fournis par les médias bourgeois eux-mêmes (*Capital*, M6, 19 octobre 2008) en quels termes la production marchande pose ladite "négociation" !

La "négociation" de la durée du travail, c'est quand la direction de *Continental* pousse 1400 salariés d'une de ses usines en France à accepter de travailler à nouveau 40 heures en court-circuitant les syndicats par un référendum auprès des employés. Juste avant celui-ci, les salariés avaient été "préparés" par un DVD reçu à domicile dans lequel la direction lançait un ultimatum menaçant les employés de délocaliser si la durée du travail restait en l'état, et concluant par un rappel du sort de près de 800 ouvriers belges du groupe dont l'usine avait été fermée brutalement en 2003... Il n'en fallait pas moins pour qu'en décembre 2007 les trois quarts des salariés de l'usine ratifient l'augmentation du temps de travail... Bilan du "travailler plus pour gagner plus" : une "hausse" du salaire de $\frac{1}{15}$ pour une durée du travail augmentée de $\frac{1}{7}$! Voilà quand les affaires marchent bien et que la bourgeoisie ne cherche qu'à augmenter ses profits... Voyons maintenant comment ça se passe quand c'est la survie de l'entreprise qui est en jeu...

La "négociation", c'est quand la société *Sogerma* (maintenance aéronautique) située près de Bordeaux et employant 500 salariés déclare en avril 2007 être "étranglée par la concurrence". Seule solution pour éviter la faillite : travailler plus ! Il n'en fallait pas moins pour que le syndicat accepte le retour aux 39 heures sans que l'entreprise débourse un seul centime — preuve qu'en période de crise, les réformistes n'ont rien à proposer aux travailleurs que de courber la tête devant les exigences de la bourgeoisie, puisque "l'intérêt de l'entreprise est l'intérêt du travailleur" ! La solution légale ? Que les travailleurs acceptent d'eux-mêmes la réduction de la base salariale de près de 13 %. La majorité des salariés a accepté ces conditions, résignée : en effet, pour beaucoup, perdre son emploi alors qu'on a un crédit sur le dos et qu'on a peu de chances de retrouver du travail n'est pas une option envisageable. Quant à la trentaine de salariés ayant refusé de courber la tête, ils l'ont payé très cher : pour eux, le prix de la résistance a été le licenciement économique !

De tels faits, dont chaque travailleur connaît des exemples multiples, ne peuvent que démoraliser la minorité de travailleurs qui cherche à résister.

Pourquoi cet état d'esprit des masses populaires ? Parce qu'en période de crise, la concurrence s'accroît entre les marchandises et les producteurs de marchandises. Durant une période de crise, la différenciation économique des entreprises s'accélère : les entreprises les plus rentables survivent tandis que celles qui le sont moins disparaissent. La marchandise force de travail n'y fait pas exception : la crise grossit les rangs de l'armée de réserve du travail et accroît la pression sur l'ensemble

des travailleurs, qui pour tenter de conserver leur niveau de vie ou même survivre, sont alors prêts à accepter la dégradation de leurs conditions de travail.

La bourgeoisie des pays impérialistes en déclin multiplie donc aujourd'hui impunément les mesures aggravant l'exploitation des travailleurs, dans un climat social relativement calme, sans faire face à de réelle résistance organisée de la part des travailleurs, du fait de l'atmosphère ambiante faite de résignation et de fatalisme.

Ainsi, elle repousse l'âge légal de la retraite. Peu lui importe en effet que les travailleurs âgés peinent à trouver du travail : au moins, l'État bourgeois réalisera des économies, non seulement en commençant à leur verser leur retraite plus tard, mais aussi en n'ayant pas à leur payer une retraite à taux plein !

Ainsi, elle renforce la répression des chômeurs, en instituant "l'offre d'emploi raisonnable" qui permettra à l'État bourgeois d'économiser sur les allocations chômage des chômeurs qui refusent deux offres d'emploi jugées "raisonnables" (jugement à géométrie variable que la bourgeoisie adaptera en fonction de ses besoins).

Ainsi, alors même que la bourgeoisie française a obtenu le démantèlement des 35 heures, le parlement européen s'apprête dans les prochaines semaines à modifier la durée légale maximale du travail, la portant de 48 à 65 heures hebdomadaires.

Aujourd'hui, en France, pas moins de 5 millions de salariés travaillant à temps partiel (le plus souvent par contrainte) et doivent cumuler deux emplois ou plus pour vivre !

Telles sont quelques-unes des beautés du "démocratisme" bourgeois, ce paradis pour les exploités, ce piège et ce leurre pour les exploités !

Le 14 octobre aux USA, on annonçait le recul de 1,2 % des ventes de détail, illustrant le recul de la consommation des ménages américains qui assure les deux tiers de l'activité économique. Cette annonce de l'approfondissement de la récession aux USA provoquait immédiatement un fort recul des valeurs industrielles américaines qui entraînait dans son sillage les places boursières des autres métropoles impérialistes en déclin. Dans la foulée, les USA annonçaient une baisse de leur production industrielle sans équivalent depuis 1974, baisse qui faisait conclure aux économistes d'UBS — ténor suisse de la finance mondiale gérant 1650 milliards d'euros d'actifs qui a vu sa capitalisation boursière diminuer des deux tiers de janvier 2007 à septembre 2008 —, que « **la récession américaine sera plus dure que prévu et risque d'entraîner l'ensemble de l'économie mondiale dans une dépression sans équivalent depuis le premier choc pétrolier.** »

Au même moment, dans son *Rapport sur les perspectives économiques mondiales*, le FMI revoyait à la baisse ses prévisions concernant la croissance mondiale pour 2009, prévoyant la récession pour les USA, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ainsi qu'une croissance nulle en France et en Allemagne. Ainsi, « les pays en développement tiraient donc à eux seuls la croissance mondiale, la Chine en tête (9,3%), même si "la crise financière est en train d'affecter de manière croissante les marchés émergents également". » (AFP, 14/10/2008)

Selon la Banque de Montréal, l'économie canadienne est entrée en récession. Le constat est le même pour l'Irlande, qui avait pourtant enregistré une importante croissance économique ces dernières décennies grâce à l'attrait constitué par sa main d'œuvre à bas coût au cœur même de l'Europe de l'Ouest. Enfin, même l'Allemagne, qui est l'un des derniers pays impérialistes occidentaux dont l'industrie fournisse

l'essentiel des revenus de sa balance des paiements, a revu ses prévisions de croissance pour 2009 à la baisse : 0,2 % au lieu de 1,2 %. Selon les analystes de CM-CIC Securities (un des principaux groupes bancaires européens) « **les craintes concernant les menaces de récession ont pris le pas sur l'optimisme retrouvé suite aux plans de sauvetage du secteur financier** ».

Alors que la façade de carton-pâte du démocratisation bourgeois se lézarde toujours davantage sous l'effet du pourrissement économique, et alors que l'impuissance du parlementarisme bourgeois apparaît chaque jour un peu plus clairement aux yeux des travailleurs (la bourgeoisie faisant ce qu'elle veut par le seul fait qu'elle détient le pouvoir économique), les réformistes continuent à tromper les travailleurs en entretenant les mystifications sur les vertus du parlementarisme bourgeois. Ainsi, en juin 2008 les dirigeants de la CGT et de la CFDT appelaient les travailleurs à manifester non pas pour faire bloc contre la bourgeoisie, mais « pour tenir les députés au chaud »... (*Reuters*, 17/06/2008)

Dans les conditions de la récession économique, on assiste de manière évidente à la décomposition finale des syndicats et partis réformistes dont les discours et les actions sont en contradiction flagrante avec les faits économiques. En période de crise, la concurrence augmente non seulement entre les bourgeois, mais aussi entre les travailleurs qui sont aux premières loges.

Quelle solidarité de classe peut bien émerger du mouvement spontané quand la moitié des français reconnaissent avoir peur pour leur emploi et celui de leurs proches ? (sondage du mois d'octobre paru dans *Libération*) Quelle résistance sérieuse les travailleurs peuvent-ils bien opposer à la bourgeoisie quand celle-ci parvient à faire pression sur des concentrations de centaines d'ouvriers pour qu'ils acceptent de travailler plus tout en gagnant moins, à seule fin de sauver de la faillite l'entreprise où ils travaillent ?

Ne pas voir ceci, continuer à lutter selon les schémas révisionnistes, c'est imiter le volontarisme des curés du démocratisation bourgeois, persuadés de pouvoir influencer sur le cours des événements indépendamment des circonstances économiques objectives, circonstances qui affaiblissent toujours davantage le mouvement spontané pourtant réduit aux revendications économiques. Ainsi, selon la CGT, le 17 juin 2008, 500 000 personnes avaient manifesté dans toute la France pour la défense des 35 heures et des retraites, contre 700 000 le 22 mai 2008. Telle est la réalité.

Le système mondial de l'impérialisme se trouve aujourd'hui à une période charnière marquant le déplacement de son centre de gravité. Si les pays impérialistes en déclin renoncent à déclencher une guerre contre la Chine (guerre dont la crise actuelle fait penser qu'ils n'ont peut-être d'ailleurs plus les moyens de mener), le mouvement économique ne peut qu'aboutir à la ruine commerciale et financière complète des anciennes métropoles impérialistes au profit de leur concurrent chinois.

L'impérialisme chinois est en train de ravir la place de ses anciens alliés : il y a encore trente ans l'apanage exclusif d'une poignée de vieux pays impérialistes, la puissance commerciale et financière se déplace inexorablement vers l'impérialisme chinois.

La question fondamentale pour les pays impérialistes en déclin est : « comment préserver nos profits » sans déclencher une guerre que nous n'avons aucune chance de gagner ?

Actuellement, l'opinion bourgeoise dominante émerge encore pour ainsi dire de manière spontanée : il s'agit d'augmenter la productivité du travail au sein même des

métropoles impérialistes en déclin, en forçant le prolétariat à travailler toujours plus intensément et longuement, afin de tenter de rétablir un rapport de forces plus favorable sur le marché international de la force de travail. Mais en procédant ainsi (ce qui est une nécessité économique immédiate pour lutter contre la concurrence croissante des entreprises chinoises), la bourgeoisie des vieux pays impérialistes réduit les débouchés potentiels : en forçant les travailleurs à travailler plus pour gagner moins, la bourgeoisie brise les chaînes dorées qu'elle a forgées au prolétariat des métropoles.

Hélas pour elle, la bourgeoisie aggrave ainsi la crise des débouchés dont l'aiguïsement doit lui-même conduire à accélérer la différenciation économique des entreprises, c'est-à-dire la disparition des entreprises les moins rentables et la survie des plus rentables. À ce jeu, les entreprises chinoises sortiront encore gagnantes... Leurs profits se verront certes réduits, mais ce seront ces entreprises qui souffriront le moins de la réduction des débouchés provoquée par la récession économique dans les pays impérialistes en déclin.

La seconde option, plus réfléchie, qui s'offre aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin consiste à accepter de devenir une bourgeoisie compradore aux ordres de l'impérialisme chinois. Les élites néo-compradore pourraient même espérer un soutien policier et militaire de l'impérialisme chinois pour "maintenir l'ordre" dans ses semi-colonies.

Dans tous les cas, le salut économique des pays impérialistes occidentaux en déclin ne peut ainsi passer que par leur mise sous tutelle, leur transformation en pays semi-coloniaux (pays ateliers) fournissant à la bourgeoisie chinoise un revenu que l'impérialisme chinois utilisera pour forger des chaînes dorées à son prolétariat.

Telle est la signification fondamentale du mouvement économique actuel : quand les places financières occidentales s'affolent devant la récession désormais palpable, quand les investisseurs peinent à trouver des placements et des "valeurs refuges", la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin en vient à comprendre qu'elle ne peut plus lutter contre son concurrent chinois, et que son déclin est inexorable.

Alors, elle sait qu'elle doit dès à présent préparer la répression fasciste des travailleurs, afin de forcer les éventuels récalcitrants à accepter une dégradation inouïe de leurs conditions de vie, dégradation inévitable, quelle que soit l'option choisie par la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin.

La bourgeoisie s'en donne en tout cas dès aujourd'hui les moyens. Ainsi, au début du mois d'octobre 2008, les politiciens bourgeois allemands ont légalisé l'utilisation de la *Bundeswehr* dans les opérations de "sécurité intérieure" visant à lutter contre le terrorisme, mais également contre les manifestations dès lors qu'elles seront considérées comme dangereuses pour la "sécurité nationale" !

L'impérialisme est plus que jamais le stade ultime du capitalisme, et l'agonie actuelle de nombreux pays impérialistes ne peut déboucher que sur deux perspectives : ou bien le socialisme, ou bien la barbarie, que cette barbarie revête la forme d'une guerre ou bien d'un nouvel ordre impérialiste où d'anciens pays impérialistes deviendraient des régimes fascistes semi-coloniaux, tel que les pays impérialistes en ont mis en place dans leurs sphères d'influence exclusives ces dernières décennies...

La révolution socialiste ne pourra pas naître de la conscience émergeant du mouvement spontané. L'ordre du jour, c'est de démontrer l'impossibilité pour la bourgeoisie de satisfaire les revendications les plus essentielles des travailleurs afin de transformer les luttes économiques en revendications politiques révolutionnaires.

Dans ces circonstances, l'absence d'un Parti communiste marxiste-léniniste, **seul** capable de mener à bien cette tâche, fait cruellement défaut et tout retard pris dans sa construction promet des jours sombres aux travailleurs et aide objectivement la bourgeoisie qui sait qu'elle devra bientôt ôter la toge "démocratique" — qu'elle revêt dans les périodes de prospérité relative —, pour se montrer à nouveau au grand jour revêtue de sa chemise brune...

LA BOURGEOISIE FACE À LA CRISE ET À LA RÉCESSION

(21/11/2008)

Le 14 novembre, Christine Lagarde annonçait avec une certaine fierté que techniquement, l'économie française n'était plus en récession au troisième trimestre 2008. Certes, l'impérialisme français a semblé mieux tenir le choc que ses rivaux allemand et britannique, qui ont pour leur part enregistré une baisse de leur PIB de 0,5 % durant la même période, mais pour autant, ce + 0,1 % ne peut masquer le fait que le PIB stagne littéralement quand il ne baisse pas.

Hélas pour M^{me} Lagarde, le capitalisme ne peut pas se contenter de stagner, la stagnation étant synonyme de destruction d'emplois. Quel réconfort en effet apporteront les propos de M^{me} Lagarde aux dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires enregistrés durant l'été et l'automne 2008 en France ? En outre, ce + 0,1 % peut sembler bien maigre si l'on a en vue le fait que l'économie française commençait à peine à souffrir de la crise à la fin du troisième trimestre, alors qu'elle profitait de la baisse des cours du pétrole... En septembre, la consommation des ménages en produits manufacturés avait augmenté de 0,5 %, alors qu'en octobre, elle a reculé de 0,4 %.

La France n'est pas techniquement en récession au troisième trimestre, soit ! Mais à la façon dont se déroule le quatrième trimestre, il n'y a pas à pavoiser : les places boursières mondiales n'ont cessé de dégingoler ces dernières semaines, non pas à cause de faillites de banques, mais à cause de la publication de résultats financiers alarmants pour de nombreuses grandes entreprises qui ont vu leurs ventes diminuer de façon importante.

Ainsi, aux USA, General Motors, Ford et Chrysler ont demandé 25 milliards de dollars à l'État américain pour renflouer leurs caisses. Au début du mois de novembre, General Motors avait averti qu'il risquait de se retrouver à court de trésorerie dès le début de l'année 2009 et qu'il ne pourrait de ce fait pas racheter son concurrent Chrysler, lui aussi en grande difficulté. (*AFP*, 07/11/2008) A la fin novembre, le PDG de General Motors prévenait que son groupe — qui avait déjà enregistré 2,5 milliards de dollars de pertes au troisième trimestre 2008 — était au bord du dépôt de bilan et que sans la mise sous perfusion des géants de l'automobile, c'étaient 350 000 emplois directs et 5 millions indirects qui étaient menacés. Mais les Républicains rechignent à débloquer 25 autres milliards de dollars, car en septembre 25 milliards d'aides avaient déjà été votés par le Congrès pour « aider les constructeurs automobiles à développer des modèles écologiques » (une bonne manière de faire avaler la pilule aux travailleurs auxquels on demande de se serrer la ceinture tout en se démarquant des modèles chinois sur lesquels on collera l'étiquette "voiture polluante"). Mais une partie des politiciens bourgeois se demande « quand cela s'arrêtera » et montre qu'elle n'est pas prête à continuer de financer aux frais de l'État fédéral les déficits des entreprises au bord de la faillite... (*AFP*, 16/11/2008) Il faut dire que le déficit abyssal de l'État américain a de quoi refroidir les pulsions keynésiennes de n'importe quel politicien bourgeois censé ! Dans ce contexte, l'élection d'Obama à la présidence américaine ne doit pas tromper. Cette victoire de l'anti-racisme bourgeois ne doit pas masquer le fait qu'Obama a reçu un soutien massif du Capital américain. Avec un budget de campagne presque deux fois plus élevé que celui de son concurrent, il aurait été malheureux pour la bourgeoisie américaine qu'Obama ne soit pas élu.

Elle en espère en effet beaucoup dans cette situation économique périlleuse :

1° Sur le plan intérieur, elle espère que ce faire-valoir (dont Powell et Rice étaient déjà des exemples) permettra de fédérer les minorités, et notamment les communautés afro-américaines et hispaniques derrière "l'intérêt national" de l'impérialisme américain afin d'obtenir la paix sociale. Elle sait bien que le populisme d'Obama ne servira qu'à tromper les travailleurs, les précaires et les chômeurs, car en tant que sénateur de la région de Chicago depuis 2004, Obama n'a fait guère plus que ses prédécesseurs blancs pour eux...

2° Sur le plan extérieur, comme l'a avoué la colistière de M^c Cain au lendemain même de la défaite de ce dernier, Obama pourrait être une bonne chose pour l'image internationale des USA, car on pense qu'il pourra réconcilier l'impérialisme américain avec le "tiers-monde", en d'autres termes, l'impérialisme américain estime que la couleur d'Obama fait de lui l'ambassadeur idéal pour jouer du bâton ou de la carotte avec les pays dépendants.

On comprend ainsi aisément pourquoi la bourgeoisie internationale a soutenu aussi unanimement Obama. La méthode Obama semble en effet être la panacée et un modèle à imiter en période de crise économique ! Aussi, ce n'est pas sans raison que Zaouahri (d'Al Qaïda) a qualifié Obama de "nègre domestique" (qualification dont il avait déjà usé à l'égard de Powell et Rice). Cette expression était utilisée par Malcom X dans les années 1960 pour désigner les esclaves noirs restés fidèles à leurs maîtres blancs... À ceci près qu'Obama n'est pas un esclave salarié, mais occupe une place de choix parmi les maîtres capitalistes ! Et les travailleurs, quelle que soit leur couleur de peau, finiront bien par s'en rendre compte, et alors c'en sera fini pour la bourgeoisie des espoirs de "paix sociale"...

En Allemagne, le premier chimiste mondial (BASF) a annoncé le 19 novembre que son bénéfice pour 2008 serait inférieur à celui de 2007 et que face au « massif recul de la demande » actuel (entre autres provoqué par l'annulation de commandes par les entreprises du secteur automobile), BASF allait temporairement cesser la production dans 80 de ses sites dans le monde et réduire la production dans 100 autres, des mesures qui devraient affecter directement 20 000 employés. Si l'excédent commercial allemand se monte à 142 milliards d'euros pour les neuf premiers mois de l'année 2008, il a toutefois chuté de 20 % au troisième trimestre.

En France, le déficit commercial a connu un nouveau record avec 40 milliards d'euros de déficit pour les neuf premiers mois de l'année 2008. Les grands de l'automobile qui ont vu leurs ventes s'effondrer ces derniers mois sont désormais en grande difficulté. Ainsi, PSA Peugeot Citroën qui prévoyait à la fin octobre une baisse du marché automobile de 17 % au quatrième trimestre (et 8 % pour l'année) en Europe de l'Ouest (*AFP*, 24/10/2008) et recourait au chômage partiel sur plusieurs de ses sites, annonce désormais un plan de réduction de ses effectifs de 3 550 emplois en France. À la direction de PSA Peugeot Citroën, on laisse entendre (comme l'ont fait des géants de l'automobile américains) que « ne rien faire (...) pourrait, à terme, remettre en cause la pérennité du groupe et de ses 200 000 emplois. » (*AFP*, 21/11/2008)

Nul doute que l'impérialisme français piochera dans son "fonds stratégique d'investissement" pour venir au secours du groupe aux frais du contribuable !

Face à la récession des vieux pays impérialistes, même le secteur informatique n'est pas épargné : depuis quelques mois, de gros fabricants de cartes mères et de cartes graphiques (comme Asus, ECS, Gigabyte, et MSI) sont en grande difficulté : ne parvenant pas à écouler leurs stocks, ils ralentissent leur production !

« Certains fabricants ont déjà commencé à licencier du personnel, et d'autres arrêtent d'engager de nouveaux employés. Le marché est difficile, seuls les plus gros résistent, tandis que les petits cherchent à survivre. (...) Les fabricants concernés cassent les prix sur les cartes qui encombrant leurs entrepôts, et prévoient en plus de ralentir leur production et leurs achats de composants, ce qui devrait à terme toucher les géants Intel, NVIDIA et AMD. » (*PC Inpact.com*, 17/11/2008)

Et en effet, pour le quatrième trimestre 2008, le géant Intel a d'ores et déjà revu ses prévisions de ventes à la baisse de 10 %. (*Clubic.com*, 13/11/2008)

Au Japon, face à la crise, seuls les fabricants de consoles et de jeux vidéos semblent encore tirer les marrons du feu :

« Contrairement à d'autres groupes japonais plus diversifiés qui constatent que les clients sont plus durs à attraper et rechignent à s'offrir certains produits high-tech coûteux (larges téléviseurs à écran plat par exemple), Nintendo semble au contraire profiter de l'envie des consommateurs de se vider la tête, de se faire plaisir, sans sortir, et de se distraire en famille à un prix somme toute jugé raisonnable comparé à celui d'autres loisirs. (...) En Europe, où le secteur financier est plus durement touché qu'au Japon, la filiale de jeu du géant nippon Sony affirme qu'elle ne connaît pas non plus la crise. La déconfiture financière "n'a pas d'effets négatifs sur notre marché, c'est même le contraire", assure un responsable de Sony Computer Entertainment. » (*Clubic*, 01/11/2008)

Dans ce contexte de contraction croissante des débouchés et de ralentissement de l'activité économique, la demande en produits énergétiques baisse : ainsi, selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande en pétrole des 30 pays de l'OCDE devrait diminuer de 2,7 % en 2008 et 1,6 % en 2009. (*AP*, 13/11/2008) De ce fait, le cours du baril de pétrole est passé de 147 dollars en juillet à moins de 50 dollars le 20 novembre, une première depuis... mai 2005 ! Ce qui réjouira les automobilistes, du moins ceux qui n'ont pas perdu ou ne craignent pas de perdre leur emploi, car cette baisse des prix de l'énergie est le produit de la récession économique ! À l'OPEP, c'est la panique et on prévoit de réduire la production pour enrayer la dégringolade du prix du baril.

Face à ces sombres réalités économiques, les grandes places boursières internationales s'effondrent à des niveaux auxquelles elles étaient plusieurs années auparavant. Seules les bourses chinoises, quoiqu'elles souffrent de ces promesses de débouchés réduits, parviennent à limiter la casse : en effet, le gouvernement chinois a annoncé des mesures visant à compenser la réduction des débouchés internationaux (comme des abattements sur les taxes à l'exportation pour permettre aux produits chinois de gagner encore en compétitivité) et s'est donné comme priorité de développer le marché intérieur. (*Xinhua*, 20/11/2008) Ceci a permis à l'impérialisme chinois de créer 10,2 millions de nouveaux emplois sur les dix premiers mois de l'année 2008, soit 0,2 million de plus que prévu. Ses concurrents impérialistes, eux, ne possèdent pas une balance des paiements aussi excédentaire que celle de Pékin et n'ont donc pas cette possibilité !

Ainsi, depuis l'été 2007, le Dow Jones industrial average, le Nasdaq 100, le DAX (Francfort) et le CAC 40 ont perdu la moitié de leur valeur. En revanche, l'indice SSE 180 de la bourse de Shanghai côtant les valeurs des 180 premières entreprises chinoises, lui, a fortement progressé durant la même période, malgré les secousses épisodiques sur les marchés internationaux. Ainsi, rien que depuis la fin du mois d'octobre 2008, l'indice SSE 180 a gagné 20 % ! Dans le même temps, les autres places boursières des pays impérialistes concurrents perdaient plus de 10 % !

Dans les milieux impérialistes, si les recettes keynésiennes semblent faire l'unanimité : l'UE prévoit un plan de relance de 130 milliards d'euros et la France la création d'un fonds stratégique d'investissement de 20 milliards d'euros, on semble oublier qu'elles sont impuissantes face à la crise : elles pourront bien permettre temporairement de graisser la patte à quelques bourgeois et de sauver de la faillite telle ou telle entreprise d'importance stratégique, mais en définitive elles aggraveront le déficit des États bourgeois et feront retomber le poids de la crise sur les esclaves salariés auxquels on demandera de se serrer la ceinture ! Une bien belle "relance" de la consommation en perspective si les débouchés se réduisent encore davantage !

Telle est la situation à la fin de l'année 2008. Pour 2009, l'OCDE n'est guère plus optimiste et prévoit la récession aux USA, dans la zone Euro et au Japon. (*Reuters*, 13/11/2008).

Face à la crise et à la récession, la bourgeoisie continue son offensive : en France, elle cherche maintenant à donner la possibilité aux travailleurs de prendre leur retraite à 70 ans, une "possibilité" pourtant rejetée par deux tiers des Français (Sondage CSA, *Reuters*, 10/11/2008) que la bourgeoisie utilisera de la même manière que le "droit de travailler plus pour gagner plus" ! (Cf. *Crise économique mondiale : Travailler plus pour gagner... moins !*)

LUNE DE MIEL ENTRE L'IMPÉRIALISME CHINOIS ET LA BOURGEOISIE COMPRADORE TAÏWANAISE

(23/12/2008)

Le mois de décembre 2008 a vu se produire un évènement d'une grande portée illustrant la modification du rapport de forces inter-impérialiste en cours. Le 15 décembre 2008 à 8 heures, un premier avion chinois a décollé de Shanghai à destination de Taïpei, la capitale de Taïwan. Cela faisait près de 60 ans qu'aucun vol direct n'avait relié l'île de Taïwan à la Chine.

Pour comprendre la signification historique de ce fait, revenons un peu en arrière.

En 1949, la Révolution bourgeoise-démocratique anticoloniale et anti-féodale triompha en Chine. La bourgeoisie compradore chinoise fut vaincue et dut s'exiler en toute hâte. Deux millions de chinois liés aux impérialistes étrangers créèrent aussitôt un État "chinois" fantoche dirigé par le Kuomintang. L'agression militaire de la Corée par l'impérialisme américain en 1949 devait permettre à l'impérialisme américain de prendre pied en Asie pour pouvoir poursuivre l'agression contre la Chine et y remettre en place le régime bourgeois-compradore du Kuomintang. Mais les forces anticoloniales coréennes appuyées par des centaines de milliers de combattants volontaires chinois soutenus par l'URSS socialiste empêchèrent l'impérialisme américain de remporter une victoire militaire en Corée et d'imposer le colonialisme dans l'ensemble de l'Asie. La première puissance impérialiste perdit ainsi la Guerre de Corée (1949-1953), mais garda longtemps enfoui l'espoir de rappeler la bourgeoisie compradore du Kuomintang si l'occasion se présentait. Durant plus de vingt ans, la Chine fut ainsi représentée à l'ONU par la bourgeoisie compradore exilée de Taïwan dont la constitution précisait à sa création que le gouvernement taïwanais du Kuomintang était « le seul gouvernement légal de la Chine, continentale comme insulaire ». La Chine nationaliste, elle, considéra Taïwan comme une province rebelle tombée aux mains du Kuomintang. À partir de 1971, les choses commencèrent cependant à tourner et les USA tendirent la main à la Chine nationaliste de Mao Tsétoung qu'ils entendaient désormais utiliser dans leur rivalité avec l'URSS social-impérialiste, sans pour autant complètement abandonner leurs espoirs de remettre au pouvoir une bourgeoisie compradore en Chine, comme le prouvèrent les évènements de Tian'an Men en 1989.

Cependant, la jeune bourgeoisie impérialiste chinoise démontra dans les années 1990 qu'elle avait solidement établi son pouvoir et que l'afflux de capitaux étrangers n'y changerait rien. Mieux, cet afflux l'aida à renforcer sa puissance. Ainsi, au cours des années 1990, les dirigeants taïwanais ; sentant certainement le vent commencer à tourner, cessèrent de revendiquer ouvertement leur souveraineté sur la Chine continentale. Mais depuis le début du 21^{ème} siècle et la montée fulgurante de l'impérialisme chinois sur les marchés commerciaux et financiers internationaux, un mouvement encore plus singulier s'est renforcé à Taïwan au sein même du Kuomintang : celui du rapprochement économique avec l'impérialisme chinois !

En 2007, le PIB de Taïwan, alors peuplée de près de 22 millions d'habitants, se montait à 383 milliards de dollars américains, soit 698 milliards de dollars américains à parité de pouvoir d'achat. Un montant représentant le dixième de celui de la Chine. À parité de pouvoir d'achat, le PIB par tête de Taïwan est comparable à celui de beaucoup de vieux pays impérialistes — identique ou au plus 10 % inférieur à celui de pays impérialistes comme l'Italie, la France, l'Espagne ou le Japon (*CIA World Factbook*). Le poids économique réel de Taïwan représente donc le tiers de celui de la France. Pays atelier tributaire de ses exportations de produits industriels

de haute technologie (ses exportations se montant à 246 milliards de \$ US en 2007, soit près des deux tiers de son PIB !) — à l’instar de pays impérialistes comme le Japon et l’Allemagne —, Taïwan est aujourd’hui touché de plein fouet par la réduction des débouchés à l’exportation provoquée par la récession économique dans les vieux pays impérialistes. Taïwan ne détenait en effet que 109 milliards de dollars d’IDE en 2007, alors que le stock d’IDE entrant se montait à 93 milliards de dollars. Ainsi, en 2007, le solde de la balance des paiements de Taïwan était positif à hauteur de 32 milliards de dollars en 2007, dont 27 milliards avaient été assurés par le solde positif de sa balance commerciale.

Aujourd’hui pays atelier et pays impérialiste d’envergure régionale, Taïwan comprend que ses anciens partenaires sont en déclin : leurs débouchés commerciaux se réduisent et les placements financiers deviennent périlleux sur ces territoires où même les dernières grandes industries donnent des signes de faiblesse, obligeant les États bourgeois à venir à leur secours. En 2007, la Chine était déjà devenue le premier partenaire commercial de Taïwan, recevant près d’un tiers de ses exportations et lui fournissant près d’un septième de ses importations. Rien d’étonnant donc à ce qu’aujourd’hui, au gré du déclin évident des vieux pays impérialistes, la bourgeoisie compradore de Taïwan ouvre grands les bras au jeune et dynamique impérialisme chinois qui lui offre des perspectives de débouchés commerciaux et financiers bien supérieurs à ceux de ses anciens partenaires impérialistes dangereusement ébranlés. Marx avait parfaitement cerné en quoi consistait le patriotisme de la bourgeoisie : « **l’argent est la patrie de l’industriel** », soulignait-il. En 1949, la bourgeoisie compradore taïwanaise se sentait "américaine". Aujourd’hui, alors que l’étoile de ses anciens alliés impérialistes décline et que celle de l’impérialisme chinois poursuit sa marche ascendante, les dirigeants du Kuomintang commencent à se sentir à nouveau chinois, puisque l’alliance avec la Chine impérialiste leur permet d’espérer pouvoir continuer à occuper une place importante sur le marché mondial !

Le 15 décembre 2008, s’est donc tenue en Chine une cérémonie consacrant l’ouverture de lignes maritimes aériennes et postales directes reliant Taïwan à la Chine. Au cours de cette cérémonie, les dirigeants bourgeois chinois et taïwanais présents ont souligné qu’ils attendaient de ces liaisons directes qu’elles réduisent le temps de transport (et donc les coûts) des flux de passagers et de marchandises transitant entre Taïwan et la Chine, devant ainsi amener à renforcer la « vitalité du développement des relations pacifiques trans-détroit ». Ainsi, ce ne sont pas moins de 74 ports marchands reliant la Chine continentale à Taïwan qui seront prochainement ouverts. Au cours de la cérémonie, Lin Feng-Chong (vice-président du Kuomintang) a appelé les « habitants des deux rives du détroit pour qu’ils mobilisent leur sagesse, leur passion et les efforts pour créer une nouvelle ère pour le peuple chinois ». (Journal de la télévision centrale de Chine, *CCTV-F*, 15/12/2008) La bourgeoisie impérialiste chinoise et la bourgeoisie compradore taïwanaise n’ont pas caché espérer que ce rapprochement les aidera à « minimiser l’impact de la crise économique mondiale » en « étendant la coopération dans les secteurs de la finance et de l’industrie ». Au cours du 4^{ème} Forum économique, commercial et culturel inter-détroit tenu à Shanghai, Wu Poh-Hsiung (président du Kuomintang) s’est montré extrêmement favorable à ce réchauffement des relations au point de conseiller « d’ouvrir de nouveaux secteurs aux investissements », suivant ainsi le sens du courant impulsé par « la communauté d’affaires de Taïwan » qui « fait la promotion active des échanges économiques et de la coopération transdétroit ». À la fin octobre,

la Chine avait déjà approuvé 77 000 projets d'investissements taïwanais impliquant un volume d'investissements de plus de 47 milliards de dollars américains. (Journal de la télévision centrale de Chine, *CCTV-F*, 20/12/2008)

Que le retournement de veste de la clique bourgeoise-compradore taïwanaise soit passé aussi inaperçu dans les médias des pays impérialistes rivaux de la Chine ne doit pas nous étonner !

À l'heure où les États des pays impérialistes en déclin tentent de sauver les meubles en soutenant à coup de protectionnisme bourgeois leurs dernières industries d'importance (renflouées en hâte afin d'éviter la faillite), le fait que les rats bourgeois-compradore de Taïwan quittent leur navire pour un autre a de quoi les inquiéter sérieusement : l'un de leurs "quatre dragons asiatiques", qui est l'un des piliers du secteur de l'électronique de pointe, les a abandonnés pour aller renforcer la puissance industrielle et commerciale de leur principal concurrent !

Nul doute que cette alliance réjouit la bourgeoisie impérialiste chinoise qui doit déjà voir les immenses perspectives que ce partenariat lui ouvre dans tous les domaines industriels friands de hautes technologies telles l'aéronautique, l'aérospatiale et l'informatique : il suffira de donner comme exemple de la valeur de l'industrie taïwanaise le groupe *Taiwan Semiconductor Manufacturing Company* (TSMC) dont la capitalisation boursière se montait à plus de 54 milliards de dollars à la mi-2008...

Ce partenariat, permettant à la bourgeoisie impérialiste chinoise d'espérer pouvoir rapidement concurrencer les pays impérialistes en déclin dans un nombre croissant de domaines, constituera à n'en pas douter une "arme anti-crise" bien plus efficace que les mesures de replâtrage adoptées par les pays impérialistes en déclin qui semblent avoir du mal ne serait-ce qu'à préserver son outil de production existant, ce qui permet à l'impérialisme chinois d'entrevoir avec sérénité son avenir sur la scène commerciale internationale, malgré la concurrence exacerbée par la contraction des débouchés provoquée par la récession dans les pays impérialistes en déclin !

En effet, seules les entreprises les plus fortes survivent au cours des périodes de crise, et les entreprises chinoises qui profiteront des raffinements techniques apportés par sa nouvelle alliée taïwanaise lui permettront d'accélérer encore la modification actuelle du rapport de forces inter-impérialiste en sa faveur !

SUR LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME IMPÉRIALISTE MONDIAL

(21/01/2009)

La modification du rapport de forces inter-impérialiste contemporain ne se fait pas sous la forme d'une douce et paisible transition, mais s'accompagne de véritables séismes économiques qui ont d'importantes répercussions sur l'économie de l'ensemble des pays composant le système impérialiste.

La transformation de la Chine, ex-pays atelier il y a encore deux décennies, en un puissant pays impérialiste ne pouvait manquer de provoquer un séisme d'une magnitude jusqu'ici inconnue. Les médias bourgeois ne voient que les effets financiers de ce séisme qui prend pourtant sa source dans la sphère productive. Ainsi en témoigne la production d'acier. Rappelons que la production de ce matériau, utilisé dans de nombreuses industries et dans le bâtiment, est un bon indice du développement de l'économie dans son ensemble. Une baisse de la production d'acier est ainsi synonyme de récession, comme au cours des crises de 1929-1933 et de 1937-1938. En 1932, la production mondiale d'acier avait ainsi baissé de plus de 50 % par rapport à 1929. Durant la crise de 2000-2001, la production mondiale d'acier avait stagné (+ 0,3 %). Dans les années suivantes (2001-2007), la première phase d'essor commercial et financier de l'impérialisme chinois a alimenté une forte augmentation de la production mondiale d'acier (+ 58 %). Cependant, cette augmentation s'est construite sur le déficit commercial croissant des vieux pays impérialistes vis-à-vis de leur concurrent chinois.

En 2007 sont apparus les premiers signes montrant que cet endettement avait atteint sa limite. Ainsi a éclaté la "crise financière" actuelle. L'année 2008 marque une étape nouvelle : l'éclatement de cette bulle du surendettement des ménages et des États impérialistes en déclin. Quand les revenus du commerce de capitaux et de marchandises deviennent insuffisants pour permettre de continuer à s'endetter et quand la limite du surendettement est atteinte, alors la consommation dans les pays impérialistes en déclin doit nécessairement décliner ; entraînant mécaniquement une contraction des débouchés commerciaux et financiers. En 2007, la production mondiale d'acier s'était montée à 1344 millions de tonnes, soit en moyenne 112 millions de tonnes par mois. La Chine en avait produit 489 millions de tonnes, soit 36,3 % du total.

D'après les statistiques partielles actuellement disponibles, sur les 11 premiers mois de l'année 2008, la production mondiale d'acier s'est montée à 1225 millions de tonnes en novembre, mais alors que le début de l'année 2008 avait vu croître la production d'acier (avec une moyenne de près de 116 millions de tonnes mensuelles sur les six premiers mois), les mois suivants ont marqué un mouvement inverse de déclin de la production, déclin qui n'a cessé de s'accélérer depuis l'été 2008 : 112 millions de tonnes en août, 108 millions en septembre, 99 millions en octobre et 89 millions en novembre !

Ainsi, la production mondiale d'acier de novembre 2008 marquait-elle une baisse de près de 24 % par rapport à la production mensuelle moyenne des 6 premiers mois de l'année. Mais cette moyenne cache des contrastes importants : en Ukraine, la baisse est de près de 57 %, en Belgique de 50 %, en Espagne de 47 %, aux USA et en Russie de 42 %, en France de 37 %, au Royaume-Uni de 31 %, en Allemagne et en Italie de 21 %. En Arabie Saoudite et en Afrique du Sud, la baisse est de 46 %, au Mexique de 26 %, enfin au Brésil et à Taïwan de 22 %.

Avec une baisse de seulement 18 %, comparable à celle de la Corée du Sud ou du Japon, la Chine fait donc partie de ceux qui ont le moins perdu de plumes, une "performance" au regard de sa part colossale dans le total de la production mondiale et du degré d'ouverture de son économie ! La part relative de la Chine n'a d'ailleurs pas cessé d'augmenter pour atteindre 39,5 % en novembre 2008 ! Rien d'étonnant cependant à ce que la contraction des débouchés favorise encore les plus forts !

À la vue des chiffres du chômage calamiteux annoncés dans ne nombreux pays impérialistes en novembre-décembre, et bien que les statistiques de la production d'acier ne soient pas encore connues pour décembre, il est hors de doute qu'elles seront encore plus mauvaises que celles de novembre, confirmant le fait que la crise actuelle du système mondial de l'impérialisme est la plus sérieuse qu'il ait connue depuis celle de 1929.

Le rapport de forces caractérisant le système impérialiste mondial tel qu'il existe depuis plusieurs décennies, basé sur l'exploitation de pays dépendants ateliers par quelques pays impérialistes, s'est transformé radicalement depuis que l'un de ces pays ateliers s'est affranchi de la division internationale du travail qui reproduit habituellement les pays ateliers en pays ateliers et les pays impérialistes en pays impérialistes, investissant dans les premiers. La Chine, donc, est devenue un pays impérialiste, mais pas n'importe lequel : un pays impérialiste détenant des avantages décisifs sur ses concurrents les plus puissants dans le domaine commercial comme financier.

Aujourd'hui, c'est ce mouvement de retournement complet des rôles qui, enclenché, plonge l'économie du système impérialiste mondial dans la récession, une récession durable et structurelle, inéluctable dans le cadre d'un développement pacifique des rivalités inter-impérialistes. La récession est le produit des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme. La contradiction fondamentale réside en ce qu'un pays impérialiste comme la Chine ne peut aujourd'hui continuer à se développer que si ses concurrents impérialistes se convertissent à leur tour en semi-colonies, en pays ateliers. C'est le seul moyen pour le système impérialiste mondial de perdurer encore un peu et de repousser la menace de la révolution sociale. Pourtant, dans les pays impérialistes en déclin, un tel retournement de situation n'est pas sans danger pour les exploités, pour peu que le mouvement marxiste-léniniste parvienne à sortir du bourbier révisionniste où il est enlisé depuis plus d'un demi-siècle.

Note du 25/01/2009 : Le 22 janvier, le site *Worldsteel.org* a publié les statistiques du mois de décembre 2008. Comme nous l'anticipions, le mois de décembre s'est révélé être pire que celui de novembre. L'autre point essentiel est que la crise accélère la différenciation économique des pays. Ainsi, en décembre, la Chine fait mieux que limiter la casse : alors que la baisse de la production mondiale d'acier s'est confirmée en décembre (- 5 millions de tonnes par rapport à novembre), la production chinoise s'est notablement relevée (+ 4 millions de tonnes). Au même moment, la production des USA, du Japon, de l'Allemagne, de la Corée du Sud, du Royaume-Uni, de la France, etc. a continué de s'effondrer. Au final, la production mondiale d'acier enregistre une baisse de 1,2 % sur toute l'année 2008. La Chine pour sa part enregistre une hausse de 2,6 % de sa production qui se monte à 502 millions de tonnes. En décembre 2008, la Chine a produit 39 millions de tonnes sur les 84 millions produites, soit 46,3 % de l'acier mondial !

BILAN DE L'ÉVOLUTION DES RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES EN 2008

(25/02/2009)

Selon les statistiques publiées en février 2009, la production mondiale d'acier s'est relevée de 3,7 millions de tonnes en janvier 2009 par rapport au mois précédent. Cependant, ce relèvement s'est uniquement produit sous l'impulsion de la hausse de la production chinoise qui a elle aussi augmenté de 3,7 millions de tonnes ! En janvier 2009, la Chine a ainsi produit 48,4 % de l'acier mondial.

La production mondiale concernant les autres pays durant la même période a globalement stagné, avec cependant certains pays comme le Japon qui ont vu leur production continuer de s'effondrer. D'autres, comme l'Allemagne, ont vu leur production se relever légèrement, mais dans des proportions très inférieures à celles de la Chine. Ces variations sont le produit des situations respectives dans lesquels se trouvent les pays impérialistes.

La bourgeoisie de certains pays, comme la Chine (et dans une moindre mesure l'Allemagne), dispose encore de confortables réserves issues de son excédent commercial des années passées lui permettant d'adopter des mesures keynésiennes sans en faire retomber le coût immédiatement sur les masses exploitées au moyen de mesures comme l'augmentation des impôts directs et indirects ainsi que la compression du budget alloué à l'éducation et à la santé, mesures qui ont pour effet de restreindre la consommation des masses exploitées et donc par conséquent d'aggraver la crise des débouchés.

Alors que le plan d'Obama de 787 milliards de dollars sent le souffre (comment l'impérialisme américain dont la dette atteint des niveaux abyssaux pourra-t-il jouer au keynésianisme sans courir à la banqueroute ?), les premières mesures adoptées par l'impérialisme chinois, elles, ont déjà commencé à porter leurs fruits ! Au mois de novembre 2008, l'impérialisme chinois avait annoncé un plan de relance en deux ans (jusqu'en 2010) d'un montant de 4 000 milliards de yuans (soit environ 460 milliards d'euros) destiné à compenser la baisse de la demande internationale en biens manufacturés chinois. Ce plan keynésien d'envergure visant à stimuler la demande intérieure prévoit d'accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises, d'investir dans les réseaux de transports, la construction, les infrastructures rurales, l'innovation technique, etc. Avec un excédent commercial d'environ 230 milliards d'euros en 2008, en hausse de plus de 10 % par rapport à 2007, l'impérialisme chinois en a les moyens. En 2008, la Chine a détrôné son concurrent allemand et est devenue le premier exportateur mondial.

La crise actuelle, loin de rassembler les concurrents impérialistes, exacerbe au contraire leurs rivalités. Ainsi, le patron de Volkswagen a déclaré que le plan de sauvetage de 6 milliards d'euros élaboré par l'impérialisme français pour venir au secours de son secteur automobile était une mesure protectionniste semblable à la Politique Agricole Commune qui ne profiterait en définitive « ni aux salariés, ni aux entreprises, ni aux consommateurs ». (*Reuters*, 04/02/2009)

Confronté à la baisse de son excédent commercial en 2008 (178 milliards d'euros, soit une baisse de près de 9 % par rapport à 2007), l'impérialisme allemand ne peut que voir d'un mauvais oeil ses concurrents choisir de violer délibérément les lois du libre-échange...

Pour l'impérialisme japonais, la situation est encore plus catastrophique : le Japon a vu son excédent commercial s'effondrer en 2008 : à 17 milliards d'euros, il a baissé de plus de 80 % par rapport à 2007 !

L'impérialisme français, lui, a connu en 2008 le pire déficit commercial de son histoire. Se montant à plus de 55 milliards d'euros, il a augmenté de plus de 37 % par rapport à son précédent record de 2007. Le nombre de chômeurs a lui aussi fait un bond en 2008, augmentant de 15 % en un an. Et l'année 2009 ne s'annonce pas meilleure : pour le seul mois de janvier, ce sont plus de 90 000 nouveaux chômeurs qui ont été recensés, un record. (*Le Monde*, 25/02/2009)

Pour l'ensemble des 27 pays de la zone Euro, le déficit commercial de l'année 2008 a augmenté de plus de 25 % par rapport à 2007, pour se monter à 241 milliards d'euros...

Si l'impérialisme américain, lui, a vu son déficit commercial se réduire en 2008 (pour se monter à 540 milliards d'euros "seulement") du fait de la modification du rapport de forces en sa faveur vis-à-vis d'autres pays impérialistes occidentaux (la crise économique ayant frappé les USA avec plus de force a rendu la main-d'oeuvre américaine plus compétitive), son déficit commercial vis-à-vis de la Chine n'en a pourtant pas moins continué de se creuser pour atteindre 212 milliards d'euros !

L'analyse des chiffres de la production d'acier illustre ces grandes tendances.

[Voir graphique p. 215]

Tandis qu'en janvier 2009 la production d'acier de la Chine était remontée à un niveau proche du niveau moyen des trois premiers trimestres de l'année 2008, celle de ses principaux concurrents accusait une baisse de 40 à 50 %.

(%)	Monde	Chine	Inde	Turquie	Corée du Sud	Taiwan	Allemagne	Japon	Italie	Royaume-Uni	Ukraine	Brésil	Canada	France	Russie	Mexique	USA	Espagne
Variation de la production en janvier 2009 par rapport à janvier 2008	-24,0	+2,4	-4,8	-13,1	-25,6	-27,5	-35,6	-37,8	-40,4	-45,0	-45,1	-45,6	-45,9	-46,7	-49,1	-49,3	-52,7	-53,5
Part dans la production mondiale en janvier 2008	---	36,0	4,3	2,0	4,2	1,7	3,6	9,1	2,4	1,1	3,2	2,7	1,2	1,4	5,8	1,4	7,7	1,4
Part dans la production mondiale en janvier 2009	---	48,4	5,4	2,3	4,1	1,6	3,2	7,5	1,9	0,7	2,3	1,9	0,9	1,0	3,8	0,9	4,8	0,8

Les pays donnés dans le tableau ci-dessus représentent 90 % de la production mondiale d'acier. La Chine est le seul pays impérialiste à avoir accru sa production aussi bien de manière relative que de manière absolue, un fait révélateur du nouveau rapport de forces inter-impérialiste en cours de constitution !

PERSPECTIVES 2009 : LE SYSTÈME MONDIAL DE L'IMPÉRIALISME AU BORD DU CHAOS

(05/04/2009)

"Crise financière" : du fétichisme de la marchandise au fétichisme de la finance...

Dans le contexte de la prétendue "crise financière" qui frappe de plein fouet le système mondial de l'impérialisme, on entend chaque jour les médias bourgeois scruter, tantôt avec espoir, tantôt avec inquiétude l'évolution quotidienne des cours des marchés boursiers.

Mais plutôt que de s'attarder sur les variations quotidiennes, ces médias auraient du relever les grandes tendances de leur évolution.

Aux USA, l'indice Dow Jones Industrial average a culminé à 14 000 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 9 000 points en octobre 2008 et 6 600 points au début du mois de mars 2009. L'indice SP 500 a lui aussi culminé en octobre 2007 à plus de 1 600 points. Cependant, il n'a cessé de dégringoler depuis. À la fin du mois d'octobre 2008, il était passé sous la barre des 1 000 points, tandis qu'au début du mois de mars 2009, il continuait de s'effondrer pour passer sous les 700 points. L'indice Nasdaq composite a culminé à 2 800 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 1 700 points en octobre 2008 et sous les 1 300 points au début du mois de mars 2009.

L'indice Nikkei 225 (Tokyo) a culminé à 18 200 points en juillet 2007. Il était passé sous la barre des 8 500 points en octobre 2008 et à moins de 7 100 points au début du mois de mars 2009.

L'indice DAX (Francfort) a culminé à 8 000 points en juillet 2007. Il était passé sous la barre des 5 000 points en octobre 2008 et à moins de 3 600 points au début du mois de mars 2009.

L'indice FTSE 100 (Londres) a culminé à 6 500 points en octobre 2007. Il était passé sous la barre des 4 400 points en octobre 2008. Au début du mois de mars 2009, il se trouvait sous la barre des 3 500 points.

L'indice SSE 180 (Shanghai) a connu son point culminant en octobre 2007 à près de 12 900 points. Il a connu son point le plus bas à la fin du mois d'octobre 2008 à un peu plus de 3 700 points. Dès le début du mois de février 2009, il était repassé au-dessus de la barre des 5 000 points.

Ainsi, même en se conformant à l'horizon borné de nombreux économistes bourgeois, il apparaît évident qu'alors que l'ensemble des places boursières des pays impérialistes en déclin ne cesse de voir baisser leurs cotations, les bourses chinoises, elles ont rompu avec cette tendance depuis plusieurs mois !

Le constat est le même dans le secteur bancaire : la bourgeoisie se garde bien, tout au moins dans les médias destinés aux masses, de préciser que si la "crise financière" est bien mondiale, elle ne touche cependant pas toutes les banques de la planète de la même façon. Premier fait révélateur : selon une étude du *Boston Consulting Group*, à la fin de l'année 2007, trois des quatre premières banques en terme de capitalisation boursière étaient chinoises : l'Industrial and Commercial Bank of China (1^{ère}), la China Construction Bank (2^{ème}) et la Bank of China (4^{ème}). Selon le cabinet d'étude, « **la crise a entraîné un bouleversement parmi les plus grosses banques en terme de capitalisation boursière** » : alors que les banques d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest ont perdu « 695 milliards de dollars de

capitalisation boursière, soit plus que le PIB des Pays-Bas », celles des pays dits "émérgents" « en ont gagné 753 milliards ». (AFP, 30/04/2008)

Si l'année 2007 a été mauvaise pour les banques des pays impérialistes en déclin, l'année 2008 a été catastrophique : au cours de l'année précédente, les rares qui n'ont pas enregistré de pertes (telle HSBC) ont vu leurs bénéfices s'effondrer, à l'inverse des banques chinoises qui ont encore conforté leurs places de leaders mondiaux : « L'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) et Bank of China (BoC) ont ainsi annoncé mercredi 25 mars des hausses de respectivement 36 % et 14 % de leur bénéfice net ». Pour les analystes bourgeois lucides, il apparaît donc évident que « malgré les sombres perspectives » qui se dessinent en 2009, **« la santé affichée par les deux établissements [chinois] contraste fortement avec les résultats des banques européennes et américaines »**. (Les banques chinoises ont les reins solides, *E24.fr*, 26/03/2009)

Le 18 mars 2009, le PDG d'AIG, ex-n°1 mondial de l'assurance, a annoncé le futur démantèlement de son groupe, dont l'État impérialiste américain est aujourd'hui propriétaire à hauteur de 80 %. En 2008, AIG avait enregistré des pertes à hauteur de 99 milliards de dollars. Aujourd'hui, AIG gère encore 1 600 milliards de dollars d'actifs jugés « à risque », de quoi inquiéter sérieusement son nouvel actionnaire principal... (AFP, 18/03/2009)

En 2008, le groupe Caisse d'Épargne a enregistré une perte nette de 2,0 milliards d'euros, la première de son histoire, alors que l'année précédente, il avait dégagé un bénéfice net de 1,4 milliard d'euros. À la fin de l'année 2008, son ratio Tier One se montait à 9 % (pour 16 milliards d'euros de fonds propres). Le ratio Tier One a été défini en 1974 dans les accords de Bâle en pleine crise économique par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Ce ratio, dont le minimum a été fixé à 4 %, est le rapport entre le total des dettes et les capitaux propres d'une banque. Quand ce ratio est trop bas, cela indique qu'il suffit d'une dévalorisation minime d'une partie du capital, pour annuler la valeur des fonds propres, conduisant l'établissement bancaire à la faillite. Le groupe Banque Populaire, lui a également enregistré une perte de 0,5 milliard d'euros en 2008, contre un bénéfice de 1,1 milliard d'euros l'année précédente. Son ratio Tier One se montait à moins de 8 % (pour 15 milliards d'euros de fonds propres).

Tels sont les chiffres officiels, car en fait la situation financière de ces deux banques est beaucoup moins reluisante qu'il n'y paraît : la masse de leurs capitaux propres a été gonflée en comptabilisant dans leurs "fonds propres" les milliards d'euros d'aide d'urgence apportés par l'État impérialiste français au deuxième semestre 2008. En fait, leur ratio Tier One avant leur renflouement se situait entre 3 et 4 % pour un total de plus de 850 milliards d'euros de dettes en 2008. C'est dire comme leur situation était précaire !

En 2008, le bénéfice net de HSBC (qui était la troisième banque mondiale à la fin de l'année 2007) a fondu comme neige au soleil : par rapport aux 19,1 milliards de dollars enregistrés en 2007, il a diminué de plus de 70 %. Ayant perdu plus de 15 milliards de dollars dans ses activités en Amérique du Nord, HSBC a fait savoir qu'elle allait cesser d'y accorder des prêts à la consommation et y fermer une grande partie de son réseau. HSBC a également réalisé une émission de capital de 17,7 milliards de dollars au cours du mois de mars 2009, une opération qui doit lui permettre de porter son ratio Tier One à près de 10 %. Cette émission de Capital, qui

conduit à couper le gâteau des intérêts en des parts plus petites, n'a évidemment pas été décidée de gaité de cœur...

Difficile dans ces conditions pour les banques des pays impérialistes en déclin de prêter encore de l'argent aux entreprises sans risquer elles-mêmes de se trouver la faillite dès qu'un emprunteur important ne sera plus capable de verser les intérêts dus, dévalorisant ainsi la masse des capitaux qui lui avaient été prêtés !

Le canal du crédit se tarit — du fait de l'endettement croissant des ménages incapables de consommer davantage sans basculer dans le surendettement, des entreprises incapables de faire face à la concurrence toujours plus efficace qui leur est livrée par l'impérialisme chinois et des établissements bancaires eux-mêmes confrontés à la baisse des revenus issus de l'activité des entreprises et de la consommation des ménages. Une fois les banques elles-mêmes surendetées et au bord de la faillite, il ne reste plus aux États impérialistes qu'à entrer dans leur Capital, risquant à leur tour de se mettre en faillite — à l'instar de l'État américain dont le rendement des bons du Trésor quasi nul prouve qu'il est aujourd'hui au bord du précipice.

Le canal de l'industrie se tarit également : souffrant de ne plus se voir accorder de crédits aussi aisément qu'à l'accoutumée, les entreprises sont contraintes pour les plus fragiles de mettre la clef sous la porte et pour les plus résistantes de revoir à la baisse leurs objectifs de développement. Dans les deux cas, cela provoque une diminution de la masse des profits extorqués aux travailleurs. Le gâteau des profits se réduit et ainsi la masse des profits revenant au secteur financier diminue, plaçant les établissements bancaires dans une situation encore plus difficile...

En d'autres termes, la crise économique actuelle que traverse le système impérialiste et qui frappe de plein fouet les vieilles métropoles impérialistes, est alimentée à la fois par le canal du crédit et par le canal de l'industrie. Telle est la dialectique de la société bourgeoise quand une puissance impérialiste en déclin entre dans sa phase de dislocation.

Au début du mois de mars 2009, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé son taux directeur à 1,5 %. La Banque centrale d'Angleterre a fait de même, abaissant les taux d'intérêt à un nouveau niveau record de 0,5 %, officiellement dans l'espoir de relancer le crédit.

Au début du mois d'avril 2009, le gouverneur de la BCE annonçait une nouvelle baisse de son taux directeur à 1,25 %, un record depuis la création de la BCE en 1998. Ainsi, rien qu'au cours des premiers mois de l'année 2009, le taux directeur de la BCE est passé de 2,0 à 1,25 %.

En fait, la bourgeoisie ne renonce pas à ses intérêts de bonne grâce et si elle se résigne à les baisser, c'est avant tout parce que la masse des profits à partager diminue ! Qu'elle espère ainsi qu'en abaissant les taux d'intérêt elle obtiendra au moins une relance du crédit et donc de l'économie avec à la clef des profits supérieurs est pour elle une bien maigre consolation, d'autant plus si la relance ne fonctionne pas et si la masse des profits continue de baisser !

Suite à l'effondrement de la production industrielle au dernier trimestre de l'année 2008 qui a dégradé les résultats des grands établissements bancaires, l'impérialisme français a dû se résoudre à baisser le taux de rémunération du principal placement d'épargne des classes moyennes de la métropole, le Livret A. Le 1^{er} février 2009, son taux d'intérêt a ainsi été ramené de 4 à 2,5 %. Le 3 avril, le gouverneur de la Banque de France a recommandé au gouvernement d'abaisser à

nouveau le taux d'intérêt du Livret A à hauteur de 1,25 % lors de la prochaine révision trimestrielle, le 1^{er} mai. Si le gouvernement applique ces recommandations, le taux de rémunération du Livret A descendrait à un niveau jamais vu depuis sa création... en 1818 !

Dépassons maintenant le cadre étroit dont sont prisonniers la plupart des économistes bourgeois.

Depuis octobre 2008, aux USA, au Japon et en Europe, on ne compte plus les fermetures — désormais quotidiennes — de grandes entreprises, ni le déferlement de sombres annonces économiques. Cependant, il serait faux d'affirmer — à l'instar des idéologues bourgeois soucieux de cacher les causes profondes de la crise pour faire croire à la correction possible des "excès" du système —, que la "crise des subprimes" a été le facteur déterminant du déclenchement de la crise économique actuelle. La rupture du crédit dans la sphère de l'immobilier n'a en réalité été qu'un épiphénomène de la tendance générale à la stagnation économique qui a fait déborder le vase du surendettement en son point le plus critique : celui des ménages pauvres.

Ainsi, après avoir cessé de progresser depuis août 2006 où il a atteint 114,0, l'indice de la production industrielle américaine a commencé à stagner et à décliner, bien avant le début officiel de la "crise des subprimes". Durant le dernier trimestre 2006, il n'était plus que de 112,1. Les mois suivants confirmèrent que l'industrie américaine entrait dans une période de stagnation et de récession économique durable. L'indice de la production industrielle oscilla entre 112 et 113 durant toute l'année 2007. En janvier 2008, l'indice était à 112,3 mais s'était déjà effondré à 106,3 en octobre 2008. L'indice a continué de s'effondrer les mois suivants : en janvier 2009, il ne se montait plus qu'à 100,3 et en février à 98,8. En février 2009, la production industrielle américaine accusait ainsi une baisse de près de 12 % par rapport à février 2008 et était donc descendue sous son niveau de... 2002, qui était lui-même équivalent à celui de 1998 !

En 2008, le groupe *General Motors* a perdu près de 31 milliards de dollars. L'État impérialiste américain avait alors dû déboursier plus de 13 milliards de dollars pour permettre à General Motors de continuer à fonctionner en 2009. Le 17 février 2009, le groupe a demandé une nouvelle enveloppe de 30 milliards de dollars à l'État américain... Combien de temps encore l'impérialisme américain pourra-t-il continuer de perfuser son industrie automobile pour lui éviter la faillite ? De février 2006 à février 2009, le cours de l'action General Motors a perdu près de 90 % de sa valeur. Chez Ford, le cours de l'action a perdu près de 80 % durant la même période. Ford comme General Motors écoulait la moitié de leur production en dehors des USA. Dernièrement, la direction de General Motors a annoncé qu'elle « n'écartait plus la possibilité d'un dépôt de bilan » au terme des deux prochains mois. (*Xinhua*, 30/03/2009) Chrysler, qui est également au bord de la faillite, a annoncé que ses ventes aux USA avaient baissé de 39 % en mars 2009 par rapport au même mois de l'année précédente. (*Reuters*, 01/04/2009)

Selon les statistiques officielles américaines, ce sont 5,1 millions d'emplois qui ont été supprimés aux USA dans le secteur privé entre décembre 2007 et mars 2009. Mais ce n'est qu'au cours de ces derniers mois que les chiffres ont pris des proportions gigantesques avec respectivement 0,68 million d'emplois détruits en décembre 2008, 0,66 million en janvier, 0,71 million en février et 0,74 million en mars. Au cours de ces quatre derniers mois, ce sont donc près de 2,8 millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi aux USA. En janvier-mars 2009, la moitié des suppressions d'emploi a touché le secteur industriel. Avec 13,2 millions de

chômeurs, le taux de chômage officiel a donc grimpé à 8,5 %, un record depuis 1983, et ce, sans compter près de 6 millions de personnes souhaitant travailler, mais non comptabilisées dans la population active, ainsi que près de 9 millions de personnes contraintes de travailler à temps partiel.

Le Royaume-Uni a lui aussi été très durement touché au cours de ces derniers mois. Ainsi, selon l'Office national des statistiques, c'est plus de 138 000 nouveaux chômeurs qui ont été comptabilisés rien qu'en février 2009, un record depuis la création de ces statistiques en 1971 ! Selon le journal *Le Monde*, « toutes les régions sont touchées » mais « incontestablement, ce sont celles dont l'économie est d'abord industrielle qui souffrent le plus ». (*Le Monde.fr*, 19/03/2009)

En France, le mois de février a apporté 80 000 chômeurs supplémentaires. Ainsi, à la fin février 2009, le nombre de chômeurs de la catégorie 1 en France métropolitaine se montait à 2,4 millions. En juillet 2008, on ne comptait encore "que" 1,9 million de chômeurs dans cette catégorie...

En janvier 2009, le Japon a enregistré un déficit commercial de 10 milliards de dollars. Pour l'impérialisme japonais, ce quatrième mois consécutif de déficit commercial a provoqué au dernier trimestre 2008 la pire contraction de son économie depuis 1974. Selon le ministre japonais de la Politique économique et budgétaire, « ceci est la pire crise depuis la fin de la guerre », « il n'y a aucun doute à ce sujet ». (*AFP*, 16/02/2009)

Le 1^{er} avril 2009, le Bureau Fédéral des Statistiques allemand a annoncé que les ventes au détail avaient baissé de 3,3 % en Allemagne dans les deux premiers mois de l'année 2009, par rapport à la même période de l'année précédente.

En y regardant de plus près, on observe donc une nette corrélation entre 1° l'évolution de la croissance d'indices boursiers et de la santé des établissements bancaires et 2° celle de la production industrielle en général et de la production d'acier en particulier. Les économistes et les politiciens bourgeois semblent penser que ce sont les financiers se disputant sur les marchés boursiers qui font la pluie et le beau temps. Aveuglement réel de la bourgeoisie, ou volonté délibérée de nier le caractère capitaliste de la crise en accablant les "traders" pour mieux innocenter le Capital financier ? Pourtant, les mouvements de capitaux ne sont jamais complètement indépendants de la sphère productive, car en définitive seules l'industrie et l'agriculture créent la richesse. Les autres secteurs ne font que se répartir la masse de plus-value créée dans la sphère productive.

C'est pourquoi observer l'évolution dans la sphère productive fournit des renseignements beaucoup plus précis sur l'état réel du rapport de forces inter-impérialiste que les oscillations quotidiennes des marchés internationaux. En matérialistes, c'est dans la sphère de la production matérielle que devons chercher les rapports de force réels entre pays bourgeois.

La crise n'est "financière" qu'aux yeux des économistes et des politiciens bourgeois incapables d'en déceler l'origine dans la rupture entre la sphère productive et dans la sphère de la consommation, aveuglés qu'ils sont par le fétichisme de la société bourgeoise où une quantité donnée d'argent semble avoir la propriété immuable d'enfanter une quantité supérieure d'argent sans avoir à passer l'épreuve de la transformation industrielle, du moins au sein des métropoles impérialistes, puisque les capitaux exportés par les impérialistes dans les pays ateliers ont permis aux pays impérialistes de débarrasser leur cadre national de nombreuses branches d'industries sans pour autant renoncer aux profits qu'elles leur rapportaient.

Que cette rupture se soit d'abord produite dans le secteur du crédit en général et du crédit à la consommation en particulier comme produit du déficit croissant des pays impérialistes en déclin dans leurs relations économiques avec l'impérialisme chinois n'est pas surprenant pour des pays qui ont exploité pendant des décennies la sueur bon marché des travailleurs des pays ateliers !

La concurrence croissante livrée aujourd'hui par l'impérialisme chinois aux dernières industries de haute technologie de ses concurrents impérialistes leur rappelle aujourd'hui malgré les qualificatifs "tertiaires" et "post-industriels" dont ils s'affublaient comme pour conjurer le spectre de la révolution sociale, qu'un pays dont la société est "post-industrielle" ne peut en définitive (dans les conditions présentes où un ex-pays atelier est parvenu à briser la "traditionnelle" division internationale du travail), que se transformer en une ex-puissance impérialiste...

Impérialisme et industrie mécanique

Nous avons vu précédemment que l'évolution du rapport de force inter-impérialiste possédait une base matérielle : la production industrielle. Examinons maintenant plus en détail celle-ci.

Le PCUS(b), se guidant sur les enseignements de Marx analysant les conditions de la reproduction élargie de la richesse sociale, fit de l'industrialisation accélérée de la jeune URSS la condition de la construction des rapports sociaux socialistes à la ville comme à la campagne ainsi que de la survie de la patrie des travailleurs dans un environnement international bourgeois de plus en plus hostile. La clef du développement accéléré de l'industrie consistait dans l'édification d'une puissante industrie de production des moyens de production, seule capable d'assurer le développement accéléré de toutes les branches de l'économie industrielle et agricole, depuis l'édification d'une industrie légère, à la mécanisation des travaux agricoles en passant par l'édification d'une puissante industrie de défense capable de tenir tête aux pays impérialistes les plus puissants et donc de défendre les conquêtes économiques, politiques et sociales du premier pays socialiste.

En marxiste-léniniste, Staline sut comprendre aussitôt l'importance décisive que revêtait l'édification d'une industrie lourde en général et d'une puissante industrie mécanique en particulier, pour la survie et le développement du premier État des travailleurs. Car sans industrie mécanique, le pays était dépendant des moyens de production que les pays bourgeois voulaient bien lui céder. Condamner l'URSS à travailler avec les moyens de production des autres, comme le souhaitaient les opposants à "l'industrialisation à marche forcée", c'était maintenir les chaînes de l'asservissement impérialiste et de l'exploitation salariée, c'était en fin de compte laisser la bourgeoisie impérialiste internationale décider à la place de l'URSS et donc en définitive rendre impossible la construction d'une société socialiste, débarrassée de toute forme d'exploitation.

Dès les années 1930, l'URSS avait rompu avec succès le monopole des États impérialistes sur la mise en œuvre des moyens de production. Alors que l'URSS importait encore 33 % des machines nécessaires à son économie en 1927, elle n'en importait plus que 13 % en 1932 et moins de 1 % en 1937. Au cours de ces années se développèrent une multitude de branches d'industrie qui n'existaient parfois même pas quelques années auparavant. Dans ce combat titanesque, la bataille de l'acier ainsi que la bataille pour l'édification d'une puissante industrie mécanique capable d'outiller l'ensemble des branches de l'économie, furent sans aucun doute les

batailles les plus décisives. D'abord, il fallait produire de l'acier, car sans acier, pas de machines-outils. La production d'acier est donc une condition nécessaire, bien que non suffisante, de l'édification d'une industrie de production des moyens de production. Un pays impérialiste pour exporter des capitaux, doit avant tout être propriétaire de moyens de production qu'il utilisera sur son sol national ou dans des pays dépendants qui en sont privés, pour y exploiter la main-d'œuvre.

Ces leçons, Staline ne les oublia pas non plus, quand de chef reconnu du premier État multinational des travailleurs, il devint le chef de la première union de pays socialistes. Loin de chercher à les maintenir dans la servitude et la pauvreté, il aida au contraire les peuples des pays frères à briser les chaînes de leur asservissement passé. Après avoir brisé les armées fascistes que l'impérialisme avait lancées contre elle, l'URSS entreprit donc, alors même qu'elle pansait ses blessures, de venir en aide aux peuples des pays libérés du colonialisme pour les aider à briser les chaînes pacifiques, commerciales et financières, qui faisaient de ces pays des pays misérables à la merci du bon vouloir des grandes puissances. Dans ces pays, on entreprit donc l'édification d'une industrie lourde diversifiée qui permettrait bientôt à leurs peuples d'imiter la voie glorieuse empruntée par l'URSS trois décennies auparavant et de conquérir leur véritable liberté, non seulement leur liberté politique, mais surtout leur liberté économique, seule capable de préserver et de développer l'ensemble des libertés gagnées.

Alors que le capitalisme naissant de la période manufacturière obtenait ses profits avant tout par l'extorsion de plus-value sous sa forme absolue (augmentation du nombre de salariés ou de la durée de travail), la grande industrie privilégie l'extorsion de plus-value sous sa forme relative (diminution du temps de production). En effet, l'extorsion de la plus-value relative montre vite ses limites physiologiques, alors que le perfectionnement du machinisme permet de diminuer toujours plus l'usage de capital variable. En contrepartie, l'introduction de machines perfectionnées élève la part du capital constant et donc la composition organique du Capital.

Dans le cadre de la société bourgeoise où les entrepreneurs privés se livrent une concurrence féroce pour vendre leurs marchandises, le développement du machinisme revêt un double caractère : pour le capitaliste individuel, l'introduction de machines toujours plus perfectionnées est nécessaire pour pouvoir abaisser le coût de production en augmentant le volume de la production tout en diminuant (de manière relative ou absolue) la masse salariale, et espérer ainsi pouvoir vendre moins cher que la concurrence une marchandise tout en dégageant des profits.

Mais si pour le capitaliste individuel, la hausse de la composition organique du Capital doit apporter une hausse de ses profits, il en va tout autrement dans la réalité pour la collectivité des capitalistes. En effet, un capitaliste conserve rarement très longtemps l'exclusivité d'une innovation technique et l'adoption de machines aussi perfectionnées ou davantage encore par des entreprises concurrentes produit l'effet inverse pour la collectivité des capitalistes : la concurrence les pousse en effet à vendre leur marchandise au coût de production, et alors le bénéfice apporté initialement au capitaliste individuel par des machines plus perfectionnées se trouve annulé. Pire, la hausse de la composition organique du Capital qui en résulte a même conduit à diminuer la masse des profits extorqués comparativement au Capital engagé. Alors, le coût toujours plus élevé de machines perfectionnées contribue à ruiner les capitalistes dont le niveau technique de l'outil productif retarde trop sur la concurrence, aboutissant à la création d'entreprises monopolistes qui deviennent les

seules dont la taille permette de continuer à introduire des machines de plus en plus perfectionnées et coûteuses. Sous le capitalisme, on observe ainsi couramment une certaine stagnation du développement technique.

Outre ceci, le développement du machinisme sous le capitalisme détruit de nombreux emplois et contribue alors à aggraver la crise des débouchés et donc à exacerber encore davantage la concurrence entre les entrepreneurs privés.

Sous le capitalisme, la propriété privée des moyens de production entrave donc la reproduction élargie accélérée du produit social. Car en limitant la consommation des larges masses du peuple, le capitalisme réduit l'extension des débouchés ou amène même à leur contraction en période de crise. Ce n'est qu'en renforçant sa position sur le marché international au détriment de ses concurrents qu'un pays bourgeois peut espérer voir ses débouchés s'élargir.

Quand la consommation baisse et que les débouchés se contractent, les forces productives cessent non seulement de se développer, mais une partie d'entre elles devient même superflue. Dans les périodes de crise, le taux d'utilisation des capacités productives commence donc par décliner. Ainsi, selon les statistiques de la FED, alors que les capacités de production de l'industrie américaine étaient utilisées à hauteur d'environ 80 % au cours des trente dernières années (avec un point bas en 1982 avec 73,7 %, année qui avait vu la production industrielle américaine baisser de 5,2 %), ce taux s'est effondré de 80,2 à 70,2 % de février 2008 à février 2009, un record depuis la disponibilité de ces statistiques (1979). Le précédent record mensuel datait en effet de décembre 1982, avec un taux d'utilisation de 70,9 %. En 2008, la production industrielle américaine a baissé de 2,2 %. Au cours des deux premiers mois de l'année 2009, elle a encore baissé de 3,5 %. La baisse du taux d'utilisation des capacités productives est le signe que la faillite approche et qu'une partie de l'outil de production existant va devoir être envoyé au rebut ! La crise est là : on ferme des usines en parfait état de marche et on jette sur le pavé des millions de travailleurs. Et cette armée grandissante de chômeurs croît dans des proportions inverses à celle des débouchés qui se réduisent d'autant.

Faut-il pour autant condamner le machinisme en général ? Non, car si le machinisme condamne le travailleur à un labeur abrutissant ou au chômage sous le capitalisme, il permet de supprimer les tâches les plus pénibles. En augmentant la productivité du travail, le machinisme ouvre de larges perspectives aux travailleurs sous le socialisme. Enfin, Lénine et Staline insistèrent ainsi à maintes reprises que le facteur déterminant de la victoire définitive du socialisme serait la productivité du travail. Le capitalisme avait vaincu le féodalisme parce qu'il avait créé une productivité du travail supérieure. Le socialisme vaincrait le capitalisme parce qu'il ferait de même. Il fallait ainsi dépasser les pays impérialistes sur le plan technique, autant pour éviter de demeurer sous la menace d'agressions militaires, que pour démontrer aux travailleurs des pays bourgeois que le socialisme n'était pas une espèce de "partage de la pauvreté", mais constituait leur seule perspective d'avenir.

Au sein du système mondial de l'impérialisme, ce sont ainsi les pays impérialistes disposant de l'industrie mécanique la plus perfectionnée qui détiennent en définitive un avantage économique décisif sur leurs concurrents. En outre, plus la technique se perfectionne, plus les investissements nécessaires sont colossaux et plus il est difficile pour un pays bourgeois d'émerger en tant que concurrent dans la production de machines-outils à la pointe de la technologie. Qu'un pays bourgeois dépendant cherche à édifier sa propre industrie mécanique, nécessitant d'édifier des barrières protectionnistes le temps de rattraper son retard, et les pays impérialistes ne

manqueront pas d'adopter contre lui des mesures coercitives pour sanctionner ses manquements aux lois du libre-échange ! Aussi n'est-il pas facile à la bourgeoisie des pays dépendants de devenir une bourgeoisie impérialiste, quand bien même elle en aurait la volonté.

Voyons donc maintenant plus en détail l'état récent de l'industrie mondiale des machines-outils.

Classement et évolution de la production des premiers producteurs mondiaux de machines-outils (Source des chiffres bruts : Gardner Publications, Inc.)							
Rang (2008)	Pays	2008		2004		2001	
		10 ⁶ \$	%	10 ⁶ \$	%	10 ⁶ \$	%
1.	Japon	15847	19,3	10573	23,2	9391	25,9
2.	Allemagne	15657	19,1	8959	19,6	7732	21,3
3.	Chine	13965	17,0	4080	8,9	2624	7,2
4.	Italie	8209	10,0	4639	10,2	3796	10,5
5.	Taiwan	5000	6,1	2884	6,3	1635	4,5
6.	Corée du Sud	4381	5,3	2362	5,2	804	2,2
7.	USA	4234	5,2	3132	6,9	2854	7,9
8.	Suisse	3743	4,6	2333	5,1	2047	5,6
Total* :		81987	87,6	45627	85,4	36236	85,1

Principaux exportateurs et importateurs mondiaux de machines-outils en 2008 (Source des chiffres bruts : Gardner Publications, Inc.)						
Rang	Pays	Exportations		Importations		Solde
		10 ⁶ \$	EXP/PROD (%)	10 ⁶ \$	IMP/PROD (%)	
1.	Allemagne	10096	64,5	4390	28,0	5706
2.	Japon	8587	54,2	771	4,9	7816
3.	Italie	4653	56,7	2253	27,4	2400
4.	Taiwan	3880	77,6	1680	33,6	2200
5.	Suisse	3137	83,8	793	21,2	2344
6.	Chine	2100	15,9	7500	53,7	- 5400
7.	Corée du Sud	1914	43,7	1337	30,5	577
8.	USA	1910	45,1	4878	45,1	- 2968

* En 2001, les trois dizaines de pays constituant les premiers producteurs mondiaux de machines-outils ont totalisé 36,2 milliards de dollars de production et 82,0 milliards de dollars en 2008. En 2001, le 29^{ème} pays avait produit pour 2 millions de dollars, tandis qu'en 2008, le 28^{ème} pays avait produit pour 37 millions de dollars. La production des pays suivants étant inférieure et donc négligeable par rapport à la production cumulée des pays inclus dans les statistiques disponibles, on peut donc considérer que les pourcentages représentent sensiblement la part de ces pays dans la production mondiale de machines-outils. De ces quelques dizaines de producteurs, nous ne donnons que les 8 premiers qui totalisaient près des 9/10^{ème} de la production mondiale en 2008. La même année, l'Espagne, le Brésil, la France, l'Autriche, la République Tchèque et le Royaume-Uni ont chacun contribué à hauteur de 1 à 2 % de la production mondiale tandis que la Turquie, les Pays-Bas, la Belgique, l'Inde, la Finlande, le Canada et la Suède n'ont contribué qu'à hauteur d'un demi pourcent chacun environ. Enfin, la contribution de la Russie, de l'Australie, du Mexique, du Danemark, du Portugal, de la Roumanie et de l'Argentine est inférieure au quart de pour cent. En 2008, l'ensemble de ces pays a consommé près de 93 % de la production mondiale de machines-outils. Quant à la grande masse des pays dépendants d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique Latine et d'Afrique, ils ne comptent tout simplement pour rien dans la production de moyens de production et pour presque rien dans leur consommation. Leur sort est donc intimement lié à celui des puissances impérialistes.

La première conclusion que l'on peut tirer de ces chiffres est l'illustration concrète du monopole détenu par quelques États impérialistes sur les moyens de production. En effet, comment construire des usines et comment façonner l'acier, sans posséder les machines-outils formant le socle de l'industrie mécanique ? Sans posséder une puissante industrie de constructions mécaniques, impossible pour un pays de mettre en œuvre librement les moyens de production qui sont nécessaires à son économie, et donc d'assurer leur reproduction simple (remplacement de moyens de production usés) ou élargie (extension de la masse totale des moyens de production). Loin de s'affaiblir au cours des années, ce monopole se renforce, comme en témoigne l'élévation de la part représentée par les 8 premiers pays producteurs de machines-outils. Il faut dire, comme on l'a vu, que les investissements croissants écartent les producteurs les plus faibles, incapables de mettre en œuvre une masse de capitaux suffisants.

À côté de pays bourgeois exportant massivement des moyens de production, on trouve donc des pays bourgeois possédant une industrie mécanique atrophiée les rendant tributaires (à des degrés divers) des moyens de production étrangers.

Ainsi, durant la période 2001-2008, la production indienne de machines-outils est passée de 112 à 424 millions de dollars. Sa part dans la production mondiale est donc passée de 0,3 à 0,5 %... En 2008, l'Inde n'a consommé que 2,3 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 79,3 % des machines-outils qu'il a consommé. Géant démographique, l'Inde bourgeoise-compradore est donc en réalité un nain de l'industrie de production des moyens de production, particulièrement dépendant des pays impérialistes...

La situation est encore moins reluisante pour la Russie dont la production de machines-outils est passée sur la même période de 181 à 202 millions de dollars. Sa part dans la production mondiale est donc passée de 0,5 à 0,2 %... En 2008, la Russie n'a consommé que 0,7 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 87,9 % des machines-outils qu'elle a consommé. C'est dire comme les acquis de la Révolution socialiste d'Octobre ont été anéantis. Durant plus de trois décennies, le social-impérialisme soviétique a rendu obsolète une industrie mécanique qui encore au début des années 1950 progressait à grands pas. En 1991, la fraction compradore de la bourgeoisie monopoliste d'État a décidé de la liquidation des industries devenues obsolètes. Rien qu'au cours de la période 1990-1994, la production russe de machines-outils s'effondra de 60 %. En avril 2006, l'usine GAZ (Gorky Auto Works) de la ville de Nizhny Novgorod (autrefois Gorki) acheta à Chrysler une chaîne de production complète pour un montant de 150 millions de dollars... Ainsi, si l'impérialisme russe produit encore des voitures, c'est à l'aide de chaînes de production achetées à l'étranger !

À titre de comparaison en 2008, le Brésil, puissance impérialiste régionale, a consommé 3,1 % des machines-outils produites dans le monde et a importé 57,1 % des machines-outils qu'il a consommé. Un pays atelier inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain comme le Mexique a consommé 2,0 % des machines-outils produites dans le monde, mais a importé 92,5 % des machines-outils qu'il a consommé. D'autres pays ateliers liés à des puissances impérialistes concurrentes se trouvent dans une dépendance similaire : ainsi, la Turquie et la République Tchèque ont consommé respectivement 1,5 et 1,0 % des machines-outils produites dans le monde, mais ont importé 94,4 et 97,3 % des machines-outils qu'elles ont consommées.

En 2001, la Chine n'était que le 4^{ème} consommateur mondial de machines-outils (13,1 %), derrière l'Allemagne, le Japon et les USA (respectivement 15,8 %, 14,5 % et 14,4 %), l'année suivante, elle avait conquis la première place. En 2008, la consommation chinoise absorbait 23,6 % de la production mondiale (soit dix fois plus que l'Inde !) et distançait largement celle de ses plus gros concurrents : 12,1 % pour l'Allemagne, 9,8 % pour le Japon et 8,2 % pour les USA.

La Chine est encore importateur net de machines-outils, au contraire du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse et de Taïwan qui exportent une grande partie de leur production.

Mais si la structure de l'import-export chinois de machines-outils reste encore éloignée de celle des premiers exportateurs mondiaux, il ne faut pas perdre de vue que l'industrie mécanique de l'impérialisme chinois évolue de manière très rapide vers l'autosuffisance : signe des temps inquiétant pour les fournisseurs de la Chine, durant la période 2001-2008, la part des importations par rapport à la consommation chinoise est passée de 50,8 à 38,7 %. À titre de comparaison, en 2008, ce ratio était de 94,4 % pour la Turquie, de 77,6 % pour la France, de 72,2 % pour les USA, de 60,0 % pour Taïwan, de 56,7 % pour la Suisse, de 44,1 % pour l'Allemagne, de 38,8 % pour l'Italie et de 9,8 % pour le Japon. On voit ici de manière évidente que la Chine n'est donc pas un pays atelier "classique", tels l'Inde ou le Mexique : la Chine est avant tout un puissant pays impérialiste capable de produire sur son territoire une grande partie des moyens de production dont a besoin son économie. Son degré de dépendance est d'autant plus faible si l'on considère la diversité des besoins d'une économie fournissant une grande partie de la production industrielle mondiale...

Si la production chinoise de machines-outils n'a pas encore rattrapé le niveau technologique des machines-outils japonaises, elle n'en progresse pas moins très rapidement, et le renforcement des liens avec Taïwan (qui possède un savoir-faire important dans ce domaine), ne tardera pas à faire de la Chine un sérieux rival pour leur industrie mécanique sur le marché chinois mais aussi à l'exportation.

En 2006, la production allemande de machines-outils avait comme principaux débouchés l'industrie automobile (36 %), la mécanique générale (26 %) et le travail des métaux (12 %). La fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009 ont vu la demande en machines-outils allemandes s'effondrer. Au cours des mois de novembre à janvier, elle a ainsi reculé de 38 % par rapport à la même période de l'année précédente. De la même façon, la demande en acier allemand s'est effondrée de 47 % au cours du dernier trimestre 2008, un plongeon record depuis 1945. (*La Tribune.fr*, 04/03/2009)

L'impérialisme chinois, lui, peut raisonnablement espérer à la vue des colossaux investissements qu'il a commencé à réaliser depuis la fin 2008 pour stimuler la demande intérieure, que son industrie mécanique continuera à se développer afin de rattraper et dépasser celle de ses concurrents les plus puissants.

L'Europe de l'Est dans la tourmente : un air de déjà vu...

L'Histoire se répète aujourd'hui d'une manière bien cruelle pour les peuples des pays d'Europe de l'Est. À partir des années 1970, les pays d'Europe de l'Est inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique ont connu des difficultés économiques grandissantes.

Ainsi, la production annuelle d'acier de la Hongrie stagne autour de 3,7 millions de tonnes durant la période 1980-1988 avant de décliner sensiblement dès 1989. En

1990, elle n'était plus que de 2,9 millions de tonnes et en 1992, son point le plus bas, de 1,5 million de tonnes. Elle atteint son apogée en 2007 à 2,2 millions de tonnes, bien loin cependant de son niveau du début des années 1980... En 2008, sa production commença à décliner.

De même, la production annuelle d'acier de la Bulgarie stagna autour de 2,9 millions de tonnes durant les années 1980 avant de décliner sensiblement dès 1990, année où elle n'était plus que de 2,2 millions de tonnes. En 1992, son point le plus bas, elle n'était plus que de 1,5 million de tonnes. Elle atteint son apogée en 2003 à 2,3 millions de tonnes, bien loin cependant de son niveau du début des années 1980... En 2008, elle s'était effondrée à 1,3 million de tonnes !

En 1990, la production polonaise d'acier se monta à 13,6 millions de tonnes. Elle n'était plus que de 9,8 millions de tonnes en 1992. Elle ne parvint jamais à retrouver son niveau de 1990...

Au début des années 1990, ces pays-ateliers virent leur industrie (alors rattachée à celle du social-impérialisme soviétique) s'effondrer une première fois, incapables de résister à la concurrence livrée par l'industrie de pays ateliers asiatiques inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain. Alors que la production d'acier de nombreux pays bourgeois stagna durant la période 1980-1990, celle de quelques pays ateliers appartenant aux sphères d'influence de pays impérialistes occidentaux explosa. Ainsi, la production cumulée d'acier de la Chine, de Taïwan, de la Corée du Sud et de la Turquie passa de 52 à 109 millions de tonnes. En 1992, ces pays en produisirent 130 millions de tonnes (dont 81 millions pour la Chine).

À l'effondrement de l'économie des pays inclus dans sa sphère d'influence (1989-1990), suivit l'effondrement du social-impérialisme soviétique lui-même en 1991. En ex-URSS et dans ses ex-zones d'influence privilégiées, des pans entiers d'industries devenues obsolètes disparurent. En 1994, la production d'acier des pays constituant l'ex-URSS (c'est-à-dire essentiellement la Russie et l'Ukraine) n'était plus que de 78 millions de tonnes, ce qui représentait à peine 48 % de leur production de l'année 1988. En 2007, après avoir profité pendant plusieurs années des hauts tarifs des produits énergétiques et miniers dont ils étaient d'importants exportateurs, la production d'acier de la Russie et de l'Ukraine s'était relevée à un niveau de production représentant 76 % de celui de 1988. Mais dès 2008, leur production s'effondra à nouveau : elle ne représentait plus que 70 % de celle de 1988 ! La même chose vaut pour les ex-pays ateliers inclus dans la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique aujourd'hui intégrés à l'UE (27).

Aujourd'hui qu'ils sont rattachés à des puissances impérialistes occidentales (et notamment européennes, à l'instar de l'impérialisme allemand), les pays ateliers est-européens voient à nouveau leur industrie s'effondrer !

Selon le *World Investment Report 2008*, le stock mondial des IDE entrants se montait à 6 881 milliards d'euros en 2007 et celui des IDE sortants à 8 848 milliards d'euros. En 2007 les principales métropoles impérialistes d'Europe (Royaume-Uni, France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne, Italie, Suède) totalisaient un stock de 4 833 milliards d'euros d'IDE entrant (soit 70,2 % du total mondial) pour un stock d'IDE sortant de 6 657 milliards d'euros (soit 75,2 % du total mondial). Leurs principales zones d'influence privilégiées en Europe de l'Est (Pologne, République Tchèque, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Bulgarie) totalisaient pour leur part un stock de 479 milliards d'euros d'IDE entrant pour un stock d'IDE sortant de seulement 48 milliards d'euros. (UNCTAD, *World Investment Report 2008*, p. 284)

En 2007, l'Allemagne était le premier partenaire commercial de la République Tchèque en fournissant 31,8 % de ses importations et en absorbant 30,7 % de ses exportations. D'autres pays impérialistes comme les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la France, l'Autriche ou l'Italie, étaient des partenaires commerciaux importants de la République Tchèque.

L'Allemagne était également le premier partenaire commercial de la Slovaquie en fournissant 31,8 % de ses importations et en absorbant 30,7 % de ses exportations. La République tchèque, elle, arrivait en deuxième position et assurait respectivement 17,3 et 12,6 % des importations et des exportations slovaques. D'autres pays impérialistes comme la France et l'Autriche figuraient parmi les premiers partenaires commerciaux de la Slovaquie, loin derrière ses deux premiers partenaires commerciaux cependant.

L'Allemagne était aussi le premier partenaire commercial de la Pologne en fournissant 29,0 % de ses importations et en absorbant 25,9 % de ses exportations. D'autres pays impérialistes comme l'Italie, la France et les Pays-Bas comptaient parmi ses premiers partenaires commerciaux, mais encore une fois loin derrière l'Allemagne.

Enfin, l'Allemagne était également le premier partenaire commercial de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Roumanie. Comme on le verra ensuite, cette présence importante de l'impérialisme allemand dans les ex-pays de l'Est n'est pas sans signification.

Quel a été l'impact du début de la crise économique sur les économies des pays de l'UE ? Selon les statistiques de la BCE publiées dans le bulletin *Stat Info* de la Banque de France le 24 février 2009, le solde du compte des transactions courantes de la balance des paiements de l'UE pour l'année 2008 s'est fortement dégradé, ce qui prouve que le bloc impérialiste qu'est l'UE est mis en difficulté. En 2008, seul le solde de la balance des services reste positif, mais de manière bien insuffisante pour compenser le solde négatif des biens et des revenus. Ceci signifie pour les métropoles impérialistes de l'UE que leurs zones d'influence privilégiée ne créent plus assez de plus-value. L'effondrement des périphéries précède l'effondrement des centres impérialistes auxquels elles sont rattachées.

En 2008, la production d'acier des pays membres de l'UE a baissé de 5,6 % par rapport à l'année précédente. En janvier 2009, sa production mensuelle avait baissé de plus de 45 % par rapport à la production mensuelle moyenne de 2007 ! En janvier 2009, l'excédent commercial allemand a été réduit à 11 milliards de dollars, face aux 20 milliards de dollars mensuels enregistrés en moyenne en 2008.

Production annuelle d'acier des ex-pays de l'Est intégrés à l'UE (27)							
	Pologne	République Tchèque	Hongrie	Roumanie	Slovaquie	Bulgarie	Total
2007	10,6	7,1	2,2	6,3	5,1	2,1	33,4
2008	9,7	6,4	2,1	5,1	4,5	1,3	29,1

Ainsi, en 2007, la production mensuelle moyenne d'acier des ex-pays de l'Est intégrés à l'UE a été de 2,8 millions de tonnes. Elle s'est maintenue à ce niveau durant le premier semestre 2008, puis s'est effondrée à une moyenne de 2,0 millions de tonnes pour le second semestre. En janvier-février 2009, elle n'a été que de 1,4 million de tonnes.

Déjà, durant la période 1978-2006 la croissance de l'impérialisme chinois avait fourni une remarquable illustration de la loi léniniste du développement inégal et par

bond des pays bourgeois sous l'impérialisme. La période actuelle démontre que l'action de cette loi, loin de s'affaiblir en période de crise économique, s'en trouve au contraire démultipliée. Ainsi, la production d'acier chinoise qui était passée de 8,1 à 33,8 % du total mondial durant la période 1980-2006 (*Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 207.), est passée de 36,0 à 48,2 % entre janvier 2008 et février 2009 !

Alors que dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin la production d'électricité a quasiment stagné durant la période 2000-2008, celle de la Chine a presque triplé durant ce laps de temps. En 2008, la Chine a produit 3 256 milliards de kWh contre 4 062 pour les USA et 2 520 pour le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et la France pris ensemble. (*Indexmundi.com*) La base énergétique chinoise a donc connu un développement permettant d'accompagner celui de son essor industriel.

En 2008, la Chine a produit 500 millions de tonnes d'acier, dont seulement 60 millions de tonnes ont été exportées. La structure qualitative de ces produits exportés n'a cessé de s'améliorer : en 2007, 91 % de l'acier exporté était constitué de produits finis (tels les laminés). En 2008, à peine 2 % de l'acier exporté était encore constitué par des produits semi-finis (tels les blooms et les billettes). En 2008, les produits finis étaient vendus à plus de 1 200 dollars la tonne contre à peine 700 dollars pour les produits semi-finis. Avec une capacité de production actuelle de 660 millions de tonnes en 2008 (contre 550 millions de tonnes l'année précédente), la Chine possède d'importantes surcapacités de production qui ne manquent déjà pas et ne manqueront pas encore davantage, dans le contexte d'aggravation de la crise des débouchés internationaux, d'exercer une très forte pression sur celles de ses concurrents...

En février 2009, la production mondiale d'acier a confirmé sa chute : seulement 83,8 millions de tonnes d'acier ont été produites, soit une baisse de 3,0 % par rapport à janvier.

Tandis que la production d'acier de l'UE (27) et de la Russie a stagné par rapport au mois précédent, celle des USA a continué de s'effondrer (3,8 millions de tonnes, soit une baisse de 7,9 %). Si la production chinoise a légèrement diminué (40,4 millions de tonnes, soit une baisse de 1,9 %), c'est dans des proportions très inférieures à la production japonaise (5,5 millions de tonnes, soit une baisse de 14,2 %), indienne (4,1 millions de tonnes, soit une baisse de 10,3 %) ou sud-coréenne (3,2 millions de tonnes, soit une baisse de 10,3 %). La position relative de l'impérialisme chinois a donc continué de se renforcer en février, malgré une très forte contraction des débouchés marchands internationaux : en janvier 2009, la Chine avait affiché un excédent commercial confortable de 39,1 milliards de dollars. En février 2009, les importations et des exportations chinoises se sont respectivement montées à 60,5 et 64,9 milliards de dollars, soit un excédent commercial de seulement 4,4 milliards de dollars. Rappelons qu'en 2008, la moyenne mensuelle des importations et des exportations chinoises s'était montée à 76,5 et 101,8 milliards de dollars, soit un excédent commercial de 25,3 milliards de dollars.

Après s'être effondrée au début des années 1990 alors qu'ils étaient constitués en appendice productif du social-impérialisme soviétique, l'économie de ces pays s'effondre donc à nouveau alors qu'elle est aujourd'hui constituée en appendice productif de pays impérialistes ouest-européens !

Demeurer les jouets des rivalités inter-impérialistes, tel est le lot "quotidien" des pays dépendants !

Qu'il est difficile aux élites bourgeoises-compradore de ces pays de trouver un partenaire impérialiste fiable sur le long terme, alors que le mouvement de l'économie mondiale fragilise parfois des puissances impérialistes autrefois dominantes ! Pour les travailleurs et les masses populaires en revanche, cette alternance de périodes d'essor et de déclin, dont les pays dépendants ateliers sont les premières victimes, démontre la nécessité et l'urgence de la révolution socialiste.

Et ce d'autant plus que même les élites bourgeoises compradores de nombreux pays dépendants, à l'exception de celles qui disposent de richesses énergétiques, peuvent difficilement espérer aujourd'hui soit se tourner vers l'impérialisme chinois (aussi longtemps que celui-ci reste l'atelier industriel du Monde), soit pouvoir le concurrencer un jour...

Face à cette voie sans issue à laquelle l'impérialisme a conduit les pays dépendants ateliers concurrents de la Chine, il apparaîtra de plus en plus évident aux peuples des pays dépendants que l'impérialisme chinois continuera à construire son "socialisme aux caractéristiques chinoises" d'une manière similaire à celle des gouvernements "de gauche" des pays impérialistes d'Occident : en forgeant au prolétariat chinois des chaînes dorées ! Pour cela, deux options s'offrent à l'impérialisme chinois :

- soit l'impérialisme chinois conserverait l'actuelle division internationale du travail qu'il a mis en place avec les pays inclus dans sa sphère d'influence naissante. Cette division internationale du travail, caractéristique de la période coloniale, consiste à cantonner l'industrialisation des pays dépendants à quelques industries à composition organique basse et à transformer les matières premières et énergétiques importées au sein même de la métropole.
- soit l'impérialisme chinois opterait pour l'adoption d'une division internationale semblable à celle adoptée par le social-impérialisme soviétique dans les années 1950 conduisant à la transformation des pays dépendants en pays ateliers fournissant en biens de consommation courante la métropole.

Pour l'impérialisme chinois, la poursuite de la première voie (actuellement suivie) permettrait de pérenniser l'exploitation de ses pays dépendants afin d'empêcher qu'un jour l'un d'eux ne puisse se transformer en rival, mais aurait pour contrepartie d'entretenir une forte instabilité politique et de renforcer les tendances séparatistes en leur sein. La seconde voie, elle, permettrait de détourner plus aisément ces tendances sur un chemin réformiste, mais l'adoption de cette voie est conditionnée par la transformation des bourgeoisies impérialistes concurrentes en bourgeoisies compradore. Il faut donc que les élites bourgeoises des USA, du Japon et de l'UE acceptent de brader leur outil productif et leurs connaissances techniques et scientifiques !

Cette option peut sembler peu probable au premier abord. Pourtant, il existe un précédent de taille : l'implosion du social-impérialisme soviétique. Certes, au cours des années ayant ponctué son déclin, le social-impérialisme soviétique avait parfois montré les crocs à ses concurrents (comme en Afghanistan durant la période 1979-1989), mais en définitive les élites bourgeoises avaient accepté, bon gré mal gré, de sacrifier leurs ambitions impérialistes mondiales.

Pourquoi ? Parce qu'elles n'étaient pas véritablement impérialistes ? — comme l'affirmeraient ceux qui sont persuadés que le capitalisme a été restauré en URSS seulement au bout de longues décennies d'agonie. Ou bien parce que, tout en étant

aussi impérialistes que les autres, elles n'avaient malgré tout pas vraiment eu le choix ?

Pour un marxiste-léniniste, la réponse à la première question ne peut évidemment qu'être négative. Pour autant, choisir la seconde explication pose une question à laquelle il faut répondre en matérialiste : cet effondrement pacifique loin d'être en quelque sorte une exception aux lois régissant les rapports inter-impérialistes ne résulterait-il pas de conditions objectives ?

N'est-ce pas une déviation révisionniste et kautskiste que d'affirmer que les rivalités inter-impérialistes peuvent trouver une solution sur le terrain du pacifisme et qu'une puissance impérialiste victime d'un déclin économique puisse se résigner à accepter sa défaite sans se lancer dans des aventures militaires, d'autant que le social-impérialisme soviétique disposait d'une industrie de défense et d'un arsenal d'armements très développés ? Du temps de Lénine et Staline, les puissances impérialistes en déclin n'hésitaient pas à employer la force pour défendre leurs intérêts menacés et leur statut de puissance impérialiste. Alors, pourquoi, depuis plus de soixante-dix ans, malgré la persistance de rivalités inter-impérialistes parfois très aiguës, le système mondial de l'impérialisme n'a-t-il pas connu de nouvelle guerre mondiale ?

Un matérialiste ne peut évidemment pas expliquer ceci par l'humanisation de la bourgeoisie, celle-ci faisant toujours aussi peu de cas de la vie humaine qui ne vaut toujours pour elle pas plus que ce qu'elle vaut sur le marché de la force de travail (c'est-à-dire rien du fait de la profusion de cette marchandise !), ni non plus par l'atténuation de ces rivalités économiques ou l'absence de crise économique, celles-ci ayant ponctué les décennies passées.

Ne nous trouvons donc pas en apparence face à une impasse ?

Si l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes a conduit à deux guerres mondiales au cours des quatre premières décennies du 20^{ème} siècle, il ne faut pas oublier les conditions économiques concrètes sur lesquelles se sont produites ces guerres. À cette époque, le système mondial de l'impérialisme était caractérisé par une division internationale du travail bien précise. L'essentiel est que chaque puissance impérialiste, tout en étant dépendante des marchés extérieurs pour une fraction plus ou moins importante de ses besoins en ressources énergétiques et en matières premières, n'en possédait pas moins sur son sol national une industrie diversifiée à branches multiples lui apportant une relative autonomie pour mener une guerre. Une guerre, parce qu'elle sollicite de multiples branches d'industrie et parce qu'elle s'accompagne de destructions gigantesques, nécessite de la part des belligérants qu'ils soient capables d'assurer le renouvellement des moyens de production usés ou détruits à une large échelle. Plus l'intégration internationale des pays bourgeois dans un environnement économique unique est étroite, plus il est difficile à chacun d'assurer la production de a à z de tout ce qui est nécessaire à une économie. En temps de guerre, cela devient rapidement problématique.

Au cours des années 1960-1980, le social-impérialisme soviétique contracta une très forte dépendance vis-à-vis des technologies de ses concurrents occidentaux. N'est-ce pas ce fait objectif qui détermina la liquidation pacifique du social-impérialisme soviétique ?

La question fondamentale à laquelle il s'agit de répondre est donc : les pays impérialistes en déclin (du moins certains) se trouvent-ils déjà aujourd'hui dans une

situation similaire à celle du social-impérialisme soviétique ? Si ce n'est pas le cas, est-ce le chemin qu'ils prennent ?

Ainsi, les USA, malgré leur actuelle politique coloniale agressive dans certains pays dépendants, n'ont-ils pas aujourd'hui un tissu industriel si réduit et si dépendant de l'étranger qu'il interdise déjà à l'impérialisme américain de mener une guerre frontale contre son principal concurrent qui dispose lui sur son propre sol d'une industrie beaucoup plus diversifiée ? C'est ce que laisse penser la forte dépendance américaine aux moyens de production étrangers.

C'est aussi ce que laissent penser les pressants appels à l'aide lancés par l'administration Obama au cours du récent sommet de l'OTAN. Derrière la prétendue probabilité supérieure d'une attaque terroriste en Europe qu'aux USA « du fait de sa proximité géographique » ! L'impérialisme américain devrait pourtant savoir par expérience qu'à l'ère de l'aéronautique les distances comptent peu... En fait, Obama cherche à soulager l'impérialisme américain d'une partie des charges de la coûteuse occupation militaire de l'Afghanistan : « l'Europe ne devrait pas s'attendre à ce que les États-Unis portent seuls ce fardeau », a-t-il déclaré. Mais eux-mêmes en proie à de graves difficultés économiques, l'impérialisme allemand et l'impérialisme français ne se sont évidemment pas laissés bernés par cet argument et ont fait savoir « qu'il n'y aurait pas plus de renforts militaires ». Maigre consolation pour Obama, ses alliés impérialistes ont assuré être disposés « à faire davantage sur le plan de la police, de la gendarmerie, sur le plan de l'aide économique pour former des Afghans »... (AFP, 03/04/2009)

Ainsi, de manière évidente, le club de l'OTAN, à l'instar de celui de l'UE, a du plomb dans l'aile... Confronté à un déficit budgétaire calamiteux et lui-même menacé de faillite, l'État impérialiste américain n'aura peut-être bientôt plus d'autre choix que d'imiter le social-impérialisme soviétique dans sa retraite d'Afghanistan deux décennies plus tôt, une retraite qui avait signifié la fin de son existence. Après avoir une dernière fois montré les crocs, le Capital financier américain rentrera peut-être bientôt se coucher docilement dans le panier que lui assignera son nouveau maître !

Le kautskisme projetait les illusions démocratiques-bourgeoises et parlementaristes des petits-bourgeois des métropoles impérialistes et leur conférait une portée mondiale. Le rêve de pacifisme entre les classes au sein d'une même nation se transformait ainsi en rêve d'une exploitation internationale pacifique et concertée des colonies. Le kautskisme était d'essence contre-révolutionnaire, car il entretenait les masses exploitées dans des illusions petites-bourgeoises qui en faisaient ensuite une proie facile du fascisme et des guerres inter-impérialistes.

Que signifie aujourd'hui ce "pacifisme" auquel peut être contraint un pays impérialiste ? Il signifie que lorsque la violence ne peut plus être employée contre un concurrent impérialiste, elle est alors employée contre les masses exploitées de la puissance impérialiste liquidée ! Il s'agit alors pour la puissance impérialiste triomphante et la nouvelle bourgeoisie compradore autochtone de faire accepter aux masses exploitées la dégradation inouïe de leurs conditions de vie !

La deuxième mystification Obama

Le 4 novembre 2008, au terme d'une campagne médiatique internationale de plusieurs mois en sa faveur, l'impérialisme américain a choisi comme nouveau visage celui du sénateur Barack Obama.

Dans notre article *La bourgeoisie face à la crise et à la récession* du 21 novembre 2008, nous précisons qu'Obama ayant reçu un large soutien de l'impérialisme américain, il ne fallait en attendre aucun changement positif. Pour les médias bourgeois, c'est au contraire comme si cet homme allait véritablement rompre avec la politique de ses prédécesseurs.

Voilà en quoi résidait la première mystification Obama. Voyons maintenant en quoi consiste la deuxième en observant le passage de la "théorie" — c'est-à-dire les belles promesses faites au cours de la campagne électorale —, à la "pratique" — c'est-à-dire à la démonstration que « yes we can » !

Le 17 mars 2009, Obama a détaillé son budget pour l'année fiscale 2010, qui commencera le 1^{er} octobre 2009.

Présenté par Obama comme « un plan économique pour notre avenir » et « une base pour réaliser un redressement durable », ce plan de 3 600 milliards de dollars conduira au contraire à rapprocher le terme de la faillite inévitable de l'impérialisme américain ! Alors qu'Obama assure vouloir rompre avec la pratique consistant à « passer nos problèmes au prochain président ou à la prochaine génération » et critique « le déficit massif que nous avons hérité » (*Xinhua*, 17/03/2009), il commence par... faire exploser ce déficit chronique responsable du surendettement américain ! Pour justifier ceci, il prétend évidemment que ses mesures vont le réduire davantage à plus longue échéance... Mais alors, disons-le tout de suite, à vraiment très, très longue échéance !

Voyons en quoi les prévisions avancées par Obama pour justifier le renflouement à court terme du Capital financier américain tiennent de la filouterie. Alors que la croissance américaine s'est montée à 1,3 % pour l'année fiscale 2008 et se montera selon les prévisions d'Obama à environ - 1,2 % pour l'année en cours, il table sur une croissance de 3,2 % pour réaliser son budget 2010 ! Pour les exercices suivants, jusqu'en 2013, la croissance américaine dépasserait les 4 % !

Dans leur *Rapport intermédiaire sur les Perspectives économiques*, les experts de l'OCDE sont beaucoup moins optimistes et prévoient pour les USA une récession de 4,0 % en 2009 et une croissance nulle en 2010 « en supposant que les vastes programmes de relance se montrent efficaces » car « **les risques d'un scénario encore plus sombre l'emportent sur la perspective d'une reprise plus rapide** ». Dans ce rapport, l'OCDE prévoit que « la récession la plus profonde et la plus étendue depuis plus de 50 ans » va provoquer pour l'année 2009 une récession de 4,1 % pour la zone Euro et de 6,6 % au Japon. La Russie serait durement touchée (- 5,6 %). Le Brésil verrait sa croissance devenir négative et seules l'Inde et la Chine limiteraient les dégâts et enregistreraient une croissance positive avec respectivement 4,3 et 6,3 %, malgré un recul de plus de 13 % du commerce international. (OCDE, 30/03/2009)

On ne peut évidemment s'attendre à ce que ces prévisions bourgeoises se réalisent, ces prévisions supposant (à tort) que les plans de soutien des pays impérialistes en déclin auront un effet positif (quoique limité : + 1 % pour celui de l'impérialisme américain), sur leur PIB, mais elles reflètent néanmoins les grandes tendances du nouvel ordre impérialiste mondial qui est en train de se mettre en place sous nos yeux.

Revenons maintenant aux conditions idylliques dans lesquelles se déroule le doux rêve d'Obama : le déficit budgétaire de l'année fiscale en cours se monterait alors à environ 1 750 milliards de dollars et celui de l'exercice 2010 commencerait à se

réduire à environ 1 200 milliards de dollars. Ce n'est qu'à la fin de l'année fiscale 2013 qu'il retrouverait son niveau de 2008 (soit environ 500 milliards de dollars). Entre-temps, les montants du déficit accumulé au cours du mandat Obama feraient exploser la dette fédérale.

Outre ses prévisions de croissance ignorant manifestement la réalité de la crise économique internationale actuelle qui a des causes structurelles qui ne cesseront pas d'agir en 2010 comme l'affirme Obama à travers les prévisions de son "plan", le premier problème qui se pose, et pas des moindres, est de parvenir à financer ce budget.

Pour l'exercice 2008, les recettes provenant des impôts sur les entreprises et sur les particuliers s'étaient montées à environ 2 350 milliards de dollars et au final le déficit du budget fédéral s'était monté à 459 milliards de dollars, représentant ainsi 3,2 % du PIB. Obama prévoit que les recettes provenant des impôts diminueront pour se monter à environ 2 000 milliards de dollars au cours de l'exercice en cours, avant de remonter progressivement dès l'exercice 2010 pour dépasser 3 000 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013. Mais comme on l'a dit, les estimations de croissance étant surréalistes, le montant des recettes du budget est surestimé et celui de son déficit sous-estimé ! Ainsi, selon le CBO (un organisme du Congrès chargé de fournir des analyses économiques dans le cadre du budget), la récession pour l'année en cours ne se monterait pas à - 1,2 mais à - 3,0 % (un chiffre plus proche de celui prévu par l'OCDE), portant le déficit prévu de 1 750 à 1 850 milliards de dollars !

De même, pour l'exercice 2010, le déficit ne se monterait pas à près de 1 200, mais à environ 1 400 milliards de dollars ! Alors qu'Obama prévoyait un déficit budgétaire record de 12,3 % du PIB pour l'exercice en cours, celui-ci se montera plutôt à 13,1 % selon les dernières prévisions bourgeoises ! (*AFP*, 20/03/2008) Ce sera la première fois depuis Reagan que le déficit budgétaire américain dépasse la barre des 6 % ! En fait, il faut remonter jusqu'en 1942 pour retrouver un niveau de déficit budgétaire aussi élevé ! Pour le coup, si un président américain est mal placé pour critiquer l'action de ses prédécesseurs, c'est bel et bien Obama ! Une chance que les États impérialistes comparent leur déficit budgétaire au PIB et non au montant total de leurs recettes ou de leurs dépenses budgétaires : ainsi, pour les USA, le montant des dépenses budgétaires prévu au cours des exercices 2009 et 2010 se chiffre respectivement à environ 3 900 et 3 500 milliards de dollars. Que dirait un banquier à une personne déjà criblée de dettes et au bord du surendettement qui voudrait se voir accorder un crédit lui permettant de dépenser le double de ce qu'il gagne ? C'est pourtant ce que propose de faire Obama avec l'État américain !

La question qui se pose ici — étant donné que le plan d'Obama ne vise pas comme le plan chinois à stimuler la demande intérieure et aura ainsi des répercussions négatives sur la consommation des ménages et donc par ricochet sur les débouchés, les entreprises et l'emploi, réduisant ainsi la croissance et le montant des recettes issues des impôts —, c'est : comment l'impérialisme américain va-t-il faire pour financer ce déficit colossal ?

En effet, rien que pour les exercices 2009-2010, la dette fédérale américaine va gonfler d'au moins 3 250 milliards de dollars (sans compter l'habituel déficit du commerce extérieur...), portant la dette publique américaine à un niveau qui fait déjà cauchemarder certains politiciens bourgeois. Ainsi, selon Judd Gregg, membre républicain de la commission du Budget du Sénat, « **avec les projets du président, la dette va grimper à des niveaux choquants, qui sont tout simplement**

insoutenables et vont détruire les chances pour l'économie à l'avenir ». (AFP, 20/03/2009)

Où l'impérialisme américain va-t-il donc pouvoir trouver les milliers de milliards de dollars nécessaires pour financer les nouvelles dettes contractées ? Le recours habituel est l'émission de bons du Trésor. Mais il ne suffit pas d'émettre des bons du Trésor : il faut encore trouver des acheteurs intéressés ! Avec des taux d'intérêt quasi nuls et les doutes croissants de nombreux pays sur la capacité de l'État américain à rester un débiteur solvable, les pays qui s'étaient jusque-là portés acquéreurs de bons du Trésor américain vont sans aucun doute réduire ou suspendre l'achat de nouveaux titres émis, d'autant plus que la crise économique internationale a fortement dégradé les excédents commerciaux des pays qui se sont massivement portés acquéreurs de bons du Trésor américain au cours des dernières années.

En octobre 2008, la Chine le Japon et le Royaume-Uni étaient les trois principaux détenteurs de bons du Trésor américain, avec respectivement 652, 585 et 360 milliards de dollars d'avoirs.

De juillet 2008 au 1^{er} mars 2009, les avoirs chinois en bons du Trésor américain sont passés de 518 à 712 milliards de dollars. On peut donc dire que jusqu'ici l'impérialisme chinois a soutenu avec force l'impérialisme américain, dans l'espoir évidemment d'obtenir des intérêts de ces placements, sinon tout au moins de soutenir ce moteur des exportations chinoises qu'est le commerce bilatéral Chine-USA ! En janvier 2009, 58 % des 36 milliards de dollars de déficit de la balance commerciale américaine étaient ainsi imputables au seul commerce bilatéral avec la Chine.

Mais suite aux lourdes pertes enregistrées en 2008 par la CIC (China Investment Corporation) sur les marchés boursiers étrangers, et notamment dans le fond Blackstone aux USA, l'unanimité ne règne plus parmi les économistes chinois : tandis que certains sont partisans de continuer à acheter des bons du Trésor américain qu'ils jugent encore être un investissement « relativement peu risqué » ayant « de bonnes liquidités », d'autres au contraire recommandent de cesser de se porter acquéreur de nouveaux bons du Trésor américain, s'inquiétant de la « possibilité que Washington soit incapable financièrement de rendre l'argent ». (China increases US treasury holdings, *China Daily*, 17 décembre 2008.) Dernièrement, la Bank of China a fait savoir qu'elle n'était finalement pas intéressée par le rachat d'*AIG*... La China Life Insurance Company Ltd. a également fait savoir qu'elle n'était pas non plus intéressée par le rachat de la filiale asiatique d'*AIG*, contrairement aux déclarations du *Financial Times* qui espérait sans doute encourager l'impérialisme chinois à mettre à nouveau la main à la poche... (*Xinhua*, 06/03/2009) Le 13 mars 2009, le premier ministre chinois déclarait au cours d'une conférence de presse qu'il était « **préoccupé par la sécurité des titres du Trésor américain et aimerait obtenir des garanties du gouvernement américain** ». (*CEP news*)

Il faut dire que l'effondrement des taux d'intérêt des bons du Trésor américain au cours de ces derniers mois a de quoi légitimement inquiéter les pays qui en détiennent le plus. De février 2007 à août 2008, le rendement annuel du bon du Trésor américain à trois mois est passé de 5,03 à 1,72 %. Cet effondrement s'est confirmé au cours des mois suivants : il n'était plus que de 0,67 % en octobre 2008. De novembre 2008 à février 2009, il n'a été en moyenne que de 0,16 % ! Selon les statistiques fournies par la FED, pour retrouver des rendements aussi faibles, il faut revenir à la grande dépression des années 1930... Le 18 mars 2009, la FED a fait savoir qu'elle allait maintenir ses taux directeurs entre 0 et 0,25 % au cours des

prochains mois. Cet effondrement des taux d'intérêt a toutes les chances de refroidir les appétits chinois, d'autant que s'y ajoute la réévaluation croissante du yuan vis-à-vis du dollar qui déprécie le montant des investissements chinois libellé en dollars : ainsi, durant la période 2004-2007 le taux de change est passé de 8,3 à 7,6 yuans par dollar. À la fin de l'année 2008, il n'était plus que de 6,9 yuans par dollar. Rien de plus normal que plus le temps passe, plus l'impérialisme chinois se demande à quoi bon continuer d'acheter massivement des titres qui ne rapportent rien et dont la cotation ne cesse de baisser...

Sans aucun doute, l'impérialisme chinois commence à comprendre qu'il est dangereux de continuer à financer l'endettement américain : s'il continue, il lui offre certes une bouffée d'oxygène à court terme, mais il s'expose alors à perdre davantage quand l'État américain sera lui-même mis en état de faillite !

L'impérialisme chinois en vient donc de plus en plus à penser qu'il est peut-être temps de faire le deuil des centaines de milliards de dollars investis en bons du Trésor américain pour se rapprocher davantage de pays dont la situation économique est moins alarmante que celle des vieux pays impérialistes en déclin. En février 2009, le président chinois s'est rendu en Arabie Saoudite où d'importants accords économiques ont été conclus dans les domaines du pétrole, du gaz naturel, des minerais et du commerce (ainsi, la China Railway Co a signé un contrat de 1,8 milliard de dollars pour la réalisation d'un monorail pour le transport des pèlerins à La Mecque). Or les pays exportateurs de pétrole, dont certains comme l'Arabie Saoudite (ou la Russie qui détenait 81 milliards de dollars de bons du Trésor américain en octobre 2008) se sont massivement portés acquéreurs de bons du Trésor américain durant les années où les revenus pétroliers explosaient, ne peuvent aujourd'hui, à l'instar de la Chine, que voir d'un mauvais œil l'effondrement imminent de l'impérialisme américain. Ils pourraient bien décider de tourner bientôt le dos tous ensemble à cet État-débiteur surendetté au bord de la faillite !

En 2008, le déficit du budget de l'État chinois s'est monté à 83 milliards de dollars. Pour l'année 2009, le parlement chinois a prévu un déficit budgétaire de 109 milliards de dollars (soit 12 % du montant total de son budget d'État) qu'il financera principalement au moyen de l'émission d'obligations d'État. De ce côté-là, l'État chinois n'a pas encore de souci à se faire, ni concernant le niveau encore faible de sa dette publique (22 % du PIB en 2006), ni pour trouver des acheteurs : avec l'effondrement rapide de l'économie de nombreux concurrents de la Chine, les investisseurs chinois se ruent sur les obligations d'État. Ainsi, quand à la fin du mois de novembre 2008 l'État chinois a émis pour 3 milliards de dollars d'« obligations en or », comme les surnomment désormais les investisseurs chinois, la totalité de ces titres a trouvé acquéreur au cours de la première heure du premier jour des souscriptions !

Aux USA, l'administration Obama rêverait de pouvoir en faire de même...

Durant la période 2000-2008, la dette extérieure de la Chine est passée de 159 à 363 milliards de dollars, un montant dérisoire au regard des liquidités dont dispose l'impérialisme chinois : en novembre 2008, les réserves de devises de la Chine se sont montées à 1 950 milliards de dollars, largement devant celles du Japon qui détenait alors 1 030 milliards de dollars. Si la dette extérieure du Japon est relativement modérée vis-à-vis d'autres pays impérialistes (1492 milliards de dollars en 2008), c'est le contraire pour sa dette publique qui est la plus élevée des pays impérialistes. En 2008, elle se montait à 180 % de son PIB, soit près du triple de celle des USA, du Canada, de l'Allemagne ou de la France qui se montaient à

"seulement" 61-67 % de leur PIB, une proportion pourtant déjà égale au triple de celle de la Chine ! En outre, la masse très supérieure des profits générés par l'économie chinoise rend cette charge incomparablement plus légère pour les finances de l'État chinois (qui possède par exemple deux tiers du Capital de la Bank of China), à proportion de dette publique égale.

Dans les pays impérialistes en déclin, l'endettement extérieur s'est creusé à une vitesse souvent vertigineuse au cours des dernières années : rappelons qu'en 2002 la dette extérieure de la France ne se montait qu'à 106 milliards de dollars, celle du Royaume-Uni ne se montait encore "qu'à" 4710 milliards de dollars en 2005 et celle des USA qu'à 862 milliards de dollars en 2003. En 2008, les montants respectifs de la dette extérieure des USA, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France étaient de 12250, 10450, 4489 et 4396 milliards de dollars.

On le voit, le rapport de force industriel et financier dont jouit l'impérialisme chinois en fait sans aucun doute la puissance impérialiste la plus solvable et la plus endurente face à la crise économique. Inévitablement, l'économie chinoise souffre et continuera de souffrir de la contraction des débouchés internationaux — comment pourrait-il en être autrement d'une économie où les exportations représentaient 34,7 % du PIB en 2008 ? —, mais elle souffrira moins que celle de ses concurrents. Que dire en effet de l'impérialisme allemand dont les exportations ont représenté 38,3 % du PIB en 2008 ?

Des pays comme la Chine, le Japon, l'Allemagne et la Russie ne vont-ils pas préférer utiliser leurs liquidités pour tenter de soutenir leur économie, plutôt que de continuer à financer le gargantuesque appétit de l'État américain ? Selon les analystes du LEAP/Europe 2020, ce scénario catastrophe est déjà une réalité : à la fin de l'année 2008, Taïwan avait déjà décidé de cesser d'acheter une des composantes de la dette publique américaine et le Japon était devenu vendeur net de bons du Trésor américain ! Comment l'impérialisme américain va-t-il donc procéder pour lever les fonds nécessaires au financement de son déficit budgétaire ? Face à ce défaut d'acheteurs, la FED a annoncé le 18 mars qu'elle allait elle-même acheter pour 300 milliards de dollars de bons du Trésor américain à long terme dans les six mois à venir ! L'impérialisme américain se trouve aujourd'hui dans une impasse, et le plan d'Obama, loin de le sauver de la faillite, ne va qu'en différer légèrement le terme !

Anticipant certainement la faillite imminente de l'État impérialiste américain, « **le *Financial Times* a commencé à établir la liste des actifs matériels du gouvernement fédéral américain : bases militaires, parcs nationaux, bâtiments publics, musées, etc...** » (*Communiqué public GEAB*, n°29, 16 novembre 2008)

Ainsi, à l'heure du dépôt de bilan, l'administration Obama sera au moins en mesure de rembourser ses créanciers étrangers !

Le masque métissé d'Obama constitue sans aucun doute pour le Capital financier américain l'arme idéale pour mystifier les larges masses exploitées dépolitisées de la métropole impérialiste américaine.

Certains démocrates petits-bourgeois américains ont déjà pris la mesure de ce danger. Ainsi, dans son documentaire *The Obama Deception* sorti le 15 mars 2009, le journaliste Oliver Jones montre comment Obama, qui a été présenté comme un sauveur au service du peuple américain, est en fait un pion défendant les intérêts des banques américaines (c'est-à-dire du Capital financier américain). Bien que sa critique reste prisonnière de l'étroit horizon du petit-bourgeois démocrate, Oliver

Jones comprend que la politique d'Obama orientée vers la paupérisation de la classe moyenne, la destruction du pouvoir des États fédérés au bénéfice du renforcement du pouvoir du Gouvernement Central et le renforcement de la répression intérieure au moyen de mesures comme l'instauration d'un Service National forcé, d'un réseau d'espions civils à domicile et la destruction du second amendement qui permet à tout américain de posséder une arme, ne prépare ni plus ni moins que l'instauration du fascisme.

Toutes ces mesures seront en effet nécessaires au Capital financier américain pour traverser la crise, que ce soit en se lançant désespérément dans une confrontation armée directe avec l'impérialisme chinois, ou au contraire de manière plus "réaliste" en transformant le territoire américain en un pays dépendant inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme chinois !

Dans le dernier cas, la "riche" expérience acquise par l'impérialisme américain au cours des opérations de police en Irak et en Afghanistan ne manquera pas de se révéler précieuse pour mater toute forme de contestation sociale ainsi que les mouvements de libération nationale qui émergeront inévitablement. Une expérience dont profiteront également d'autres nouvelles bourgeoises compradore ayant participé aux opérations de l'OTAN...

La course aux armements sous le masque du pacifisme

Le 4 mars 2009, le parlement chinois a voté une augmentation de près de 15 % du budget de la défense 2009 qui se montera donc à 56 milliards d'euros. En 2009, le budget chinois de la défense représentera 6,3 % des dépenses de l'État chinois, soit une proportion inférieure à celle de nombreux pays impérialistes et en particulier de celle des USA.

En comparaison, le budget annuel moyen de la défense de l'impérialisme français se monte à 36 milliards d'euros en 2007, soit 10,8 % des dépenses totales de l'État. De même, le budget de la défense est l'un des principaux postes de dépenses du budget fédéral américain de l'exercice 2010. Avec près de 664 milliards de dollars, cela représente une hausse absolue de 1,5 % par rapport à celui de l'exercice précédent (654 milliards de dollars), mais en fait, compte tenu de l'importante baisse du budget fédéral pour l'exercice 2010 (10 %), la part des dépenses de la défense dans le budget fédéral, s'élève de 16,8 à 18,7 % ! Avec un budget de la défense s'élevant à 16,2 % du budget fédéral pour l'exercice 2007, Bush faisait presque figure de pacifiste ! À la fin du mois de février 2009, Obama demandait une enveloppe de 75 milliards de dollars supplémentaires pour la fin de l'exercice 2009, afin de continuer à financer l'occupation coloniale en Irak et en Afghanistan. En Afghanistan, la situation échappe au contrôle de l'OTAN et les forces de libération nationale luttant contre les troupes d'occupation gagnent du terrain dans le sud du pays, infligeant de lourdes pertes à l'occupant. Quant à l'Irak, au cours de sa campagne, Obama avait promis de commencer à retirer *la plupart* des troupes de combat américaines d'Irak sur une période s'étendant de l'été 2010 à la fin 2011, le temps pour l'impérialisme américain de passer le relais de la répression du mouvement de libération nationale à la nouvelle équipe bourgeoise-compradore mise en place en Irak dès que celle-ci sera suffisamment aguerrie. Mais selon les propres aveux d'Obama, l'échéance 2011 ne signifiera même pas la fin de l'occupation coloniale de l'Irak, il s'agira en fait de lui substituer une forme d'occupation plus élégante, afin de tromper l'opinion américaine et internationale, puisqu'une « *force*

américaine résiduelle » restera en Irak. Selon Obama, celle-ci « aurait des missions limitées : poursuivre les restes d'Al-Qaïda en Mésopotamie, protéger les services américains et, tant que les Irakiens feront des progrès politiques, entraîner les forces de sécurité irakiennes ». (*Le Point.fr*, 14/07/2008)

Ainsi, la politique menée par Obama n'aura pas masqué longtemps sa parfaite continuité avec celle de ses prédécesseurs. Certains pays dépendants jugés trop indépendants de la sphère d'influence de l'impérialisme américain ont commencé à en faire l'expérience. Ainsi, le président vénézuélien Hugo Chavez a déclaré récemment à l'adresse d'Obama qui l'accusait « d'exporter le terrorisme » qu'Obama était « est un pauvre ignare » qui « devrait lire et étudier un peu pour comprendre la réalité. » (*Reuters*, 22/03/2009) Du coup, le Venezuela ne remplacera pas l'ambassadeur qui avait été appelé sous l'administration Bush...

De toute évidence, il n'existe aucune rupture de fond entre Bush et Obama, illustrant le fait que les attelages de la bourgeoisie ont beau changer, leur orientation fondamentale reste immuable : la défense des intérêts de leur impérialisme !

C'est dans ce contexte international que le 17 mars 2009, le président russe D. Medvedev annonçait qu'un réarmement complet des forces armées débiterait en 2011. Après avoir évoqué les défauts mis à nu au cours du conflit local ayant opposé la Géorgie (soutenue par les pays impérialistes membres de l'OTAN) à la Russie durant l'été 2008, Medvedev a souligné « que les conflits dans certaines régions du monde et l'expansion de l'OTAN ont requis de la part de la Russie une accélération de la modernisation de ses troupes, spécialement les forces nucléaires ». (*Xinhua*, 18/03/2009)

En 2002, selon l'*Atlas of War and Peace*, 106 000 chars de combat étaient opérationnels dans le monde. Les USA en possédaient 8 %, les autres membres de l'OTAN 15 %, la Russie 13 % et la Chine 8 %. Mais depuis 2002, l'armée chinoise s'est grandement renforcée. À partir de 1999, la Chine a débuté la production du char Type 99 qui n'a pas grand-chose à envier aux meilleurs modèles russes ou américains.

L'aviation de chasse chinoise a également beaucoup progressé avec la construction de chasseurs multirôles tel le Chengdu J-10 à partir de 1998 (équivalent du F-16 américain) ou d'intercepteurs comme le Shenyang J-11 (version chinoise produite sous licence du célèbre SU-27 russe). L'impérialisme chinois travaille depuis plusieurs années sur la construction de chasseurs furtifs capables de rivaliser avec les meilleurs appareils russes et américains, à l'instar du projet Shenyang J-XX. En 2003, la Chine a commencé la production d'un hélicoptère d'attaque de conception moderne, le Wuzhuang Zhisheng-10, censé rivaliser avec l'AH-64 américain et le Tigre d'Eurocopter.

La flotte chinoise n'est pas en reste. En 2005, elle était déjà devenue la troisième du monde, derrière celle des USA et de la Russie. Elle comptait alors 424 bâtiments de combat pour un tonnage total de près de 800 000 tonnes, soit autant que celui de la *Royal Navy* et de la *Marine Nationale japonaise* prises ensemble. En 2002, le porte-avions russe *Varyag*, dont la construction avait été suspendue en 1993, a rejoint son nouveau propriétaire : la Chine. Tout aussi important, la marine chinoise procède à un réarmement complet depuis 1999 et chaque année a vu arriver son contingent de sous-marins, de frégates et de destroyers ultra-modernes.

Au printemps 2008, l'ambassadeur américain au Japon « a demandé au Japon d'augmenter son budget militaire face à la course aux armements en Asie orientale ».

Visant nommément la Chine, dont il a souligné qu'elle avait « augmenté son budget de la défense de 14,2 % en moyenne par an ces dix dernières années », il a ensuite cité l'exemple (positif selon lui) de la Corée du Sud dont le budget de la défense 2008 s'est monté à plus de 28 milliards de dollars. (*AFP*, 22/05/2008) Avec 49 milliards de dollars en 2008, le budget japonais de la défense est en effet sensiblement égal à celui de la Russie ou de l'Allemagne (46-50 milliards de dollars), mais inférieur à celui de la France ou du Royaume-Uni (61 milliards de dollars). Or selon Washington, il est essentiel que les dépenses militaires du Japon soient à la mesure de sa puissance économique : alors que le Japon a consacré à peine 5 % de son budget d'État à la défense, la Corée du Sud en a consacré plus de 15 % en 2008.

Il semble cependant que l'impérialisme japonais donne du fil à retordre à son allié américain. Loin d'obtempérer, les dirigeants japonais ont annoncé que le budget de la défense de leur prochain exercice fiscal (2009-2010) baisserait de 0,1 % alors que le budget de l'État japonais augmentera de 6,6 %. Pour financer son budget, le Japon prévoit d'émettre 275 milliards d'euros de bons du trésor (soit 38 % de son budget), ce qui portera le montant total des bons du Trésor en circulation à 4 798 milliards d'euros à la fin du mois de mars 2010. Après avoir dit qu'il fallait « s'attendre à ce que la situation mondiale empire l'an prochain », le premier ministre japonais a ajouté « qu'en prenant des mesures radicales, nous avons l'ambition d'être les premiers à sortir du tsunami de la récession mondiale ». (*AFP*, 24/12/2008) Au cours d'une conférence de presse, le ministre japonais de la Politique économique et budgétaire a déclaré que « le Japon sera incapable de s'en sortir seul. Il n'y a pas de frontières en économie. Notre économie redémarrera en même temps que celles des autres pays ». (*AFP*, 16/02/2009) L'impérialisme japonais compte donc sur un redressement des débouchés à l'exportation pour se remettre en selle. Qui d'autre que l'impérialisme chinois pourra les lui fournir ?

En 2004, pour la première fois depuis 1945, la Chine (Hong Kong inclus) a détrôné les USA en devenant le premier partenaire commercial du Japon. Depuis 2006, les échanges commerciaux avec la Chine continentale à elle seule dépassent ceux avec les USA. Ainsi, en 2007, la Chine fournissait 20,5 % des importations japonaises et absorbait 15,3 % de ses exportations. Les USA fournissaient pour leur part 11,6 % des importations japonaises et absorbaient 20,4 % de ses exportations.

Pour l'impérialisme japonais, les besoins de l'impérialisme chinois en technologies de pointe lui offrent des débouchés bien plus prometteurs que ceux offerts par les économies en récession des autres pays impérialistes. Au printemps 2007, le ministère japonais des finances avait constaté « la délocalisation graduelle vers la Chine de sites de production d'entreprises japonaises » et concluait que « le commerce avec la Chine va continuer à grandir ». (*L'Expansion*, 25/04/2007) Extrêmement dépendant de ses exportations et face au contexte de crise, dans quelle mesure l'impérialisme japonais ne va-t-il pas être tenté de nouer une alliance avec l'impérialisme chinois ? Le refus d'obéir aux injonctions de l'impérialisme américain le laisse penser. Mais alors, il faudra à l'impérialisme japonais trouver un moyen de se débarrasser des 40 000 soldats américains encore stationnés sur son sol...

En Asie, l'impérialisme chinois a clairement pris l'ascendant sur l'impérialisme américain qui a vu son influence y décliner rapidement au cours de ces dix dernières années.

Ainsi, en 2007, la Chine était le premier partenaire commercial de la Corée du Sud en fournissant 17,7 % de ses importations et en absorbant 22,1 % de ses

exportations. Les USA et le Japon fournissaient pour leur part respectivement 10,5 et 15,8 % des importations de la Corée du Sud et absorbaient 12,4 et 7,1 % de ses exportations.

La Chine était également le premier partenaire commercial de Taïwan en fournissant 11,2 % de ses importations et en absorbant 32,6 % de ses exportations. Le Japon et les USA fournissaient pour leur part respectivement 22,7 et 13,3 % des importations de Taïwan et absorbaient 6,4 et 12,9 % de ses exportations. Au mois de mars 2009, le premier ministre chinois a déclaré « que Pékin était prêt à créer les conditions nécessaires pour parvenir à un accord de paix avec Taïwan ». Peu après, Taïwan a demandé à Pékin, « d'abroger la loi autorisant l'usage de la force contre l'île » à la vue du réchauffement spectaculaire des relations transdétroit au cours de l'année 2008. (*Chine informations*, 14/03/2009) Désireux de prouver sa bonne volonté, le gouvernement taïwanais a refusé au Dalai-lama une nouvelle visite : si en 1997 et en 2001 il était encore le bienvenu, ce n'est plus le cas aujourd'hui. (*Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/03/2009)

Les relations sino-taïwanaises suivent donc aujourd'hui un cours hongkongais. Avant sa rétrocession à la Chine en 1997, le corridor Hong-Kong – Shenzhen fut la porte d'entrée privilégiée des capitaux étrangers en Chine qui inaugura les zones économiques spéciales à partir de 1979. En 2007, la région administrative spéciale de Hong Kong réalisait près de la moitié de ses importations et de ses exportations avec la Chine continentale ! Aujourd'hui Hong Kong conserve une large autonomie dans un grand nombre de domaines, excepté ceux de la défense et des affaires étrangères. Hong Kong est la preuve que l'impérialisme chinois est passé maître dans l'art de réaliser « l'union de deux systèmes » au sein « d'un pays », c'est-à-dire de s'attirer l'allégeance de puissantes bourgeoisies compradore d'origine chinoise autrefois liées à des puissances impérialistes concurrentes...

Si en 2007, l'impérialisme américain était encore le premier partenaire commercial de l'Inde en fournissant 7,8 % de ses importations et en absorbant 15,0 % de ses exportations, c'était cependant seulement d'une courte tête devant la Chine qui en assurait respectivement 10,6 et 8,7 % !

Et l'influence grandissante de l'impérialisme chinois ne se limite pas à l'Asie, mais s'exerce sur tous les continents. Ainsi, en 2007, la Chine était le troisième partenaire commercial du Brésil et le premier de l'Australie, ces pays étant respectivement les 1^{er} et 3^{ème} producteurs mondiaux de minerai de fer.

Montée inexorable de l'impérialisme chinois sur la scène internationale : l'exemple du Soudan et de la région du Darfour

On ne peut rien comprendre à ce qui s'est passé ces dernières années au Darfour si l'on a pas en vue la question du repartage des zones d'influence entre pays impérialistes. Au Soudan, le pétrole découvert dans les années 1970 n'a commencé à y être exploité qu'à la fin des années 1990, époque à laquelle les ambitions internationales du jeune impérialisme chinois ont nécessité la conquête de nouvelles sources d'approvisionnement en produits énergétiques et miniers. Dès cet instant, les puissances impérialistes ont commencé à se disputer l'achat des meilleures concessions pétrolières au Soudan. Comme en Angola (devenu premier fournisseur de pétrole de la Chine en 2005), l'impérialisme chinois est rapidement sorti vainqueur de cette confrontation pacifique grâce à une "générosité" supérieure à celle de ses principaux concurrents (non-ingérence dans les affaires politiques internes,

octroi d'aides, de prêts et construction d'infrastructures). Mais ceux-ci ne pouvaient pas s'avouer vaincus aussi facilement et cherchèrent donc à utiliser d'autres méthodes impérialistes, tout aussi éprouvées, mais moins coûteuses en capitaux et donc plus en adéquation avec leur statut de puissances impérialistes sur le déclin... La bourgeoisie compradore soudanaise étant vendue à l'impérialisme chinois, il leur fallait souffler ardemment sur le feu de conflits "ethniques" en sommeil pour espérer pouvoir remplacer la bourgeoisie compradore soudanaise en place par une autre qui leur soit plus favorable. Ses concurrents, l'impérialisme américain en tête, décidèrent donc de réactiver un conflit existant au Darfour (situé dans la partie nord-ouest du Soudan) opposant les ethnies noires aux ethnies arabes : rien de plus facile, car en 1996-1998, les populations noires de l'ethnie Massalit s'étaient déjà soulevées contre les empiètements des populations arabes nomades et de leurs troupeaux repoussés par la désertification croissante. Les pays impérialistes concurrents de la Chine espéraient ainsi que le fait de raviver cette étincelle permettrait de mettre le feu à la poudrière et de généraliser la guerre civile au sud pétrolière du Soudan dès que l'ethnie noire Zaghawas rallierait le combat de l'ethnie Massalit dans un conflit général opposant les ethnies arabes aux ethnies noires. Ensuite, il ne leur resterait plus qu'à récolter les fruits de leur victoire...

Mais pour l'impérialisme américain, tout ne se passa pas comme prévu. Fermement soutenu par la Chine, le gouvernement central soudanais laissa les milices arabes Jenjawid libres de réprimer le soulèvement Massalit. Pour les milices nomades Jenjawid, ce fut l'occasion rêvée d'exproprier les populations sédentaires Massalit et de s'approprier leurs terres... Si cela conduisit à des exodes massifs de population, à des violences et à des pillages, le qualificatif épouvantail de « génocide » employé par l'impérialisme américain — depuis l'administration Bush jusqu'à Hollywood avec G. Clooney et S. Spielberg —, pour justifier une intervention semble être disproportionné, en tout cas si l'on en croit les conclusions d'une mission onusienne emmenée par le juge italien Antonio Cassese.

Selon *Amesty International*, faire-valoir moral des puissances impérialistes occidentales, la Chine et la Russie ont soutenu financièrement et matériellement le gouvernement central soudanais qui a lui-même soutenu ou au moins laissé faire les milices arabes dans ce conflit. Soit, mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'impérialisme chinois protège les dizaines de milliards de yuans d'investissement qu'il a réalisé au Soudan ! En 2006, 13 des 15 plus grosses entreprises étrangères implantées au Soudan étaient chinoises. En 2007, les exportations de pétrole fournissaient au Soudan plus de 90 % de son excédent commercial et 83 % du pétrole exporté était destiné à la Chine, représentant 8 % de ses importations de pétrole.

De l'autre côté, il est évident que les rebelles de la SLA (Armée de Libération du Soudan) ont également été largement soutenus par l'impérialisme américain qui a fait livrer des armes aux insurgés via la frontière tchadienne. Le 25 juillet 2006, Minni Minnawi (chef de la SLA) était même reçu avec les honneurs à Washington par le président américain...

Mais rien n'y fit : la Chine ne céda jamais aux pressions exercées par Washington. L'impérialisme chinois ne céda pas quand l'impérialisme américain menaçait de faire passer une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU afin de prendre des mesures multilatérales contre le gouvernement central soudanais et se contenta de répondre qu'il utiliserait alors son droit de veto. L'impérialisme chinois ne céda pas non plus quand l'impérialisme américain décréta un embargo unilatéral

sur la vente d'armes au gouvernement central soudanais. Il se refusa simplement à observer cet embargo et ajouta même, comme pour narguer son concurrent, que

« Les sanctions délibérées et la simple mise en place de pressions n'aideront pas à la solution du problème et ne feront que le compliquer. (...) Le problème du Darfour et les problèmes dans l'est et le sud du Soudan sont provoqués par la pauvreté et le sous-développement. Ce n'est que lorsque la pauvreté et le sous-développement seront réglés qu'il y aura la paix au Soudan. (...) La coopération entre la Chine et le Soudan sert au développement de l'économie soudanaise et aidera fondamentalement le Soudan à régler les conflits et les guerres au Soudan. » (*AP*, 31/05/2007)

Voici un discours auquel sont coutumières les puissances impérialistes pour justifier leur mainmise sur leurs zones d'influences exclusives : « nous aidons les pays que nous exploitons à progresser »... Mais les peuples font depuis plus d'un siècle l'expérience du genre de développement que peut apporter la domination des pays impérialistes sur les pays dépendants ! Et que dire des résultats de ce développement capitaliste semi-colonial quand plusieurs communautés sont regroupées au sein d'un même État ! Parler du développement du Soudan en général, c'est nier l'existence de fortes contradictions internes induites par des tendances séparatistes à la périphérie et par le ressentiment des populations noires africaines à l'égard d'anciens négriers et de grands propriétaires fonciers arabes. C'est également nier le fait que le pouvoir économique et politique soit entre les mains d'une bourgeoisie compradore recrutée au sein de la communauté arabe soudanaise. Ce sont ces contradictions que les impérialistes instrumentalisent afin de servir leurs intérêts.

Dans ce conflit inter-impérialistes "larvé" où deux puissances impérialistes se sont opposées par ethnies interposées, ce sont évidemment les masses populaires soudanaises qui ont payé le prix fort et fait les frais de la guerre que se livrent deux bourgeoisies impérialistes concurrentes pour savoir laquelle parviendra à placer ses pions bourgeois-compradore et donc à laquelle profitera le pillage des richesses du Soudan...

Malgré les pressions internationales répétées des USA et de ses alliés pour dénoncer la complicité chinoise dans l'exode et le « génocide » des populations noires africaines du Darfour, l'impérialisme chinois n'a jamais renoncé à soutenir le gouvernement central soudanais et semblait en 2008 en position de force pour gagner ce bras de fer. Récemment, les dirigeants de la Ligue Arabe ont fermement condamné le mandat d'arrêt lancé par la Cour Pénale Internationale à l'encontre du président soudanais. (*Reuters*, 30/03/2009) L'impérialisme chinois bénéficie donc d'importants soutiens. Au final, ce qu'il faut retenir, c'est qu'au Darfour l'impérialisme américain et ses alliés (tels des pompiers pyromanes qui auraient arrosé d'essence une flamme et qui viendraient ensuite se poser en sauveurs au moment d'éteindre l'incendie) n'ont pas été moins coupables que l'impérialisme chinois des violences commises depuis l'ouverture des hostilités par le SLA en février 2003.

Le développement du capitalisme excite les rivalités entre nations et entre les communautés d'origines différentes sur un même territoire. La tâche des communistes est de ne pas permettre à la bourgeoisie de donner des formes de "guerres de races", de "nations" ou de "civilisations" à des conflits qui devaient être des guerres de classes opposant la minorité d'exploiteurs aux masses exploitées. Les marxistes-léninistes ne doivent en aucun cas permettre à la bourgeoisie de faire

s'entretenir les masses exploitées au nom des intérêts de telle ou telle clique bourgeoise.

"L'économie de bazar" au bord de la faillite...

Dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, nous avons montré comment à partir de 1973, les pays impérialistes occidentaux avaient adopté la nouvelle division internationale du travail introduite par le social-impérialisme soviétique en convertissant les pays coloniaux et semi-coloniaux en véritables pays-ateliers destinés à fournir les métropoles impérialistes en biens de consommation. Comme nous l'avons mis en évidence, ce type d'extorsion de la plus-value ne pouvait perdurer que si les pays ateliers restaient des pays bourgeois-compradore. Hélas pour les impérialistes qui se sont trompés dans leurs prévisions, la bourgeoisie chinoise est parvenue à rompre cette division internationale du travail et à concurrencer dans un nombre croissant de domaines ses anciens partenaires impérialistes. Nous en concluons que l'essor de l'impérialisme chinois entraînerait inévitablement la liquidation des dernières industries présentes dans les métropoles impérialistes, avec à la clef un regain des rivalités inter-impérialistes. Pendant plus de trois décennies, la bourgeoisie de nombreux pays impérialistes a davantage profité de l'exploitation des travailleurs chinois qu'elle n'en a souffert. Ce n'est qu'au cours des premières années du 21^{ème} siècle, alors que le rôle économique prépondérant et les ambitions impérialistes de la Chine s'affirmaient de manière évidente, que certains analystes bourgeois ont commencé à comprendre le danger que représentait pour eux ce nouveau concurrent.

Le 17 mars 2008 s'est tenu à Paris un colloque de la *Fondation Res Publica* intitulé « L'Allemagne, entre Europe et mondialisation ». Il avait pour participants Édouard Husson (Maître de conférences à l'Université de Paris IV), Claude Le Gal (Secrétaire général du Club économique franco-allemand), François David (Président de la Coface, société experte en analyse de risque), Tobias Seidel (Chercheur à l'Institut de recherche économique (IFO) de Munich et assistant de l'économiste Hans-Werner Sinn, le président de l'IFO), Hervé Joly (Chargé de recherches au CNRS), Jean-Pierre Chevènement (président de la *Fondation Res Publica*) et M. Claude Martin (ancien Ambassadeur de France en Allemagne). Il n'est pas inutile de préciser que l'opinion de l'IFO a une grande importance dans les milieux impérialistes allemands, cet institut publiant chaque mois un bulletin très influent faisant le point sur le climat de l'industrie et des affaires.

Dans son intervention « Le commerce extérieur allemand : l'Allemagne au sommet de l'Europe ? », Édouard Husson a insisté sur plusieurs points clefs étudiés par Hans-Werner Sinn dans son ouvrage controversé intitulé *L'économie de Bazar — L'Allemagne championne du monde des exportations ou lanterne rouge ?* (Münich, 2005)

Ce titre peut surprendre au premier abord, l'Allemagne étant depuis plusieurs années le premier exportateur mondial, bien que son excédent commercial ne soit plus le premier depuis 2008... Mais en fait, la valeur des exportations allemandes, contrairement à celle des exportations chinoises, ne reflète pas la puissance industrielle réelle des usines implantées en Allemagne. En effet, comme le montre Hans-Werner Sinn :

- La part de la valeur créée par les entreprises en Allemagne dans les produits "Made in Germany" n'a cessé de baisser durant la période 1970-

2002, même dans des industries de pointe (électronique, machines-outils, automobile, chimie, métallurgie). Entre 1995 et 2005, la croissance de la production industrielle allemande revient pour 50 % à des entreprises situées à l'étranger. Selon l'économiste, les emplois industriels subsistant en Allemagne « concernent essentiellement la finition des produits, le montage de pièces fabriquées partout ailleurs dans le monde ». Si certaines industries de pointe sont encore relativement épargnées par « l'internationalisation des chaînes de production et les délocalisations d'emplois », c'est uniquement « parce qu'il s'agit de secteurs où l'avance allemande reste plus forte par rapport aux concurrents ». Ainsi, Hans-Werner Sinn donne l'exemple de la Porsche Cayenne dont 88 % des pièces arrivent de Bratislava en Slovaquie pour être assemblées dans l'usine de Leipzig en Allemagne avant d'être ensuite exportées dans le monde entier sous l'étiquette "Made in Germany".

- Les importants excédents commerciaux allemands des dernières années sont donc issus de « la réexportation de produits montés en Allemagne à partir de composantes fabriquées ailleurs ». Selon Sinn, l'Allemagne devient ainsi de plus en plus le « magasin industriel », le « bazar », la « quincaillerie » du monde. « C'est chez elle que l'on continue, et que l'on continuera encore quelques années à venir, à s'approvisionner en produits industriels de bonne qualité. Mais il ne faut pas se dissimuler, dit-il, que si la part de production réellement effectuée en Allemagne ne cesse de diminuer, c'en est fini, à terme, du « Made in Germany ». »

- Face à la délocalisation industrielle croissante (en 2004, un ouvrier allemand coûtait 27,6 euros de l'heure, contre 4,5 pour un Tchèque, 1,5 pour un bulgare et 1,1 pour un chinois), Hans-Werner Sinn préconise de « rendre la main d'œuvre allemande à nouveau concurrentielle ». Mais, s'inquiète Edward Husson, « jusqu'où peut-on aller ? » En effet, il semble « impossible, comme le souligne Sinn lui-même, que l'écart salarial entre l'Allemagne et la Bulgarie, ou la Chine, se réduise en moins de deux générations ».

- Pour ces économistes, le fait que « les organisations patronales allemandes misent sur la conquête de nouveaux marchés à l'exportation : Europe de l'Est, Chine, Inde, Amérique latine, Asie centrale, Moyen-Orient », est « un mauvais calcul », « sauf en ce qui concerne l'Europe de l'Est ». En effet, pour eux, il est évident que « la Chine ou l'Inde sont des marchés problématiques » car « **un jour, les transferts de technologie leur permettront de se passer d'importer leurs machines-outils ou leurs voitures d'Allemagne** ». Si, comme nous l'avons vu précédemment, cette menace est encore lointaine pour l'Inde bourgeoise-compradore, elle est aujourd'hui imminente en ce qui concerne l'impérialisme chinois. Pour les défenseurs intelligents des intérêts de l'impérialisme allemand, il apparaît aujourd'hui évident que « relancer la croissance européenne rapportera plus économiquement que jouer la carte de la mondialisation ». En clair : mieux vaut chercher à renforcer l'exploitation des pays ateliers bourgeois-compradore d'Europe de l'Est que de parier « sur le marché chinois » « **au risque de contribuer à créer un concurrent mortel pour l'Allemagne elle-même et pour l'Europe** ».

- Pour ces partisans enragés des pays impérialistes d'Europe en déclin, la solution réside donc aujourd'hui dans « le retour au principe d'une

"préférence communautaire" qu'on appellera plutôt "priorité européenne" » : « Il est temps de revenir à la priorité européenne qui a fait la croissance de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale ». Que les impérialistes paniqués appellent comme ils le veulent leur solution, elle n'est rien d'autre dans son essence qu'un retour au protectionnisme et au chauvinisme ! Mais une question essentielle demeure : eux qui reprochent à « la Chine post-communiste » dont l'État « reste largement totalitaire » d'exercer « une concurrence déloyale », comment vont-ils faire pour mettre en pratique leur "préférence communautaire" sans déclencher de nouvelles guerres ou sans devoir mater par la force la résistance qu'opposeront les travailleurs auxquels on demandera d'être aussi bon marché qu'en Chine ? Les bourgeoisies impérialistes qui pendant des décennies ont soutenu des régimes fascistes dans leurs zones d'influence pour y mater la contestation, viennent aujourd'hui faire la fine bouche devant un concurrent qui « met à la disposition des entreprises transnationales une main d'œuvre qui est dans l'incapacité d'exiger quelque justice sociale que ce soit et qui en fait travailler dans des conditions de véritable servage ». La vérité est que ce "servage" (allons, nous ne sommes plus au Tibet du temps du Dalai-Lama, messieurs les impérialistes : il ne s'agit que d'exploitation salariée !) ne les a pas dérangés au moment même où l'exploitation des travailleurs chinois était la plus brutale. Et aujourd'hui qu'émerge une classe moyenne chinoise profitant de l'essor de l'impérialisme chinois, aujourd'hui que l'État chinois prend des formes qui ressemblent de plus en plus à celles de nos "démocraties" bourgeoises, les démocrates bourgeois de nos pays dénoncent « l'inhumanité » de leur ancien allié devenu leur plus dangereux concurrent !

C'est dans ce contexte qu'il faut placer la nouvelle orientation stratégique à laquelle réfléchissent les pays impérialistes en déclin : **l'écologie comme prétexte au protectionnisme**, car tous se trouvent à des degrés divers dans une situation comparable à celle de l'impérialisme allemand...

« Quittons aujourd'hui le cadre habituel de l'analyse de cette crise économique, pour aborder un questionnement radical : Et si la crise de 2008 représentait quelque chose de beaucoup plus fondamental qu'une grave récession ? Et si elle nous annonçait que l'ensemble du modèle de croissance que nous avons créé au cours des 50 dernières années n'est tout simplement pas viable économiquement et écologiquement, et que l'année 2008 est celle où nous avons heurté un mur — celle où Mère Nature et le marché nous ont dit tous deux : « assez ». Nous avons créé un système de croissance qui dépend de la construction de toujours plus de magasins qui vendent de plus en plus de produits fabriqués par de plus en plus d'usines en Chine, alimentées en électricité par de plus en plus de charbon, qui cause de plus en plus de changements climatiques, mais permettent à la Chine de gagner de plus en plus d'argent pour acheter de plus en plus de bons du Trésor US qui permettent aux américains de disposer de plus en plus de fonds pour construire de plus en plus de magasins qui vendent de plus en plus de produits qui dont la fabrication emploie de plus en plus de Chinois... Nous ne pouvons plus faire cela. » (L'année du « grand bouleversement », Thomas Friedman, *New York Times*, 07/03/2009.)

De ce raisonnement un peu simpliste — d'où émerge cependant une part de vérité puisque son auteur reconnaît (indirectement) le caractère parasite d'une division internationale du travail basée sur l'exploitation des pays dépendants ateliers par des pays impérialistes détenant un monopole sur les moyens de production — on peut conclure de la nouvelle orientation préconisée par ce journaliste : comme l'économie

ne permet plus aux USA de continuer à financer son déficit en émettant des bons du trésor dont la masse a atteint un seuil critique, l'État américain n'étant pour ainsi dire plus en mesure de payer des intérêts aux bons déjà émis, l'impérialisme américain doit jouer sur le crédo de la "protection de l'environnement" pour lutter contre la concurrence chinoise en tentant de la distancer sur le terrain du développement "écologique" et "durable". En somme, cessons d'acheter chinois et construisons chez nous, aux USA (ou dans nos pays-ateliers ; comme le Mexique), des usines possédant un label "écologique" ! Voilà un argument élégant pour justifier le protectionnisme et boycotter les produits chinois sans perdre la face !

Mais ce que ce défenseur zélé de son propre impérialisme "oublie" de préciser, c'est que l'impérialisme américain, à l'instar de n'importe quel pays bourgeois, est resté longtemps autiste vis-à-vis de toute préoccupation d'ordre écologique dès lors qu'elles entraînent en conflit avec l'extorsion du profit maximal. Et maintenant que l'impérialisme américain est au bord du dépôt de bilan, il devient sensible à l'appel de détresse lancé par "mère nature" !

L'impérialisme chinois n'est évidemment pas dupe, comme en témoignent les propos tenus à Washington le 19 mars par Xie Zhenhua, chef du Comité de coordination du changement climatique en Chine :

« Je m'oppose à l'utilisation du changement climatique comme une excuse pour pratiquer le protectionnisme commercial ». (La proposition concernant l'augmentation des tarifs sur les émissions de carbone, une excuse pour soutenir le protectionnisme, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/03/2009)

Mais, même l'argument écologique ne sauvera pas les impérialistes au bord de la faillite, l'impérialisme chinois empiétant également de manière croissante sur leurs plate-bandes en se targuant de faire lui aussi la promotion du développement écologique et durable ! Ainsi, au salon de l'automobile de Genève tenu en mars 2008, le constructeur chinois BYD avait défrayé la chronique en présentant sa voiture électrique F3 DM, la toute première voiture hybride rechargeable de série et déclarait avoir pour ambition de rivaliser avec les modèles à motorisation hybride développés par Toyota et General Motors. Loin d'être au stade de prototype, cette voiture est commercialisée en Chine depuis décembre 2008 à un prix d'environ 16 000 euros. Alors que l'impérialisme chinois produit déjà des deux roues à motorisation hybride, des modèles semblables ne seront pas produits en Europe avant cette année...

L'utilisation de l'argument écologique ne se retournera-t-elle donc pas elle-même contre les concurrents impérialistes de la Chine ? En effet l'impérialisme chinois a déclaré au cours du récent sommet de Bonn sur le changement climatique que le premier mécanisme à mettre en place pour affronter les défis climatiques consistait en ce que « **les pays développés doivent enlever toutes les barrières pour favoriser le transfert des nouvelles technologies aux pays en développement** »... (*Xinhua*, 31/03/2009) Ce n'est évidemment pas sous cet angle que les pays impérialistes concurrents conçoivent la "protection de l'environnement", mais il est certain que si leur souci premier était environnemental, c'est effectivement ce qu'ils devraient être prêts à faire !

Volontarisme : le dernier chant du cygne...

Dans les discours que les politiciens et les économistes bourgeois tiennent sur la crise, les envolées volontaristes occupent une place de choix. À n'en pas douter, cela

constitue de leur part un aveu d'impuissance : c'est le signe qu'ils sont tels un capitaine qui ne verrait pas comment faire pour éviter le naufrage à son navire !

Selon le président de la BCE, le système mondial de l'impérialisme sortira ainsi de la crise si « les autorités, nos concitoyens, les entreprises savent retrouver la confiance ». (*Xinhua*, 19/03/2009)

De même, à la veille du sommet du G20 de Londres, le premier ministre britannique estimait que la tâche de ce sommet était de « donner la confiance et l'espoir à l'économie mondiale et aux peuples du monde ». (*Xinhua*, 31/03/2009)

Les pays impérialistes en déclin auront cependant besoin de bien plus qu'un hypothétique retour à la situation antérieure pour surmonter la crise ! En effet, c'est le niveau antérieur d'endettement global des États impérialistes en déclin et la diminution de leur puissance économique relative qui est à l'origine de la crise de surendettement qui a enclenché la spirale récessionniste actuelle.

Même quand les économistes reconnaissent à la hausse du chômage un impact sur la consommation des ménages, ce n'est nullement parce que les travailleurs jetés au chômage gagnent moins et sont donc contraints de dépenser moins, mais uniquement parce que la hausse du taux de chômage entraîne « la chute du moral des ménages ». Ainsi, en France, confrontés à une baisse de 16,9 % des crédits à la consommation sur un an en février 2009, les analystes bourgeois estiment que « le plus important est le retour à la confiance, car ce n'est qu'à travers elle que les ménages se remettront à emprunter ». (*Reuters*, 24/03/2009). Ce que ces "experts" se gardent de souligner, c'est que la précarisation croissante de l'emploi ne pousse pas vraiment ceux qui ont encore un emploi à contracter des crédits, mais plutôt à essayer de mettre un peu de côté en vue des mauvais jours !

Mais ce volontarisme mêlé d'aveuglement n'est pas l'exclusivité des capitaines des pays impérialistes en déclin. Leurs alliés réformistes petits-bourgeois savent aussi en jouer.

Selon le classement publié par *Forbes* sous le titre "Les milliardaires démolis", l'année 2008 a vu diminuer le nombre de milliardaires aussi bien que leur fortune : alors qu'il y avait 1 125 milliardaires dans le monde en 2007, ils n'étaient plus que 793 à la fin de l'année 2008. En outre, leur fortune avait fondu depuis mars 2008, passant de 4 400 à 2 400 milliards de dollars. Ainsi, la fortune cumulée des trois premiers milliardaires est passée de 180 à 112 milliards de dollars. Particulièrement dépendants des revenus des exportations pétrolières et gazières, les milliardaires russes ont vu leur nombre s'effondrer de 87 à 32 et leur fortune fondre de 369 milliards de dollars. (*AFP*, 12/03/2009)

Qui a dit que les patrons, même les plus riches, ne connaissaient pas la crise ? Les réformistes bien sûr ! Car si les patrons cessent de s'enrichir toujours plus, comment vont-ils bien pouvoir justifier leurs revendications de hausses de salaires ou même de maintien du statu quo ?

Si en 2008 les entreprises du CAC 40 ont reversé 5 % de leurs profits de l'année précédente aux salariés sous forme d'intéressement et de participation, cela représente bien peu au regard des 42 % versés aux actionnaires sous forme de dividendes... (*Le Monde*, 12/03/2009) Voilà qui illustre mieux que tout ce que la bourgeoisie entend par « partage équitable » des bénéfices. Pour elle, ce slogan est une carotte qu'elle agit pour amadouer les réformistes et faire de la lutte syndicale une lutte bornée à l'obtention des miettes jetées en pâture par la bourgeoisie. Mais aujourd'hui, alors que les profits s'effondrent, la bourgeoisie n'a plus de miettes à

jeter à ses esclaves, et les réformistes dépités voient leurs rêves s'effondrer ! Pour autant, les larges masses exploitées continuent de suivre les slogans que les réformistes mécontents continuent de colporter, comme l'ont prouvé les journées de protestation du 29 janvier et du 19 mars 2009.

Alors qu'au cours de ces journées, certains réformistes de la métropole (depuis les syndicats au NPA) ont prétendu vouloir imiter l'exemple fourni par la Guadeloupe pour forcer le gouvernement Sarkozy à prendre en compte l'appel de la rue autrement que sur le ton du "cause toujours", il est bon de rappeler quelques caractéristiques du mouvement guadeloupéen de grève générale :

- Loin d'être limité à des revendications d'ordre économique, le mouvement de grève a englobé des revendications plus générales touchant à la libération nationale de la Guadeloupe du joug de l'impérialisme français qui en a fait un appendice agricole de la métropole : productrice de fruits exotiques destinés à l'exportation, la Guadeloupe ne possède même pas une agriculture vivrière capable de subvenir aux besoins locaux ! Avec les autres DOM-Tom, la Guadeloupe possède un triste record : celui du taux de chômage le plus élevé de l'UE. En Guadeloupe, celui-ci se montait à 26 % en 2005 ! (Pour en savoir plus sur le mouvement patriotique dans les DOM-TOM en général et en Guadeloupe en particulier, voir l'édition numérique du journal *La voie du socialisme*.)
- La grève générale menée durant un mois par les travailleurs guadeloupéens n'aurait pas été possible sans le soutien actif de la paysannerie travailleuse qui les a ravitaillés en nourriture.
- À la fin du mois de mars, l'accord salarial obtenu un mois auparavant restait en fait cantonné à une minorité d'entreprises, le MEDEF et la FNSEA (syndicat des gros propriétaires terriens) continuant à refuser de signer l'accord sous le prétexte de ne pouvoir cautionner « un accord qui laisse entendre que l'économie guadeloupéenne est encore une économie d'esclavage ». (*Reuters*, 29/03/2009) Malgré plus d'un mois de mobilisation, la bourgeoisie est donc loin de s'avouer vaincue !

Ceci montre le grand danger que représentent les illusions petites-bourgeoises persistantes face à l'offensive économique, sociale et politique du Capital financier. Au sein des métropoles impérialistes en déclin, beaucoup continuent encore d'avoir foi dans les vertus de la démocratie parlementaire bourgeoise alors même que ses piliers matériels — constitués par les profits provenant de l'exploitation des pays dépendants — s'effondrent !

En effet, comme le faisait si justement remarquer Staline il y a près d'un siècle, l'évolution de la conscience des hommes retarde sur l'évolution des conditions de leur existence. C'est dans ce sens que Lénine disait que la révolution ne devient possible que quand la classe exploiteuse « ne peut plus vivre comme avant » et que les classes exploitées « ne veulent plus vivre comme avant ». Ainsi, tant que les masses exploitées gardent l'espoir de pouvoir à nouveau vivre comme avant sans avoir à briser le cadre des rapports de production bourgeois, les conditions révolutionnaires subjectives ne sont pas réunies, alors même que les conditions objectives peuvent l'être.

C'est seulement en maniant l'arme de la science matérialiste-dialectique qu'un Parti communiste marxiste-léniniste, peut, en tant que détachement d'avant-garde du prolétariat, réduire le décalage entre la conscience et l'existence sociales des larges

masses exploitées afin de les amener à prendre conscience de leur condition et de leurs intérêts de classe.

« Après la crise financière, la guerre civile ? Préparez-vous à "quitter votre région"... »

Tel est le titre d'un article paru dans l'édition du 27 février 2009 du journal *Le Monde* :

« La crise économique et financière va-t-elle dégénérer en violentes explosions sociales ? En Europe, aux États-Unis ou au Japon, la guerre civile est-elle pour demain ? C'est le pronostic quelque peu affolant que dressent les experts du LEAP/Europe 2020, un groupe de réflexion européen, dans leur dernier bulletin daté de mi-février. »

Dans cet article, l'auteur précise que selon les analystes du LEAP/Europe 2020 (Laboratoire Européen d'Anticipation Politique), la crise économique va entrer d'ici le « quatrième trimestre 2009 » dans une phase de « dislocation géopolitique mondiale » caractérisée par un « sauve-qui-peut généralisé », « des logiques d'affrontements » et des « pénuries possibles d'énergie, de nourriture, d'eau, dans les régions dépendantes de l'extérieur pour leur approvisionnement ». Et d'ajouter aussitôt que

« Cette perspective apocalyptique pourrait faire sourire si ce groupe de réflexion n'avait, dès février 2006, prédit avec une exactitude troublante le déclenchement et l'enchaînement de la crise. Il y a trois ans, l'association décrivait ainsi la venue d'une "crise systémique mondiale", initiée par une infection financière globale liée au surendettement américain, suivie de l'effondrement boursier, en particulier en Asie et aux États-Unis (de - 50 % à - 20 % en un an), puis de l'éclatement de l'ensemble des bulles immobilières mondiales au Royaume-Uni, en Espagne, en France et dans les pays émergents. Tout cela provoquant une récession en Europe et une "très Grande Dépression" aux États-Unis. »

Cependant, malgré une clairvoyance certaine sur les causes superficielles et les conséquences de la crise actuelle, ces analystes ne parviennent pas à comprendre ni ses fondements matériels prenant leur source dans des modifications profondes de la division internationale du travail, ni le fait qu'il n'existe pas d'issue permettant aux pays impérialistes en déclin en général et à l'impérialisme américain en particulier, d'éviter la faillite. Face à leur déclin inéluctable, ceux-ci n'ont pour seule alternative à la guerre que de se placer sous une dépendance économique et financière chinoise complète, ce que recommandent en fait les analystes du LEAP/Europe 2020 : « sans la création d'une nouvelle monnaie de référence » — que demandent ardemment les impérialismes russe et chinois —, « le système monétaire international actuel ne passera pas l'été ». (*Lettre ouverte au Sommet du G20 de Londres : la dernière chance avant la dislocation géopolitique mondiale*, 24/03/2009.)

Dans les communiqués public des n^{os} 28 et 29 de leur *Global Europe Anticipation Bulletin* (GEAB) datés du 15 octobre et du 16 novembre 2008, ces analystes estimaient que « sans de telles prises de conscience par les dirigeants mondiaux au cours des trois mois à venir et leur traduction en actes dans les six mois à venir » « **la dette des États-Unis « implosera » à l'été 2009 sous forme de cessation de paiement du pays ou de dévaluation massive du Dollar** » avec à la clef le risque que « l'implosion en cours de la puissance dominante » ne conduise « la planète dans une catastrophe » : en effet, « à l'exception de l'URSS de Gorbatchev, les empires ont tendance à tenter vainement d'inverser le cours de l'Histoire quand ils sentent leur puissance s'effondrer ».

Alors que les dirigeants impérialistes présents au G20 de Londres ont qualifié les réalisations de ce sommet "de succès historique", il n'a été en fait qu'une somme de compromis ne modifiant pas fondamentalement la situation présente : l'impérialisme chinois a obtenu pour sa part une déclaration finale de principe condamnant le protectionnisme commercial, également souhaitée par les premiers ministres russe et turc la veille du sommet, tandis que les autres pays impérialistes se sont réjoui de voir accorder au FMI une enveloppe de 1 100 milliards de dollars destinée officiellement à venir en aide aux pays dits émergents. En fait, selon *Le Monde*, cette enveloppe est destinée aux pays « émergents ou déjà émergés, qui se trouvent confrontés à des difficultés de financement », à l'exemple des « pays d'Europe de l'Est ». (*Le Monde.fr*, 03/04/2009) La veille du sommet, le gouvernement bourgeois-compradore mexicain demandait au FMI une enveloppe de 47 milliards de dollars ! Leurs périphéries en crise... les centres impérialistes concurrents de la Chine se trouvent ainsi au bord du gouffre ! Que les périphéries s'effondrent et les centres suivent, voilà pourquoi l'enveloppe adjugée au FMI pour soutenir les périphéries est jugée aussi essentielle !

L'impérialisme chinois a donc accepté que ses concurrents impérialistes viennent au secours de l'économie de leurs zones d'influence privilégiée et y soutiennent les investissements déjà réalisés. Peu lui importe, car il sait bien que ces quelques centaines de milliards de dollars saupoudrés seront bien insuffisantes pour renverser la tendance à la suprématie industrielle chinoise : alors que les pays impérialistes en déclin tentent de sauver banques et industries existantes de la faillite, l'impérialisme chinois, lui, continue de développer ses investissements dans des domaines toujours plus diversifiés. Ainsi, le Synchrotron de Shanghai dont la construction a débuté en décembre 2004 et qui aura coûté 175 millions de dollars entrera en service à la fin du mois d'avril 2009. Cet accélérateur de particules de troisième génération a d'ores et déjà reçu des demandes d'utilisation provenant de dizaines d'instituts de recherche et d'universités chinoises. Ce n'est qu'en 2005 que l'impérialisme français est parvenu à se doter de cet équipement jugé « essentiel pour maintenir la compétitivité de la recherche française » par le ministre français de la Recherche de l'époque.

Si l'impérialisme chinois peut à juste titre qualifier le sommet du G20 de « réussite » (*Xinhua*, 02/04/2009), bien qu'il n'ait pas obtenu la remise en cause du rôle étalon de la monnaie américaine, c'est parce qu'il a pu constater qu'au sein de ce panier de crabes, chacun cherchait à tirer à soi la couverture... Loin de trouver ses concurrents unis contre lui, l'impérialisme chinois les a trouvés divisés entre eux. Ainsi, au lendemain même du sommet, la belle unité affichée pour les photos volait en éclat : le ministre russe des finances annonçait en effet que la Russie ne faisait pas encore partie du plan de 1 100 milliards de dollars : « **nous n'avons pris aucun engagement** ». Les puissances impérialistes en déclin ayant décidé à travers ce fonds du FMI de venir au secours des économies les plus fragilisées de leurs zones d'influence, à l'heure où les recettes provenant des exportations pétrolières s'effondrent, l'impérialisme russe ne voit pas pourquoi il financerait un fonds destiné à la concurrence au lieu de continuer à financer le sien ! La Russie contribue en effet à hauteur de 75 % aux 10 milliards de dollars du fonds anti-crise de la Communauté économique eurasiatique (EurAsEC) mis en place en février 2009. L'EurAsEC, où la Russie dit jouer « le rôle d'un grand frère » (*Xinhua*, 03/04/2009), a été créée en 2001 et comprend également la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Si le pavé lancé dans la marre par l'impérialisme chinois n'a pas donné de résultat concret, il a sans aucun doute provoqué un choc psychologique chez ses concurrents dont certains ont admis trouver l'idée « intéressante »... Mais l'État américain n'étant pas encore en cessation de paiement, ils estiment certainement qu'il n'y a pas encore d'urgence. L'impérialisme chinois n'a ainsi plus qu'à attendre que la crise continue de mûrir pour les voir venir implorer son aide... En attendant, rien ne l'empêche d'expérimenter ce que sera le prochain système monétaire mondial arrimé au yuan : ainsi, au cours du premier trimestre 2009, la Chine a multiplié les accords bilatéraux d'échange de devises (swap). À la fin mars, les accords signés avec la Corée du Sud, Hong Kong, la Malaisie, la Biélorussie, l'Indonésie et l'Argentine se montaient déjà à 650 milliards de yuans, soit environ 96 milliards de dollars américains !

Les principaux pays impérialistes concurrents de l'impérialisme chinois sont donc aujourd'hui au bord de la banqueroute dans une situation qui n'est pas sans rappeler celle du social-impérialisme soviétique à la fin des années 1980.

Mais à la différence de la Russie post social-impérialiste ayant hérité d'un complexe militaro-industriel de pointe et de gigantesques ressources minières et énergétiques qui lui avait permis de "limiter la casse" (son PIB avait "seulement" été divisé par deux...), puis de profiter d'une conjoncture internationale favorable alors que la croissance rapide de l'impérialisme chinois faisait s'envoler le prix des ressources minières et énergétiques, rares sont les pays impérialistes en déclin à disposer de tous ces atouts leur permettant d'espérer demeurer sur le long terme des puissances impérialistes au moins sur le plan régional. Seul l'impérialisme américain dispose de tels atouts. À l'inverse, une fois leurs dernières industries de haute technologie liquidées, les ex-puissances impérialistes comme le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Espagne, etc. n'auront guère plus que la force de travail de leur prolétariat à proposer à l'impérialisme chinois et pour seul espoir de développement le fait de se transformer en appendice productif de l'industrie chinoise... Mais ces pays entreront alors en concurrence avec la grande masse des pays dépendants ateliers des continents américains, européens, asiatiques et africains !

D'UNE CRISE À L'AUTRE : 1929 = 2008 ?

(22/05/2009)

Quelques enseignements de la crise économique de 1929

On entend désormais de plus en plus souvent les économistes et les politiciens bourgeois affirmer que la crise actuelle est la plus grave que le monde ait connu depuis celle de 1929. Partant de cette égalité, ceci laisse à penser que les USA trouveront également les moyens de la surmonter.

Si de par son ampleur et son intensité cette affirmation peut sembler véridique, ce n'est absolument pas le cas en ce qui concerne sa signification.

Comme nous allons le voir, la crise de 1929 a débuté comme une crise accompagnant l'essor de l'impérialisme américain. Cette crise a débuté comme une crise de surproduction née dans le pays impérialiste le plus dynamique sur la base de la contradiction entre la hausse des capacités de production d'une part et la stagnation puis le déclin des débouchés intérieurs et extérieurs d'autre part. Cette crise a donc été en quelque sorte la "crise d'adolescence" de l'impérialisme américain.

Au contraire, la crise économique actuelle est une crise de sénilité de l'impérialisme américain et des pays impérialistes qui lui sont le plus liés. Cette crise a débuté comme une crise de surendettement de puissances impérialistes en déclin confrontées à la stagnation de leur industrie. Cette stagnation les a placés dans l'incapacité de continuer à financer le déficit qui leur permettait de maintenir leurs débouchés intérieurs. Dans son processus, cette crise est davantage comparable à la crise de 1973 qui avait vu la délocalisation croissante de branches d'industrie, notamment l'industrie légère produisant des biens de consommation ainsi que des industries lourdes de base l'accompagnant (sidérurgie). La crise actuelle représente en quelque sorte la suite logique de ce processus, mais poussé à l'extrême. La contraction de l'un des principaux débouchés à l'exportation pour les pays ateliers s'est rapidement propagée à l'ensemble du système mondial de l'impérialisme et a conduit à l'intensification de la concurrence inter-impérialiste et à l'accélération de leur différenciation économique. Cette crise va donc hâter le processus inéluctable qu'est la domination de l'impérialisme chinois et l'effondrement de l'économie de ses principaux concurrents. Cette crise doit donc aller jusqu'au démantèlement des branches d'industrie subsistant dans les vieux pays impérialistes, et notamment de leur industrie de production des moyens de production, à l'instar de l'URSS social-impérialiste.

La mythologie bourgeoise fait remonter la genèse de la crise économique qui a frappé le monde bourgeois au début des années 1930, au "jeudi noir" du 24 octobre 1929. Au cours de cette journée, 13 millions d'actions furent vendues aux USA, sans trouver d'acquéreurs. Un mauvais coup des "traders" de l'époque ?

Non, en réalité déjà, la responsabilité des banques n'était pas plus grande que celle de la bourgeoisie et du mode de production bourgeois dans son ensemble. Voyons maintenant pourquoi.

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine remarquait déjà l'une des grandes forces du capitalisme américain : son degré de concentration élevé et un équipement technique de pointe. Ainsi, selon les chiffres de Lénine, près de la moitié de la production américaine était assurée par un centième des entreprises. Au début du 20^{ème} siècle, l'impérialisme américain se posait ainsi en puissance impérialiste montante. Il faut dire que les USA furent les pionniers de

l'exploitation industrielle du pétrole (1^{er} forage profond au Texas en 1901) et l'un des premiers pays à utiliser les forces électriques à une échelle industrielle. Combinée aux méthodes du taylorisme et du fordisme ainsi qu'à un développement important des moyens de communication modernes, l'adoption d'une nouvelle base énergétique conféra à l'industrie américaine une productivité du travail supérieure à celle de ses concurrents qui constitua la base de son essor international. En 1913, la production d'acier par habitant des USA était 11 fois supérieure à celle de la Russie, et se montait à 1,7 fois celle de l'Allemagne et au double de celle du Royaume-Uni. En 1937, la production d'acier par tête des USA n'était plus que de 4 fois celle de l'URSS, mais se montait encore à 1,4 fois celle de l'Allemagne et du Royaume-Uni. À la fin de la Première Guerre mondiale inter-impérialiste, le leadership économique de l'impérialisme américain s'était encore renforcé : tandis que l'impérialisme britannique, dont il avait financé une grande partie de l'effort de guerre (non sans contreparties), lui était étroitement inféodé, les impérialismes allemand, nippon, français et italien sortaient ruinés de la guerre et n'obtiendraient leur redressement qu'en renonçant à leurs ambitions impérialistes internationales et en se contentant de jouer le rôle de gendarmes obéissants en Europe de l'Ouest et en Asie afin d'y contrecarrer l'influence de l'URSS puis celle du social-impérialisme soviétique.

Mais l'essor industriel de l'impérialisme américain dans les années suivant la fin de la Première Guerre mondiale inter-impérialiste n'est pas sans poser de graves problèmes internationaux : les pays impérialistes les plus faibles sont les premiers touchés par la concurrence des produits américains. Au début des années 1920, l'Italie est ainsi secouée par une grave crise économique qui débouche bientôt sur une crise sociale et politique majeure. Cette crise est d'autant plus grave que la sphère coloniale de l'Italie est extrêmement réduite. La bourgeoisie italienne opte alors pour le fascisme. En 1924, l'arrivée de Mussolini au pouvoir marque la répression du mouvement ouvrier italien ainsi qu'un dangereux tournant protectionniste : l'industrie stimulée par une politique de grands travaux doit se fournir prioritairement en minerais nationaux et des quotas limitant les importations de blé sont adoptés. Dès 1926, la "bataille du blé" lancée l'année précédente aboutit à une augmentation de la production de 50 %, permettant à l'Italie fasciste d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de s'affranchir des exportations de grains. Au même moment apparaissent des signes inquiétants dans l'agriculture américaine : la contraction des débouchés à l'exportation provoque une surproduction qui entraîne la faillite de centaines de milliers de petits paysans. Ceux-ci viennent gonfler les rangs des ouvriers agricoles dont le salaire baisse, entraînant une contraction des débouchés intérieurs. Ainsi, sous l'influence de facteurs nationaux et internationaux, on observe à partir de 1925 une tendance à la stagnation de l'industrie américaine. **Dès 1928, la surproduction apparut dans l'industrie automobile américaine et au premier semestre 1929, cette surproduction s'étendait désormais à de nombreuses branches de l'économie américaine.** C'est dans ces conditions que s'opéra l'effondrement boursier du 24 octobre 1929.

Cette crise de surproduction ne ruina pourtant pas l'impérialisme américain : son dynamisme supérieur lui permit de financer une politique de grands travaux plus longtemps que ses concurrents qui, exsangues, n'eurent bientôt d'autre choix que de s'orienter vers une politique d'annexions territoriales. Pourtant, aux USA, malgré cette politique du New Deal et la décision de dévaluer de 41 % le dollar en janvier 1934 afin de favoriser les exportations, le chômage et la misère continuèrent de progresser, et même si certaines branches d'industrie commencèrent à se relever, ce

ne fut qu'au prix de l'aggravation des rivalités inter-impérialistes. Très dépendante des capitaux américains, l'Allemagne fut le premier pays européen touché par la crise : dès 1930 sa production industrielle s'effondra et en 1932 le pays comptait 6 millions de chômeurs. Face au danger représenté par l'essor du mouvement ouvrier et devant l'absence de perspective de relèvement économique, la bourgeoisie allemande opta pour le fascisme. La crise économique mondiale renforça donc les tendances protectionnistes et expansionnistes des concurrents de l'impérialisme américain : ainsi, en 1933, Mussolini déclara que l'Italie devait vivre en autarcie en limitant au maximum ses importations. Cependant, cette "autarcie" avait un contenu bourgeois : contrairement à l'URSS où l'autosuffisance était synonyme de l'essor d'une économie faite par les travailleurs pour les travailleurs, elle signifiait dans les conditions bourgeoises que l'impérialisme italien allait chercher à se constituer une aire d'influence coloniale. L'impérialisme italien commença donc en 1935 par annexer l'Abyssinie (l'actuelle Éthiopie), pourtant membre de la SDN. En 1939, c'était au tour de l'Albanie d'être victime de la politique coloniale de l'impérialisme italien.

Au milieu des années 1930 se constitua une alliance entre l'impérialisme allemand, l'impérialisme japonais et l'impérialisme italien. La question qui préoccupait alors l'impérialisme américain était alors la suivante : ces pays obtiendraient-ils leur part de colonies en empiétant sur les plates-bandes américaines ou bien en tentant d'anéantir l'URSS — comme le laissait penser la signature du pacte anti-Komintern ? Cette dernière solution aurait évidemment été profitable, au moins à court terme, à l'ensemble des pays impérialistes. Aussi, l'impérialisme américain et ses alliés anglo-français déployèrent des trésors de diplomatie pour chercher à encourager les puissances impérialistes concurrentes à se tourner vers le territoire soviétique. Tout ne se passa pourtant pas comme prévu pour les "démocraties" occidentales : malgré les encouragements adressés au cours des années 1930 à leurs concurrents (Mandchourie, Espagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne) pour qu'ils entreprennent une agression contre l'URSS, ceux-là commencèrent par empiéter sur la sphère d'influence des USA, du Royaume-Uni et de la France ! La passivité de ceux-ci laissait en effet penser qu'ils ne croyaient pas réellement que les membres du pacte anti-Komintern ne commenceraient pas par une agression contre l'URSS. Ces pays semblaient donc bien moins préparés que l'URSS qui s'attendait depuis des années à une confrontation armée d'envergure avec le monde bourgeois !

En 1929, les USA produisirent 45 % de l'acier mondial. Mais avec la crise économique mondiale dans laquelle sombrait le système mondial de l'impérialisme, la production américaine s'effondra, à l'instar de celle de nombreux pays impérialistes. Étant donné la productivité du travail supérieure dont profitait l'impérialisme américain, bien qu'il fût le premier touché par la contraction des débouchés internationaux, il était également le mieux placé pour les conquérir face aux pays impérialistes concurrents. Il fallut ainsi à l'impérialisme américain attendre 1940 pour que sa production d'acier retrouve son niveau de 1929. Il faut dire qu'à ce moment l'impérialisme américain commençait à recueillir les premiers bénéfices de son rôle de banquier de l'impérialisme britannique qui se trouvait déjà en guerre et avait besoin des capacités de production américaines... En 1944, la production d'acier américaine avait augmenté de 42 % par rapport à 1929 et les USA avaient produit près de 52 % de l'acier mondial. Dans ces conditions, le taux de chômage aux USA passa de 19 % à 1 % durant la période 1938-1944. La guerre avait apporté

aux USA bien plus de résultats que les mesures keynésiennes adoptées à partir de 1933. L'impérialisme américain sortait donc renforcé de la guerre et assurait désormais plus de la moitié de la production industrielle mondiale. En 1945, les USA produisirent 60 % du pétrole mondial.

En 1955, la part des USA dans la production mondiale d'acier avait déjà sensiblement décliné et ne se montait plus qu'à 37 %. Leur déclin relatif était alors directement imputable à l'essor de l'économie soviétique au cours de l'immédiate après-guerre : alors qu'en 1929, la production d'acier soviétique ne représentait encore qu'à peine 4 % de la production mondiale, elle en représentait déjà près de 13 % en 1937 et plus de 21 % en 1952. Un indice assez fiable de la productivité du travail atteinte à cette époque par différents pays nous est donné par la comparaison de leur PIB par habitant, l'économie des pays bourgeois étant à l'époque beaucoup moins intégrée qu'elle ne l'est depuis la transformation des pays dépendants en pays ateliers.

PIB par habitant en 1940*	
URSS	100
Japon	107
Italie	144
Allemagne	220
Royaume-Uni	276
USA	362

* Indices calculés à partir des chiffres fournis par Mark Harisson dans son ouvrage *Accounting for war, Soviet production, employment, and the defense burden, 1940-1945*, Cambridge University Press, 1996, p. 10. Les chiffres du PIB fournis pour l'année 1940 ne montrent pas de gros écarts de proportion avec les chiffres disponibles (USA, Royaume-Uni, Allemagne, URSS) de la production d'acier par habitant en 1937. En 1913, la production par habitant d'acier de la Russie était égale au onzième de celle des USA (0,33 tonne), alors qu'en 1937, la production d'acier par habitant de l'URSS était désormais égale au quart de celle des USA (0,40 tonne). (Pierre George, *L'économie de l'URSS*, Paris, 1953, p. 108.)

Quoique dans l'immédiate après-guerre la productivité du travail de l'industrie soviétique restait inférieure à celle des USA, l'URSS était en train de combler rapidement son retard : ainsi, au cours de la période 1938-1948, la productivité du travail avait augmenté de 50 % en URSS et de seulement 15 % aux USA (Pierre George, *ouvrage cité*, p. 111.), un différentiel d'autant plus remarquable si l'on a en vue les conditions infiniment plus favorables dont les USA avaient joui durant cette période...

En 1955, la production d'acier de l'URSS convertie en nouvelle puissance impérialiste par les révisionnistes ne représentait plus que 17 % de l'acier mondial. Les USA restaient alors sans aucun doute la puissance impérialiste dominante face à laquelle l'URSS social-impérialiste ne faisait pas le poids. La productivité du travail de l'industrie américaine restait supérieure à celle de ses concurrents, et au premier chef de son concurrent principal, le social-impérialisme soviétique, qui, malgré la mise à contribution des travailleurs de sa sphère d'influence bien meilleur marché que ceux d'Europe de l'Ouest, ne parvint jamais à inverser la tendance. S'engagea alors un long bras de fer "pacifique" opposant l'URSS social-impérialiste à une coalition inter-impérialiste emmenée par les USA. Ponctué de conflits locaux au sein des périphéries de chacun des protagonistes, cette rivalité inter-impérialiste majeure ne déboucha cependant pas sur un conflit militaire frontal. En 1970, la part de l'URSS social-impérialiste dans la production mondiale d'acier se montait à 20 % et cette stagnation ne fit que se confirmer jusqu'en 1990, avant de laisser la place à un brutal effondrement.

Cependant, les USA n'avaient mis à genoux leur principal concurrent qu'au prix du renforcement d'autres puissances impérialistes au premier rang desquelles se trouvaient l'Allemagne, le Japon et la Chine. Dès ce moment, même si les USA continuaient de faire l'étalage de leur puissance militaire, leur monopole économique était depuis longtemps battu en brèche, car les pays impérialistes alliés sur lesquels il s'était appuyé tendaient à devenir des concurrents de plus en plus gênants. En 1980, la production d'acier du Japon et de l'Allemagne représentait déjà respectivement 110 % et 43 % de la production américaine. C'est-à-dire que la production par tête d'acier de l'impérialisme japonais et de l'impérialisme allemand était désormais supérieure à celle de l'impérialisme américain. La production d'acier de la Chine, elle, s'éleva de 37 à 74 % de la production de l'impérialisme américain durant la période 1980-1990. Durant la période 1997-2007, la part de la Chine s'est élevée de 13,6 à 36,4 % de la production mondiale et de 14,6 à 33,8 % de la consommation mondiale.

Et la puissance économique de la Chine n'est pas restée cantonnée au secteur industriel. Ainsi, durant la période 2001-2008, le cumul du solde du compte des opérations courantes de l'impérialisme chinois — faisant la synthèse du solde commercial des biens et des services, du solde des revenus (comme les revenus des IDE ou des obligations d'État) et du solde des transferts courants (tels les transferts réalisés par les émigrés) —, s'est monté à 1 380 milliards de dollars dont près de 83 % sont imputables au solde positif du commerce des biens et des services. Évolution significative, à partir de 2005, le solde des revenus de l'impérialisme chinois est devenu positif, malgré un stock d'IDE entrant encore supérieur au stock d'IDE sortant. **L'impérialisme chinois était alors devenu exportateur net de capitaux.** En 2008, ce solde a même atteint 31,4 milliards de dollars !

En trois décennies, l'impérialisme chinois a donc parcouru bien du chemin et son leadership industriel n'a fait que se renforcer, comme en témoignent ces tableaux :

Production d'acier		
(en tonnes par an par habitant)		
	2008	2009*
Corée du Sud	1,10	0,87
Ukraine	0,97	0,60
Japon	0,93	0,56
Taiwan	0,88	0,73
Allemagne	0,56	0,35
Russie	0,55	0,37
Italie	0,52	0,33
Espagne	0,47	0,27
Pays-Bas	0,43	0,22
Chine	0,38	0,38
Turquie	0,36	0,28
France	0,31	0,19
USA	0,30	0,16
Pologne	0,28	0,16
Royaume-Uni	0,24	0,14
Brésil	0,18	0,10
Mexique	0,17	0,09
Inde	0,05	0,05

* Au taux de production moyen du 1^{er} trimestre 2009.

Production mensuelle d'acier (en millions de tonnes)					
Source des chiffres bruts :	1 ^{er} trimestre 2008 ^(a)		1 ^{er} trimestre 2009 ^(b)		Évolution (b/a)
	Worldsteel.org	Volume	Part du total mondial	Volume	
Chine	41,4	36,5 %	42,2	48,2 %	+ 2 %
Japon	10,3	9,1 %	5,9	6,7 %	- 43 %
USA	8,5	7,5 %	4,0	4,6 %	- 53 %
Russie	6,4	5,6 %	4,3	4,9 %	- 33 %
Inde	4,8	4,2 %	4,4	5,0 %	- 8 %
Corée du Sud	4,5	4,0 %	3,5	4,0 %	- 22 %
Allemagne	4,0	3,5 %	2,4	2,7 %	- 40 %
Ukraine	3,7	3,3 %	2,3	2,6 %	- 38 %
Brésil	2,9	2,6 %	1,6	1,8 %	- 45 %
Italie	2,8	2,5 %	1,6	1,8 %	- 43 %
Turquie	2,3	2,0 %	1,8	2,1 %	- 22 %
Taiwan	1,8	1,6 %	1,4	1,6 %	- 22 %
Espagne	1,6	1,4 %	0,9	1,0 %	- 44 %
France	1,6	1,4 %	1,0	1,1 %	- 38 %
Mexique	1,6	1,4 %	0,8	0,9 %	- 50 %
Canada	1,4	1,2 %	0,6	0,7 %	- 57 %
Royaume-Uni	1,2	1,1 %	0,7	0,8 %	- 42 %
Belgique	1,0	0,9 %	0,3	0,3 %	- 70 %
Pologne	0,9	0,8 %	0,5	0,6 %	- 44 %
Iran	0,8	0,7 %	1,0	1,1 %	+ 25 %
Afrique du Sud	0,7	0,6 %	0,5	0,6 %	- 29 %
Australie	0,7	0,6 %	0,3	0,3 %	- 57 %
Autriche	0,7	0,6 %	0,4	0,5 %	- 43 %
Pays-Bas	0,6	0,5 %	0,3	0,3 %	- 50 %
République Tchèque	0,6	0,5 %	0,3	0,3 %	- 50 %
Total cumulé	106,8	94,2 %	83,0	94,7 %	- 22 %
Monde	113,4		87,6		- 23 %

En 1980, la production par habitant d'acier de l'impérialisme chinois était de plus de 12 fois inférieure à celle des USA. C'est en 2006 que la production par habitant d'acier de la Chine a rattrapé celle des USA. La même année, l'industrie américaine entraînait dans une période de stagnation qui allait bientôt déboucher sur la récession actuelle. En 2008, la production par habitant d'acier de l'impérialisme chinois avait déjà dépassé celle des USA de plus de 25 % tandis qu'au premier trimestre 2009 elle lui était désormais supérieure de 2,4 fois ! La production par habitant d'acier de l'impérialisme chinois est donc aujourd'hui supérieure à celle de nombre de ses concurrents, reflétant ainsi de manière infiniment plus réaliste que les statistiques financières et commerciales bourgeoises sa suprématie industrielle.

Le début du 21^{ème} siècle voit donc maintenant la plus dynamique puissance impérialiste menacer jusqu'au statut de puissance impérialiste des USA. L'impérialisme chinois est aujourd'hui sans conteste devenu le pays impérialiste dominant, assurant une part de la production mondiale d'acier comparable à celle de

l'impérialisme américain dans sa période la plus "faste", c'est-à-dire celle des années de la première moitié du 20^{ème} siècle.

Au rythme de production moyen du 1^{er} trimestre 2009, la production annuelle d'acier de l'impérialisme américain se monterait à 48 millions de tonnes et s'effondrerait donc bien en dessous de son niveau de 1944 et même en dessous de son niveau de... 1929, années au cours desquelles il produisit respectivement 80 et 56 millions de tonnes d'acier !

Ce fait illustre à lui seul mieux que de longs discours le caractère éminemment parasitaire de la division internationale du travail qui a permis pendant des décennies à la bourgeoisie des métropoles impérialistes de s'approprier l'essentiel de la masse des profits extorqués aux travailleurs des pays dépendants avec la complicité d'élites bourgeoisies-compradore indigènes, avec pour résultat un élargissement sans précédent de la base sociale petite-bourgeoise et la corruption généralisée du mouvement ouvrier dans les métropoles impérialistes.

Au 1^{er} trimestre 2009, la production mondiale d'acier a baissé de plus de 23 % par rapport à la même période de l'année précédente. Chine exclue, la production de celle-ci ayant même légèrement augmenté au cours de la même période, **la production de l'ensemble des autres producteurs d'acier s'est effondrée en moyenne de plus de 37 %**. Et cet effondrement ne se cantonne pas aux USA, mais touche l'ensemble des pays (impérialistes comme dépendants) dans des proportions correspondant à leur degré d'intégration à la sphère d'influence américaine.

Aussi, on ne sera pas étonné de voir des pays comme le Mexique, le Canada, le Brésil et le Japon être aussi touchés que les pays de l'UE (27), alors que les pays les plus intégrés à la sphère d'influence chinoise ont souffert dans des proportions moindres. L'Iran en est le parfait exemple. En 2007, la Chine était devenue le premier partenaire commercial de l'Iran : elle absorbait 15 % de ses exportations et fournissait 14 % de ses importations. En 2008, les exportations iraniennes se sont montées à 106 milliards de dollars dont 80 % étaient constituées par le pétrole. Le volume du commerce bilatéral Chine-Iran avait augmenté de 35 % par rapport à l'année précédente. En 2008, la China National Petroleum Corporation et la National Iranian Oil Company ont signé un contrat de près de 1,8 milliard de dollars pour l'exploitation d'importants champs pétrolifères. Les investisseurs chinois ont également fait part de leur intérêt pour l'exploitation des gisements de titane du sud de l'Iran. Pas étonnant dans ces conditions que la production iranienne d'acier ait bondi de 25 % par rapport à l'année précédente.

Déjà à la fin de l'année 2008, alors que l'industrie de ses concurrents continuait de s'effondrer, l'industrie chinoise qui avait chuté dans des proportions moindres que celle de ses concurrents au cours des mois précédents, avait rapidement montré des signes de relèvement, dès décembre 2008 en fait. Ainsi, sa production d'acier s'était redressée en décembre-janvier puis était parvenue à limiter les pertes en février malgré des chiffres du commerce extérieur calamiteux. En mars, elle a continué de démontrer ses capacités d'endurance : la production d'acier a fait un bond de près de 12 % par rapport au mois précédent, **au point de dépasser son niveau de production moyen du premier semestre 2008 !**

Selon le Bureau National des statistiques (*CCTV-F*, 16/04/2009), le PIB chinois a crû à un rythme annuel de 10,3 % au cours des deux premiers trimestres 2008. Au 3^{ème} trimestre 2008, ce rythme n'était plus que de 9,0 %, et de seulement 6,8 % au 4^{ème} trimestre.

Si au 1^{er} trimestre 2009, le rythme de la croissance chinoise a continué de baisser pour atteindre 6,1 %, il ne faut pas perdre de vue plusieurs faits importants :

- Malgré cette baisse, la Chine maintient un rythme de croissance élevé à un moment où ses principaux concurrents connaissent une profonde récession. Au 4^{ème} trimestre 2008, le PIB américain s'était contracté de 6,3 % en rythme annuel. (*Le Monde.fr*, 26/03/2009) Le différentiel de croissance entre la Chine et ses principaux concurrents (c'est-à-dire l'amplitude de l'inégalité de développement inter-impérialiste), s'est donc en réalité accru. Ainsi, le différentiel de croissance Chine-USA est passé de 9 % au cours des deux premiers trimestres de l'année 2008 à près de 10 % au 3^{ème} trimestre 2008. Enfin, au cours du 4^{ème} trimestre 2008 et du 1^{er} trimestre 2009, ce différentiel a dépassé 12 %.
- Le rythme de la baisse de la croissance du PIB chinois s'est nettement ralenti par rapport à celui des deux derniers trimestres de l'année 2008.
- Le rythme d'accroissement de la production industrielle chinoise s'est notablement relevé à la fin du 1^{er} trimestre 2009 et au début du 4^{ème} trimestre 2009 : alors que la production industrielle chinoise avait augmenté de 3,8 % en janvier-février 2009 par rapport à la même période de l'année précédente, elle avait augmenté de 7,8 % en mars-avril 2009. (*Reuters*, 13/05/2009) À titre de comparaison, la production industrielle française n'a cessé de s'effondrer tout au long du 1^{er} trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. Au 1^{er} trimestre 2009, la production industrielle française était ainsi inférieure de 15,5 % à celle du 1^{er} trimestre 2008. (*Xinhua*, 11/05/2009)
- En mars 2009, les investissements dans les immobilisations (capital fixe) ont augmenté de plus de 30 % par rapport à la même période de l'année précédente. Dans le même temps le volume des ventes au détail s'est accru de près de 15 %, preuve que le plan de soutien chinois, au contraire de ceux de ses concurrents, ne se fait pas au détriment de la consommation des masses exploitées. Ce niveau d'accroissement des ventes au détail a été confirmé au moins d'avril. Au contraire, les investissements massifs que l'impérialisme chinois réalise pour moderniser son économie stimulent la création d'emplois et favorisent donc l'extension des débouchés intérieurs. Ainsi, en avril 2009, l'économie chinoise a vu l'indice des prix d'achat et l'indice de l'emploi se relever pour la première fois depuis l'automne 2008. (*Xinhua*, 01/05/2009)

Sous le capitalisme, l'inflation est d'ordinaire un indice accompagnant la croissance économique, la tension exercée sur les marchés rompant constamment l'équilibre entre l'offre et la demande à travers l'augmentation de la demande et amène ainsi à réévaluer le prix de l'ensemble des marchandises (force de travail incluse) à la hausse. Au contraire, quand l'économie bourgeoise est frappée par la récession, la rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande se fait par la diminution de la demande et la tension exercée sur les marchés diminue alors et dévalue la valeur des marchandises. Seule l'économie socialiste combine croissance économique et déflation. Sous le socialisme, l'accroissement du niveau de vie des masses travailleuses s'opère essentiellement sous la forme de baisses du coût de revient (et donc des prix) des productions sociales (qui ne sont plus des marchandises dans le sens classique du terme, c'est-à-dire en tant que productions sociales renfermant du travail exploité). Sous le socialisme, la baisse des prix des productions sociales est ainsi obtenue par la hausse de la productivité du travail, au contraire du

capitalisme qui ne l'obtient que par la baisse relative ou absolue du salaire des travailleurs.

Cette parenthèse fermée, il est aujourd'hui évident que la résistance et l'endurance de l'économie de l'impérialisme chinois contrastent nettement avec la spirale déflationniste dans lesquelles continuent de sombrer ses principaux concurrents. La raison fondamentale en est simple : la puissance et la compétitivité de l'industrie chinoise. Comme nous l'avons déjà évoqué, cet atout permet à la Chine d'avoir à supporter une dette extérieure et une dette publique *per capita* beaucoup plus faible que celles de l'ensemble de ses concurrents — qu'il s'agisse de pays impérialistes ou de pays ateliers. Ainsi, même dans le cas où la demande se contracte fortement sur les marchés extérieurs, l'impérialisme chinois est en mesure de payer les intérêts des dettes qu'il contracte pour financer ses déficits budgétaires actuels, un avantage certain sur ses concurrents aujourd'hui déjà criblés de dettes !

Du fait de sa productivité du travail supérieure, qui lui laisse une réelle marge de manœuvre pour améliorer les conditions de l'esclavage salarié sur son sol sans pour autant handicaper trop lourdement ses performances à l'exportation, l'impérialisme chinois peut raisonnablement compter sur la hausse de la demande intérieure pour soutenir son industrie. Évidemment, la bourgeoisie chinoise est trop intelligente pour se limiter, comme certaines bourgeoisies concurrentes aux abois le font à une distribution (sous des formes directes ou indirectes) de la richesse sociale aux masses exploitées. Non, l'impérialisme chinois ne va pas doubler les salaires des masses travailleuses chinoises, ni même leur signer un chèque de quelques milliers de yuans à dépenser, mais il peut stimuler le développement de certaines mesures de secours social (santé et assurance chômage) et surtout combattre le chômage en se lançant dans le financement de grands projets keynésiens qui l'aideront en outre à rattraper et à dépasser au plus vite ses concurrents à l'agonie.

Le gouvernement chinois a ainsi récemment annoncé un plan d'action de 3 ans d'un montant de 850 milliards de yuans — soit environ 91 milliards d'euros —, visant à réformer le système de santé chinois, s'engageant ainsi à assurer des soins médicaux de base gratuits à l'ensemble de la population chinoise. Ce plan inclut la construction de 2 000 hôpitaux de districts, ainsi que la construction ou la rénovation de 3 700 centres de santé et 11 000 dispensaires au niveau des villes et villages. (CCTV-F, 07/04/2009) Une situation qui contraste au plus haut point avec celle des concurrents de l'impérialisme chinois qui cherchent aujourd'hui à abaisser le coût de leur force de travail en réduisant à néant les dépenses sociales dans les secteurs de l'éducation et de la santé !

L'évolution la plus récente de la production mondiale d'acier mérite d'être étudiée, car elle fournit des indices précis sur les impacts internationaux du plan chinois de stimulation de la demande intérieure. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2009, la production mondiale d'acier s'est montée à une moyenne mensuelle de 88,2 millions de tonnes (± 3 millions de tonnes), soit une baisse de 23 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ce niveau de production est inférieur à celui du dernier trimestre de l'année 2008 (89,7 millions de tonnes). En outre, la production avait diminué en février par rapport à janvier et en avril par rapport à mars, prouvant que la sortie du tunnel est bien éloignée.

La production chinoise qui était descendue sous la barre des 40 millions de tonnes au cours des quatre derniers mois de l'année 2008, était nettement remontée dès décembre et a poursuivi son redressement au cours des derniers mois : d'un peu

plus de 40 millions de tonnes en janvier-février, elle était remontée autour de 44 millions de tonnes en mars-avril.

Les productions japonaise et sud-coréenne ont poursuivi leur effondrement jusqu'en février, puis se sont légèrement redressées en mars-avril. La production russe s'est légèrement relevée au cours des quatre premiers mois par rapport à la fin de l'année 2008.

Au contraire, la production allemande a continué de s'effondrer sans interruption, diminuant encore de près de 30 % de janvier à avril.

La production américaine a stagné à un niveau voisin de son niveau le plus bas de décembre 2008, diminuant même légèrement de manière ininterrompue de janvier à avril.

Ces quelques exemples montrent que l'impérialisme chinois a entraîné dans son sillage de début de redressement les pays bourgeois les plus étroitement inclus dans sa sphère d'influence. **Ce n'est pas un hasard si ce sont les pays dont la Chine figure parmi les plus gros clients qui ont le plus profité du redressement de son économie !** L'impérialisme allemand en sait quelque chose ! En avril 2009, elle ne se montait plus qu'à 1,9 million de tonnes, soit à peine 45 % de son niveau moyen du premier semestre 2008. Il faut dire que l'impérialisme allemand est le moteur industriel privilégié des pays impérialistes de l'UE (27) et des USA : ainsi en 2007, les huit premiers clients de l'Allemagne (qui absorbaient 53 % de ses exportations) étaient européens ou américains... Si en ce début d'année 2009, l'industrie japonaise a été relativement épargnée, comparativement à l'industrie allemande, c'est parce que son industrie mécanique avancée est depuis plusieurs années celle sur laquelle s'appuie préférentiellement l'impérialisme chinois. Par conséquent, si les investissements de capital fixe augmentent en Chine, cela permet à certains secteurs clefs de l'industrie japonaise de se relever. L'impérialisme japonais peut donc espérer obtenir un sursis s'il opte pour une alliance étroite avec l'impérialisme chinois. La Corée du Sud se trouve dans une situation proche de celle du Japon. Disposant d'une industrie de très haut niveau, elle peut trouver un intérêt dans le renforcement des liens avec l'impérialisme chinois, même si elle doit le payer dans quelques années.

De ce fait, il n'est pas étonnant que la Chine, la Corée du Sud et le Japon aient décidé de la création d'un fonds de réserve régional de 120 milliards de dollars. Ces trois puissances impérialistes contribueront à hauteur de 80 % à ce fonds (32 % pour la Chine, autant pour le Japon et 16 % pour la Corée du Sud) incluant les pays membres de l'ASEAN. (*Xinhua*, 03/05/2009) Ainsi, ces pays cherchent aujourd'hui à se doter d'une enveloppe de secours leur permettant d'affronter dans de meilleures conditions l'effondrement imminent de l'impérialisme américain.

Alors que dans le contexte de contraction des débouchés internationaux l'impérialisme japonais cible manifestement les investissements les plus prometteurs, certains de ses concurrents impérialistes s'obstinent à faire preuve d'aveuglement en continuant à investir dans les pays impérialistes en déclin.

Ainsi, alors que Fiat a déjà pris possession de 20 % du capital de Chrysler, l'un des "Big Three" de Détroit, et lorgne désormais sur la filiale Opel de General Motors (*Reuters*, 01/05/2009), le constructeur japonais Mazda a annoncé qu'il allait pour sa part procéder à de nouveaux investissements afin d'augmenter sa part dans la joint-venture FAW-Mazda en Chine. Il faut dire que Mazda, qui a vendu plus de 37 000 véhicules en Chine au premier trimestre 2009 (*Xinhua*, 01/05/2009), a bien compris

que c'est là que se trouvait l'avenir pour les monopoles des pays impérialistes en déclin ! Le patron de Fiat peut bien justifier ses acquisitions en Amérique du Nord en clamant que seuls les constructeurs disposant d'une capacité de production proche de 6 millions de véhicules survivront à la crise, c'est oublier que la taille ne peut suffire à garantir la pérennité d'un groupe à la vue des gigantesques surcapacités de production dans le secteur automobile international ! Si d'importantes capacités de production sont situées dans un pays où le coût de revient est supérieur à la concurrence et sont destinées à ravitailler les marchés les plus touchés par la contraction des débouchés, ces capacités de production, aussi grandes soient-elles, ne serviront pas à grand-chose !

En effet, dans l'automobile comme dans tous les secteurs industriels où sévit la concurrence chinoise, il faut s'attendre à voir les capacités de production obsolètes (sur le plan de la compétitivité) disparaître.

Le 30 avril, Chrysler (ex-troisième constructeur automobile américain) a annoncé la fermeture de toutes ses usines pour une durée d'un à deux mois, le temps de procéder à sa restructuration sous l'égide d'un nouvel important actionnaire (qui deviendra peut-être sous peu son actionnaire principal), le groupe italien FIAT. Au Canada, Chrysler a annoncé la fermeture pour une durée indéterminée de ses deux usines d'assemblage, menaçant ainsi plus de 11 000 emplois directs. (*Xinhua*, 01/05/2009) Le même jour, les deux constructeurs automobiles américains en sursis (Ford et General Motors) annonçaient pour le mois d'avril une baisse de 33 % de leurs ventes par rapport à la même période de l'année précédente. Pour le premier trimestre 2009, General Motors a enregistré une perte nette de 6 milliards de dollars à la suite de laquelle il a annoncé la réduction de ses effectifs (calculés sur la base de temps complet), de 61 000 à 40 000 emplois d'ici 2010. Après avoir reçu 2 milliards de dollars supplémentaires de l'État, General Motors avait annoncé à la fin avril qu'il allait fermer temporairement 13 de ses usines aux USA et au Mexique de mai à juillet afin d'écouler ses stocks. Alors que General Motors n'a plus que jusqu'au 1^{er} juin pour trouver une solution de survie, son PDG vient d'annoncer qu'il était « davantage probable que nous soyons contraints de réaliser nos objectifs dans le cadre d'un dépôt de bilan ». (*Reuters*, 11/05/2009) General Motors a annoncé qu'il avait besoin de 3,3 milliards d'euros d'aides des gouvernements européens pour éviter des suppressions d'emplois et des fermetures de sites de sa filiale européenne Opel. Cette demande d'aumônes adressée aux États impérialistes n'est pas propre aux monopoles américains : Renault a ainsi récemment sollicité un geste financier du gouvernement espagnol afin de ne pas fermer son usine de Valladolid. (*Reuters*, 11/05/2009)

Il faut dire que la crise du secteur automobile est loin de se limiter aux USA. Ainsi, au cours de son exercice 2008/2009 Toyota, le premier constructeur automobile mondial (8,9 millions de véhicules produits au cours de son exercice 2007/2008), a enregistré **pour la première fois de son histoire** une perte annuelle (3,3 milliards d'euros), contrastant nettement avec les 11 milliards d'euros de bénéfice dégagés au cours de l'exercice précédent. Au cours de l'année fiscale japonaise (achevée le 31 mars), la production automobile japonaise a diminué de 15 % par rapport à l'exercice précédent — les débouchés intérieurs et extérieurs ayant subi une contraction comparable. Et le constructeur japonais s'attend à un exercice 2009/2010 encore plus catastrophique, sachant qu'au cours du dernier trimestre de son exercice 2008/2009 (le premier trimestre 2009), le groupe a enregistré une perte

nette de 6,3 milliards d'euros. Il faut dire que la production automobile japonaise a été divisée par plus de deux par rapport à l'année précédente.

L'effondrement de la production automobile en général et de la production industrielle en particulier se produit de toute évidence dans des proportions identiques à celle de la production d'acier. Si cette baisse n'affecte pour l'instant le PIB des pays impérialistes en déclin dans des proportions bien inférieures (de l'ordre de quelques pour cent seulement), c'est parce que la production industrielle représente dans ces pays une faible proportion du PIB : 20 % en France et 26 % au Japon en 2008. L'effondrement comparable de la plus grande partie du PIB de ces pays — celle provenant du secteur tertiaire — se produira donc à rebours, mais à brève échéance. En effet, le maintien des dépenses non productives de ce secteur va nécessairement faire gonfler les déficits et l'endettement des États impérialistes concurrents de la Chine à tous les niveaux de leur économie. Il leur faudra donc nécessairement procéder à des coupes sombres dans les dépenses destinées aux secteurs non productifs de leur économie ! Un politique qui aura évidemment pour contrepartie d'aggraver la contraction des débouchés internationaux. **Ceci rend inévitable la destruction à une échelle sans précédent des emplois des secteurs non productifs dans lesquels la bourgeoisie monopoliste inclut évidemment la fraction sociale des dépenses destinées à ses esclaves salariés : santé, éducation, assurance chômage, aides sociales diverses.** Pour les monopoles des pays impérialistes en déclin, ces dépenses sont aujourd'hui devenues un fardeau insurmontable et injustifiable.

Dans les secteurs non productifs, les monopoles eux-mêmes commencent à sentir cet ajustement naturel et inéluctable. Ainsi, au premier trimestre 2009, TF1 (propriété du groupe Bouygues) a enregistré une chute de 91 % de son résultat net du fait d'une baisse de 27 % de ses recettes publicitaires. (*Le Figaro.fr*, 14/05/2009) Cet effondrement des revenus publicitaires provoqué par l'aggravation de la situation économique des entreprises ne se limite évidemment pas à la France. Ainsi, la société Radio-Canada a récemment annoncé la suppression de 800 emplois (soit 8 % de ses effectifs) en raison de la « dégringolade de ses revenus publicitaires ». (*AP*, 25/03/2009)

Avec un secteur tertiaire ne représentant en 2008 que 40 % de son PIB, contre 10 % pour l'agriculture et 50 % pour l'industrie, l'impérialisme chinois dispose de manière évidente de l'économie la plus efficiente de tous les pays impérialistes. À peine le tiers de la force de travail chinoise est engagée dans les secteurs non productifs de l'économie. **L'impérialisme chinois supporte donc une charge non productive très inférieure, rendant sa main-d'œuvre d'autant plus productive et concurrentielle à niveau technique industriel égal, un avantage décisif que nous avons déjà évoqué dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*.**

Pour bien prendre la mesure de l'ampleur de l'effondrement de la production mondiale d'acier (qui accompagne celle de la production industrielle dans son ensemble), il faut rappeler que l'on doit remonter plus de 70 ans en arrière pour retrouver un effondrement aussi important de la production mondiale d'acier : la crise économique du début des années 1930 s'était traduite par une baisse de 54 % de la production durant la période 1929-1932, c'est-à-dire sur 4 ans ! Durant les périodes 1973-1975 et 1979-1982, la baisse n'avait été respectivement que de 9 et 13 %. En 1989-1992, au moment de la liquidation de l'URSS social-impérialiste, la baisse n'avait été que de 8 %. Enfin, la crise asiatique de 1997-1998 ne s'était traduite que par une baisse de 3 %.

La crise actuelle n'est donc pas une répétition mécanique de celle de 1929. En premier lieu, la division internationale du travail actuelle est bien plus poussée que celle du début des années 1930 et rend les économies de l'ensemble des pays composant le système mondial de l'impérialisme interdépendantes à un degré extrême. C'est pourquoi le protectionnisme généralisé est aussi peu en vogue. En second lieu, si certains symptômes sont identiques, la maladie n'est pas la même : loin d'être une simple crise de surproduction touchant à des degrés assez comparables l'ensemble des pays impérialistes, la crise économique actuelle s'apparente bien plus à une répétition de celle qui a frappé l'URSS social-impérialiste il y a une vingtaine d'années quand son outil industriel incapable de soutenir plus longtemps la concurrence, s'est effondré.

Cependant, si le mécanisme est le même, les analogies s'arrêtent là.

D'abord, il ne s'agit pas aujourd'hui de l'effondrement économique d'un seul pays impérialiste, mais de celle d'une très large coalition de vieux pays impérialistes dont le volume de la production industrielle indigène est insignifiant et comporte une dépendance extrême vis-à-vis de produits manufacturés d'importation (biens intermédiaires). Or ce sont ces pays impérialistes qui ont constitué durant trois décennies le moteur des exportations et donc de la croissance économique des pays dépendants ateliers et de l'impérialisme chinois. L'effondrement de leur économie est donc synonyme d'une contraction sans précédent des débouchés internationaux qui doit nécessairement affecter l'économie de l'ensemble des pays ateliers, l'impérialisme chinois inclus. Cette situation est d'autant plus dangereuse pour l'impérialisme chinois que ses concurrents les plus puissants possèdent encore une avance technologique dans certaines industries de pointe. Certes, l'impérialisme chinois est parvenu à combler une grande partie de son retard au cours des dernières années, mais quelques années supplémentaires auraient été nécessaires pour lui permettre de rattraper ses concurrents dans des domaines comme l'automobile, l'aéronautique civile, l'électronique et les machines-outils. L'impérialisme chinois pousse donc à sa limite les contradictions internes du système mondial de l'impérialisme : à la fois pays impérialiste exportateur de capitaux et pays atelier fournissant le monde bourgeois, son essor menace non seulement d'entraîner la ruine de l'ensemble de ses concurrents, mais aussi sa propre ruine s'il ne parvient pas à gérer habilement l'inversion des polarités en cours. Pour la survie du système mondial de l'impérialisme, il est capital que l'impérialisme chinois parvienne à faire de son marché intérieur, le principal débouché de son économie. En dehors de cette perspective, le système mondial de l'impérialisme sera dans l'impossibilité de rompre la spirale récessionniste dans laquelle il s'est engagé. Mais dans tous les cas, le nouvel ordre impérialiste sera synonyme pour les travailleurs des futures ex-métropoles impérialistes d'un anéantissement de toutes les conquêtes et concessions sociales obtenues au cours de ces deux derniers siècles.

Ensuite, l'URSS social-impérialiste restait, malgré l'existence de puissants centres industriels, un pays encore très rural où près de 24 % de la population était employée dans le secteur agricole en 1979. Aussi, quand des pans entiers de son industrie se sont effondrés, une partie assez importante de l'emploi a pu être préservée. Dans certains pays, une grande partie des masses exploitées urbaines jetées au chômage a même pu retourner à la terre à des fins de survie, d'autant que la propriété d'une grande partie des terres revêtait des formes étatiques ou coopératives. En Albanie ces formes de propriété ont permis à la néo-bourgeoisie compradore d'opérer une réforme agraire redistribuant à la population de petits lopins individuels

destinés à une agriculture de subsistance, permettant ainsi d'atténuer dans une large mesure la contestation sociale. En outre, la dépendance de l'URSS social-impérialiste vis-à-vis de nombreuses marchandises de consommation courante d'importation n'était pas aussi extrême qu'elle ne l'est aujourd'hui pour les pays impérialistes concurrents de la Chine. Il en sera tout autrement de pays impérialistes comme les USA, le Japon ou ceux d'Europe où la majeure partie de la population est employée dans des activités parasitaires dont l'existence est conditionnée directement ou indirectement par l'exploitation des pays dépendants. En effet, dans ces pays, l'agriculture a atteint un degré de concentration très important et la propriété foncière est concentrée entre les mains d'un pourcentage infime de la population. Dans ces pays, la population active employée dans l'agriculture représente d'ordinaire de 1 à 4 % de la population active et l'industrie autour de 20 à 25 %. Les activités non productives y représentent donc aujourd'hui entre 75 et 80 % de l'emploi.

Dans ces conditions, tous les phénomènes de pourrissement social qui se sont exprimés avec force dans la Russie post-social-impérialiste — telles l'explosion du chômage urbain, la criminalité, la dénatalité accélérée, etc. —, s'exprimeront dans ces pays avec une intensité très supérieure quand les lambeaux d'industrie de leur "économie de bazar" s'effondreront en entraînant dans leur chute l'ensemble les secteurs non productifs qui en profitaient. Les économies qui seront issues de cette décomposition seront telles des ombres de spectres : immatérielles ! Les économies ainsi sinistrées se caractériseront alors par la domination d'une masse gigantesque de bras à nourrir devenus inutiles. Dans ce contexte, l'obstacle constitué par une concentration extrême de la propriété foncière ne pourra être surmonté que d'une seule façon dans le cadre des rapports de production bourgeois : la conversion des grandes exploitations agricoles mécanisées en exploitations à faible composition organique employant une main-d'œuvre salariée abondante et bon marché... En effet, une fois privées des subventions des États bourgeois déclarés en faillite, nombre d'exploitations agricoles actuelles se verront dans l'obligation de revoir à la baisse leurs investissements et donc de diminuer leur niveau de mécanisation. "La nature est bien faite" : les armées de chômeurs trouveront alors à s'employer... Pour autant, cela ne permettra pas de résoudre les contradictions sociales, mais seulement de les atténuer dans un premier temps.

Les monopoles russes qui ont survécu à l'effondrement du social-impérialisme soviétique sont ceux qui ne retardaient pas sur la concurrence internationale, à l'instar de son industrie énergétique (pétrole, nucléaire) et des monopoles de son complexe militaro-industriel. De ce point de vue, un effondrement pacifique de l'impérialisme américain et de ses alliés conduirait à la ruine de nombreux monopoles de ces pays, à l'exception de ceux disposant encore d'une avance sensible sur leurs concurrents chinois. Pour quelques années encore, les monopoles du complexe militaro-industriel américain pourraient ainsi espérer jouer un rôle actif sur les marchés internationaux.

Les analystes du LEAP/Europe 2020, s'ils ont bien compris qu'il ne fallait pas comparer la crise économique actuelle à celle de 1929, mais plutôt chercher d'autres références, n'ont pas compris que la référence à « la grande crise mondiale de 1873-1896 » (*Communiqué public GEAB n°35*, 15 mai 2009) était elle aussi hors de propos. Cette crise économique entraîna en effet la naissance et la consolidation d'entreprises monopolistes qui exercèrent une influence déterminante sur l'ensemble la sphère économique et politique. La crise actuelle n'est évidemment pas de cette

nature. Prisonniers d'une analyse des phénomènes extérieurs de la crise économique, les analystes du LEAP/Europe 2020 sont incapables de prendre comme point de départ de la crise les modifications induites au sein de la sphère productive par la division internationale du travail. C'est pourquoi pour eux, cette crise est avant tout "financière".

En 2008, pour la première fois de sa longue histoire (192 ans), la Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui n'est autre que le bras financier de l'État impérialiste français, a enregistré une perte de 1,5 milliard d'euros, contre un bénéfice de 2,5 milliards d'euros l'année précédente. (*Libération.fr*, 09/04/2009) À la fin de l'année 2007, la CDC gérait plus de 200 milliards d'euros d'épargne (livret A) et possédait pour 21 milliards d'euros d'actions, pour l'essentiel au sein des plus gros monopoles français : Veolia (9,85 %), Dexia (8,9 %), Accor (8,6 %), Valéo (6,5 %), Schneider Electric (4,4 %), Areva (3,6 %), Danone (3,6 %), Saint-Gobain (3,0 %), PSA Peugeot Citroën (3,0 %), Suez (2,8 %), EADS (2,2 %), Société générale (2,0 %), Alcatel-Lucent (2,0 %). Avec cette perte, c'est l'existence même du "plan anticrise" financé par la CDC à travers le "Fonds stratégique d'investissement" qui est remise en cause. La perte enregistrée par la CDC est au plus haut point symbolique, car placée sous le contrôle du Parlement, la CDC avait été créée afin de rétablir la confiance dans les finances publiques... Ce déficit préfigure donc l'implosion à venir du "modèle social français" et de "l'État providence" dont l'État impérialiste français ne sera bientôt plus en mesure de financer l'existence.

Incapables de prendre comme base d'analyse le monopole industriel croissant de l'impérialisme chinois dans le cadre de la rupture du monopole détenu par de vieux pays impérialistes sur les moyens de production, il est naturel que les analystes du LEAP/Europe 2020 émettent des suppositions fausses dont voici quelques exemples tirés de leur article *Anticipations 2008-2013 (GEAB n°28, 15 octobre 2008)*.

- De nombreux pays européens seraient beaucoup moins éprouvés par la crise que le continent nord-américain et le Royaume-Uni — qui seraient frappés par « une profonde crise économique et sociale longue de 5 à 10 ans » —, et ne subiraient qu'une « stagnation économique courte d'une durée de 2 à 3 ans ». Cette prévision s'avère déjà fautive, comme le prouvent la récession actuelle et le niveau d'effondrement de leur production industrielle, comparable à celui des pays anglo-saxons. Il faut dire que si la crise de l'endettement était certes plus aiguë aux USA et au Royaume-Uni, l'approfondissement et l'extension rapide de la crise économique au système bourgeois dans son ensemble relèguent au second rang les différences modérées du niveau d'endettement des pays impérialistes, pris dans un même processus de décomposition de leurs dernières branches d'industries. La crise économique fait en effet fondre comme neige au soleil le peu d'épargne dont disposaient encore les populations de certains pays impérialistes en déclin et s'accroître les déficits de leurs États. Dans ces conditions, un taux d'endettement un peu plus faible, ce n'est en somme qu'une courte période de sursis gagnée... À titre d'exemple, durant la période 2005-2008, le taux d'endettement des ménages français est passé de 64,1 à 74,6 % du revenu disponible ! Il serait surprenant que cette évolution ne s'accélère pas davantage encore face à l'explosion du chômage et à l'aggravation des conditions de l'esclavage salarié. L'évolution récente de la dette publique donne un avant-goût du rythme auquel va gonfler la dette des ménages. Au début du mois de mars, le gouvernement français a revu nettement à la hausse

ses prévisions concernant l'augmentation de la dette publique pour l'année en cours. Fixée initialement à 66,0 % du PIB dans son projet de budget 2009, la prévision a été relevée à 73,9 %. (*Reuters*, 04/03/2009) Il faut dire qu'à la fin de l'année 2008, la dette publique avait déjà atteint 68,1 % ! Pour bien prendre la mesure de l'accélération de cette hausse, rappelons que la dette publique est passée de 56,9 % à 63,8 % durant la période 2001-2007.

- Le Japon serait plus touché par la crise économique que de nombreux pays d'Europe, l'Allemagne incluse. Au contraire, comme nous l'avons montré, l'impérialisme japonais est actuellement poussé à renforcer ses liens avec l'impérialisme chinois du fait de la possibilité de moins souffrir de la crise économique que l'impérialisme allemand, à condition que la bourgeoisie japonaise consente à jouer le rôle de principal fournisseur de technologies industrielles de Pékin, dût-il en pâtir dans quelques années...

- Le Brésil et la Russie seraient confrontés, comme la majorité des pays européens, à une brève stagnation économique, alors que l'Inde et la Chine seraient certes moins durement touchés que l'Amérique du Nord, mais plus durement éprouvés que la majorité des pays européens et subiraient ainsi « une récession économique courte d'une durée de 2 à 3 ans ». Cette prévision est démentie depuis plusieurs mois par les statistiques industrielles : de tous ces pays, c'est l'impérialisme chinois qui, à la faveur de son faible taux d'endettement et d'une industrie à la productivité inégalée, a le plus vite sorti la tête hors de l'eau, entraînant dans sa remontée ses plus importants fournisseurs (Japon, Corée du Sud, Russie). Confronté à l'effondrement complet des derniers pans de l'industrie de ses concurrents qui entraînera une contraction des débouchés internationaux bien plus intense qu'actuellement, l'impérialisme chinois ne devra alors la pérennité de son redressement économique qu'à la restauration d'une division internationale du travail lui permettant de faire de son marché intérieur le principal débouché pour son industrie. Deux voies que nous avons déjà détaillées s'offriront alors à lui et la seule difficulté majeure à laquelle il sera confronté sera de parvenir à réaliser cette transition le plus en douceur possible — c'est-à-dire sans que le prolétariat et la paysannerie travailleuse chinois ne souffrent trop durant cette période de transition —, alors même que la bourgeoisie impérialiste chinoise sera placée dans un contexte international de complète débâcle de l'économie de ses concurrents.

- Pour de nombreux pays du continent africain, à l'instar du Mali, la crise économique aurait un « impact marginal ». Si cette prévision pourrait au premier abord sembler logique, l'économie de ces pays étant très peu intégrée et encore très rurale, c'est sans compter sur l'orientation exportatrice de leurs productions agricoles ainsi que sur la réduction des aides caritatives internationales et du volume des transferts de fonds des immigrés que provoquera la crise économique. Ce sont ces canaux qui ont jusque-là permis aux populations de ces pays de survivre tant bien que mal — leur production vivrière étant la plupart du temps insuffisante. Ces pays ont donc aujourd'hui toutes les chances d'être durement éprouvés par la crise économique. Pour les populations de ces pays, la survie elle-même ne pourra être assurée.

- Enfin, les pays producteurs de pétrole du Golfe Persique ainsi que Taïwan, jugés extrêmement dépendants vis-à-vis des USA et du Royaume-Uni, seraient frappés par une récession économique suffisamment forte pour poser

de graves problèmes de « stabilité politique ». Les faits récents prouvent la fausseté de cette prévision. En effet, les élites de ces pays, bien conscientes qu'elles marchent depuis des années sur une planche pourrie, tendent aujourd'hui à renforcer leurs liens avec l'impérialisme chinois. Taïwan en est le meilleur exemple. Au cours du dernier salon transdétroit, les monopoles taïwanais bien déterminés à « profiter du plan de relance chinois » ont ainsi signé des accords concernant une trentaine de projets clefs incluant l'énergie éolienne, l'électronique, la machinerie et la chimie. (*CCTV-F*, 20/05/2009) Si risque majeur d'instabilité politique il y a, ce sera sans aucun doute au sein des métropoles des pays impérialistes déchus et dans les pays ateliers bourgeois-compradore qui sont les plus dépendants d'eux ! Dans ces pays, il apparaît évident que la bourgeoisie aura à affronter une crise économique, sociale et politique d'une ampleur et d'une intensité sans précédent, car les masses populaires chercheront inévitablement à comprendre qui sont les vrais responsables de la crise économique actuelle et à châtier les responsables de la dégradation inouïe de leurs conditions de vie à laquelle le développement de la crise va nécessairement aboutir dans un futur proche.

Les relations bilatérales sino-russes au beau fixe

Les relations économiques bilatérales sino-russes reflètent de manière évidente une situation de bon voisinage : en 2008, le volume du commerce bilatéral s'est monté à 57 milliards de dollars — soit une hausse de près de 19 % par rapport à l'année précédente —, faisant de la Chine le premier partenaire commercial de la Russie. Comme nous l'avons montré dans notre article du mois de juillet 2008, les besoins de l'impérialisme chinois sont en effet en parfaite adéquation avec l'offre des monopoles russes les plus puissants : combustibles fossiles, minerais, technologies militaires et nucléaires ! Pour ces monopoles, la Chine est plus un client qu'un concurrent ! Aussi, face à la crise économique actuelle, l'impérialisme russe ne peut que continuer à voir dans la Chine son client le plus important, et surtout le plus solvable ! Enfin, il serait étonnant que confronté à la baisse des revenus de ses exportations de gaz et de pétrole, l'impérialisme russe n'approfondisse pas encore davantage la coopération économique avec Pékin qui est friand de technologies militaires russes.

La coopération économique sino-russe est si profonde que l'impérialisme russe loue désormais à l'impérialisme chinois de fertiles terres agricoles inexploitées (un potentiel estimé à 20 millions d'hectares !) situées dans ses territoires de l'Extrême-Orient russe (Khabarovsk, Birobidjan). Ainsi, selon le ministère de l'intérieur russe, plusieurs centaines de milliers de paysans chinois vivent déjà sur ces territoires. Les deux partenaires impérialistes profitent de cette collaboration : l'impérialisme chinois y voit une solution pour augmenter sa production agricole et occuper une portion de ses paysans surnuméraires, tandis que l'impérialisme russe reçoit un loyer et perçoit des taxes à l'exportation pour des terres qui ne lui rapportaient rien. En 2008, ces exploitations agricoles d'un nouveau genre ont fourni à la Chine près d'un demi-million de tonnes de soja d'importation. (*Le Monde.fr*, 20/04/2009)

On ne sera donc pas surpris de voir que les relations politiques et militaires bilatérales ne sont pas moins bonnes que les relations économiques. Ces dernières années fourmillent de faits qui prouvent les bonnes relations politiques entre Moscou et Pékin, l'impérialisme russe n'ayant jamais soutenu les tentatives occidentales de déstabilisation de l'impérialisme chinois (Tibet, Taïwan) et l'impérialisme chinois lui

ayant rendu la pareille dans le conflit qui a opposé la Géorgie et l'OTAN à la Russie l'an dernier. L'appui apporté dernièrement par l'impérialisme russe à la proposition chinoise qui demandait l'instauration d'une nouvelle monnaie d'échange internationale remplaçant le dollar fournit un autre exemple des très bonnes relations politiques entre Moscou et Pékin.

Ces relations dépassent d'ailleurs le simple cadre de la non-ingérence dans les affaires de l'autre. Elles sont fondées sur une véritable communauté d'intérêts fondamentaux à l'origine d'une véritable collaboration dans le domaine de la défense. Comme nous allons le voir, ce n'est pas un hasard si c'est au croiseur lance-missiles Varyag — le navire amiral de la flotte russe du Pacifique, classé par l'OTAN comme un bâtiment "tueur de porte-avions" — qu'est revenu l'honneur d'ouvrir la parade internationale organisée le 23 avril à Qingdao à l'occasion du soixantième anniversaire de la naissance de la marine chinoise. De l'aveu du porte-parole de la flotte russe, ce fait « témoigne des relations amicales liant les Marines russe et chinoise ». (*Ria Novosti*, 22/04/2009)

La naissance de la coopération stratégique sino-russe remonte au printemps 1996, quand les dirigeants des deux pays impérialistes se rencontrèrent à Shanghai (en présence des représentants bourgeois du Kazakhstan, du Tadjikistan et du Kirghistan), dans le but de lutter ensemble contre la « menace islamiste à leurs frontières » autant que de « faire contrepoids à l'hégémonie des USA dans la région ». En juin 2001, les cinq de Shanghai rejoints par l'Ouzbékistan créèrent l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) dont le but fondamental était la lutte conjointe contre « **le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux** ». En août 2005, 10000 soldats russes et chinois participèrent à leurs premières manœuvres militaires conjointes. Depuis, l'influence de l'OCS dans la région, loin de s'affaiblir, n'a fait que se renforcer. Ainsi, l'Inde, le Pakistan, la Mongolie et l'Iran comptent aujourd'hui parmi les pays observateurs admis aux réunions de l'OCS qui se pose aujourd'hui de manière évidente comme un contrepoids à l'OTAN et à l'influence de l'impérialisme américain dans la région. L'OCS est donc aujourd'hui constituée en une structure comparable à celle de l'OTAN. L'OCS a pour but fondamental la protection des intérêts fondamentaux de chaque membre face aux appétits des puissances impérialistes en déclin (rassemblées au sein de l'OTAN) que la crise actuelle pourrait pousser à tenter des manœuvres de déstabilisation et même à entreprendre des agressions coloniales.

Mais l'OTAN n'est plus ce qu'elle était il y a encore deux décennies, et les actions récentes des pays impérialistes membres de cette organisation rappellent les derniers soubresauts de l'URSS social-impérialiste dans ses régions périphériques. Les manœuvres récentes de l'OTAN en Géorgie, précédées d'une mutinerie de plusieurs unités militaires en Géorgie elle-même, résonnent comme un aveu de faiblesse au moins aussi équivoque que l'enlèvement des troupes américaines en Irak et des troupes de l'OTAN en Afghanistan. À la faveur de la crise économique, ce sont aujourd'hui de toute évidence les pays membres de l'OTAN qui sont les plus exposés aux tendances séparatistes dans leurs zones périphériques. Unis autour de l'impérialisme chinois, les membres de l'OCS peuvent raisonnablement espérer sortir de la crise en perdant moins de plumes que leurs concurrents de l'OTAN, à la condition que ceux-ci renoncent à dépasser certaines limites. La frontière à ne pas dépasser a été clairement délimitée par les parades militaires récentes des forces armées russes et chinoises.

Les choses ne sont donc pas simples pour les pays impérialistes membres de l'Alliance atlantique : non seulement le rapport de force économique est clairement en leur défaveur, mais le rapport de force militaire joue également clairement en leur défaveur. Aussi, il ne reste plus à l'impérialisme américain qu'à imiter l'URSS social-impérialiste en acceptant résigné de voir s'effondrer les derniers attributs qui ont fait de lui, un siècle durant, une puissance impérialiste d'envergure internationale !

Il y a maintenant deux décennies, le social-impérialisme soviétique assista impuissant à l'effondrement de secteurs clefs de son économie, ruinée par la concurrence de pays ateliers travaillant pour l'impérialisme américain. Ironie de l'histoire, l'impérialisme russe fait aujourd'hui savoir à l'impérialisme américain qu'il doit à son tour s'incliner devant la puissance de l'économie d'un concurrent impérialiste qu'il a contribué à forger !

Dans son discours prononcé au cours du défilé de la victoire du 9 mai 2009, le président russe a tenu à rappeler que la Russie possédait « une armée moderne dotée d'un haut degré de préparation au combat ». Ainsi, « **toute agression contre notre peuple rencontrera une réponse adéquate** ». Le président russe a également ajouté que la victoire sur le nazisme était « une grande leçon pour tous les peuples » : « **C'est une leçon qui est toujours appropriée aujourd'hui, quand à nouveau certains sont tentés de s'engager dans des aventures militaires. C'est pourquoi notre pays a suggéré un nouveau traité de sécurité européenne. (...) Maintenant plus que jamais, il est évident qu'un monde plus sûr est seulement possible si les règles de la loi internationale sont strictement respectées.** » (*Kremlin.ru*, 09/05/2009)

Simple hasard, ou signe des temps, l'impérialisme russe a procédé à une véritable démonstration de forces en engageant deux fois plus d'avions et d'hélicoptères que l'année précédente et en dévoilant ses armements les plus modernes et les plus redoutables : chars T-80 et T-90, canons automoteurs Msta-S, hélicoptères d'attaque Ka-50 et Mil Mi-28, chasseurs chasseurs multirôles et intercepteurs de dernière génération, lance-roquettes multitubes Ouragan et Smerch, missiles nucléaires stratégiques Topol-M, bombardiers Tu-22M3, bombardiers stratégiques Tu-95 et Tu-160, système de missiles antiaériens sol-air S-300 et S-400 Triumph, etc. De l'aveu des médias occidentaux, la revue de cet arsenal a fait « **de ce défilé de la Victoire le plus vaste et spectaculaire de l'histoire récente de la Russie** », sonnante comme un avertissement « visant clairement la Géorgie » (*Reuters*, 09/05/2009) — et par ricochet ses donneurs d'ordre à la tête de l'OTAN !

En effet, ces déclarations du président russe sont intervenues au moment même où l'OTAN procédait à des manœuvres militaires en Géorgie, et trois jours à peine après que le président russe ait qualifié ces manœuvres de « provocation ». (*Xinhua*, 06/05/2009) Le terme « provocation » n'est pas exagéré quand on sait que quelques jours avant le début des manœuvres envisagées par l'Union Atlantique, l'ambassadeur russe auprès de l'OTAN avait averti que « toute démonstration d'autorité le long de nos frontières » était « inacceptable ». Devant le refus de l'OTAN d'annuler ces manœuvres, le diplomate avait alors comparé l'OTAN à un « rhinocéros aveugle ». (*Xinhua*, 29/04/09)

Au même moment, à Moscou, l'impérialisme russe prenait sa revanche en recevant, plusieurs jours durant, le ministre chinois de la défense, dans le cadre d'une longue visite officielle précédant la tenue du sommet de l'OCS à Moscou. Au cours de son entrevue avec le ministre russe de la défense, le représentant de

l'impérialisme chinois a déclaré que « **le partenariat stratégique entre les deux pays avait atteint un nouveau point historique et se retrouvait face à d'importantes opportunités pour le développement** » et que « **dans un contexte de défis graves provoqués par des situations internationales compliquées et la crise financière mondiale en cours** », c'était « **un impératif pour les deux pays de renforcer les liens bilatéraux** » : la Chine, a ajouté le ministre chinois de la défense « **contrera conjointement les différents types de menaces et défis avec la Russie** ». Le ministre russe de la défense, après s'être engagé à « poursuivre le partenariat de coopération stratégique entre les deux pays », a ajouté que la Russie était déterminée à « **renforcer la coopération avec la Chine** » afin de « **surmonter les difficultés créées par la crise et traverser les moments difficiles ensemble** ». (*Xinhua*, 27/04/2009)

L'impérialisme russe qui a vu les revenus de ses exportations s'effondrer doit en effet faire face à une situation économique, politique et sociale de plus en plus difficile. Face à celle-ci, le gouvernement russe prévoit rien que pour l'année en cours de dépenser pas moins de 61 % des 136 milliards de dollars de son Fonds de réserve constitué au cours des années précédentes. (*Ria Novosti*, 31/03/2009).

Au moment même où l'ambassadeur russe mettait en garde l'OTAN, le président russe s'entretenait avec le ministre chinois de la défense. Après avoir insisté sur « l'importance particulière » des relations bilatérales sino-russes qui font selon lui des deux pays « **des partenaires de coopération stratégique** », le président russe a assuré — conforté encore une fois dans cette orientation par la nouvelle provocation de l'OTAN aux frontières de la Russie —, qu'il était déterminé à approfondir cette coopération avec Pékin « **dans tous les domaines, dont l'économie, la défense, la politique technique et militaire** », ce que n'a évidemment pas manqué d'approuver le ministre chinois ! (*Ria Novosti* et *Xinhua*, 29/04/2009)

Comment en effet l'impérialisme russe peut-il espérer dans le contexte actuel de dislocation de l'économie de ses concurrents impérialistes de toujours connaître un futur « **pacifique, heureux et couronné de succès** » (selon les mots employés par le président russe pour clore son discours du 9 mai), sans rester — comme il l'est depuis plusieurs années déjà —, un des partenaires privilégiés de Pékin ? Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour croire raisonnablement que l'impérialisme russe puisse aujourd'hui adopter une position antagoniste à celle de Pékin. À l'instar de nombreux pays exportateurs de pétrole, l'impérialisme russe a été la première victime de la récession économique des pays impérialistes concurrents de la Chine. Selon l'Office national fédéral des statistiques russe, le PIB de la Russie s'était contracté de 9,5 % au premier trimestre 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. (*Xinhua*, 16/05/2009) Pour l'impérialisme russe, seul le renforcement des liens avec l'impérialisme chinois semble pouvoir compenser, au moins partiellement, le manque à gagner provoqué par l'effondrement de ses commandes en Europe.

L'avertissement lancé par l'impérialisme russe prend donc une signification particulière dans le contexte de l'effondrement économique imminent de l'impérialisme américain (et de ses alliés), que la débâcle économique pourrait encourager à convoiter la zone d'influence de l'impérialisme russe et même ses vastes territoires nationaux... En demandant aux pays impérialistes d'Europe un nouveau traité de sécurité européen, l'impérialisme russe a clairement recommandé aux pays européens participant aux manœuvres de l'OTAN de se désolidariser de sa politique provocatrice menée sous le leadership de l'impérialisme américain.

Il résonne également comme une mise en garde adressée à ces mêmes pays impérialistes, s'ils étaient tentés de se lancer dans une guerre contre l'impérialisme chinois, l'impérialisme américain et ses alliés de l'OTAN pourraient difficilement espérer ne serait-ce qu'une neutralité de l'impérialisme russe, qui continuerait alors de toute façon à rester le fournisseur de technologies militaires privilégié de l'impérialisme chinois !

De part et d'autre, les deux blocs impérialistes font ainsi étalage de leur puissance, cherchant à s'intimider mutuellement et à sonder les forces et la détermination de l'adversaire. C'est également dans ce cadre qu'il faut replacer les sanctions prises à l'initiative de l'impérialisme américain et de ses alliés contre l'Iran et la Corée du Nord (RPDC) sous le prétexte que ces pays possèdent un programme nucléaire. Ces sanctions sont, est-il besoin de le souligner, sans le moindre effet sur les pays "sanctionnés", la Chine et la Russie refusant systématiquement de les appliquer. Il faut dire que depuis des années, la Chine est le premier partenaire commercial de la RPDC et de l'Iran. Quant à la Russie, elle achève en ce moment la construction de la centrale nucléaire de Bushehr, située dans le sud de l'Iran. Avec la RPDC, la Chine entretient des relations non seulement d'État à État, mais également de Parti à Parti. C'est pourquoi il est tout simplement inconcevable que ces deux pays adoptent des positions en contradiction avec les intérêts géopolitiques de l'impérialisme chinois et de l'impérialisme russe.

L'impérialisme chinois semble même prendre un malin plaisir à narguer son concurrent américain. À la fin du mois de février, la RPDC avait averti les organismes internationaux de transport maritime et aérien qu'elle procéderait à un tir de fusée au début du mois d'avril. Les réactions ne se firent pas attendre : au début du mois de mars, le gouvernement japonais avertissait Pyongyang que le Japon « se tenait prêt à abattre tout lanceur nord-coréen qui se dirigerait vers son territoire ». La RPDC répondit alors qu'une interception de sa fusée équivaldrait à une déclaration de guerre. (*AFP*, 12/03/2009) Très loquaces quand il s'agissait de dénoncer la "provocation" nord-coréenne, l'OTAN et les médias occidentaux restèrent évidemment muets sur le déroulement manœuvres militaires annuelles de l'impérialisme américain en cours en Corée du Sud. Ces exercices militaires, visant officiellement à repousser une invasion nord-coréenne, avaient duré plus d'une dizaine de jours et avaient impliqué plus de 50 000 soldats sud-coréens et 26 000 soldats américains. (*Xinhua*, 09/03/2009) L'impérialisme américain espérait alors sans aucun doute que cette démonstration de force aurait un effet dissuasif qui ferait reculer la RPDC. Pour une première, l'administration Obama a donc fait les choses en grand, mobilisant plus de soldats et sur une plus longue période que les années précédentes. Plus de la moitié de l'effectif américain provenait en effet d'autres bases américaines situées hors du territoire sud-coréen. Finalement, quelques jours avant l'échéance du lancement le secrétaire américain à la Défense déclara que l'armée américaine n'intercepterait pas le lanceur de la RPDC. (*Xinhua*, 29/03/2009) Devant la détermination de la RPDC et le soutien sino-russe évident dont elle bénéficiait, la grenouille américaine commença donc à se dégonfler...

Quand au début du mois d'avril, la RPDC procéda au lancement de sa fusée destinée à mettre en orbite un satellite, les chiens qui avaient aboyé un mois durant continuèrent à aboyer, mais s'abstinrent bien de détruire le lanceur nord-coréen ! L'OTAN condamna aussitôt ce lancement comme une "provocation" représentant une "menace pour la paix", tandis que la Chine et la Russie s'opposèrent au sein de l'ONU à l'adoption de sanctions.

Devant le mutisme de la "communauté internationale" face aux récents exercices militaires américains en Corée du Sud et en réponse aux protestations de l'impérialisme américain et de ses alliés qui souhaitaient obtenir une condamnation internationale du lancement nord-coréen, le ministère des Affaires étrangères de la RPDC annonça « **que la RPDC renforcerait son autodéfense, en procédant notamment à des essais nucléaires et aux tirs de missiles balistiques intercontinentaux, si le Conseil de sécurité de l'ONU ne présentait pas ses excuses pour "atteinte à la souveraineté" de la RPDC** ». Le jour même, l'impérialisme chinois et la RPDC décidaient « de renforcer leurs relations militaires » et « de faire progresser leur partenariat stratégique et de coopération ». (*Xinhua*, 29/04/2009) Devant l'impossibilité de faire adopter une résolution par le Conseil de Sécurité de l'ONU, étant donné le droit de veto russe et chinois, l'impérialisme américain dut se résoudre à se limiter à des sanctions économiques unilatérales et demanda à ses partenaires d'adopter « de nouvelles sanctions contre trois sociétés nord-coréennes, réclamant aux pays en affaires avec elles de geler leurs avoirs ». (*AP*, 24/04/2009) En réponse à ces sanctions, la Chine et la Corée du Nord s'engagèrent quelques jours après à « renforcer leurs coopérations scientifiques et technologiques », le vice-ministre chinois des Sciences et de la technologie offrant même pour un demi-million de yuans de matériel informatique à l'Académie nationale des sciences de la RPDC ! (*Xinhua*, 07/05/2009)

Loin de chercher à apaiser son allié nord-coréen, comme il le faisait encore quelques années auparavant pour ne pas se mettre à dos les investisseurs étrangers, l'impérialisme chinois jette aujourd'hui de l'huile sur le feu et montre à ses concurrents qu'il n'est plus prêt à faire de concessions majeures.

Quant au suivisme apparent de l'impérialisme japonais, il semble découler d'une volonté de faire illusion auprès de l'impérialisme américain. En effet, peu après le lancement nord-coréen, a eu lieu une rencontre entre les premiers ministres japonais et chinois. Au cours de cet entretien, au cours duquel l'affaire du lancement nord-coréen a été abordée, le premier ministre chinois a déclaré que les deux pays partageaient « plus d'intérêts et de responsabilités communs dans le contexte de crise » et devaient « **promouvoir des relations stratégiques réciproques et contribuer à la stabilité et au développement de l'Asie ainsi que du reste du monde** », lançant ainsi de manière évidente à l'impérialisme japonais une invitation à prendre ses distances avec son ancien allié américain et à se lier encore plus étroitement à l'impérialisme chinois... Une invitation qui n'a semble-t-il pas laissé insensible le premier ministre japonais qui a répondu « accorder beaucoup d'importance à ses relations avec la Chine », et « **être impatient de visiter la Chine pour discuter du renforcement des échanges et de la coopération, de la lutte contre la crise financière, et de l'amélioration des relations bilatérales** ». (*Xinhua*, 11/04/2009)

Cette visite à Pékin du premier ministre japonais a débuté le 29 avril, mais comme nous le verrons un peu plus loin, l'impérialisme japonais — à l'instar de la Corée du Sud —, n'avait pas attendu cette visite pour donner la preuve matérielle qu'il acceptait ce renforcement des relations stratégiques avec l'impérialisme chinois... À la fin du mois d'avril, la Corée du Sud avait démontré qu'elle ne tenait pas rigueur à Pékin pour son soutien à la RPDC en envoyant son ancien ministre de la défense rencontrer le chef d'état-major général de l'armée chinoise. Les deux parties ont convenu à Pékin « de renforcer leurs relations militaires ». L'envoyé sud-coréen a affirmé que son pays « adhère à la politique d'une seule Chine » et

souhaitait « travailler avec la Chine pour promouvoir les relations bilatérales ». (*Xinhua*, 29/04/2009) Le moins que l'on puisse dire, c'est que la diplomatie chinoise s'est montrée particulièrement active et efficace au cours des derniers mois...

L'affaire du lancement nord-coréen est un exemple illustrant parfaitement la rivalité inter-impérialiste principale contemporaine. Le lancement réussi d'un missile iranien sol-sol d'une portée de 2 000 km décrit comme un « outil défensif contre les invasions » (*Xinhua*, 20/05/2009), survenant deux jours à peine après les dernières menaces américaines de nouvelles « sanctions internationales » contre l'Iran est un autre revers de taille récente pour l'impérialisme américain et son camp retranché régional israélien. Ce revers leur prouve que l'habituel recours au colonialisme est aujourd'hui devenu très risqué pour eux. Pour l'impérialisme chinois, l'Iran et la RPDC sont des tests lui permettant de sonder la détermination de l'impérialisme américain, d'évaluer le soutien international dont il jouit et d'intimider les concurrents qui voudraient recourir à la guerre pour chercher à l'anéantir. Et bien forcé de reconnaître qu'aujourd'hui, l'impérialisme américain semble hésiter à perpétrer des agressions coloniales dirigées contre des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme chinois ! Certes, il montre les crocs et aboie bruyamment, mais il semble hésiter à faire davantage !

D'abord, outre la perspective réelle de défaite militaire face à l'impérialisme chinois et à ses garde-fous, il y a aussi les problèmes de financement, car le colonialisme coûte cher. À la fin du mois d'avril, devant le risque que « **les troupes américaines** » « **viennent à manquer de financement d'ici à la mi-mai** », le secrétaire américain à la Défense avait exhorté la Commission des finances du Sénat à accepter « **le plus vite possible** » le déblocage de 85 milliards de dollars demandés par Obama pour continuer à financer l'occupation coloniale du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Irak au cours de la fin de l'année fiscale 2008/2009. Deux semaines plus tard, la Chambre des représentants donnait son accord — à une très large majorité des députés démocrates et républicains (86 %) — à l'octroi d'une enveloppe gonflée à hauteur de 97 milliards de dollars. Mais combien de temps encore l'impérialisme américain va-t-il pouvoir continuer à creuser le gouffre de ses dettes ?

Ensuite, l'impérialisme américain doit bien sentir que les alliés sur lesquels il s'appuyait sont aujourd'hui sur le point de l'abandonner au bord de la route... Ceci vaut non seulement pour le Japon et la Corée du Sud, mais aussi pour ses alliés impérialistes traditionnels de l'OTAN. Et l'influence croissante de l'impérialisme chinois déborde largement de la région asiatique. Elle se ressent sur tous les continents, l'Amérique Latine incluse. Ainsi, le président brésilien a annoncé récemment vouloir « renforcer vigoureusement son partenariat stratégique avec la Chine » qui est déjà son premier partenaire commercial. (*Xinhua*, 14/05/2009)

En ces temps de crise, le colonialisme lui-même est devenu un luxe que certains pays impérialistes en déclin ne peuvent plus assumer, devant ainsi se résoudre à se recentrer quelques objectifs clefs. Ainsi, à la fin du mois de janvier, le premier ministre français a annoncé son intention de réduire de 13 000 à 10 000 hommes les forces d'occupation de l'impérialisme français stationnées à l'étranger (dont la moitié en Afrique) :

« **Dans certaines régions du monde, où notre présence se révèle moins déterminante, il convient de réduire notre contribution (...)** Les moyens de la France ne sont pas infinis. » (*Reuters*, 28/01/2009)

Énergies renouvelables : un exemple du dynamisme de l'impérialisme chinois

Dans une société humaine transformant à grande échelle les moyens de production, l'approvisionnement énergétique est une composante essentielle de la production sociale. Le mode de production bourgeois, caractérisé par l'extorsion du profit maximal, a naturellement opté pour les sources d'énergie les moins coûteuses à court terme. L'exploitation de combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) a ainsi assuré l'essentiel des besoins énergétiques du capitalisme au cours des deux derniers siècles. Malgré l'existence de savoir-faire technique et de sources d'énergies renouvelables inépuisables à l'échelle humaine (hydraulique, éolien, solaire), les sources d'énergie fossiles dont les réserves sont pourtant limitées fournissent donc aujourd'hui encore la quasi-totalité de la production énergétique mondiale.

Durant la période 1975-2008 ont été produits des modules photovoltaïques pour une puissance installée cumulée de 18,3 GW. Un chiffre insignifiant au regard des besoins énergétiques mondiaux.

Et pourtant, malgré son insignifiance, la maîtrise du processus industriel de leur fabrication ne date pas d'hier. Ce n'est qu'au cours de ces dernières années que la production de cellules photovoltaïques a véritablement décollé, même si l'altitude atteinte ne risque pas de donner le vertige : en 1997, la puissance cumulée des cellules photovoltaïques produites depuis 1975 ne se montait qu'à 0,8 GW ! Rien qu'en 2003 furent produits pour 0,7 GW de cellules photovoltaïques, en 2007 pour pas moins de 3,8 GW en en 2008 pour plus de 5,9 GW ! Ainsi, en 2008, on a produit près de la moitié du total des cellules photovoltaïques produites depuis 1975 !

Le coût par watt installé est passé de 7 à moins de 4 dollars durant la période 1987-2001. Malgré cette baisse, le coût d'installation de centrales photovoltaïques reste encore très supérieur à celui des centrales thermiques. Il faut dire que la fabrication de cellules photovoltaïques nécessite de grands volumes de silicium d'une grande pureté, qui à l'instar de celui utilisé dans l'industrie électronique, coûte encore cher à produire, bien trop cher pour pouvoir se faire une place dans le cadre des rapports de production bourgeois.

L'utilisation, actuellement marginale, de l'énergie photovoltaïque n'est pourtant pas dénuée d'intérêt, même si l'on ne se trouve pas à une latitude proche des tropiques. Alors que la durée de vie estimée des cellules produites actuellement est d'au moins trois décennies, il ne faut par exemple que quelques années au maximum à une cellule photovoltaïque pour générer l'énergie qu'a consommée sa fabrication — moins de 3 ans à Paris et moins de 2 ans à Marseille pour une installation en toiture.

Passons maintenant à un état des lieux de la production photovoltaïque mondiale. Nous ne nous attarderons pas sur les capacités installées étant donné leur insignifiance — à la fin de l'année 2007, la capacité mondiale installée se montait à seulement 9,2 GW. Le premier producteur mondial d'énergie photovoltaïque était l'Allemagne avec une capacité de production installée de 3,8 GW, suivie du Japon avec 1,9 GW et des USA avec 0,8 GW —, mais plutôt à un examen de l'évolution de la structure de la production mondiale.

En 2001 à Wuxi fut fondée Suntech Power. L'entreprise chinoise commença à livrer ses premiers modules photovoltaïques l'année suivante.

En 2005, la production de Suntech Power ne se montait encore "qu'à" 19 % de celle du japonais Sharp et à 50 % de celle de l'allemand Q-Cells — alors

respectivement premier et deuxième fabricants mondiaux. Suntech Power était alors le 8^{ème} producteur mondial et sa part dans le total mondial ne se montait qu'à 4,6 %.

En 2007, la production de Suntech Power talonnait celle de ses deux plus gros concurrents et se montait désormais à 90 % de celle de Sharp et à 84 % de celle de Q-Cells. En seulement deux ans, la part de Suntech Power dans le total mondial s'était élevée à 8,8 %.

En 2007, les dix plus gros fabricants de cellules photovoltaïques totalisaient près de 59 % de la production mondiale. Parmi eux on comptait 4 entreprises japonaises (Sharp, Kyocera, Sanyo et Mitsubishi) totalisant 22,9 % de la production mondiale, 2 entreprises allemandes (Q-Cells et Solarworld) totalisant 13,9 % de la production mondiale, 2 entreprises chinoises (Suntech Power et Boading Yingli) totalisant 12,6 % de la production mondiale, 1 entreprise taïwanaise (Motech) représentant 5,3 % de la production mondiale et 1 entreprise américaine (SunPower) représentant 4,0 % de la production mondiale.

En 2007, la Chine était devenue le deuxième producteur mondial, derrière le Japon mais devant l'Allemagne, une performance d'autant plus significative si l'on a en vue la jeunesse des challengers chinois. Durant la période 2003-2007, la part de la Chine dans la production mondiale est passée de 1 à 18 %. Les USA, pourtant pionniers dans la conception des cellules photovoltaïques n'étaient plus que le cinquième producteur mondial.

En 2008, Suntech Power est devenu le premier fabricant mondial de cellules photovoltaïques et a annoncé avec fierté être le premier fabricant à disposer d'une capacité de production annuelle de 1 000 MW.

Au début de l'année 2008, est entrée en service la plus grosse installation photovoltaïque du monde disposant d'une puissance installée de 46 MW. Située à Amareleja au Portugal, elle était équipée de panneaux solaires fournis par le fabricant chinois Boading Yingli.

À la fin du mois d'octobre 2008, Helios Technology, le premier constructeur italien de modules photovoltaïques a pris commande de 70 MW de waffers de silicium polycristallins produits par le fabriquant chinois LDK Solars, fournissant ainsi une parfaite illustration de l'élargissement croissant de "l'économie de bazar" !

En 2008, la Chine a exporté 98 % de sa production photovoltaïque. Mais depuis peu est apparue une nouvelle tendance : prenant au pied de la lettre les préoccupations "écologiques" de leurs concurrents aux abois, les dirigeants chinois ont décidé de prouver qu'eux aussi étaient soucieux de "développement durable" ! Au mois de mars 2009, le gouvernement chinois a ainsi annoncé la mise en place d'une subvention de 20 yuans par watt photovoltaïque installé pour les installations d'une puissance supérieure à 50 KW, couvrant ainsi environ la moitié du coût d'installation.

À la fin de l'année 2007, la puissance photovoltaïque installée sur le territoire chinois se montait à seulement 0,1 GW alors que la capacité électrique installée se montait à 710 GW. Le photovoltaïque représentait ainsi 1 % des capacités électriques chinoises. En 2007, l'industrie a représenté 78 % de la consommation électrique chinoise. Les centrales thermiques représentaient 75 % de cette capacité, les centrales hydroélectriques environ 20 %, les centrales nucléaires à peine 2 % et enfin les centrales éoliennes près de 1%.

Mais malgré l'importante aide gouvernementale — 20 millions de yuans du MW — (qui sera certainement limitée à l'installation de quelques centaines de MW), il

apparaît aujourd'hui difficile à la production d'énergie photovoltaïque de peser réellement dans la balance énergétique chinoise : ce ne sont pas quelques centaines de MW installés qui pourront peser face aux centaines de GW de capacités thermiques installées.

Voilà ce qu'il en est de la vitrine technologique des énergies dites "propres".

Voyons maintenant l'évolution de la production d'une autre énergie renouvelable : l'énergie éolienne. Cette dernière a pour avantage essentiel, par rapport à l'énergie photovoltaïque, d'avoir un coût d'installation de l'ordre d'un dollar par watt. En outre, l'éolien possède un rendement de conversion énergétique pouvant atteindre 50 %, qui ajouté à une exploitation verticale de l'énergie des flux d'air, permet l'installation de grandes capacités sur des surfaces très réduites, y compris sur des terrains agricoles. En revanche, elle a pour inconvénient un coût de maintenance supérieur, induit par l'usure d'éléments mécaniques inexistantes sur les modules photovoltaïques.

Durant la période 1995-2008, les capacités éoliennes installées dans le monde sont passées de 4,8 GW à 121,2 GW. Les capacités de production actuelles représentent une production annuelle de 260 TWh, soit 1,5 % de la consommation électrique mondiale. En 2008, la production éolienne a couvert 7,5 % de la consommation d'énergie électrique de l'Allemagne et 11 % de celle de l'Espagne. Leurs aérogénérateurs ont produit plus de 71 TWh.

Capacités éoliennes installées				
Source : WWEA (02/2009)	2008		2004	
	GW	Part du total mondial	GW	Part du total mondial
USA	25,2	20,8 %	6,7	14,0 %
Allemagne	23,9	19,7 %	16,6	34,8 %
Espagne	16,7	13,8 %	8,3	17,4 %
Chine	12,2	10,1 %	0,8	1,7 %
Inde	9,6	7,9 %	3,0	6,3 %
Italie	3,7	3,1 %	1,3	2,7 %
France	3,4	2,8 %	0,4	0,8 %
Royaume-Uni	3,3	2,7 %	0,9	1,9 %
Danemark	3,2	2,6 %	3,1	6,5 %
Portugal	2,9	2,4 %	0,5	1,0 %
Canada	2,4	2,0 %	0,4	0,8 %
Pays-Bas	2,2	1,8 %	1,1	2,3 %
Japon	1,9	1,6 %	0,9	1,9 %
Australie	1,5	1,2 %	0,4	0,8 %
Irlande	1,2	1,0 %	0,3	0,6 %
Suède	1,1	0,9 %	0,5	1,0 %
Autriche	1,0	1,8 %	0,6	1,3 %
Grèce	1,0	0,8 %	0,5	1,0 %
Total cumulé	116,4	96,0 %	46,3	97,1 %
Monde	121,2		47,7	

La croissance importante de l'éolien au cours de ces dernières années est directement imputable à l'essor de l'impérialisme chinois qui en maintenant une forte pression sur le cours des matières premières, a contribué à la flambée du prix du pétrole qui a rendu plus compétitive l'énergie éolienne. On peut donc s'attendre à ce

qu'en l'absence de subventions, les nouvelles capacités installées baissent en 2009 du fait de l'effondrement récent du prix du pétrole.

Si 12 GW peuvent au premier abord sembler être une goutte d'eau dans la production électrique chinoise, il ne faut pas perdre de vue l'essor fulgurant de l'éolien chinois qui a fait de la Chine « le marché éolien le plus dynamique ». (*Rapport mondial 2008 sur l'énergie éolienne*, World Wind Energy Association [WWEA], février 2009) En 2004, la Chine n'était que le dixième producteur mondial d'énergie éolienne. En 2008, elle est devenue le quatrième. Au rythme de développement annuel moyen des quatre dernières années (+ 113 %), la Chine deviendrait le premier producteur mondial d'énergie éolienne à la fin de l'année 2010 ! Alors qu'en 2007 les autorités chinoises s'étaient fixé comme objectif une capacité installée de 30 GW d'ici l'horizon 2020, elles viennent de réviser considérablement à la hausse leur objectif à 100 GW ! (*AFP*, 05/05/2009)

Alors qu'en 2004, la Chine ne produisait que des aérogénérateurs d'une puissance maximale de 0,75 MW, elle produit aujourd'hui des aérogénérateurs d'une puissance de 1,5 à 2 MW (pour un diamètre de pales allant de 70 à 80 mètres), soit la gamme de puissance la plus répandue dans le parc éolien mondial. Ainsi, le parc éolien de Fowler Ridge (Indiana) actuellement en cours d'installation disposera d'une puissance installée de 0,75 GW fourni par 222 éoliennes d'une puissance unitaire allant de 1,6 à 2,5 MW. Seuls de rares constructeurs proposent des puissances supérieures pouvant aller jusqu'à 6 MW pour un diamètre de pales allant jusqu'à 120 mètres (6 MW pour l'allemand Enercon, 5 MW pour le néerlandais Darwind et les allemands Bard, Repower et Multibrid, 3,6 MW pour l'américain GE Energy), mais ces puissances sont destinées à l'exploitation offshore où le coût du mât et de l'ancrage pousse à limiter au maximum la multiplication de ces coûteuses structures. La Chine, elle, est intéressée par l'installation d'aérogénérateurs à l'intérieur des terres où les très grandes puissances unitaires ne sont pas primordiales.

À la fin de l'année 2008, l'exploitation éolienne offshore représentait seulement 1,2 % de la puissance mondiale installée. Même si cette niche reste encore hors de portée de l'impérialisme chinois, il n'a pas de quoi s'en inquiéter. Si la Chine se soucie si peu de l'exploitation offshore, c'est que la Mongolie intérieure représente à elle seule 40 % du potentiel de production éolien chinois. À la fin de l'année 2008, plus du quart des capacités chinoises installées se trouvaient en Mongolie intérieure et les autorités chinoises prévoient pour cette année d'augmenter de moitié de la puissance installée dans cette région.

En 2007, les dix premiers constructeurs mondiaux ont fourni pour 20 GW d'aérogénérateurs. La part du danois Vestas s'est montée à 22,5 % de ce total, contre 16,5 % pour l'américain GE Energy, 15,3 % pour l'espagnol Gamessa et 13,5 % pour l'allemand Enercon. Les chinois Goldwind et Sinovel, respectivement 8^{ème} et 10^{ème} constructeurs mondiaux ont fourni ensemble 7,5 % de cette production. Goldwind qui avait été fondée en 1998 comptait 83 employés en 2002 et 1491 en 2008.

L'essor du secteur éolien chinois se rattache directement aux modifications du rapport de forces inter-impérialiste contemporain : dès 2006, avec la mise en œuvre de la loi sur les énergies renouvelables, le gouvernement chinois a subventionné le développement de l'énergie éolienne. À travers cette loi, le gouvernement chinois a décidé que la différence de prix entre l'électricité provenant de sources renouvelables et l'électricité provenant de centrales thermiques devait être répartie sur l'ensemble du secteur électrique. Une première taxe de 0,001 yuan au kWh fut ainsi instaurée.

En 2007, cette taxe rapporta 3 milliards de yuans qui furent utilisés dans le secteur de l'énergie photovoltaïque et éolienne. En 2008, le montant de la taxe fut porté à 0,002 yuan au kWh afin de consolider cette politique.

En 2008, les autorités chinoises ont défini le développement des énergies renouvelables comme étant une des composantes « du plan de stimulation de la demande intérieure », ce que ne manquent pas de souligner les analystes bourgeois attentifs qui remarquent « qu'en réponse à la crise financière », « **le gouvernement chinois a identifié le développement de l'énergie éolienne comme un des secteurs clefs de croissance économique** ». (*Global Wind 2008 Report*, Global Wind Energy Council [GEWC], p. 9.) Pour les diplomates des pays impérialistes concurrents de la Chine, cette stratégie chinoise montre un souci évident pour « la sécurité de l'approvisionnement en énergie primaire » : en effet, « la guerre en Irak », a fait prendre conscience à l'impérialisme chinois de « **la fragilité de l'approvisionnement venant du Moyen-Orient** ». (Contexte énergétique chinois, *Ambassade de France en Chine*). Pour la Chine, l'éolien est une des solutions qui réponde parfaitement à ce souci : l'essentiel du potentiel éolien chinois se situe à l'intérieur des terres (Mongolie intérieure, Gansu, Xinjiang).

Dernièrement, le fabricant danois Vestas, actuel leader mondial du secteur, a annoncé qu'il allait supprimer près de 2000 emplois dans ses unités de production en Europe du Nord, non pas parce que le groupe est en difficulté (son bénéfice ayant bondi de 70 % l'année passée), mais uniquement parce qu'il a enregistré « une baisse d'activité structurelle en Europe au détriment d'autres marchés du monde qui offrent de meilleures perspectives comme les États-Unis et la Chine ». (*Enerzine.com*, 28/04/2009) Dans le même temps, il annonçait son intention d'accélérer la production de turbines de 0,85 MW destinées au marché chinois. Et effectivement, les USA et la Chine ont contribué respectivement à hauteur de 30,8 % et de 23,1 % aux 27,3 GW de capacités installées dans le monde en 2008 ! Alors que l'Europe contribuait pour plus de 70 % aux nouvelles capacités installées en 2004, sa part n'était plus que de 32 % en 2008. Si l'année 2009 a toutes les chances de marquer un effondrement de la croissance de l'éolien américain, il en va tout autrement de la Chine qui procède actuellement à la construction du futur plus grand champ éolien du monde. La première phase de ce projet devrait ajouter une capacité de 3,8 GW d'ici 2010.

Ce recentrage sur les marchés les plus dynamiques et en particulier sur le marché chinois est d'autant plus fondamental qu'en 2008, « les fabricants d'éoliennes chinois ont commencé pour la première fois à exporter leurs produits ». Il faut dire que les capacités de production des fabricants chinois se montaient déjà à plus de 8 GW en 2008. Selon le rapport cité du WWEA, il faut donc s'attendre à ce qu'ils comptent bientôt « parmi les plus importants fournisseurs mondiaux ».

C'est aussi ce que remarquent les analystes du GWEC qui soulignent que « **l'industrie manufacturière chinoise devient de plus en plus mûre, s'étirant sur la chaîne d'approvisionnement entière** ». Profitant de cette autonomie croissante, les constructeurs chinois affichent désormais leur ambition de conquérir les marchés internationaux. Selon le GWEC les autres constructeurs doivent s'attendre « à l'arrivée de turbines chinoises relativement bon marché ». Le 2 février 2009, Goldwind a livré pour la première fois 6 de ses aérogénérateurs à l'étranger (Cuba). Un an auparavant, le 1^{er} février 2008, Goldwind était devenu l'actionnaire majoritaire (70 %) du constructeur allemand Vensys Energy qui était son principal fournisseur de technologies depuis 2001. Pour 437 millions de yuans le premier

constructeur chinois s'est ainsi offert un précieux savoir-faire qui lui permettra de s'affranchir d'une partie croissante de composants de fabrication étrangère.

De son côté, le gouvernement chinois a clairement décidé de soutenir la production nationale : ainsi en avril 2008, le ministre chinois des finances annonçait la suppression de l'exemption des taxes à l'importation pour les aérogénérateurs d'une puissance inférieure à 2,5 MW. En août 2008, il annonçait le subventionnement de parcs éoliens de fabrication nationale — c'est-à-dire fabriqués par des entreprises dont le capital est détenu à plus de 51 % par des investisseurs chinois et utilisant au moins 70 % de composants locaux — à hauteur de 600 yuans du KW installé pour les 50 premiers aérogénérateurs d'une puissance supérieure au mégawatt. La construction d'un parc où seraient installées 50 éoliennes de 1,5 MW se verrait accorder une subvention de 45 millions de yuans, soit environ 5 millions d'euros.

Pour les observateurs attentifs, il est aujourd'hui évident que « la Chine est en train d'émerger comme un acteur de taille de l'éolien, aussi bien pour la capacité installée que pour la fabrication de turbines, dont elle pourrait être le premier pays producteur dès 2009 ». Selon eux, la croissance chinoise « n'aurait pu avoir lieu sans l'émergence d'une base industrielle pour la fabrication de turbines, qui, elle aussi, a pris tout le monde de court : en trois ans, les fabricants chinois, qui se limitaient à des petites turbines et importaient des composants, sont devenus capables de fabriquer des turbines de 1,5 et 2 mégawatts (MW), (3 MW en 2009). » (La Chine, premier producteur en 2009 ?, *Le Monde*, 01/10/2008)

Alors que la crise économique actuelle menace de sabrer la demande mondiale en aérogénérateurs (Chine exclue), les grands fabricants mondiaux se concentrent désormais sur le marché chinois. Hélas pour eux, les constructeurs chinois y renforcent leur implantation, bénéficiant à la fois des avantages concurrentiels de la main-d'œuvre chinoise et du soutien indéfectible de l'impérialisme chinois. Selon le vice-président de la Chinese Wind Energy Association, « un bas prix est l'avantage principal des turbines chinoises ». (Winds of Change, *China Daily*, 05/03/2008) En 2006, les constructeurs étrangers (tels Vestas et Gamesa) s'approprièrent encore 66 % des nouvelles capacités installées en Chine. En 2007, leur part était déjà tombée à 44 %, soit une proportion inférieure à Goldwind dont la part se montait à 45 % ! Face à cette situation catastrophique, les constructeurs étrangers n'ont d'autre choix que de délocaliser l'ensemble de leurs chaînes de production afin de pouvoir produire à des coûts comparables à leurs concurrents chinois.

C'est ce que reconnaissent ouvertement les dirigeants de Nordex. En 2007, le constructeur danois possédait une chaîne de production de rotors sur le sol chinois qui utilisait 70 % de matériels importés d'Europe, une proportion désormais insuffisante pour espérer être compétitifs face à Goldwind :

« Notre stratégie est la suivante ; si nous voulons être compétitifs sur le marché chinois, nous devons nous fournir à 95 % sur le marché local dans les deux ans à venir. » (Winds of Change, *China Daily*, 05/03/2008)

Au début de l'année 2008, les grands constructeurs mondiaux comme Vestas, Gamesa, GE Energy et même l'indien Suzlon avaient décidé de suivre ce mouvement et construisaient désormais des chaînes de production en Chine ! À lui seul, Vestas emploie aujourd'hui plus de 1 800 personnes en Chine...

Quel est donc au final le bilan énergétique mondial actuel de la production des énergies renouvelables ?

« Éoliennes, panneaux solaires, batteries pour les voitures électriques... La Chine est devenue le leader mondial des technologies propres. » (La Chine, nouveau géant des "marchés verts", *Le Figaro.fr*, 17/03/2009)

La Chine, qui avait signé le protocole de Kyoto et avait même inscrit dans sa loi sur les énergies renouvelables son objectif de produire 15 % de son énergie à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020, semble aujourd'hui bien partie pour tenir ses engagements. Il est vrai, comme on l'a vu, que l'impérialisme chinois a un intérêt stratégique à la diversification de son approvisionnement énergétique. L'impérialisme chinois mettra donc tout en œuvre pour réduire sa dépendance pétrolière et s'assurer de la continuité de son approvisionnement énergétique dans les périlleuses situations internationales à venir.

C'est dans cette optique que la Chine a lancé à une grande échelle le développement de son programme nucléaire civil. La Chine compte aujourd'hui 11 réacteurs nucléaires représentant une capacité installée de 9 GW et 24 autres réacteurs sont actuellement en construction. Après avoir testé plusieurs types de réacteurs nucléaires étrangers, l'impérialisme chinois a développé son propre réacteur nucléaire à neutrons rapides. C'est ce modèle de réacteur qui fournira le socle du secteur énergétique nucléaire chinois. Le premier réacteur de ce type devrait atteindre son niveau critique à la fin de cet été. D'ici à la fin de l'année 2020, la capacité installée du nucléaire chinois devrait être portée à 40 GW, et 18 GW supplémentaires seront alors en construction. « La Chine va utiliser l'énergie nucléaire à grande échelle », contribuant ainsi à « changer la structure de l'approvisionnement en énergie de la Chine », a déclaré le Secrétaire général de l'Autorité chinoise de l'Énergie Atomique. (*Xinhua*, 11/03/2009 et *CCTV-F*, 20/04/2009) A titre de comparaison, le monde comptait 435 réacteurs nucléaires en fonctionnement à la fin de l'année 2006, représentant une capacité installée de 369 GW. Près de la moitié de ces réacteurs étaient installés aux USA, en France et au Japon.

C'est aussi dans cette optique qu'il faut comprendre le souci manifesté par le gouvernement chinois pour réaliser des économies d'énergie : le Ministère des Finances subventionne aujourd'hui à grande échelle l'achat d'ampoules à économie d'énergie en permettant à la population de les acheter au prix d'une ampoule à incandescence, c'est-à-dire pour 1 yuan (soit environ 0,11 euro) au lieu de 10 yuans. Plus de 62 millions de ces ampoules subventionnées ont déjà été vendues. (*Xinhua*, 07/04/2009)

À l'instar de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme japonais, le souci particulier dont fait aujourd'hui preuve l'impérialisme chinois pour les énergies renouvelables et les économies d'énergie est bien éloigné de toute réelle considération de développement écologique et durable. Depuis quand les États bourgeois et les entreprises monopolistes qu'ils servent se soucient-ils du bien-être du travailleur ou de la protection de son environnement ? Depuis quand font-ils passer les intérêts des sociétés humaines avant leur souci d'extorsion du maximum possible de plus-value ?

La vérité est que si ce sont les monopoles allemands et japonais qui ont pendant longtemps été à la pointe de la recherche et du développement portant sur les énergies alternatives aux combustibles fossiles, c'est parce que ce sont, d'un point de vue historique, les pays impérialistes qui ont eu le plus à souffrir du manque de ressources énergétiques sur leur sol national au cours des périodes de crise.

Ainsi, le manque de pétrole constitua l'un des points faibles de la machine de guerre de l'impérialisme allemand au cours de la dernière guerre mondiale. De même, l'impérialisme japonais eut à souffrir, bien avant le déclenchement des hostilités avec l'impérialisme américain, d'un blocus pétrolier instauré par les USA qui voyaient d'un mauvais œil la politique expansionniste du Japon dans le sud-est asiatique et cherchaient à faire pression sur lui pour lui faire rebrousser chemin.

Dans les années suivant la victoire américaine, la bourgeoisie impérialiste de ces pays dut également vivre avec la menace de voir son approvisionnement énergétique se tarir s'il elle cherchait à emprunter une voie antagoniste à celle des intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain. Cette menace était d'autant plus crédible que l'impérialisme américain était alors la seule puissance impérialiste capable de projeter ses forces armées par delà les mers, ce qu'il avait d'ailleurs interdit à l'impérialisme allemand et à l'impérialisme japonais dont les forces armées furent amputées de ce qui était jugé superflu, c'est-à-dire de ce qui pouvait dépasser leur cadre régional. Ainsi, l'impérialisme américain ne leur permit d'entretenir que des forces armées capables d'être mobilisées dans le cadre de la rivalité avec l'URSS puis le social-impérialisme soviétique.

La bourgeoisie impérialiste allemande et japonaise ainsi tenue en laisse chercha donc naturellement à diversifier son approvisionnement énergétique afin de s'affranchir de la tutelle de l'oncle Sam. Les deux chocs pétroliers, qui firent exploser la facture énergétique des pays les plus dépendants des marchés internationaux pour leur approvisionnement, la poussa encore davantage dans ce sens. Le premier programme de recherche gouvernemental japonais sur l'énergie photovoltaïque date ainsi de 1974.

Rien d'étonnant donc à ce que l'impérialisme allemand et l'impérialisme japonais aient développé plus que d'autres une fibre "écologique" particulière... De même, le soudain revirement "écologique" dont a récemment été "victime" l'impérialisme américain ne consiste, comme nous l'avons vu dans notre précédent article, qu'à dénigrer des concurrents aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale, et ainsi à trouver un prétexte capable de justifier leur tentative protectionniste !

Cette parenthèse fermée, revenons-en aux impacts que la crise actuelle va avoir sur la production des énergies renouvelables dans le monde.

À la faveur de la crise économique actuelle, SunPower, le premier producteur américain de cellules photovoltaïques a annoncé une perte de 5 millions de dollars pour le premier trimestre 2009 et a décidé d'émettre pour 10 millions de dollars de nouvelles actions... L'année 2009, au cours de laquelle les analystes d'iSupply prévoient une chute de 32 % des nouvelles installations et du prix de vente de 12 %, s'annonce ainsi comme « l'année du grand ménage solaire » ! (*Greenunivers*, 22/04/2009)

Dans le secteur éolien, les perspectives ne s'annoncent guère meilleures pour l'année 2009 : des fabricants américains et européens d'aérogénérateurs et de composants éoliens ont d'ores et déjà annoncé des suppressions d'emploi et des fermetures de site à cause de suppressions de commandes, à l'instar du constructeur américain Clipper Windpower qui a annoncé le licenciement de plus de 10 % de ses effectifs à cause de plusieurs commandes reportées à l'an prochain. (*Greenunivers*, 23/01/2009)

L'aggravation des déficits des États bourgeois combinée à la chute du prix du pétrole par rapport à l'année précédente (rendant les énergies renouvelables moins

attractives) et à la concurrence croissante des monopoles chinois **promet de faire de l'année en cours une année dont nombre de monopoles du secteur des énergies renouvelables ne se remettront pas.**

Ainsi, même dans le domaine des énergies renouvelables, les perspectives s'assombrissent pour les groupes américains, européens et japonais !

L'industrie électronique chinoise à l'assaut de la dernière forteresse américaine

Durant la période 1995-2005, la part de la Chine dans la production mondiale de composants électroniques est passée de 3,0 à 19,0 %. En 2005, la Chine était donc devenue le deuxième producteur mondial juste derrière les USA (19,2 %), mais loin devant le Japon (13,7 %), la Corée du Sud (7,0 %) et l'Allemagne (5,1 %). La production cumulée des autres principaux producteurs (Singapour, Malaisie, Taïwan, Mexique, Royaume-Uni, France) représentait 17,4 % de la production mondiale. L'ensemble de ces pays assurait donc 81,4 % de la production mondiale de composants électroniques. En 2008, la Chine était désormais le premier producteur mondial de composants électroniques et sa part se montait à 25,5 %. (*The Yearbook of World Electronics Data 2008/2009*, Reed Electronic Research).

Et la croissance de l'industrie électronique chinoise est loin d'être uniquement quantitative : elle est avant tout qualitative, comme en témoigne le dynamisme du développement du premier processeur chinois, le Godson surnommé "puce dragon". Ce processeur a commencé à être développé à partir de 2001 par l'*Institute of Computing Technology* (ICT) de Pékin. En 2002, la Chine commença la production en série de la première version de ce microprocesseur, le Godson 1. Alors gravé en 180 nm, ce premier processeur pouvait paraître à de multiples égards bien primitif par rapport aux puces commercialisées par les deux géants américains (INTEL et AMD). Pourtant, malgré ses 200 MHz et son architecture MIPS monocore 32 bits, le Godson 1 était un galop d'essai prometteur. En 2004, malgré la conservation d'un processus de gravure similaire, le successeur du Godson 1 multiplia les performances par sept. Au même moment, les deux monopoles américains maîtrisaient un processus de gravure beaucoup plus avancé : 65 nm pour INTEL et 90 nm pour AMD. En 2006, la Chine commença à utiliser le processus de gravure en 90 nm pour l'évolution de son Godson 2 dont la puissance se trouva alors multipliée par quatre. Selon les benchmarks SPEC CPU 2000 et BYTE UNIX, cette nouvelle version du Godson 2 (E) cadencée à 1 Ghz offrait désormais une puissance de calcul comparable à celle d'un Pentium IV 1,3 Ghz d'INTEL (introduit en 2000), mais avec une consommation électrique dix fois moindre ! À partir de 2005, les deux fondeurs américains commencèrent à explorer la voie du multicore (plusieurs cœurs d'exécution). INTEL a commercialisé ses premiers quadcores à la fin de l'année 2006 et AMD un an après.

Pour son Godson 3, dont la commercialisation est annoncée pour cette année, la Chine utilisera une finesse de gravure de 65 nm, alors que ses concurrents commercialisent aujourd'hui des puces gravées en 45 nm. Si ces derniers gardent encore une longueur d'avance dans ce domaine si essentiel, cette avance s'est pourtant grandement réduite ! Le Godson 3 sera le premier processeur chinois quadcore et ne consommera qu'une dizaine de watts — soit trois à dix fois moins que les actuels processeurs quadcore d'INTEL et d'AMD. Comme pour les puces de ses concurrents, il intègrera un contrôleur mémoire *on die* — à l'instar de la version

F du Longson 2 produite en 2007 —, et sera capable de réguler sa fréquence et sa tension en fonction de la charge de travail. Toujours basé sur une architecture MIPS (compatible Linux), le processeur chinois intégrera cependant des instructions lui permettant d'émuler sans grosse perte de performance l'architecture x86 utilisée depuis des décennies par INTEL et AMD... La puce chinoise, même si elle ne proposera pas les meilleures performances du moment, possèdera en revanche une polyvalence sans égal dans le paysage informatique actuel.

Si l'impérialisme chinois a opté pour un design géré de manière native par les technologies logicielles open-source, c'est-à-dire dont le code source est libre d'accès et modifiable, c'est bien entendu pour réaliser des économies, mais aussi afin de pouvoir s'assurer de l'indépendance vis-à-vis des solutions logicielles propriétaires étrangères. En s'appuyant sur ce design plutôt qu'un design x86 nécessitant des OS propriétaires (Microsoft Windows, Mac OS), la Chine peut donc espérer devenir rapidement un acteur majeur du marché de la création de logiciels. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que Sun a récemment signé un contrat de 3 ans pour former à l'open-source les étudiants en informatique des universités chinoises. (*Sun.com*, 23/04/2009) Ce contrat inclut la formation accélérée — c'est-à-dire condensée sur 6 mois seulement —, d'un groupe d'étudiants d'élite provenant de dix universités chinoises dans des domaines variés de la technologie open-source. Le géant de Redmond lui-même a donc du souci à se faire, les autorités chinoises n'ayant pas caché viser à travers ce programme « **à aider l'enseignement supérieur du pays à s'approcher des premières lignes sur le front de l'industrie mondiale de l'informatique** ». (*Xinhua*, 22/04/2009)

Ce dynamisme du secteur informatique chinois n'a pas échappé aux observateurs attentifs. Pour ceux-là, il est évident « **qu'en l'espace de quelques années seulement** », Godson a « **réalisé d'énormes progrès** ». En effet, INTEL et AMD disposent chacun d'une expérience de quatre décennies ! Alors que le Godson 2 a vu son usage quasiment limité au marché intérieur chinois (incorporé dans des netbooks et des mini-PC), le Godson 3 devrait permettre à la Chine de disposer d'une puce « compétitive en terme de performances par watt ». De ce fait, « **si Loongson 3 tient ses promesses, et même si sa famille était plutôt dédiée à l'embarqué, ses capacités pourraient faire de lui un concurrent sérieux pour les CPU grand public** ». (Processeur : le chinois Godson 3 se dévoile, *Peworld.fr*, 08/09/2008)

Pour 2010 est déjà annoncée une version octo-core du Godson 3 dont la consommation devrait se situer autour de 20 watts. Avec le Godson 3, la Chine devrait donc bientôt disposer d'une puce polyvalente capable de percer sur le marché des ordinateurs de bureau et des ordinateurs portables, mais aussi sur celui des serveurs et des supercalculateurs. Ces marchés sont dominés depuis leur naissance par des entreprises américaines tels INTEL, AMD, IBM, Sun. À la fin de l'année 2007, la Chine avait déjà fait la démonstration de son premier supercalculateur incorporant 330 puces Godson 2F. Ce supercalculateur, dont la construction n'a coûté que 80 000 euros, atteignait une puissance d'un téraFLOPS, soit mille milliards d'opérations à virgule flottante par seconde, pour une consommation électrique de 6 kW.

Si ce supercalculateur tenant dans l'espace d'un réfrigérateur est évidemment loin d'égaliser le plus puissant supercalculateur du monde (le *Roadrunner*, mis en service en 2008 aux USA et qui a atteint le million de milliards d'opérations à virgule flottante par seconde), son rapport performance/prix/watt se montre déjà intéressant. Ainsi, les nouvelles machines acquises par le CNRS en janvier 2008 ont coûté plus

de 120 000 euros du téraFLOPS, soit un surcoût de 50 % par rapport au premier supercalculateur *Made in China* ! Quant à la consommation électrique du supercalculateur chinois, elle se monte à un watt pour 167 mégaFLOPS, alors que les systèmes ayant le meilleur rendement fournissent actuellement autour de 400 mégaFLOPS par watt. Avec une performance par watt au moins doublée par rapport au Godson 2F, on peut attendre de la première version du Godson 3 qu'elle offre des rendements du même ordre que ceux des supercalculateurs actuels les plus efficaces sur le plan énergétique, malgré le handicap pénalisant que constitue le retard du Godson sur le process de gravure. En 2008, la Chine a affiché son ambition de construire d'ici 2010 un supercalculateur basé sur sa puce dragon égalant la puissance du *Roadrunner*... Et Zhiwei Xu, responsable de l'ICT, n'a d'ailleurs pas caché que l'un des buts du projet Godson était de permettre à la Chine de fournir « **plus que son propre marché électronique** ». (China readies first multicore Godson CPUs, *EE Times Europe*, 27/08/2008)

Non seulement il sera difficile aux monopoles américains d'espérer voir leurs puces faire long feu sur le marché chinois, mais il leur sera également difficile d'espérer conserver encore longtemps leurs positions sur le marché mondial, d'autant que la baisse déjà importante de leurs revenus dans leur espace de vente traditionnel (c'est-à-dire au sein des métropoles impérialistes) aidera leur concurrent chinois à rattraper encore plus rapidement son retard. Ainsi, au premier trimestre 2009, INTEL annonçait un bénéfice net en baisse de 68 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'AMD a vu ses pertes se creuser. Pour sa part, Sun annonçait une perte de 201 millions de dollars. Le 20 avril, Sun a été racheté par Oracle pour 7,4 milliards de dollars.

Si même ce bastion de l'impérialisme américain qu'est la fabrication de microprocesseurs est battu en brèche par l'impérialisme chinois, alors il ne restera aux monopoles américains plus grand-chose à espérer : leur survie "hors-sol" elle-même s'en trouverait compromise !

Californie : un avant-goût de l'ampleur de la faillite à venir

Pourquoi se pencher sur la Californie en particulier ? Parce que la Californie est le premier État fédéré sur le plan démographique et économique : peuplée de 37 millions d'habitants (soit 12 % de la population américaine), la Californie contribue à hauteur de 14 % au PIB des USA (soit $\frac{1}{7}$). État du gouverneur A. Schwarzenegger (depuis 2003), l'État de Californie incarne parfaitement le "modèle" et le "rêve" américains. Assurant le quart de la production américaine d'ordinateurs et d'armements, la Californie est d'abord l'État abritant la Silicon Valey, les studios d'Hollywood et d'importantes industries du complexe militaire-industriel et aérospatial. Rien d'étonnant à ce qu'à elle seule, la Californie contribue à hauteur du cinquième des dépenses de recherche et développement des USA. La Californie possède également la plus importante production agricole des États de l'Union : céréales, fruits et légumes, coton et vin. La Californie compte également parmi les trois premiers États fédérés producteurs de pétrole et est un important producteur de minerais. Enfin, *last but not the least*, l'État de Californie profite de l'exploitation des maquiladoras mexicaines situées à proximité de San Diego (Tijuana et Mexicali). En 1999, selon le magazine *Alternatives Economiques*, plus de 150 000 ouvriers étaient employés dans ces deux maquiladoras qui comptaient parmi les six plus importantes de la frontière américano-mexicaine. À la pointe du développement d'énergies renouvelables (solaire et éolien), la Californie possède cependant une

agriculture intensive irriguée extrêmement dépendante des États voisins. La Californie est donc un miroir des contradictions de l'économie américaine. Son évolution témoigne de celle de l'impérialisme américain dans son ensemble.

Quand il a pris ses fonctions en 2003, le gouverneur A. Schwarzenegger a fait de la réduction du déficit du budget de l'État californien sa priorité. Il commença par vendre pour 15 milliards de dollars de patrimoine de l'État fédéré afin d'éponger les 13 milliards de dollars de dettes héritées de l'administration précédente. Mais depuis 2007, les déficits se creusent à nouveau. Si en 2006, l'administration Schwarzenegger pouvait encore se targuer d'avoir réduit le taux de chômage officiel de 6,8 à 4,9 % depuis sa prise de fonction, la conjoncture économique actuelle a bouleversé la donne : en février 2009, le taux de chômage officiel atteignait 10,5 % ! Confronté à une situation économique catastrophique, Schwarzenegger a affirmé au cours de son discours annuel sur l'état de l'État prononcé devant le parlement californien le 15 janvier 2009, que la Californie risquait « **la cessation de paiement d'ici quelques semaines** ». Pour éviter cette faillite, le gouverneur a insisté sur la nécessité de « geler les dépenses » le temps de trouver un moyen de combler le déficit : « cela n'a aucun sens de parler d'éducation, d'infrastructures, d'eau, de réforme du système de protection santé et de ce genre de sujets alors que nous sommes face à un énorme déficit budgétaire ». Pour lui, « **la vérité, c'est que la Californie est en état d'urgence** ». (*Reuters*, 15/01/2009)

Dans une lettre adressée au secrétaire d'État au Trésor datée du 2 octobre 2008, le gouverneur de Californie avait déjà averti que bientôt, des États fédérés comme la Californie seraient « incapables d'obtenir le financement nécessaire pour émettre des obligations ou pour les mouvements de trésorerie nécessaires pour faire des paiements cruciaux aux écoles, aux gouvernements locaux et aux forces de l'ordre » et risquaient de ce fait « **d'être forcés de recourir à l'argent fédéral pour leurs besoins de financement à court terme** ».

Au cours des derniers mois, l'État de Californie a sollicité l'aide financière de l'État fédéral et a commencé à payer ses employés en reconnaissance de dettes... Et la situation actuelle, loin de montrer des signes d'amélioration, illustre au contraire une aggravation continue du déficit budgétaire : ainsi, pour le mois d'avril 2009, une des périodes importantes pour la collecte des taxes de l'État fédéré (perception de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les entreprises), l'administration californienne n'a collecté que 7,75 milliards de dollars d'impôt sur le revenu et 1,65 milliard de dollars d'impôts sur les entreprises, soit un total de 9,4 milliards de dollars, un montant inférieur aux 11,2 milliards de dollars prévus. En avril 2008, la collecte de l'impôt sur le revenu avait rapporté à lui seul plus de 12,9 milliards de dollars. **En un an, les recettes de cet impôt se sont donc effondrées de 40 % !** Dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice à venir (adoptées le 20 février 2009), le Département des finances prévoyait de clore le prochain exercice avec un déficit de 42 milliards de dollars. Mais la baisse continue des recettes augure un déficit encore plus gigantesque !

A titre de comparaison, malgré d'importantes réductions d'impôts, les recettes fiscales du gouvernement chinois se sont montées à 440,2 milliards de yuans (soit 64,4 milliards de dollars) pour le mois de mars 2009 (*Xinhua*, 13/04/2009), soit une baisse extrêmement modérée de 0,3 % par rapport à la même période de l'année précédente, prouvant ainsi que le recentrage de l'impérialisme chinois sur son marché intérieur n'est pas une promesse en l'air et n'a pas trop dégradé la situation financière de l'impérialisme chinois !

Après la faillite des banques américaines, voici donc venir le tour des États fédérés... et bientôt celui de l'État fédéral américain qui ne pourra pas indéfiniment supporter le poids croissant de l'endettement de toutes les sphères de la société américaine. Selon les statistiques de la FED, le taux d'endettement des ménages américains se montait à 140 % du revenu disponible en 2007. La dette des entreprises se montait alors à 31 212 milliards de dollars et celle des villes à 2 618 milliards de dollars !

Pour l'État fédéral, ce fardeau est devenu insupportable et son déficit lui-même prend au fil des mois des proportions de plus en plus alarmantes.

Ainsi, le mois de mars 2009 a vu le déficit budgétaire de l'État fédéral connaître un nouveau record. Pour ce seul mois, les recettes se sont montées à 129 milliards de dollars et les dépenses à 321 milliards de dollars. (*AFP*, 10/04/2009) Par rapport à mars 2008, le montant des recettes a diminué de 28 % et celui des dépenses a augmenté de plus de 41 %. **En conséquence, le montant du déficit est passé de 48 à 192 milliards de dollars**, dépassant de 32 milliards de dollars des prévisions déjà catastrophiques ! Que représente donc cet accroissement mensuel du déficit fédéral de 192 milliards de dollars ? Il représente 118 % du déficit fédéral de l'exercice fiscal 2007 et 42 % de celui de l'exercice fiscal 2008 ! Rien qu'au cours du premier semestre de l'exercice fiscal en cours (1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009), le cumul du déficit de l'État fédéral américain a donc atteint 957 milliards de dollars, soit plus du double du déficit de l'année fiscale précédente ! À ce rythme, le déficit de l'exercice fiscal en cours dépassera les pires prévisions.

Si les politiciens bourgeois peuvent admettre sans trop de difficultés que leurs "plans de relance" génèrent des dettes, le fait que l'augmentation de ces dettes s'accompagne également d'une baisse des recettes semble les surprendre. Mais est-ce réellement étonnant quand on voit comment ils financent ce déficit ? Non, car au début de l'année 2009, pas moins de 14 États fédérés (Californie incluse) avaient déjà relevé leurs impôts et procédé à des coupes sombres dans leurs dépenses ! Il n'est pas difficile de comprendre qu'en procédant ainsi, le poids des mesures de sauvetage retombe directement sur les larges masses exploitées, aboutissant ainsi à une réduction de la demande. On connaît la suite... Rien d'étonnant donc à ce que ces mesures soient incapables d'éviter le creusement des déficits !

Union Européenne : chronique d'une mort annoncée

Chez les nationalistes et les réformistes petits-bourgeois, qu'ils se présentent sous un masque de "droite", de "centre" ou de "gauche", il est une vérité indiscutable : les instances de l'UE ont brisé le cadre des États-nations qui ne seraient plus libres de rien décider.

Pourtant, la réalité est bien éloignée de cette image d'Épinal destinée à détourner la colère des travailleurs contre un mal prétendument situé à l'extérieur de la nation bourgeoise.

La contribution moyenne des États membres de l'UE au budget de fonctionnement de l'UE n'est en rien comparable à la part représentée par le budget des États bourgeois. Ainsi, les dépenses du budget d'État de l'impérialisme français ont dépassé 355 milliards d'euros en 2008, représentant près de 19 % du PIB de l'année 2007. Aux USA, les dépenses du budget de l'État fédéral au cours de l'exercice fiscal 2007 ont représenté plus de 19 % du PIB de l'année 2007. À titre de comparaison, le montant des recettes du budget 2008 de l'UE était de 120 milliards

d'euros pour 129 milliards d'euros de dépenses. Les recettes du budget étaient fournies pour les $\frac{2}{3}$ par le prélèvement de 0,73 % de leur revenu national brut des pays membres et pour le tiers restant par les droits de douane et le prélèvement sur la TVA. Au final, le budget 2008 de l'UE a représenté à peine 1 % du PIB de ses pays membres.

L'UE, loin d'être le précurseur d'un État fédéral calqué sur le modèle américain, n'est rien d'autre qu'une espèce sophistiquée de syndicat des pays impérialistes européens. L'UE a été créée comme un club regroupant plusieurs États impérialistes autour de quelques intérêts communs fondamentaux : la défense d'une aire d'influence commune face à des puissances impérialistes d'un calibre supérieur (USA et URSS), l'édification d'industries de pointe de niveau mondial (aéronautique, aérospatiale) capables de concurrencer celle des USA et de l'URSS, la défense d'une politique agricole commune destinée à soutenir leur agriculture face à la concurrence de l'agriculture nord-américaine. Le premier poste de dépenses du budget de l'UE est toujours constitué par le soutien apporté à l'agriculture européenne qui absorbait à lui seul 43 % des dépenses du budget 2008.

Ce n'est pas l'existence de quelques organes législatifs et exécutifs, de lois communes, de la liberté de circulation intracommunautaire et même d'une monnaie commune qui peuvent suffire à faire de l'UE un véritable bloc impérialiste. Il suffira de citer comme exemple de cette fausse unité le fait que la zone euro soit limitée à 16 pays membres ou bien que la contribution financière "aménagée" dont bénéficie l'impérialisme britannique depuis 1984 soit égale à la moitié du taux des autres contributeurs.

Confrontés à la crise économique actuelle, les États membres du club impérialiste européen tendent non pas à se rapprocher, mais à chercher à se sauver eux-mêmes.

On ne sera donc pas étonné de voir d'influents milieux de l'impérialisme allemand remettre en cause de manière croissante la coûteuse politique agricole commune. Celle-ci bénéficie en effet bien plus à d'autres pays membres, à l'instar de l'impérialisme français, qu'à l'impérialisme allemand pour lequel il devient une lourde charge en période de crise ! Alors que l'Allemagne a versé 21,7 milliards d'euros au budget 2007 (soit 19,7 % des recettes), la France a versé une contribution de 17 milliards d'euros (soit 15,5 % des recettes). Pourtant, l'Allemagne est de loin le premier contributeur net au budget de l'UE : 9,2 milliards d'euros en 2007 contre 3,1 milliards d'euros pour la France.

Mais cette remise en cause inquiète les partenaires de l'impérialisme allemand, bien conscients que sans l'Allemagne le club impérialiste européen cesserait d'exister. Ceux-ci constatent avec inquiétude que « devant la faiblesse de la croissance de ses principaux partenaires et la stagnation en Allemagne même, les organisations patronales allemandes misent sur la conquête de nouveaux marchés à l'exportation » — orientation parfaitement illustrée par l'exemple que nous avons donné dans le secteur éolien — et semblent désormais prêtes « à sacrifier l'agriculture européenne en échange de l'accès libre au marché industriel et des services dans les pays en développement ». (L'Allemagne, entre Europe et mondialisation, *Fondation Respublica*, 17/03/2008)

Face à l'effondrement sans précédent des exportations allemandes au cours des derniers mois, et prenant exemple sur la nouvelle orientation de l'impérialisme japonais, l'impérialisme allemand pourrait être très bientôt tenté de placer tous ses œufs dans le panier chinois, signant du même coup l'arrêt de mort d'un demi-siècle

de "construction européenne", dont même l'existence des symboles (tel Airbus) semble aujourd'hui en sursis face à la concurrence chinoise...

Ainsi donc, la crise économique actuelle a toutes les chances de réaliser les rêves des nationalistes de tous bords qui verront alors que l'impérialisme français, une fois sorti du club de l'UE, ne sera pas plus fort qu'au-dedans.

Offensive de l'impérialisme chinois : siège industriel et charge bancaire

Sous l'impérialisme, les banques ne sont pas de simples intermédiaires dans les paiements, elles sont avant tout « de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays ». (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* in *Œuvres choisies*, Tome I, Édition numérique, p. 352.) Lénine remarquait que cette concentration amenait les grands monopoles bancaires à se pencher sur « les questions d'ordre général de l'industrie et dans les questions spéciales touchant les diverses branches », les préparant ainsi « **à agir dans la sphère d'influence industrielle de la banque** ». Aujourd'hui, ces remarques sont plus que jamais d'actualité, les banques entrant communément au capital d'entreprises industrielles.

Aussi, la puissance d'une banque est le reflet de la puissance de l'économie qu'elle supervise. Le meilleur indice de la puissance d'une banque n'est pas constitué par la masse des actifs qu'elle gère, ni même par leur rendement. L'indice le plus fiable de la puissance d'une banque s'obtient par la combinaison de ces deux facteurs qui, pris ensemble, déterminent sa puissance absolue et relative par rapport à des banques concurrentes. Cet indice, donné sous la forme d'une valeur marchande, c'est la capitalisation boursière.

Aussi ne faut-il pas être étonné de retrouver dans l'évolution des capitalisations boursières des plus grandes banques du monde, l'évolution en négatif des grandes tendances de l'évolution de la sphère productrice. Comme nous allons le voir, la capitalisation boursière des banques évolue dans des proportions voisines de celles de la production industrielle qu'elles supervisent. Si la masse de la plus-value extorquée diminue, les dividendes versés aux actionnaires diminuent.

Contrairement à ce qu'affirment les réformistes qui s'inventent une fiction faisant la distinction entre le "bon capitaliste" qui investit dans l'industrie et le "mauvais capitaliste" qui spéculé en bourse, la spéculation elle-même n'est jamais complètement détachée de la sphère de la production matérielle : quand une banque propose des "produits financiers" à ses clients, elle leur propose toujours, sous d'une forme directe ou indirecte, de s'accaparer une partie de la plus-value produite dans la sphère de la production matérielle. Bien sûr, la marchandise sur laquelle doit être réalisé le profit maximal n'est peut-être pas encore produite et l'usine fabriquant cette marchandise à un coût défiant toute concurrence n'est peut-être elle-même pas encore construite. Tout est affaire de "capitaux" et de "flair" : dans quel secteur et dans quel pays, dois-je investir pour extorquer la masse maximale de plus-value ? Comment m'assurer que mon investissement ne sera pas ruiné par des investisseurs concurrents ? C'est en cela que réside la spéculation. Mais si les résultats ne se montrent pas à la hauteur des espérances, la part de la plus-value accaparée ne le sera pas non plus.

Par exemple, si une banque voit une entreprise qu'elle finance afficher un taux de profit en baisse ou faire faillite, sa capitalisation boursière est réévaluée en fonction de la perte estimée.

Voyons maintenant plus en détail comment a évolué le paysage financier mondial au cours de ces trois dernières années.

Classements des premières banques mondiales en termes de capitalisation boursière en milliards de \$					
Source : Top 20 financial institutions by market capitalisation 1999-2009, <i>Financial Times</i> , 22/03/2009					
Mars 2006			Mars 2009		
Rang	Établissement bancaire	Rang	Établissement bancaire	Rang	Établissement bancaire
1	Citygroup (USA)	238	1	Industrial and Commercial Bank of China (Chine)	172
2	Bank of America (USA)	212	2	China Construction Bank (Chine)	124
3	HSBC (Royaume-Uni)	191	3	Bank of China (Chine)	115
4	Mitsubishi UFJ Financial (Japon)	157	4	HSBC (Royaume-Uni)	65
5	JP Morgan Chase (USA)	144	5	JP Morgan Chase (USA)	62
6	UBS (Suisse)	119	6	Mitsubishi UFJ Holding (Japon)	47
7	Wells Fargo (USA)	107	7	Banco Santander (Espagne)	43
8	Royal Bank of Scotland (Royaume-Uni)	103	8	Goldman Sachs (USA)	37
9	Mizuho Financial (Japon)	99	9	Wells Fargo (USA)	34
10	Al Rajhi Bank (Arabie Saoudite)	91	10	Bank of Communications (Chine)	34
11	Banco Santander (Espagne)	91	11	Royal Bank of Canada (Canada)	33
12	Wachovia (USA)	88	12	China Merchants Bank (Chine)	32
13	Sumitomo Mitsui Financial (Japon)	82	13	Westpac Banking (Australie)	29
14	BNP Paribas (France)	78	14	BNP Paribas (France)	26
15	Barclays (Royaume-Uni)	76	15	Itau Unibanco Banco Multiplô (Brésil)	26
16	UniCredit (Italie)	75	16	Toronto-Dominion Bank (Canada)	25
17	Merill Lynch (USA)	74	17	Commonwealth Bank of Australia (Australie)	25
18	BBV Argentaria (Espagne)	71	18	Bradesco (Brésil)	24
19	Goldman Sachs (USA)	69	19	Intesa SanPaolo (Italie)	24
20	Credit Suisse (Suisse)	68	20	Crédit Suisse (Suisse)	23

En moins de trois ans, le classement des plus grandes banques mondiales a été bouleversé de fond en comble. Dès mars 2007, les trois plus grandes banques chinoises comptaient parmi les sept plus grandes du monde et l'année suivante parmi les 5 plus grandes. Quatre ex-leaders (Citygroup, Bank of America, UBS et la Royal Bank of Scotland) qui se disputaient depuis décennies le haut du tableau ont été relégués très loin dans le classement. Deux ont complètement disparu : Wachovia a été absorbée par Wells Fargo et Merill Lynch par Bank of Amerika. De nombreuses grandes banques déchues n'ont dû leur survie qu'à leur mise sous perfusion par les États impérialistes. À titre d'exemple, l'État britannique est aujourd'hui l'actionnaire majoritaire de la Llyods (65 %) et de la Royal Bank of Scotland (70 %).

Caracolent désormais en tête du classement mondial les trois premières banques chinoises : l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), puis la China Construction Bank (CCB) et enfin la Bank of China (BoC). Ces trois banques furent introduites en bourse en 2005.

Les banques étant le reflet de l'économie, il n'y a rien d'étonnant à ce que ce soient les banques chinoises qui comptent parmi celles qui ont le moins été affectées par la crise économique. Alors que la dégringolade des banques étrangères a commencé dès 2007, les banques chinoises n'ont commencé à souffrir qu'à partir de 2008. Ainsi, de mars 2008 à mars 2009, **les cinq principales banques chinoises ont perdu seulement 270 milliards de dollars, soit moins de 37 % de leur capitalisation boursière.** De mars 2007 à mars 2009, les plus grandes banques américaines (Citygroup, Bank of America, JP Morgan Chase, Wells Fargo, Wachovia, Merrill Lynch, Goldman Sachs) et anglaises (HSBC, Royal Bank of Scotland, Barclays) ont perdu 79 % de leur capitalisation boursière. Parmi les banques des pays impérialistes en déclin, celles qui ont limité les pertes sont celles qui, comme HSBC avaient misé sur le bon cheval en accroissant leur « diversification dans les pays émergents » « les plus prometteurs : Chine, Turquie, Indonésie ou Inde » (HSBC poursuit sa stratégie de croissance dans les pays émergents, *Agefi.fr*, 13/03/2008). Pour autant, même pour les grandes banques des pays impérialistes qui ont adopté cette stratégie, les activités à l'étranger ne peuvent aujourd'hui suffire à compenser l'effondrement d'une grande partie de leurs activités, l'ensemble du système impérialiste étant frappé de plein fouet. Ainsi, même des banques qui détenaient des participations importantes dans des banques chinoises se trouvent aujourd'hui en difficulté et ne font que différer légèrement le terme de leur faillite. En deux ans, HSBC a tout de même perdu 68 % de sa capitalisation boursière. Et cet effondrement ne se limite pas aux banques américaines et anglaises : les principales banques japonaises (Mitsubishi UFJ Financial, Mizuho Financial, Sumitomo Mitsui Financial) et suisses (UBS, Credit Suisse) ont ainsi perdu plus de 78 % de leur capitalisation boursière ! BNP Paribas et Intesa SanPaolo en ont perdu pour leur part plus de 73 %, prouvant que les banques européennes n'ont guère été épargnées...

En mars 2009, la capitalisation boursière cumulée des cinq premières banques chinoises a ainsi dépassé de plus de 10 % la capitalisation boursière cumulée des 15 plus grosses banques américaines, anglaises, japonaises et suisses citées précédemment.

Prises ensemble, ces dernières ont perdu plus de 1 530 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit un effondrement de 78 % en deux ans ! Le bouleversement dans le paysage industriel mondial a donc pour équivalent celui du paysage bancaire mondial. **Ce qu'il faut retenir aujourd'hui, c'est le monopole croissant des banques chinoises accompagnant le monopole industriel croissant de l'impérialisme chinois. En mars, l'ICBC possédait à elle seule une capitalisation boursière égale à la capitalisation boursière cumulée de ses trois premiers concurrents étranger : HSBC Holdings, JP Morgan Chase et Mitsubishi UFJ Holding...**

Le décor étant posé, nous voyons clairement le nouveau rapport de force qui a émergé au gré du début de la crise économique. Aujourd'hui, ce sont les banques chinoises qui sont les leaders incontestés du système bancaire international. Mais ce tableau n'est que provisoire : il est le résultat d'un premier séisme, et derrière, d'autres répliques d'envergure se préparent.

En effet, alors que de nombreuses grandes banques en sursis des pays impérialistes en déclin sont placées sous perfusion par les États impérialistes qu'elles commandent, la structure qualitative des banques chinoises se modifie. Voyons maintenant comment.

Au cours des dernières années, l'impérialisme chinois avait autorisé les banques étrangères à détenir des participations au sein des banques chinoises, une condition qui avait été imposée par l'adhésion de la Chine à l'OMC. L'impérialisme chinois avait cependant pris soin de limiter la part du Capital étranger à hauteur de 20 % pour un actionnaire et de 25 % pour un groupe d'actionnaires, laissant ainsi aux investisseurs étrangers un pouvoir limité. À titre de comparaison, Bulbank, la première banque bulgare avait été rachetée à hauteur de 98 % de son capital par l'italien UniCredit et l'assureur allemand Allianz. (*L'expansion.com*, 07/07/2000)

La différence entre l'impérialisme chinois et un pays dépendant atelie saute ici aux yeux. En effet, les banques chinoises sont toujours restées avant tout les organes centraux des milieux de la bourgeoisie impérialiste chinoise et non la propriété de bourgeoisies étrangères.

Dans le même temps, l'impérialisme chinois ne resta pas les bras croisés et les banques chinoises auxquelles les marchés financiers du monde entier étaient désormais ouverts, commencèrent à entrer, elles aussi, dans le capital de banques étrangères. Contrairement à de nombreux établissements bancaires de ses concurrents impérialistes, les banques chinoises choisirent le plus souvent des investissements particulièrement ciblés, revêtant une importance stratégique. Elles s'orientèrent donc dans deux directions principales : la prise de participation dans des entreprises à des fins d'acquisition de technologies de pointe et l'approvisionnement énergétique et minier de l'impérialisme chinois. Ainsi, au cours de l'automne 2007, ICBC racheta 20 % du capital de la Standard Bank sud-africaine pour un montant de 5,6 milliards de dollars.

Dans le courant du mois de mars et du mois d'avril 2009, on a pu observer sur les marchés financiers internationaux des phénomènes étranges, du moins en apparence : malgré l'explosion du chômage dans de nombreux pays bourgeois et les annonces quotidiennes de destruction d'entreprises, les indices boursiers des grandes places financières américaines et européennes ont semblé freiner voir inverser leur tendance à la baisse. Loin d'être un indice de reprise, ce phénomène cache en fait l'imminence d'une nouvelle réplique. Ce phénomène n'est qu'un sursis de courte durée avant une nouvelle période de faillites bancaires en cascade. Ce sursis est le produit de deux facteurs principaux.

Le premier est le redressement de l'économie chinoise qui permet aux meilleurs clients de l'impérialisme chinois de limiter leurs pertes et de ralentir leur effondrement, le temps évidemment pour l'impérialisme chinois de s'affranchir de cette dépendance...

Le second est d'ordre financier : devant la nécessité de lever des fonds, les banques des pays impérialistes en déclin vendent leurs meilleurs placements, renouant ainsi en apparence avec les bénéfices. Au cours des derniers mois, les établissements bancaires des pays impérialistes en déclin ont commencé à se séparer de leurs participations dans les banques chinoises.

La désertion occidentale des banques chinoises n'est pas de peu d'importance : pourquoi des établissements bancaires déchus se séparent-ils des placements qu'ils possèdent dans les banques les plus dynamiques du monde ? On se doute bien que ces cessions ne sont pas décidées de gaité de cœur. En effet, les banques chinoises ont amplement démontré au cours de ces derniers mois qu'elles étaient les plus solides au monde et que malgré la crise économique, elles continuaient d'enregistrer d'importants bénéfices. Si les investisseurs étrangers vendent aujourd'hui les participations qu'ils détiennent dans les banques chinoises, c'est parce que c'est leur

survie à très court terme qui est en jeu, et qui nécessite qu'ils lèvent des fonds à n'importe quel prix !

Les analystes bourgeois reconnaissent sans peine que les banques d'investissement ayant « un besoin immédiat de capitaux » « **seront forcées à vendre les actions des banques du continent chinois, dès que cela sera légalement permis** ». (Dick Lee, agent financier pour *Phillip Securities*, cité par *Xinhua*, 07/01/2009)

À la faveur de la crise économique, l'impérialisme chinois procède donc aujourd'hui au rachat des parts détenues par les actionnaires étrangers en difficulté. Ces transferts de participation, loin d'être l'exception, se sont indiscutablement généralisés et le seul frein à une extension encore plus rapide de ce mouvement est constitué par la période légale de blocage, longue de trois ans.

En voici quelques exemples frappants impliquant quelques-uns des ex-plus grands établissements financiers mondiaux.

À la fin du mois de décembre 2008, UBS a cédé l'intégralité de ses 1,33 % de participation au capital de la Bank of China, récupérant au passage plus de 830 millions de dollars. (*La Tribune.fr*, 31/12/2009) En avril, après avoir annoncé une perte de près de 1,8 milliard de dollars au premier trimestre 2009, UBS annonçait la suppression de 8700 emplois dans le monde. (*Xinhua*, 15/04/2009) Au mois de janvier 2009, c'est la banque britannique Royal Bank of Scotland qui avait cédé l'intégralité de ses 4,26 % de participation au capital de la Bank of China, récupérant au passage 2,4 milliards de dollars. (*E24.fr*, 14/01/2009)

À la fin de l'année 2008, Bank of America (qui avait racheté Merrill Lynch en faillite) détenait 19,1 % du capital de la CCB. Au début du mois de janvier, elle a cédé 2,5 % de sa participation contre 2,8 milliards de dollars. (*E24.fr*, 12/01/2009) Au début du mois de mai, elle a de nouveau cédé 5,8 % de sa participation (pour l'essentiel à des investisseurs chinois) pour un montant de 7,3 milliards de dollars et ne détenait donc plus que 10,8 % du capital de la CCB. (*Boursereflex.com*, 12/05/2009) Quelques jours auparavant, les résultats négatifs du "stress test" avaient contraint la banque à prévoir de « vendre des actifs » et « de procéder à une augmentation de capital pour se mettre en règle » sans « avoir à faire à nouveau appel à de l'aide publique ». (*Reuters*, 07/05/2009) Pour l'État fédéral américain qui avait déjà déboursé 45 milliards de dollars pour renflouer le groupe dans le cadre du plan TARP de "sauvetage bancaire", il était hors de question d'apporter 34 milliards de dollars supplémentaires, un montant du même ordre que sa capitalisation boursière en février 2009 !

En mars 2009, Goldman Sachs a annoncé la vente de 20 % de ses 4,9 % de participation au capital de l'ICBC, récupérant ainsi 1,5 milliard de dollars de fonds. (*Easybourse.com*, 28/04/2009) Dernièrement, c'est American Express et l'assureur allemand Allianz qui ont chacun annoncé avoir vendu la moitié de la participation qu'ils détenaient dans l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), récupérant ainsi respectivement 300 millions de dollars et 1,6 milliard de dollars de fonds. (*Rtinfo.be*, 28/04/2009)

Quelles ont été les répercussions immédiates et quelles seront les répercussions à court terme de ces transferts pour les banques chinoises et pour leurs anciens actionnaires étrangers ?

Malgré la crise, ICBC a annoncé avoir réalisé un bénéfice de 35,2 milliards de yuans au 1^{er} trimestre 2009, soit une hausse de 6,1 % par rapport à la même période

de l'année précédente. Si le bénéfice trimestriel de la CCB accuse une baisse de 18,3 %, il n'en reste pas moins encore très confortable avec 26,3 milliards de yuans (soit environ 3,9 milliards de dollars). (*Challenges.fr*, 27/04/2009) Même constat pour BoC qui a réalisé un bénéfice de 18,6 milliards de yuans, en baisse de 14,4 % par rapport à la même période de l'année précédente certes, mais en hausse de plus de 320 % par rapport à celui du quatrième trimestre 2008 !

Ainsi, au 1^{er} trimestre 2009, ces trois banques chinoises ont réalisé un bénéfice cumulé de 80,1 milliards de yuans, soit 9,1 milliards d'euros ou 11,7 milliards de dollars. Ces bénéfices sont pour le moins très élevés au regard du sombre contexte économique international. À titre de comparaison, la Deutsche Bank avait réalisé un bénéfice de 6,5 milliards d'euros pour l'ensemble de l'année 2007 et avait enregistré une perte de 3,9 milliards d'euros en 2008. (*Le Figaro.fr*, 15/01/2009) À la fin février, l'Agence Fédérale de garantie des dépôts américaine (FDIC) annonçait que le nombre de banques en difficultés avait doublé au 4^{ème} trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Au 4^{ème} trimestre 2008, les banques américaines avaient enregistré une perte cumulée de plus de 26,2 milliards de dollars. Devant cette situation catastrophique, la présidente de la FDIC déclarait que « **même les banques les plus riches auraient intérêt à réduire voire à suspendre le versement de dividendes** ». (*Reuters*, 26/02/2009) La faillite doit être bien proche pour que la bourgeoisie en arrive à envisager de mettre entre parenthèses ses profits !

Les bénéfices et la capitalisation boursière des grandes banques chinoises n'ont de toute évidence pas été fortement impactés par le retrait de ces investisseurs étrangers, leurs participations étant cédées à d'autres investisseurs (en particulier chinois). Il est donc naturel que « le désengagement occidental des banques chinoises n'inquiète pas Pékin » (*E24.fr*, 12/01/2009), ce transfert permettant en définitive à la bourgeoisie impérialiste chinoise de s'accaparer une part encore plus grande de la plus-value issue de l'exploitation des travailleurs chinois.

Au premier trimestre 2009, le volume du commerce bilatéral de la Chine avec l'UE, les USA et le Japon s'est monté à 183 milliards de dollars, baissant donc de près de 20 % par rapport au premier trimestre de l'année 2008. (*Xinhua*, 11/05/2009) Dans ces conditions défavorables, la bonne tenue de l'économie chinoise offre un contraste saisissant par rapport à la santé vacillante de celle de ses concurrents.

Le bénéfice net des 1624 sociétés cotées dans les bourses de Shanghai et de Shenzhen a progressé au cours du 1^{er} trimestre 2009. Leur bénéfice net s'était monté à 820,8 milliards de yuans en 2008 (environ 120,2 milliards de dollars), soit une baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. L'essentiel de cette baisse a été enregistré au cours du 4^{ème} trimestre 2008 où ces sociétés n'ont enregistré que 45,3 milliards de yuans de bénéfice.

Au 1^{er} trimestre 2009, ces sociétés ont enregistré un bénéfice net de 203,8 milliards de yuans (*Xinhua*, 30/04/2009), un bénéfice plus que quadruplé par rapport à celui du trimestre précédent, prouvant que de tous les pays bourgeois, c'est l'impérialisme chinois qui se trouve en position de force. Rien d'étonnant à ce que dans ces conditions, « la capitalisation des sociétés cotées sur la place de Shanghaï, en Chine, ait dépassé celle de Londres » : « **le symbole est fort, presque humiliant pour les places anglo-saxonnes** ». (Avec la crise, les Bourses asiatiques talonnent Wall Street et la City, *Le Monde.fr*, 19/05/2009)

Dans les pays impérialistes au bord de la faillite, même les monopoles les plus puissants sont frappés de plein fouet par la contraction des débouchés.

Ainsi, Microsoft a annoncé que son résultat du 1^{er} trimestre 2009 avait baissé de 32 % par rapport à l'année précédente, une première depuis 23 ans. (*Clubic.com*, 24/04/2009)

Pour la même période, le groupe de médias et de télécommunications Vivendi a annoncé une baisse de son résultat de 14,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. (*AFP*, 14/05/2009)

La perte de puissance des concurrents étrangers de la Chine est illustrée de manière évidente par la baisse de 20,6 % du flux des IDE entrant en Chine au premier trimestre 2009, par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, la crise n'a pas rendu le territoire chinois moins attractif pour les monopoles étrangers. Bien au contraire, ceux qui disposent encore de moyens suffisants cherchent à prendre pied sur le marché intérieur chinois qui est aujourd'hui le seul à sembler avoir un réel avenir. Une baisse des investissements étrangers en Chine démontre donc la décomposition des concurrents de l'impérialisme chinois.

Si pour la bourgeoisie impérialiste chinoise, le désengagement de nombreuses banques étrangères n'a rien d'inquiétant, il en va tout autrement pour les anciens actionnaires étrangers. Pour eux, ces opérations de vente de participation ne sont ni bénéfiques ni même neutres.

Dans l'immédiat, ces fonds leur permettent certes de limiter leurs pertes ou même de renouer avec les bénéfices.

Ainsi, si la Bank of America a affiché un bénéfice de 4,2 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2009, c'est uniquement en raison de la plus-value réalisée sur ses cessions d'actifs (incluant 2,5 % de participation dans la CCB lui ayant rapporté 1,9 milliard de dollars) et sur le rachat de Merrill Lynch pour une bouchée de pain...

Mais à court terme, il n'est pas besoin d'être un génie pour comprendre à quoi ce "sauvetage" (à la mode Obama !) va aboutir dans les prochains mois.

En cherchant à se sauver de la faillite immédiate, ces banques ne font qu'en différer légèrement le terme, car en liquidant leurs actifs les plus rentables, elles se privent d'une grande partie de leurs revenus ! Les milieux impérialistes américains savent bien que cette "santé retrouvée" n'est qu'une façade qui s'effondrera quand il ne restera plus d'actifs à céder pour couvrir le flux de nouvelles pertes !

Il n'est pas besoin d'être un génie pour comprendre à quoi ce sauvetage (à la mode Obama) va aboutir dans les prochains mois. Aujourd'hui, les banques des pays impérialistes en déclin semblent se ressaisir, limitant leurs pertes ou renouant même avec les bénéfices, mais dans le même temps, ces banques se privent de leurs meilleurs revenus en liquidant leurs actifs les plus rentables ! Cette bouffée d'oxygène à court terme va donc rapidement déboucher sur une aggravation des pertes de ces établissements, une fois leurs meilleurs actifs vendus ! Au rythme des cessions d'actifs actuel, l'échéance de la faillite de banques comme la Bank of Amerika n'est plus que l'affaire de quelques mois. Et pendant ce même temps, l'impérialisme chinois aura encore activement renforcé sa domination sur le système financier mondial : Pékin prévoit en effet dans les mois à venir de faire entrer en bourse un nouveau poids lourd du secteur bancaire chinois, l'Agricultural Bank of China, qui viendra alors prendre place en tête de peloton aux côtés de l'ICBC, de la CCB et de la BoC !

En 2002, le gouverneur de la Banque populaire de Chine avait déclaré devant le Congrès de l'Association mondiale des banques d'épargne qu'il faudrait « 5 ans ou un peu plus » pour « **transformer les quatre banques commerciales à capitaux**

uniques d'État en grandes banques commerciales modernes et compétitives ». (Li Qiqing, *La modernisation du système financier et bancaire en Chine*, 02/08/2008.) Aujourd'hui, on peut affirmer que l'objectif que s'était fixé la bourgeoisie impérialiste chinoise a déjà été largement dépassé.

Dans le contexte de débâcle de ses principaux concurrents, la bourgeoisie chinoise fait ses emplettes sur les marchés internationaux. Mais attention à ne pas se laisser emporter par la fièvre acheteuse au risque d'acheter n'importe quoi ! Heureusement, l'impérialisme chinois veille à la conformité de ces achats avec sa stratégie : éviter autant que possible de s'engager davantage dans des investissements dénués d'avenir. Ainsi, la Commission de régulation bancaire chinoise a récemment mis son veto à l'acquisition de 20 % du capital de la Compagnie financière Edmond de Rothschild par la Bank of China. Échaudées par des dépréciations d'actifs à l'étranger, « les autorités chinoises chargées de vérifier la viabilité des investissements effectués par les institutions nationales à l'étranger n'ont pas été convaincues par ce projet ». (*Le Figaro.fr*, 02/04/2009)

Intéressons-nous maintenant à l'accroissement des réserves de change de Pékin dont une grande partie est constituée de bons du Trésor américain. Selon les statistiques fournies par la Banque centrale de Chine, les réserves de change de Pékin ont augmenté de 40,4 milliards de dollars au 4^{ème} trimestre 2008 et de seulement 7,7 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2009. À titre de comparaison les réserves de change de Pékin avaient augmenté en moyenne de 115,5 milliards de dollars par trimestre en 2007.

Et cette baisse est loin d'être uniquement imputable à la baisse des excédents commerciaux chinois dus à la contraction de la demande internationale : en effet, au quatrième trimestre 2008 et au 1^{er} trimestre 2009, l'excédent commercial chinois s'est monté respectivement à 114,3 et 62,5 milliards de dollars.

Alors qu'au 4^{ème} trimestre de l'année 2008, l'impérialisme chinois utilisait encore l'équivalent de 35 % de son excédent commercial pour augmenter ses réserves de change, il n'en a utilisé que 12 % au 1^{er} trimestre 2009 ! Ceci prouve de manière évidente que l'impérialisme chinois, après avoir longtemps financé le déficit américain, a décidé que ce choix était devenu trop risqué. Dans les conditions actuelles, les dirigeants bourgeois chinois ont compris que face à la crise la Chine avait une carte à jouer...

Transports : quand l'impérialisme chinois vole de ses propres ailes

L'ARJ21 est le premier avion de ligne à réaction construit par la Chine. Produit par le consortium Commercial Aircraft Corp of China (COMAC), cet avion de ligne régional est comparable aux jets régionaux récents développés par le constructeur canadien Bombardier et le constructeur brésilien Embraer qui sont les plus importants constructeurs d'avions civils au monde, après Boeing et Airbus.

À la fin du mois de novembre 2008, soit quelques jours à peine après avoir effectué son premier vol de démonstration, le constructeur de l'ARJ21 avait déjà un carnet de commandes bien rempli : 208 appareils livrables à partir de la fin de l'année 2009. Fait essentiel, 25 de ces appareils étaient destinés au groupe américain GE Commercial Aviation Services qui a signé la première commande étrangère de l'avion régional chinois pour un montant de 5 milliards de yuans, soit plus de 730 millions de dollars. Il faut dire que l'avion chinois a de quoi séduire les compagnies étrangères : l'ARJ21 est facturé moins de 30 millions de dollars alors que les

appareils concurrents sont vendus à un prix supérieur à 35 millions de dollars. Cette économie de 15 % sur le prix d'achat est un argument de taille qui va faire cauchemarder la concurrence canadienne et brésilienne, car il est bien connu qu'en ces temps de crise, "il n'y a pas de petites économies"...

Alors qu'il y a peu le rôle de l'impérialisme chinois se limitait à celui de sous-traitant des monopoles aéronautiques étrangers, ce sont désormais ces monopoles étrangers qui sont devenus les sous-traitants du consortium aéronautique chinois, le temps pour l'impérialisme chinois d'acquérir le savoir-faire technique nécessaire pour s'affranchir de ces sous-traitants étrangers...

Et l'impérialisme chinois n'a pas caché son ambition de construire dans les années à venir un avion de ligne moyen courrier de 150 places venant concurrencer le segment de marché le plus lucratif d'Airbus (A320) et de Boeing (B737). Si l'échéance de la commercialisation d'un appareil comparable de construction chinoise avait initialement été fixée à l'année 2016, l'aggravation de la crise économique pousse là encore l'impérialisme chinois à chambouler ses prévisions et à accélérer la mise en œuvre de son planning.

L'illustration la plus frappante de cette politique de l'impérialisme chinois est fournie par les partenariats stratégiques signés entre l'AVIC (le premier avionneur chinois, membre du COMAC) et une douzaine d'importantes banques chinoises (dont la Banque d'Import-Export de Chine, la Banque de Chine, la Banque Industrielle et Commerciale de Chine et la Banque de la Construction).

Au printemps 2009, ces banques avaient accordé des crédits à l'AVIC pour un montant de 336 milliards de yuans — soit plus de 38 milliards d'euros ! —, destinés à « **promouvoir ses exportations de produits de hautes technologies et ses opérations de fusions-acquisitions à l'étranger** » afin de « **permettre à l'AVIC d'intégrer la chaîne mondiale de production dans le secteur** ». (*CCTV.com*, 17/04/2009)

En mai 2007, Airbus avait choisi Tianjin en Chine pour construire sa première chaîne d'assemblage hors d'Europe. Achevée en septembre 2008, l'usine dont Airbus détient 51 % du capital, livrera son premier A320 en juin de cette année. La production de 286 avions avait été prévue d'ici à 2016. Le 18 mai, le premier A320 assemblé dans cette usine a effectué avec succès son vol d'essai. Mais la Chine ne veut pas être qu'une simple chaîne d'assemblage et a exigé d'Airbus qu'une partie des pièces soit produite en Chine et non plus importée. Airbus a ainsi dû accepter la construction d'une usine destinée à produire des pièces pour ces A320.

Mais pour Airbus et Boeing, les inquiétudes ne se limitent pas à ces sombres perspectives : le présent n'est déjà pas très réjouissant pour les affaires, le secteur de l'aéronautique civile n'étant évidemment pas épargné par la crise économique. À la fin du mois d'avril, Airbus et Boeing avaient déjà enregistré respectivement 19 et 33 annulations de commandes. Ils ont ainsi déjà dû baisser la cadence de production de leurs usines (- 22 % pour l'A380) et se voient aujourd'hui obligés de stocker des avions sans propriétaires... (*Wair.fr*, 08/05/2009) Devant l'ampleur de ce problème, la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, avait promis que l'État allait accorder 5 milliards d'euros « pour soutenir les exportations de l'avionneur européen Airbus, de nombreuses compagnies aériennes souffrant de l'assèchement du crédit pour payer les avions commandés ». (*AFP*, 26/01/2009) Mais les soucis de financement ne constituent pas le seul facteur poussant les compagnies aériennes à reporter leurs commandes : l'association internationale du transport aérien a ainsi annoncé que le nombre de passagers transportés et le volume du fret avaient baissé respectivement

de 11,1 % et de 21,4 % en mars 2009 par rapport à mars 2008. (*Reuters*, 28/04/2009) Après avoir mis en place la "prime à la casse" afin de subventionner les ventes automobiles durement éprouvées par la crise, l'impérialisme français a donc décidé d'aider les clients d'Airbus à continuer d'acheter ses avions à crédit... Mais pour combien de temps ? L'exemple de la prime à la casse nous fournit un indice de l'efficacité et de la durabilité de ce type d'aide : la production d'acier française, après être repartie à la hausse (+ 20 %) en février-mars, était redescendue sous son niveau de janvier dès le mois d'avril ! Une fois passé l'effet "soldes", les achats sont retournés à leur niveau d'origine.

Et il est difficile à Airbus et Boeing d'espérer survivre en concentrant leurs efforts sur le marché chinois. L'essentiel du potentiel des transports aériens intérieurs de la Chine est en effet constitué de liaisons régionales pour lesquelles l'ARJ21 a été spécialement conçu !

Le ferroviaire chinois à grande vitesse illustre également la rapide montée en puissance de l'impérialisme chinois.

Au mois d'avril 2009, l'impérialisme chinois était en train de finaliser la construction de la dernière tranche de la ligne ferroviaire à grande vitesse Ghuangzhou-Wuhan, une ligne longue d'environ 1 000 km. Ce tronçon doit entrer en service dès le mois de juin 2009, tandis que la construction du tronçon Wuhan-Beijing (long de plus de 1 100 km) se poursuit. Quand la construction de ces deux tronçons sera achevée, la Chine disposera alors de la plus longue ligne à grande vitesse du monde.

La construction d'une autre importante ligne ferroviaire à grande vitesse reliant Beijing à Shanghai (soit plus de 1300 km) est également presque achevée, un an seulement après sa mise en chantier, et devrait entrer en fonction avant la fin de l'année 2009.

Cette ligne représentant un marché gigantesque et dont la construction avait été prévue depuis 1994, a longtemps fait l'objet d'une rivalité acharnée entre les monopoles japonais, allemands et français. Finalement, à la grande déception de l'ICE allemand, du TGV français et du Shinkansen japonais, les travaux de la ligne Beijing-Shanghai n'ont pas commencé en 2006 comme prévu initialement, mais ont été différés à la fin de l'année 2007, afin que le train à grande vitesse chinois soit prêt en temps et en heure pour remporter cet important marché... Au lieu de dépenser 170 à 400 milliards de yuans pour la construction de cette ligne (selon la technologie étrangère retenue), le coût du projet "made by China" a été estimé à 84 milliards de yuans, une économie de taille qui ne fait certes pas les affaires des monopoles étrangers ! Alors que la réalisation du projet touche aujourd'hui à sa fin, seuls 66 milliards de yuans ont été dépensés.

Pour bien prendre la mesure ce que représentent précisément les 3 500 km de ces trois lignes ferroviaires à grande vitesse dont la construction se sera étalée sur cinq ans, il suffira de souligner qu'il a fallu trois décennies à l'impérialisme français pour en édifier moins de 2 000 km et quatre décennies à l'impérialisme japonais pour en édifier moins de 3 000 km sur leur sol !

À la fin de l'année 2003, le réseau ferré à grande vitesse de la Chine se résumait à la ligne Qinhuangdao-Shenyang, longue de 404 km. Du début de l'année 2005 au début de l'année 2009, ce ne sont pas moins de 11 064 km de lignes à grande vitesse qui ont été mis en chantier, la majeure partie au cours de ces deux dernières années.

Au moment de leur mise en chantier, le calendrier fixait l'achèvement des travaux sur les dernières lignes à la fin de l'année 2012.

Mais que représentent ces 11 064 km de nouvelles lignes à grande vitesse ? Est-ce peu, est-ce beaucoup ? Au début de l'année 2008, le réseau ferré mondial à grande vitesse comptait à peine 10 000 km de lignes en service ! Ainsi, le réseau ferré à grande vitesse chinois qui représentait à peine 4 % du réseau mondial en 2004 en représentera bientôt plus de 52 % !

Et l'impérialisme chinois ne se contente pas de poser des rails et de construire des ponts, il se dote dans le même temps des moyens nécessaires à la création du parc de trains correspondant à ses ambitions. Ainsi, les travaux de ce qui sera bientôt le plus grand complexe chinois de construction de voitures de trains se poursuivent dans la province du Jilin. Ce complexe, dont la construction a débuté en mai 2008 et qui doit coûter 2,5 milliards de yuans, sera opérationnel en juin 2010 et aura alors une capacité annuelle de production de plus de 2 100 voitures, dont 800 destinées aux trains à grande vitesse et 800 destinées aux trains express inter-urbains. (*Xinhua*, 06/05/2009)

Après avoir appâté les monopoles étrangers du rail à grande vitesse en leur accordant quelques marchés au début des années 2000 dans le but de les encourager à s'implanter sur le sol chinois et à procéder à des transferts de technologies, les dirigeants chinois estiment aujourd'hui qu'il est temps de développer à grande échelle son réseau ferré à grande vitesse, maintenant que la Chine possède tout le savoir-faire technique pour produire elle-même des trains à grande vitesse. Ainsi, en novembre 2005, Siemens avait remporté une commande de 60 trains à grande vitesse en échange de transferts de technologies. Le train à grande vitesse chinois CRH3 est issu de transferts de technologies provenant entre autres du dernier train à grande vitesse de Siemens, le ICE 3, mis en service en l'an 2000. Le 11 avril 2008, le premier CRH3 est sorti des chaînes de production de l'usine de Tangshan. Il a roulé pour la première fois quelques jours avant l'ouverture des JO de Pékin.

« Le chemin de fer interurbain Beijing-Tianjin, cent pour cent chinois et le plus rapide du monde, est en opération depuis le premier août et son efficacité en fait un modèle pour toute l'industrie des trains à grande vitesse (TGV), a déclaré mardi le ministère chinois des Chemins de fer. » (*Xinhua*, 02/09/2008)

Et effectivement, cette déclaration des autorités chinoises n'était pas exagérée : si le CRH3 ne détient certes pas le record absolu de vitesse sur rail — détenu par une locomotive TGV bricolée pour l'occasion afin de tenter de redorer l'image du TGV —, il détient bel et bien celui de la vitesse en service commercial (350 km/h contre 320 km/h pour le TGV français), qui a des incidences bien plus pratiques, d'autant que l'efficacité énergétique du CRH3 est supérieure à celle de l'ensemble de ses concurrents...

Mais aujourd'hui, alors que la crise économique frappe de plein fouet les économies de ses concurrents, l'achèvement de la construction de ce réseau à grande vitesse revêt pour l'impérialisme chinois un caractère d'urgence et de nécessité. Ce réseau de transport dense et moderne permettrait en effet à l'économie chinoise de marquer encore des points supplémentaires face à ses concurrents sur le plan de la réduction de la durée des transports et de l'efficacité énergétique, des avantages certains contribuant à la hausse de la productivité de son économie.

Aussi, sur les 4 000 milliards de yuans du plan de relance chinois adopté en novembre 2008, plus de 600 milliards ont été affectés au financement des

infrastructures au premier rang desquelles vient la construction du réseau ferré à grande vitesse chinois.

Le déroulement des travaux sur la ligne Ghuangzhou-Wuhan fournit un exemple évident de cet effort : les autorités chinoises prévoient aujourd'hui d'achever la construction de cette ligne avec plus de six mois d'avance sur l'échéance initiale qui avait été fixée au mois de décembre 2009. Autre exemple frappant de cette accélération, la construction de la ligne Shanghai-Hangzhou, longue de près de 160 km et dont le lancement des travaux date du 26 février 2009. Cette ligne est prévue pour entrer en service dès le mois de mai 2010 !

De l'aveu même des médias chinois « **le plan de relance accélère la construction des chemins de fer** ». (*CCTV.com*, 08/05/2009) L'impérialisme chinois est donc en train de se doter à une allure accélérée d'un important réseau ferré à grande vitesse reliant l'ensemble de ses très grandes villes, et en particulier celles bordant sa façade maritime. Il a décidé de mettre les bouchées doubles pour achever au plus vite la construction d'un gigantesque réseau de transports modernes et lui permettre de rattraper et de dépasser au plus vite celui de ses concurrents impérialistes. Face à ces chantiers sans équivalent dans le monde bourgeois d'aujourd'hui, l'administration américaine n'a rien d'autre à proposer que de tenter « d'accroître le rendement énergétique des véhicules et camions américains »... (*Xinhua*, 19/05/2009) Cette orientation, qui constitue le fer de lance de la « nouvelle politique de rendement énergétique », montre à quel point l'impérialisme américain est loin d'avoir les moyens de ses ambitions, si on les compare à ce qu'est en train de réaliser l'impérialisme chinois ! Alors que les meilleurs moteurs à explosion disposent d'un rendement énergétique de 40 %, ceux des moteurs électriques peuvent atteindre 95 %. Pour l'impérialisme américain, la course au rendement avec l'impérialisme chinois est donc d'ores et déjà perdue !

L'ampleur de l'effort déployé par l'impérialisme chinois est également illustrée par le nouveau record mondial que vient d'établir la Chine. Dans la province du Liaoning vient d'être achevé le percement du plus long tunnel du monde (85,3 km) Ce tunnel, relié au réservoir du Dahuofang, approvisionnera en eau dès la fin de cette année sept grandes villes industrielles du nord-est de la Chine : Shenyang, Fushun, Liaoyang, Anshan, Panjin, Yingkou, et Dalian. (*Xinhua*, 15/04/2009) Sa construction a débuté en septembre 2006 et aura coûté 1,5 milliard de dollars. Le précédent record était détenu par le Japon avec le tunnel de Seikan, long de 53,9 km.

Ces efforts de l'impérialisme chinois pour rattraper et dépasser ses concurrents dans tous les domaines de la production sociale ne sont pas une simple conséquence accidentelle du plan de soutien chinois. Ce plan est de manière parfaitement consciente un plan répondant aux objectifs stratégiques de l'impérialisme chinois. Le Conseil des Affaires d'État chinois vient d'ailleurs d'annoncer sa volonté de lancer un nouveau plan (sur trois ans) proclamant haut et fort cette volonté de « **stimuler son secteur des biens d'équipement** » visant à « **augmenter la part de marché des industriels locaux sur le marché intérieur et à réaliser des percées dans de grands projets de recherche** ». (*Xinhua*, 12/05/2009)

Cette orientation fondamentale vers la hausse du rendement de l'économie chinoise et de son indépendance croissante vis-à-vis des produits énergétiques et de certaines marchandises de hautes technologies d'importation, permettra en effet à l'impérialisme chinois de rester en position de force dans les cas les plus défavorables.

Les médias bourgeois comparent parfois le plan de sauvetage américain des banques (maquillé sous les traits d'un plan de soutien général) à celui de l'impérialisme chinois. Ces mêmes médias situent la politique de relance d'Obama dans la tradition de celle de Roosevelt. Pourtant, pas ses aspects fondamentaux, elle se résume davantage à un mauvais plagiat de celle de Herbert Hoover qui dût faire face au premier choc. Au lendemain même du jeudi noir, Hoover déclarait que « les activités fondamentales du pays » reposaient « sur des bases saines, très prometteuses pour l'avenir ». Tous les mois, il annonçait que la reprise était au coin de la rue, mais la reprise ne vint pourtant que beaucoup plus tard, quand la guerre fit repartir les affaires... Les USA disposaient alors pourtant d'une productivité du travail supérieure à celle de ses concurrents et Hoover n'était pas non plus resté les bras croisés : il avait apporté le secours social aux chômeurs, favorisé l'acquisition de prêts immobiliers, augmenté les subventions aux agriculteurs, encouragé les industriels à maintenir les salaires espérant que le maintien de la consommation aiderait au redressement de l'économie, augmenté l'impôt sur le revenu de 25 à 63 % pour la tranche la plus élevée, augmenté les droits de douane afin de favoriser les productions nationales, prêté de l'argent aux organismes de crédit et augmenté les dépenses destinées à la construction et aux travaux publics.

Cependant, ce n'est que sous Roosevelt que l'État fédéral américain fera de l'endettement croissant de l'État impérialiste afin de soutenir l'économie son orientation principale. Cette mesure, si elle ne permit pas à l'économie américaine de résorber son chômage, lui permit en revanche de maintenir son avance par rapport à ses concurrents et de les épuiser. Inutile de préciser que seul un pays impérialiste plus dynamique que ses concurrents peut soutenir longtemps cette politique sans risquer de courir à la ruine ou à la guerre ! De toute évidence, l'impérialisme américain n'a aujourd'hui plus les moyens de mener la politique pour laquelle il opta il y a plus de 80 ans. **À ce jeu, l'impérialisme chinois se montrera toujours plus endurant !**

Si Hoover s'acquittait une réputation calamiteuse par ses effets d'annonce perpétuellement démentis, quelle sera celle d'Obama dans quelques mois quand sonnera l'heure du dépôt de bilan pour l'État fédéral américain ? Prenant prétexte de « l'augmentation du nombre de prêts accordés aux petites entreprises », « de réductions fiscales qui commencent à prendre effet » ainsi que de « nouveaux investissements dans les infrastructures et l'énergie », Obama a déclaré entrevoir « une lueur d'espoir » et des « progrès » indiquant selon lui la possibilité de « remettre l'économie sur les rails ». (Crise économique : Obama entrevoit la lumière, *Libération.fr*, 10/04/2009)

Rien de bien concret en somme, si ce n'est l'espoir que les mesures de replâtrage seront capables de soigner les deux jambes de bois avec lesquelles l'économie américaine ne cesse de trébucher dangereusement ! Plus le temps passe, plus l'économie américaine semble s'enfoncer dans les profondeurs de la récession. Ainsi, de février à avril, le taux de rémunération annuel des Bons du Trésor US à trois mois n'a cessé de baisser, passant de 0,30 à 0,16 %. En avril, la production industrielle et les capacités d'utilisation de l'industrie américaine ont continué de s'effondrer par rapport au mois précédent, à un rythme certes inférieur à celui des mois précédents. Dans le même temps, les USA ont enregistré au mois d'avril une légère réduction du nombre d'emplois détruits par rapport aux mois précédents (0,54 million "seulement"). Mais dans quel contexte international se sont produites ces "améliorations" ? L'impérialisme américain peut-il aujourd'hui sérieusement espérer

refaire son retard sur l'impérialisme chinois qui vient de donner un puissant coup de collier au développement tous azimuts de son économie ? Il est évident que non. Au 1^{er} trimestre 2009, bien avant qu'elle soit touchée par la grippe A (H1N1), l'économie du Mexique s'est contractée à un rythme annuel de 8,2 % ! Le Mexique est le pays atelier privilégié de l'impérialisme américain vers lequel il a réalisé 82 % de ses exportations en 2007. Loin de se refaire une santé, l'impérialisme américain profite simplement des achats de l'impérialisme chinois que la crise pousse à faire ses courses dans les "quincailleries industrielles" que sont ses concurrents impérialistes.

L'impérialisme chinois compte en effet bien profiter au maximum des soldes proposées par ces magasins avant leur "liquidation totale" !

Crise économique et lutte de classe

Dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, nous avons montré que l'essor de l'impérialisme chinois amènerait nécessairement à la débâcle économique de ses concurrents les plus puissants et remettrait à l'ordre du jour, au sein même des métropoles des pays impérialistes en déclin, la question de la **nécessité immédiate** de la révolution socialiste.

Aujourd'hui, plus personne ne conteste le leadership industriel et financier croissant de l'impérialisme chinois que le début de la crise économique a encore rendu plus évident. Les marionnettes politiques des pays impérialistes concurrents de la Chine sont elles-mêmes aujourd'hui contraintes de reconnaître le rôle moteur de l'économie chinoise au sein de l'économie mondiale et la gravité de la crise économique actuelle.

Confrontés à des bouleversements qui semblent les dépasser, les dirigeants des pays impérialistes concurrents de la Chine reconnaissent aujourd'hui "naviguer à vue".

Mais tous les représentants officiels des pays impérialistes en déclin n'affichent pas le même optimisme que celui (encore) de rigueur aux USA.

Ainsi, François Fillon, le premier ministre français a déclaré que cette année serait « une année de crise longue et dure », avant d'ajouter qu'il n'y avait « **aucun plan de relance qui permettra d'éviter la crise** » et que « **personne aujourd'hui ne peut savoir quand on sortira de cette crise** ». (*E24.fr*, 03/03/2009)

Parmi les monopoles des pays impérialistes en déclin, la débâcle économique est également palpable. En janvier, INTEL avait annoncé la fermeture de plusieurs usines, dont deux aux USA, des fermetures lourdes de sens selon les analystes bourgeois eux-mêmes :

« Les fermetures devraient être graduée et se terminer fin 2009. Cette date est intéressante, car elle montre qu'Intel pense que la crise économique aura des effets suffisamment longs pour prendre une décision qui aura des conséquences jusqu'en 2010 et même plus. En effet, rouvrir une usine n'est pas une mince affaire et INTEL ne les aurait pas fermés s'il pensait devoir les rouvrir immédiatement. » (*Presence-pc.com*, 23/01/2009)

Pour Carlos Ghosn, patron de Renault, la crise économique n'en est qu'à ses débuts et risque de mettre à rude épreuve les derniers lambeaux d'industries des économies de bazar :

« Le creux de la vague est sans doute à venir et la crise ne sera pas de courte durée (...) 2009 et 2010 s'annoncent difficiles, voire décisives pour notre

industrie. C'est bien la survie d'un certain nombre de constructeurs, fournisseurs et distributeurs qui est en jeu dans les mois à venir ». (*Reuters*, 20/01/2009)

Seuls les réformistes qui pullulent à « gauche » et à « l'extrême gauche » peuvent continuer aujourd'hui de proposer des "solutions" semblables à celles du PS. Ces revendications ne font que faire écho à celles du mouvement spontané de la rue, qui confronté à la baisse de ses revenus, demande qu'on y remédie par des hausses de salaire ! Au début de l'année, le PS avait proposé un contre-plan de 50 milliards d'euros comprenant notamment le versement d'une prime de 500 euros aux bénéficiaires de la prime pour l'emploi et des minima sociaux, une hausse du SMIC de 30 euros net, une baisse de un point de la TVA, la mise en chantier de 300 000 logements sociaux et la création de 200 000 emplois subventionnés. (*Reuters*, 21/01/2009)

Les propositions du PS sont de toute évidence celle de démagogues éhontés ou de bien piètres économistes bourgeois ! Les rêves de relance de ceux-là ont pour origine l'ignorance crasse de toute notion d'économie politique. La mise en œuvre de ce "contre-plan" aboutirait en effet à aggraver l'endettement de l'État bourgeois et à dégrader encore un peu plus le degré de compétitivité déjà insuffisant de la main-d'œuvre française !

Le premier ministre disait non sans raison que ce genre de « revendications irréalistes » « semblent ignorer totalement la crise » : « chacun réclame toujours plus alors que l'État est à la limite de ses moyens ». (*AP*, 03/03/2009)

Pour ceux, plus "réalistes" qui ont compris cette évidence, il ne reste alors plus qu'à se laisser aller à la collaboration de classe ouverte et à se joindre au chœur de lamentations de la bourgeoisie qui se demande comment elle va bien pouvoir amener ses esclaves à accepter de se serrer la ceinture sans qu'ils n'opposent trop de résistance.

Mais accepter de courber la tête en espérant que les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, c'est également contribuer à creuser sa propre tombe.

Face à la crise, la concurrence augmente entre les entreprises d'une même branche et les pousse à renforcer la pression sur le marché de la force de travail. Les travailleurs de Continental en ont récemment fait l'expérience : après avoir accepté en 2007 de repasser aux 39 heures, ils se sont vus annoncer que l'usine restait l'une des moins concurrentielles du groupe. Ainsi, la direction de Continental a annoncé qu'elle allait réduire ses surcapacités de production en commençant par fermer ses usines de Clairoux et de Hanovre, totalisant 1 900 salariés. Les salariés français ont alors crié à la trahison.

Mais en acceptant de suivre la bourgeoisie, ils se sont trahis eux-mêmes, en tant que classe : en se résignant à travailler plus en espérant qu'ainsi ils pourraient conserver leurs emplois, ils ont contribué à exacerber la concurrence sur le marché de la vente de la force de travail. En acceptant des baisses de salaire, les travailleurs font concurrence à leurs frères et sœurs de classe travaillant dans des entreprises concurrentes. En effet, quand les salaires baissent, les débouchés se contractent, amplifiant ainsi les difficultés économiques des entreprises. Les entreprises concurrentes, qui voient leur situation doublement aggravée — par la réduction absolue et relative des débouchés —, ne restent évidemment pas les bras croisés et poussent à leur tour leurs propres esclaves salariés à accepter de gagner moins pour avoir le droit de continuer à payer leurs crédits. L'option qui devait initialement permettre au capitaliste individuel de surmonter la crise a en fin de compte contribué à l'aggraver pour l'ensemble de la classe capitaliste. Quant aux travailleurs, la

concurrence a augmenté entre eux et ils vivent désormais encore plus misérablement qu'avant !

Ce qui vaut sur le marché du travail dans le cadre d'un pays vaut pour le marché international de la vente de la force de travail. Face à la crise, les pays bourgeois ont pour seule option de proposer une force de travail moins chère que la concurrence afin d'espérer regagner des parts de marché et renouer avec la croissance. Ainsi, dans les pays dépendants ateliers, pour proposer au capital étranger une main-d'œuvre concurrentielle et attirer les investissements étrangers, la bourgeoisie compradore doit donc abaisser le niveau des salaires réels sur son territoire. À l'instar des pays ateliers de l'Asie du Sud-est en 1997, la bourgeoisie compradore polonaise vient de dévaluer de 30 % sa monnaie par rapport à l'Euro, adoptant ainsi un modèle de relance basé sur « la maîtrise de la dette publique » et « une forte dévaluation de la monnaie nationale ». De l'aveu même des analystes bourgeois, ces choix avaient abouti à « des coupes claires dans les dépenses publiques » et à « une hausse du coût de la vie dans chacun de ces pays », ce qui « contribua à soutenir les exportations ». (La Pologne prend exemple sur la Corée du Sud, *Le Monde.fr*, 20/04/2009)

Et le cas polonais n'est pas l'exception, mais la règle.

Face à la contraction des débouchés et à l'intensification de la concurrence chinoise, les pays impérialistes d'Europe se voient aujourd'hui contraints de venir au secours de leurs pays dépendants ateliers dont l'industrie a été mise à rude épreuve. Ainsi, la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque européenne d'investissements (BEI) et une filiale du Fonds monétaire international (FMI) ont annoncé qu'ils travaillaient à « **un plan de soutien aux banques est-européennes** » visant à « **recapitaliser les sociétés-mères des banques est-européennes en difficulté, pour l'essentiel des établissements autrichiens, allemands, français, italiens et belges, à charge pour elles de soutenir leurs filiales en Europe de l'Est sous le contrôle des banques centrales des pays concernés** », « **car il y a des pays comme l'Ukraine qui sont au bord du gouffre** ». La BERD a estimé le montant de ce plan de soutien à 150 milliards d'euros. (Les banques de l'Europe de l'Est bientôt aidées, *NouvelObs.com*, 19/02/2009) Confrontés à la menace de la destruction des capitaux investis dans les pays ateliers est-européens, les pays impérialistes européens sont contraints de piocher dans la caisse du club européen pour soutenir les banques est-européennes, et donc les industries qu'elles détiennent à travers elles. Afin de pouvoir financer ces nouvelles dépenses, la BCE a encore baissé son taux directeur de refinancement d'un quart de point à 1,0 %. (*Reuters*, 07/05/2009)

Bien évidemment, des conditions seront posées à ce sauvetage : les investisseurs étrangers ne vont pas indéfiniment renflouer l'économie de ses pays ateliers sans exiger des bourgeoisies compradores qu'elles fassent un effort pour y améliorer la compétitivité de la main-d'œuvre. Et c'est là qu'interviendront des plans d'austérité semblables à celui adopté par la bourgeoisie compradore polonaise ! Quand en novembre 2008 le FMI avait accordé à l'Ukraine une première enveloppe de 13 milliards d'euros, le paiement de la deuxième tranche de cette aide avait été « **entravé par les conflits récurrents entre les dirigeants ukrainiens sur les réformes de structure exigées par le FMI** »... Rien d'étonnant à cela : les banques étrangères ne pourront sans cesse venir au secours de leurs investissements ! Il demeure donc essentiel de les rendre à nouveau rentables face à la concurrence de la main-d'œuvre chinoise, nécessitant ainsi un nouveau sacrifice des travailleurs est-européens !

Mais ce qu'oublie ces analystes bourgeois, c'est que l'exacerbation de la concurrence entre les pays ateliers est-européens et l'impérialisme chinois ne peut se traduire que par une aggravation supplémentaire de la contraction des débouchés ! Rien d'étonnant dans ces conditions que la production mondiale d'acier se soit contractée de 3 % en avril par rapport au mois précédent, mais pas au bénéfice du club impérialiste européen : la production d'acier de l'UE (27) s'est contractée à un rythme plus de deux fois supérieur à celui de l'impérialisme chinois !

De toute évidence, aucune des deux "solutions" mises en avant par les bourgeois et les petits-bourgeois ne permettra aux pays impérialistes concurrents de la Chine de rester debout.

C'est donc aux travailleurs de se sauver eux-mêmes en mettant en place une véritable solution à une crise d'une nature et d'une ampleur sans précédent connu.

Interrogé sur la multiplication des fermetures d'entreprises et en particulier sur le cas de l'usine Continental, le Premier ministre français a assuré que le gouvernement faisait « tout son possible » pour « trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les entreprises ». Pour autant, « **le rôle de l'État, ce n'est pas de gérer l'entreprise à la place des entreprises** ». (AP, 03/03/2009)

Il faudrait alors en effet admettre que la propriété collective sur les moyens de production caractérisant l'économie planifiée du socialisme sert à quelque chose !

Et pourtant, chaque jour qui passe, l'État impérialiste donne des exemples de son interventionnisme dans les affaires des monopoles nationaux, incapables de trouver des débouchés. L'État bourgeois intervient alors pour chercher une solution aux problèmes que les capitalistes individuels ont été incapables de résoudre eux-mêmes, — en vain, évidemment, puisqu'il se garde bien de remettre en cause les rapports de production bourgeois ! Au cours des derniers mois, l'État impérialiste français est ainsi venu à maintes reprises au secours des banques, des constructeurs automobiles et d'Airbus ! L'État bourgeois intervient quand la bourgeoisie impérialiste le lui demande pour défendre ses intérêts.

L'actualité récente tend à montrer que le prolétariat commence à chercher d'autres solutions que les fausses solutions proposées par les représentants officiels de la bourgeoisie et des syndicats de collaboration de classe.

Au cours de ces derniers mois, au sein des dernières grandes concentrations de prolétaires industriels, on a assisté à la naissance de mouvements plus radicaux cherchant à s'opposer à la destruction des emplois. Ces mouvements ont ainsi abouti à la séquestration des administrateurs bourgeois nommés par des monopoles internationaux. L'exemple le plus médiatisé est celui de l'usine de Caterpillar.

À la fin janvier, devant la baisse de 32 % de son bénéfice au quatrième trimestre 2008, la direction de Caterpillar avait annoncé la suppression de 20 000 emplois dans le monde (dont 800 salariés aux USA et plus de 700 salariés dans son usine française), soit 18 % de ses effectifs. Face à cet effondrement, il était nécessaire pour le groupe de réduire ses charges fixes pour espérer ne pas être en déficit en 2009. Devant cette annonce et le refus des administrateurs français du groupe de négocier quoi que ce soit, les ouvriers du site français (qui totalisait 2 700 salariés) ont décidé que face à l'autisme de la direction, il fallait donner un coup de pouce à la négociation en retenant prisonniers les administrateurs français. Cette affaire a évidemment beaucoup fait de bruit dans les milieux politiques et syndicaux bourgeois.

Pour les réformistes, tel Bernard Thibault, ces séquestrations « sont défendables tant que l'intégrité physique des patrons n'est pas menacée ». (*Reuters*, 10/04/2009) Et cet avis est loin d'être isolé, comme le prouve un récent sondage effectué par le CSA (*Le Parisien*, 07/04/2009) selon lequel 45 % des sondés jugent « acceptable » la séquestration des patrons. Pour les réformistes, ces actions spontanées seraient provoquées par l'absence ou l'inefficacité du dialogue social dans les entreprises et à l'échelle nationale.

Pour la bourgeoisie, ces séquestrations qui s'apparenteraient même à des « prises d'otage » sont évidemment inacceptables. Il faut dire que selon les organisations patronales « cette pratique dissuade les entreprises étrangères d'investir en France », ce qui « ne serait pas à l'avantage ni de la France ni des salariés ». (*Reuters*, 09/04/2009)

Ces actions spontanées, perçues par la bourgeoisie comme une preuve de la radicalisation du prolétariat, représentent la frontière entre un mouvement spontané de caractère réformiste et un mouvement spontané de caractère révolutionnaire.

D'un côté, ces actions restent prisonnières du cadre du réformisme bourgeois dont a été massivement infecté le prolétariat des métropoles impérialistes : ainsi, on séquestre gentiment son patron pour le forcer à rester assis à la table des négociations afin de maintenir les chaînes dorées de l'esclavage salarié !

De l'autre côté, ces actions marquent un pas vers la rupture d'avec le mouvement réformiste : le dialogue salarié-patronat étant devenu impossible par les moyens conventionnels du démocratism bourgeois et du syndicalisme de collaboration de classe, les esclaves salariés sont prêts à déborder de ce cadre du strict respect du réformisme et du légalisme bourgeois, et essaient de trouver une réponse à la violence sociale et économique qu'exercent sur eux les rapports de production bourgeois... mais restent encore pour l'heure encore prisonniers de l'horizon du pacifisme bourgeois auxquels sont si attachés la bourgeoisie et ses alliés réformistes !

Ces actions font donc penser à celles d'un prisonnier qui serait parvenu à sortir de sa cellule et qui menacerait son geôlier afin d'obtenir de lui l'amélioration de ses conditions de détention, plutôt que de chercher à s'évader de sa prison pour enfin vivre à l'air libre !

Le nœud du problème est le suivant : tant que le prisonnier garde l'espoir de retrouver les conditions de détention relativement confortables auxquelles il s'était accommodé, il ne cherche pas à s'évader de sa prison pour forger enfin sa propre liberté, d'autant que pour l'immense majorité des esclaves salariés, la prison dans laquelle ils vivent est semblable à la caverne de Platon.

Seuls les marxistes-léninistes peuvent démontrer aux travailleurs que la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin est en train de briser les chaînes dorées de l'esclavage salarié, non pas parce qu'elle ne veut plus les entretenir, mais parce qu'elle n'en a plus les moyens. Seuls les marxistes-léninistes sont en mesure de prouver aux travailleurs qu'aujourd'hui leur choix se résume soit à accepter la tête baissée une dégradation sans précédent de leurs conditions d'exploitation, soit à s'organiser et à se battre pour renverser cette société qui est en train de réduire à néant le confort auquel ils s'étaient habitués et qui ne pourra bientôt plus ne serait-ce qu'assurer le pain de ses esclaves !

Face à l'aggravation de la crise économique — qui ne fait pourtant que débiter ! —, on assiste déjà aux prémices de bouleversements que nous avons évoqués un peu plus haut :

- Les travailleurs dénués de toute perspective d'avenir deviennent les victimes de trafics en tout genre, à l'instar de ceux de la Russie post-social-impérialiste. Ainsi, en Espagne, les esclaves salariés traversant de graves difficultés économiques cherchent désormais à se vendre morceau par morceau, espérant tirer un bon prix de la vente de leurs organes. Il faut dire ne qu'ils n'ont guère l'espoir de parvenir à trouver un débouché pour la vente de leur force de travail : à la fin du premier trimestre 2009, le taux de chômage officiel se montait à 17,4 %, alimenté par une « contraction sans précédent depuis 1945 du PIB espagnol ». (*Reuters*, 29/04/2009)

- La bourgeoisie impérialiste commence à comprendre qu'elle doit sacrifier la petite bourgeoisie sur l'autel de la survie de ses monopoles. Cette décision est lourde de dangers, la petite bourgeoisie ayant des décennies durant constitué son principal soutien social. Ainsi, afin de tenter de résorber le chômage qui a explosé au cours des derniers mois, le gouvernement français a créé un nouveau statut destiné aux travailleurs sans le sou, celui d'auto-entrepreneur. Alors que plus de 150 000 ex-salariés ont déjà adopté ce statut d'auto-entrepreneur, attirés par la possibilité de devenir "son propre patron" avec des formalités d'inscription simplifiées et des cotisations salariales comprises entre 12,0 et 21,3 % du chiffre d'affaires — ce dernier étant plafonné entre 32 000 à 80 000 euros selon les secteurs —, les artisans (soumis à un taux de cotisations de 45 %) dénoncent déjà la « concurrence déloyale » que ces nouveaux travailleurs vont leur faire. (*Reuters*, 09/04/2009) La crise va donc amener rapidement une décomposition sans précédent d'éléments petit-bourgeois.

Dans ce contexte, il est évident que la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie compradore des pays les plus éprouvés par la crise vont devoir faire face à une contestation sociale grandissante.

Sans aucun doute, la bourgeoisie impérialiste chinoise est à l'avant-garde du mouvement visant à tenter de désamorcer les conflits sociaux que la crise menace de faire exploser dans le monde. Selon le *Hurun 2009 Wealth Report*, la Chine compte actuellement plus de 825 000 personnes disposant d'une fortune financière supérieure à 10 millions de yuans (soit plus d'un million d'euros). À elles seules, Pékin et Shanghai concentrent près du tiers des effectifs de la grande bourgeoisie chinoise. Enfin, 16 % des millionnaires chinois (soit 132 000) disposent même d'une fortune supérieure à 100 millions de yuans. (*Xinhua*, 16/04/2009)

Soucieuse de traverser la crise sans trop mécontenter les travailleurs chinois, la bourgeoisie impérialiste chinoise a décidé de se montrer un peu plus honnête que ses concurrentes. Le fait que la crise économique ait débuté aux USA est pour elle d'un grand secours et lui permet de dire qu'elle n'est pas responsable de la crise actuelle, mais que devant cette situation difficile, elle fera malgré tout tout son possible. La bourgeoisie chinoise est donc en position de force par rapport à ses concurrentes des pays impérialistes en déclin dont les élites sont de plus en plus désignées responsables de la crise économique. Même confrontée à une situation économique difficile, elle sait qu'elle aura moins tendance à être visée directement par le mécontentement populaire, à plus forte raison encore si elle sait apparaître comme laborieuse et économe aux yeux des masses exploitées. Wen Jiabao, le premier ministre chinois, a ainsi déclaré dernièrement :

« La crise financière, d'une ampleur rare au cours des 100 dernières années, continue à se répandre et n'a pas atteint son étiage ». (*Reuters*, 28/02/2009)

C'est aussi dans cette optique que le premier ministre chinois a exigé que « **le gouvernement devienne un exemple de frugalité** », avec pour objectif de réduire drastiquement les frais de réception et le budget d'achat de voitures destinées aux fonctionnaires gouvernementaux. (*Xinhua*, 25/03/2009)

De tous les pays impérialistes, la bourgeoisie impérialiste chinoise est sans aucun doute celle qui dispose de la plus riche expérience dans la canalisation de la contestation sociale.

La bourgeoisie monopoliste d'État chinoise s'est ainsi clairement fixé pour objectif de ne surtout pas dépasser la barre des 4 % de taux de chômage urbain, optant pour le maintien dans les zones rurales des travailleurs migrants surnuméraires. Elle sait bien que le chômage urbain structurel de masse est bien plus dangereux, à plus forte raison encore dans de grandes villes industrielles très répandues en Chine, que le sous-emploi massif dans les campagnes. Mener des révoltes rurales localisées de travailleurs migrants ou de paysans pauvres est beaucoup plus aisé et moins dangereux pour la stabilité sociale et politique du pays que de mener des grèves ou des insurrections organisées par un prolétariat industriel concentré ! En maintenant le taux de chômage urbain à un faible niveau, l'impérialisme chinois se donne toutes les chances pour détourner la lutte de classe sur les rails du réformisme !

L'impérialisme chinois dispose également d'un autre atout de taille pour s'assurer d'un large soutien débordant largement le cadre des classes exploiteuses. S'appuyant sur le legs d'une révolution bourgeoise anti-coloniale et anti-féodale qui a réellement amélioré les conditions de vie du peuple chinois et experte dans l'art de donner des airs "marxistes-léninistes" à son nationalisme, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise sait qu'elle peut compter sur la construction d'une fierté nationale pour fédérer les classes. Ainsi une chanson folklorique du Shanxi diffusée sur CCTV-F le 7 mai 2009 proclame :

**« Les gens d'ici aiment autant la paix,
que leur pays natal.
Ils chantent autant cette nouvelle vie,
que le Parti Communiste.
Le président Mao Zedong,
le Parti communiste,
nous vivons de mieux en mieux ».**

Trois décennies de croissance économique fulgurante et les nombreux succès obtenus par les monopoles chinois dans un nombre croissant d'industries de pointe résonnent aujourd'hui dans les médias chinois comme la revanche — ou tout au moins la juste récompense —, d'un peuple à la réputation humble et laborieuse recueillant finalement les fruits de son travail. Il n'est pas difficile aujourd'hui à l'impérialisme chinois de faire ce que la bourgeoisie et les social-chauvins ont fait un siècle durant dans les pays impérialistes : cultiver les sentiments nationalistes afin de reléguer au second plan les contradictions sociales !

Ainsi, le vice-président chinois a déclaré dernièrement au cours d'une réunion tenue à Pékin dans le cadre de la préparation de la Fête du Travail que face à la crise, « la classe ouvrière » devait être « la force principale de la garantie de la croissance économique, de l'amélioration du niveau de vie du peuple et du renforcement de la stabilité sociale ». Puis il a ajouté au sujet des « travailleurs modèles » :

« Tout type de travail est glorieux et mérite le respect de toute la société. Le Parti et le peuple se souviendront d'eux, et ils auront toujours leur place dans l'histoire du pays ». (*Xinhua*, 28/04/2009)

Quelques jours après, à l'occasion de la Fête du Travail, le premier ministre chinois déclarait aux ouvriers construisant le métro de Pékin « **que toutes les difficultés pourraient être vaincues à condition que le peuple fasse preuve de confiance, que la direction du Parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement fasse preuve de fermeté et que la population unisse ses efforts** ». (*Xinhua*, 01/05/2009)

Ce n'est donc pas un hasard si le président chinois exhorte aujourd'hui la jeunesse chinoise à faire preuve de « patriotisme », de « diligence », de « pratique » et même de « dévotion » pour « redresser la nation chinoise » et « **assumer avec courage leur mission historique et travailler dur avec toute la nation pour édifier le socialisme à la chinoise** ». (*Xinhua*, 02/05/2009)

L'avènement de ce "socialisme" pourrait effectivement arriver très bientôt si la bourgeoisie chinoise parvient à limiter les effets délétères accompagnant le renversement en cours du rapport de forces inter-impérialiste durant la périlleuse période de transition à venir qui suivra l'effondrement de l'impérialisme américain et de ses alliés.

Là encore, face à cette période d'instabilité économique et politique internationale sans précédent, il semble que l'impérialisme chinois essaie de prendre les devants et se prépare activement à assister à la banqueroute finale de l'économie de ses plus gros concurrents. L'impérialisme chinois a ainsi commencé à se constituer des réserves de marchandises d'importance stratégique, à l'instar du cuivre qui est utilisé dans de nombreuses branches des économies modernes : alliages métalliques, électronique, construction. Les analystes bourgeois ont ainsi remarqué, non sans cacher leur inquiétude, qu'il était « **désormais impossible de déterminer combien de tonnes de métal rouge Pékin a acheté, le Bureau des réserves d'État chinois ayant décidé de garder cette information secrète** »... (*Le Journal des Finances*, 24/03/2009)

LA DECOMPOSITION FINALE DE "L'INDUSTRIE DE BAZAR" ET LA NAISSANCE D'UN NOUVEL ORDRE IMPERIALISTE MONDIAL

(07/07/2009)

Nouvelles en provenance du front de l'industrie

Il y a peu, nous avons montré l'essor fulgurant du réseau ferré à grande vitesse chinois destiné à doter le vaste territoire chinois d'un réseau de transports dense et moderne. Mais l'impérialisme chinois ne se contente pas d'assurer les liaisons rapides entre ses grands centres industriels. Il se donne également les moyens de doter ses grandes métropoles d'un réseau de transports en commun des plus efficaces. Dans de grandes métropoles comme Pékin et Shanghai, on procède actuellement à la construction de nombreuses lignes de métro.

Mais l'impérialisme chinois ne se contente pas de copier les réalisations des métropoles des pays impérialistes concurrents. Depuis 2003, la Chine possède la seule ligne commerciale du monde de train à sustentation magnétique — basé sur le Transrapid allemand — et reliant Shanghai à l'aéroport de Pudong. Mais en mai 2005, la Chine a procédé à l'essai du premier prototype de Maglev de conception chinoise, le Zhonghua-06. La firme Tangshan Railway Vehicle Co. Ltd. a déclaré dernièrement « **avoir entamé les essais du premier train à lévitation magnétique chinois** » et « **être capable de le fabriquer en série** ». (*Xinhua*, 17/06/2009) Le Maglev chinois, qui figure sur la liste des programmes de recherche technologique soutenus par le ministère chinois des Sciences et des Technologies, doit permettre à la Chine de « disposer d'un nouveau choix de transports urbains ». La production en série de ce train urbain d'une capacité pouvant aller jusqu'à 360 places et roulant à 120 km/h doit débiter dès que le premier exemplaire aura accompli 100 000 km d'essai. Comparativement aux chemins de fer traditionnels, la sustentation magnétique a pour avantages un silence complet et de meilleures accélérations. Deux atouts certains pour un train urbain ! Voici encore une illustration concrète du développement accéléré de l'impérialisme chinois, qui non content de rattraper ses concurrents, est aujourd'hui en passe de les dépasser !

L'impérialisme chinois mobilise tous ses efforts pour rattraper et dépasser au plus vite ses concurrents dans l'ensemble des domaines de la production sociale. La bourgeoisie monopoliste d'État est parfaitement consciente que la crise économique mondiale ne peut que pousser les bourgeoisies concurrentes à essayer de regagner en compétitivité, avec à la clef une inévitable exacerbation de la concurrence. L'exacerbation de la concurrence inter-impérialiste amène déjà et amènera de plus en plus à des tentatives de déstabilisation mutuelles au sein des pays dépendants.

Pour l'impérialisme chinois, il est donc essentiel de renforcer son indépendance énergétique, afin de pouvoir faire face à n'importe quelle situation de crise. L'impérialisme chinois, qui dispose déjà de réserves stratégiques de pétrole se montant à 102 millions de barils, a récemment adopté un plan visant à augmenter encore les capacités de ces réserves, l'objectif final étant de disposer de réserves suffisantes pour 3 mois. (*CCTV.com*, 05/06/2009)

Parallèlement, l'impérialisme chinois continue à diversifier ses sources d'approvisionnement en combustible fossile. Ainsi, la PetroChina Company vient de prendre possession de 45,5 % des actions de la Singapore Petroleum pour un montant de 6,9 milliards de yuans et s'est dit se préparer « à faire une offre d'achat pour le reste des actions du raffineur ». (*Xinhua*, 22/06/2009)

Dernièrement, les autorités chinoises ont également considérablement revu à la hausse leur objectif nucléaire et prévoient maintenant de disposer d'une capacité installée de 75 GW à l'horizon 2020, contre 40 GW précédemment. (*Konaxis.net*, 15/06/2009) Quelques semaines plus tard, elles annonçaient le lancement imminent des travaux du futur plus grand parc éolien du monde qui sera un « barrage des Trois Gorges sur terre ». (*Xinhua*, 06/07/2009) Rappelons que le plus grand barrage hydroélectrique du monde possède une puissance installée de 18,2 GW. La puissance installée de ce nouveau parc éolien géant situé dans le Gansu doit atteindre 5,2 GW à la fin de l'année 2010 et devrait être portée à 20 GW d'ici 2020 ! Un budget de 120 milliards de yuans a été attribué pour ce projet. En 2008, année record pour les nouvelles capacités éoliennes installées, ce sont 27,3 GW qui ont été ajoutés au parc mondial.

Il ne serait pas étonnant que dans les prochains mois, le gouvernement chinois annonce encore de nouvelles mesures visant à accélérer le développement des sources d'énergie alternatives, et au premier chef de l'éolien qui répond parfaitement aux impératifs stratégiques et à la nouvelle stratégie économique de l'impérialisme chinois, une stratégie dont nous analyserons la portée plus loin.

Quel avenir pour les énergies renouvelables dans les pays impérialistes en déclin ? L'Espagne, dont nous avons vu qu'elle était le 3^{ème} producteur mondial d'énergie éolienne, ses parcs éoliens fournissant 15 % de l'électricité du pays, est aujourd'hui « **de plus en plus souvent** » contraint de procéder à leur « **mises à l'arrêt forcé en raison de la chute de la demande d'électricité** ». En avril, la demande électrique espagnole avait chuté de plus de 13 % en glissement annuel. L'éolien en a été la première victime, « car il faut beaucoup plus de temps pour stopper en cas de surproduction une centrale thermique ou bien nucléaire ». (*AFP*, 18/05/2009)

Mais en réalité, le problème de la réactivité n'est pas le seul facteur. En effet, si « la crise montre les limites du modèle économique de l'éolien », c'est aussi pour « des raisons économiques » car « **le coût de l'éolien reste bien supérieur à celui des productions centralisées** ». (*Agefi.fr*, 25/05/2009) Comme nous l'avions déjà souligné, la baisse importante des prix du pétrole induite par la crise économique et combinée à la nécessité pour les pays impérialistes en déclin de réaliser des économies à un moment où leurs déficits explosent, a rendu les énergies alternatives bien moins attractives ! Hormis pour l'impérialisme chinois, leur développement à large échelle est devenu un luxe !

L'industrie automobile reflète aussi parfaitement la naissance du nouvel ordre impérialiste mondial.

C'est en 2005 que les exportations chinoises d'automobiles ont dépassé pour la première fois ses importations de 11 000 unités en 2005, avec 173 000 unités exportées. Au cours des dernières années, l'industrie automobile n'a cessé de progresser. Au cours du 1^{er} semestre 2008, la Chine a exporté 361 000 véhicules et en a importé 212 000. Cependant, on ne peut pas réduire la sphère d'activité de l'industrie automobile chinoise à l'exportation de véhicules. En effet, au 1^{er} trimestre 2007, la Chine était devenue le deuxième fournisseur de pièces détachées automobiles des USA (avec 1,94 milliard de \$), devant l'Allemagne (1,93 milliard de \$) mais derrière le Japon (3,57 milliards de \$). (*Xinhua*, 09/06/2007)

L'essor du secteur automobile chinois n'a pas été induit par le seul secteur des exportations, mais a grandement été stimulé par la croissance du marché automobile chinois qui est passé de 5,9 à 9,4 millions de véhicules vendus au cours de la période

2005-2008. Avant la crise, les analystes estimaient que la Chine deviendrait le premier marché automobile vers 2015. Mais la crise économique est passée par là !

En janvier 2009, le marché automobile chinois est devenu le premier du monde, surpassant celui des USA de 1%. De janvier à mai 2009, la Chine a confirmé qu'elle était devenue le premier marché automobile mondial avec 3,64 millions de véhicules vendus. Pour l'année en cours, les prévisions actuelles se montent à 11 millions de véhicules pour le marché chinois, contre 9,5 millions pour les USA.

« Depuis quelques années, la croissance du marché chinois de l'automobile rendait inéluctable cet état de fait. La crise économique n'a fait qu'accélérer le processus. Le marché chinois reste en effet en croissance, alors que le marché américain, lui, se contracte. » (*Le Figaro.fr*, 10/02/2009)

Dans les conditions de la crise économique mondiale, il est donc attendu qu'en 2009 la Chine soit « le seul grand marché automobile à croître ». (*Le Monde.fr*, 23/04/2009) Et dans le domaine de la production automobile, le leadership croissant de la Chine est également indéniable. Sur les cinq premiers mois de l'année 2009, ce sont 5 millions de véhicules fabriqués en Chine qui ont été vendus, soit une hausse de 14,3 % en glissement annuel. Pour le seul mois de mai, la production automobile a augmenté de 29 % en glissement annuel pour atteindre 1,15 million d'unités. À titre de comparaison, le marché des ventes de voitures neuves en France avait déjà reculé de 0,7 % en 2008 pour se monter à 2,05 millions de véhicules. Les parts de marché du groupe Renault ont représenté 24,0 % de ces ventes, contre 30,1 % pour le groupe Peugeot-Citroën, le reste des ventes étant accaparées par des marques de constructeurs étrangers.

Cependant, tout n'est pas (encore) rose pour le secteur automobile chinois, car si la Chine a bien gagné cette première place, son industrie automobile n'en a pas moins encore du retard à combler par rapport à la concurrence étrangère. La croissance accélérée du marché automobile chinois au cours de la dernière décennie (24 % par an en moyenne) a en effet contribué à créer un secteur automobile très fragmenté comptant plus de 80 constructeurs nationaux et 7 000 fournisseurs dont beaucoup ont créé des joint-ventures avec des sociétés étrangères afin d'acquérir de la technologie. Voici un tableau synthétisant les ventes des principaux constructeurs automobiles chinois sur le marché intérieur en 2008. Il illustre cet état des lieux.

Top 10 des ventes des constructeurs chinois en Chine		
Source : <i>Le blog auto.com</i> , janvier 2009		
Rang	Constructeur	Véhicules (10 ³)
1	FAW - Volkswagen	498,9
2	SAIC - Volkswagen	490,1
3	SAIC - General Motors	468,6
4	FAW - Toyota	365,7
5	Chery	356,1
6	Dongfeng - Nissan	350,6
7	GAIC - Honda	306,0
8	BAIC - Hyundai	294,5
9	Geely	230,4
10	ChangAn - Ford	202,8
Total :		3564,3

Les dix premiers constructeurs automobiles chinois ont fourni 38 % du marché automobile chinois en 2008. Parmi les plus gros constructeurs automobiles produisant en Chine des véhicules pour le marché chinois, 2 sont à capitaux

exclusivement chinois et les autres sont des joint-ventures établies avec les principaux monopoles étrangers du secteur, ces derniers ne pouvant détenir plus de 50 % du capital d'une joint-venture. À lui seul, Dongfeng possède quatre joint-ventures avec Honda, Kia, Nissan et Peugeot-Citroën, faisant de lui le premier constructeur produisant pour le marché automobile chinois.

À l'instar des autres branches d'industrie, la bourgeoisie monopoliste du secteur de la construction automobile est bien représentée dans l'appareil d'État et n'a donc eu aucun mal à bénéficier du soutien gouvernemental. Xu Jianyi, directeur général du groupe automobile Tianjin Xiali FAW Automobile Co. Ltd., l'un des trois plus gros constructeurs automobiles chinois, est ainsi membre du Parti communiste et député de la province du Jilin à l'APN.

Loin de s'affoler face à la crise, le gouvernement chinois a plutôt vu en elle l'opportunité de restructurer le secteur automobile chinois autour de ses grands monopoles d'État — tels FAW, SAIC, Dongfeng, ChangAn, BAIC, GAIC et Chery —, afin de refouler les monopoles étrangers du marché chinois au profit de marques à capitaux 100 % chinois. C'est dans cette optique qu'il a annoncé « un plan de restructuration et de relance de l'industrie automobile » devant permettre de « réduire de 14 à moins de 10 le nombre des principaux constructeurs automobiles du pays », afin de « créer deux ou trois constructeurs avec une capacité de production annuelle de plus de 2 millions de véhicules et environ quatre ou cinq constructeurs disposant d'une capacité annuelle de plus de 1 million de véhicules ». Le plan comporte également un fonds de 10 milliards de yuans destiné à aider ces nouveaux constructeurs à « **se doter de technologies plus modernes** » et à « **mettre au point de nouveaux moteurs utilisant des énergies de substitution** ». Le plan prévoit enfin la conversion d'une capacité de production de 500 000 véhicules en capacité de production de véhicules électriques, hybrides et hybrides rechargeables. Les analystes des pays impérialistes en déclin avertissent déjà que le plan automobile chinois « **pourrait devenir le point de départ d'une expansion mondiale du secteur automobile chinois et pourrait bien conduire à la percée de plusieurs acteurs chinois d'envergure sur le marché automobile mondial** ». (*Pwcf.fr*, 12/06/2009)

Cette volonté vient d'être illustrée par la proposition faite par la BAIC de racheter 51 % du capital d'Opel (*AFP*, 06/07/2009) Mais malgré des conditions plus avantageuses que les autres prétendants, la proposition chinoise n'est pas certaine de remporter la mise, les gouvernements des pays impérialistes en déclin risquant de faire pression sur GM pour retenir une candidature ne compromettant pas l'avenir de leurs constructeurs nationaux...

Pour les constructeurs automobiles rescapés des pays impérialistes en déclin, la perspective de voir bientôt débarquer de nouveaux et redoutables concurrents est en effet un gros nuage noir de plus qui pointe à l'horizon ! Comme si la contraction des marchés ne suffisait pas ! Sur les 89 nouveaux modèles d'automobiles lancés sur le marché chinois au cours du 1^{er} semestre 2009, 40 étaient des modèles de constructeurs chinois. Au 2^{ème} semestre, ce sont 50 nouveaux modèles de constructeurs chinois qui doivent être lancés.

Sur les cinq premiers mois de l'année 2009, les ventes de véhicules neufs ont reculé de 1,4 % en France, de 14,8 % en Italie et de 42,7 % en Espagne en glissement annuel. (*Xinhua*, 02/06/2009) En mai, la production automobile japonaise a continué de s'effondrer pour le 8^{ème} mois consécutif et affichait une baisse de 41,4 % en glissement annuel, essentiellement sous l'action de la contraction des débouchés

extérieurs qui ont entraîné un effondrement de 55,9 % des exportations au cours de la même période. (*Xinhua*, 29/06/2009)

À l'inverse, pour le seul mois de mai, ce sont 0,81 million de véhicules qui ont été vendus sur le marché chinois, soit une hausse de près de 55 % en glissement annuel. (*E24.fr*, 09/06/2009) L'impérialisme chinois a également adopté une prime à la casse ainsi qu'une baisse de 10 % à 5 % de la taxe à l'achat de véhicules neufs équipés de moteurs d'une cylindrée inférieure ou égale à 1,6 litre. Ainsi, la ville de Shanghai propose de reprendre les anciens véhicules jusqu'à 5 500 yuans dans le cas de l'achat d'une voiture neuve conforme aux normes environnementales nationales. (*CCTV.com*, 01/06/2009) Ces mesures ne visent cependant pas à enrayer une contraction du marché automobile, mais à l'aider à maintenir une croissance soutenue.

Si certaines baisses peuvent apparaître comme modérées dans certains pays impérialistes en déclin, c'est parce que leur marché automobile y a été largement soutenu, comme en France et en Italie par la mise en place de primes à la casse parfois très conséquentes. En février, pour la première fois depuis six mois, les ventes de véhicules neufs en Allemagne ont cessé de reculer, affichant même une progression de près de 22 % en glissement annuel. Selon les médias bourgeois, ce rebond s'explique en premier lieu par « la générosité du gouvernement allemand ». En effet, « les 2 500 euros proposés par Berlin sont toujours plus incitatifs que les 1 000 euros offerts par Paris ». (*E24.fr*, 13/03/2009)

En avril, le gouvernement britannique adoptait également une prime à la casse d'un montant de 2 000 £. (*Challenges.fr*, 22/04/2009) En juin, le gouvernement américain s'est résolu à adopter également une prime à la casse pouvant aller jusqu'à 4 500 dollars (*Autojournal.fr*, 10/06/2009), espérant ainsi réduire l'effondrement des ventes véhicules neufs qui a atteint - 34 % en mai en glissement annuel, un taux voisin de celui du marché britannique au 1^{er} trimestre 2009.

Pour les gouvernements des pays impérialistes en déclin, la prime à la casse semble aujourd'hui être la panacée. Pourtant, ce subventionnement des achats de véhicules neufs a de gros défauts. Il contribue d'abord à creuser un peu plus le déficit déjà abyssal des États bourgeois et ne peut donc constituer qu'une mesure de soutien d'urgence. Sa non-soutenabilité à moyen terme rend inévitable son caractère ponctuel. Se pose donc la question de l'impact de l'arrêt d'une telle mesure, qui soulève une inquiétude majeure : « les constructeurs doivent se méfier de l'après-prime à la casse » car « quand elle prendra fin, les temps ne seront pas faciles ». Selon le Comité des constructeurs français d'automobile, il faudra s'attendre « **à une chute de 50 % des ventes lorsque la mesure expirera** ». (*E24.fr*, 13/03/2009)

La problématique est sensiblement différente pour l'impérialisme chinois qui a des ressources que ses concurrents n'ont pas, et peut donc continuer à subventionner son secteur automobile le temps de le restructurer.

Sur le front industriel, l'impérialisme chinois poursuit donc sans surprise son inexorable offensive !

L'évolution des flux internationaux de marchandises, reflet des contradictions internes du système mondial de l'impérialisme

Dans les graphes qui suivent, les chiffres bruts qui ont été utilisés ont pour sources les sites *Unctad.org* pour les données annuelles 1948-2007 et *World Trade*

Organization.org pour les données trimestrielles 2005-2009. Les deux sources donnent des valeurs égales pour la période 2005-2007, l'écart étant inférieur à 1 %.

[Voir graphique p. 216]

Il est avant tout essentiel de souligner un fait primordial : cette courbe dont la pente prend parfois presque des allures de falaise n'est nullement le reflet d'une croissance spéculative, mais reflète un accroissement réel des échanges.

Dans l'imagination fertile des petits-bourgeois, s'il est bien une vérité incontestable, c'est que les années 1970-2000 ont marqué un développement effréné de la spéculation boursière. C'est cette satanée "spéculation" qui est depuis pointée du doigt à chaque nouvelle crise économique. Le petit bourgeois se représente en effet difficilement la possibilité pour un pays impérialiste de diminuer sa production industrielle tout en augmentant la richesse nationale ! Il se demande également par quel "miracle" un trader peut réaliser des taux de profits à deux chiffres ! La "spéculation" est alors pour lui l'explication toute trouvée, lui permettant de s'excuser pour son ignorance. Comme nous allons le voir, **l'emploi du terme "spéculation" illustre parfaitement le caractère fétiche de la division internationale du travail.**

Ceux qui pestent contre la spéculation et arguent qu'elle ne correspond à aucune valeur réelle oublient en effet les frontières ! Si l'on déborde le cadre national et que l'on prend le système impérialiste mondial dans son ensemble, il y a véritablement eu un accroissement réel accéléré des échanges sous la forme d'un transfert d'une grande partie de la richesse produite dans les pays ateliers vers les centres impérialistes propriétaires de leurs industries.

En 1980, les pays impérialistes (social-impérialisme soviétique inclus) produisirent 2,9 fois plus d'acier que les pays dépendants. Les pays impérialistes assuraient alors encore une partie importante de leur production industrielle sur leur territoire national. Une grande partie de cette production était alors destinée au marché intérieur et n'empruntait alors pas les voies du commerce international.

En 2008, alors que la production mondiale d'acier avait été multipliée par plus de 1,8, les mêmes pays impérialistes (l'impérialisme russe exclu, puisque son économie a entre-temps été reléguée à un rôle dévolu aux pays dépendants riches en ressources naturelles) produisirent plus de 2,3 fois moins d'acier que les pays ateliers.

Durant la période 1980-2008, le PIB des USA a été multiplié par 5,1 alors que sa production d'acier a décliné de 10 %. En France, le PIB a été multiplié par 4,3 alors que la production d'acier a décliné de 23 %. Enfin, au Japon, le PIB a été multiplié par 4,6 alors que la production d'acier n'a augmenté que d'un peu plus de 6 %.

À l'inverse, en Chine, le PIB a été multiplié par 14,1 alors que la production d'acier a été multipliée par 13,5. La croissance du PIB a donc été en ligne avec celle de la production industrielle, y compris durant la période 2001-2008 au cours de laquelle la production d'acier chinoise a été multipliée par 3,3. Selon les chiffres donnés par le *Bulletin économique Chine* (n°11, mars 2009), le PIB chinois a été multiplié par 3,3 (en dollars) ou par 2,7 (en yuans) au cours de la même période.

Ces faits illustrent la modification qualitative majeure de la division internationale du travail qui a marqué les dernières décennies.

Dans l'hypothèse où la totalité de la production industrielle des pays ateliers serait destinée à l'exportation vers les métropoles impérialistes, le volume des échanges marchands internationaux aurait donc pu être multiplié par 12. Mais évidemment, l'existence d'une bourgeoisie compradore indigène — et parfois même d'une bourgeoisie impérialiste naissante — ainsi que de la nécessité d'assurer (au moins partiellement) la survie de la main d'œuvre nécessaire à un minimum de stabilité politique et sociale, ne permet pas le transfert de la totalité des produits de la production industrielle des pays ateliers vers les centres impérialistes.

Comme nous pouvons le voir sur le graphe du commerce international, celui-ci a été multiplié par près de 8 au cours de cette période. Un chiffre qui se trouve dans l'échelle des possibilités de l'essor de la production industrielle des pays ateliers, d'autant que le commerce entre pays impérialistes représente un volume non négligeable du commerce international de marchandises. Pendant plus de trois décennies, les pays impérialistes dominants ont donc construit leur richesse sur l'exploitation et le pillage de pays ateliers, via le transfert d'une plus-value créée dans ces pays. Manque de chance pour eux, ils se sont trompés dans leurs calculs et la période de l'usure touche aujourd'hui à sa fin, car l'un de ces pays ateliers n'était pas un pays bourgeois-compradore, mais un pays dirigé par une puissante bourgeoisie nationale monopoliste d'État. Au fil des années, ce pays est devenu un pays impérialiste particulièrement puissant, produisant aujourd'hui à lui seul près de la moitié de la production industrielle mondiale !

Voilà donc la première conclusion que nous pouvons tirer de la tendance principale de la croissance des échanges marchands internationaux. Voyons maintenant plus en détail d'autres points essentiels.

Sur ce graphe apparaissent de manière évidente les trois grandes périodes qui ont rythmé l'évolution du commerce international au cours des soixante dernières années :

- La 1^{ère} période, s'étendant jusqu'au début des années 1970, est caractérisée par une croissance modérée et quasi linéaire des flux internationaux de marchandises correspondant à une division internationale du travail héritée de la domination coloniale : l'essentiel de la valeur industrielle est produite au sein des métropoles impérialistes et le rôle économique de leurs zones d'influence se limite à l'importation de matières premières minières et énergétiques ainsi que de produits agricoles et de quelques produits industriels à basse composition organique destinés à être transformés au sein des métropoles impérialistes. Le taux de chômage est donc relativement faible au sein des métropoles impérialistes : aux USA, le taux officiel du chômage a oscillé entre 3 et 6 % au cours de cette période. (Tous les chiffres du chômage que nous donnons pour les USA sont des statistiques officielles publiées par le *Bureau of Labor*.) Le développement économique et industriel des pays dépendants est alors très bas.
- La 2^{ème} période, débutant vers 1972 et s'étendant jusqu'en 2001, est caractérisée par une croissance beaucoup plus rapide, mais aussi plus chaotique des flux internationaux de marchandises. Il faut dire qu'au moment où les pays impérialistes dominants délocalisent de nombreuses industries de production des biens de consommation et certaines branches de l'industrie lourde, des périodes de stagnation économique mondiale suivent du fait de la contraction de la demande accompagnant nécessairement ces délocalisations. Aux USA, le taux de chômage passa ainsi de 4,9 à 8,5 % au cours de la

période 1973-1975, et de 5,8 à 9,7 % au cours de la période 1979-1982. Le relèvement de la demande au sein des métropoles impérialistes ne fut alors obtenu qu'en y accroissant le poids des secteurs non productifs visant à s'approprier la majeure partie plus-value produite dans les pays dépendants ateliers. Ce n'est donc pas pour rien si c'est à partir de 1973 que l'endettement public s'est fortement accéléré dans les pays impérialistes. Nous verrons un peu plus loin les proportions gigantesques qu'il y a prises. Cette appropriation est donc de plus en plus obtenue grâce au droit de propriété du Capital étranger sur les industries délocalisées qui permet à la bourgeoisie de transférer l'essentiel de la plus value produite à ses ateliers de finition dans les métropoles impérialistes. La pérennité de cette exploitation dépend du maintien de l'avance technique dans les industries de pointe en général et dans l'industrie de production des moyens de production en particulier, avance sans laquelle les ateliers de finition demeurés au sein des métropoles impérialistes deviennent inutiles.

- La 3^{ème} période, qui a débuté en 2001 avec l'entrée de la Chine à l'OMC, est caractérisée par une croissance presque exponentielle du commerce international. Les raisons en sont simples. L'afflux de capitaux étrangers, mais de manière limitée au regard de la part croissante des capitaux chinois dans l'accroissement de la puissance économique du pays, a marqué un renforcement sans précédent de l'impérialisme chinois qui, imposant habillage aux investisseurs étrangers des transferts de technologies, a remonté un nombre croissant de branches d'industries. Comme nous l'avions déjà vu, ce processus en est arrivé à un point où l'impérialisme chinois disposait à la fin de l'année 2008 d'une autonomie (très) supérieure à celle de la quasi-totalité de ses concurrents dans la production des moyens de production — Japon et Corée du Sud exclus. La Chine n'a en effet importé que 38,7 % des machines-outils qu'elle a consommées. Cette période est donc marquée par la rupture de la division internationale du travail mise en place par les vieux pays impérialistes. Au fil des années, ce processus s'est traduit par un déficit commercial structurel croissant des vieux pays impérialistes vis-à-vis de l'impérialisme chinois.

Ceci nous amène à l'entrée dans une 4^{ème} période, non visible sur le premier graphe, mais que révèle un graphe plus précis :

[Voir graphique p. 217]

Comme nous l'avions déjà souligné il y a deux ans dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, l'essor fulgurant de l'impérialisme chinois amenait les pays impérialistes en déclin à vivre « **de plus en plus à crédit** », avec à la clef l'accroissement du « **risque de rupture entre la production et la consommation** ». Cet endettement croissant, provoqué par la rupture de la division internationale du travail, rendait déjà pour nous à l'époque évident le fait que :

« De plus en plus, avec la baisse des salaires réels des travailleurs des vieux pays impérialistes, pour tenter de lutter contre la concurrence chinoise, la menace d'une réduction des débouchés semble inévitable et augure de gigantesques crises économiques mondiales que le commerce et les investissements croissants vers les pays dépendants les moins industrialisés sera incapable de compenser. L'émergence de l'impérialisme chinois provoquera donc inévitablement à lui seul des séismes d'une

magnitude jusque-là inconnue, du fait de son poids industriel et démographique, même si l'Inde n'arrive pas à s'arracher à la domination compradore. » (*Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 235)

À la fin de l'année 2008, nous avons assisté au premier de ces séismes que nous avions envisagé. Entre le 3^{ème} trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009, la valeur des exportations mondiales de marchandises a baissé de 37,9 %, un effondrement d'une ampleur sans précédent depuis la *Grande Dépression*. Dans ces conditions, le taux de chômage a évidemment connu une explosion sans précédent. Le taux de chômage aux USA qui se montait à 4,6 % en 2006-2007, se montait désormais à 9,4 % en mai 2009. Le nombre de chômeurs a ainsi été multiplié par plus de deux depuis 2007. En mai 2009, le taux de chômage avait augmenté de 70,9 % en glissement annuel, le nombre de chômeurs passant de 8,5 à 14,5 millions. Et la courbe récente de l'évolution du chômage, loin de s'infléchir, montre au contraire une progression continue :

[Voir graphique p. 218]

Si certains représentants de l'impérialisme américain ont jugé comme étant un "signe positif" le ralentissement observé dans le rythme de la destruction des emplois au cours du mois de mai, c'est sans compter sur la hausse catastrophique du taux de chômage qui en a fait un mois presque aussi mauvais que celui de février : + 0,5 point de taux de chômage et près de 800 000 chômeurs supplémentaires ! La raison de cette « contradiction apparente » est pourtant simple : « **les employeurs, s'ils licencient moins que récemment, embauchent moins encore** » ! (*Le Monde.fr*, 06/06/2009) Les espoirs des médias bourgeois américains ont été refroidis récemment quand le *Bureau of Labor* a annoncé près de 470 000 destructions d'emplois pour le mois de juin, un chiffre 28 % supérieur aux prévisions... La tendance est similaire dans l'ensemble des pays impérialistes en déclin. Ainsi, le taux de chômage officiel en France a atteint 8,7 % au 1^{er} trimestre 2009, contre 7,6 % le trimestre précédent. L'INSEE s'attend à voir ce taux grimper à 10,1 % d'ici la fin de l'année 2009.

La hausse du taux de chômage est le reflet naturel de l'effondrement de la production industrielle des pays impérialistes en déclin. Les données statistiques ayant servi à la construction de ce graphe ainsi que toutes les suivantes relatives à la production industrielle américaine proviennent du site de la Réserve Fédérale des USA. (*Federalreserve.gov*)

[Voir graphique p. 219]

De juillet 2008 à mai 2009, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie américaine s'est effondré de 79,5 à 68,3 %, un record depuis la disponibilité des séries statistiques (1967). Le précédent record remontait à décembre 1982 qui avait enregistré un taux de 70,9 % avant de le voir remonter rapidement. Dans d'autres pays impérialistes en déclin, la tendance est la même : ainsi, selon l'INSEE, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie française est actuellement voisin de 71 %, contre 84 % au cours des années précédentes. (*Reuters*, 19/06/2009)

Comme nous l'avions déjà souligné, la baisse continue et prolongée du taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie américaine doit nécessairement aboutir à la destruction d'une fraction de ces capacités de production afin de retrouver un taux d'utilisation des capacités de production qui ne soit pas trop handicapant face à la concurrence. Après avoir stagné à la fin de l'année 2008 à 140,7, l'indice des capacités de production de l'industrie américaine a commencé à baisser de manière continue. En mai 2009, cet indice était arrivé à 140,3. À titre de comparaison, cet indice était de 45,0 en 1967, de 78,6 en 1986 et de 134,0 en 2002.

Ni en 1973-1975, ni en 1980-1983, l'indice des capacités de production industrielle américain ne diminua. Si certaines branches d'industrie virent leur production diminuer, cette diminution fut alors compensée par l'essor d'autres branches d'industrie liées à l'approfondissement de "l'économie de bazar". En revanche, de septembre 2002 à octobre 2004, cet index stagna ou baissa légèrement dans la fourchette 133,3-134,2 du fait de la diminution des capacités de production dans des branches d'industrie comme celle des métaux, des machines-outils ou des équipements et composants électriques.

Ces liquidations constituèrent le facteur déterminant de l'aggravation de la crise de la dette aux USA qui accompagna la stagnation de l'industrie américaine au cours des trois dernières années.

En mai 2009, la production industrielle américaine a affiché une baisse de 13,4 % en glissement annuel. Par rapport à son plus haut niveau (septembre 2007), la production américaine s'est donc effondrée de 16,3 %. Cet effondrement n'est pas spécifique à l'impérialisme américain. En effet, en avril, la production industrielle des 16 pays de la zone euro s'était contractée de 21,6 % en glissement annuel. (*AFP*, 12/06/2009) En mai, la production industrielle espagnole a continué de s'effondrer, pour atteindre - 20,5 % en glissement annuel, une tendance d'autant plus inquiétante que cet effondrement ininterrompu se produit alors que l'Espagne a mis en place « un des plus vastes plans de relance au monde, par rapport à son économie », « égal à 4,2% de son PIB », mais « avec la fin de ces mesures courant 2009 », les analystes redoutent de voir « **replonger l'ensemble des secteurs économiques espagnols dans la récession** », et d'ajouter qu' « **une fois que nous aurons retiré la relance, nous verrons le vrai niveau de la récession** ». (*Reuters*, 03/07/2009)

Crise de "l'industrie de bazar" : une crise de surendettement provoquée par la rupture de la division internationale du travail

En même temps que l'impérialisme chinois remontait des branches d'industries de plus en plus diversifiées s'étirant sur toute la chaîne, depuis la transformation des matières premières jusqu'à la finition de marchandises prêtes à être exportées, rendant ainsi inutiles un nombre croissant des ateliers de finition caractérisant "l'industrie de bazar", le déséquilibre des échanges ne finissait pas de faire enfler ses excédents commerciaux chinois et s'accroître les déficits de ses concurrents.

En 2001, les réserves de change de l'impérialisme chinois ne se montaient encore qu'à 212 milliards de dollars et sa dette extérieure se montait à 185 milliards de dollars, soit 13,9 % du PIB chinois. En 2008, les réserves de change de l'impérialisme chinois ont atteint 1946 milliards de dollars, alors que sa dette extérieure ne s'élevait qu'à 374 milliards de dollars (*Xinhua*, 24/04/2009), **soit 8,7 % du PIB chinois**.

Durant la période 2001-2008, l'impérialisme chinois a donc vu son endettement diminuer d'un point de vue relatif. En 2008, son endettement a même failli diminuer d'un point de vue absolu : sa dette extérieure n'ayant augmenté que d'un milliard de dollars par rapport à l'année précédente ! Comme nous l'avons déjà souligné, ce niveau d'endettement n'a rien de comparable à celui de pays impérialistes comme les USA, la France ou le Royaume-Uni, dont la dette extérieure a représenté respectivement 84,2 %, 147,6 % et 374,9 % du PIB en 2008.

Avec la diminution importante des flux entrants de capitaux étrangers et une politique poussant les monopoles chinois à acquérir de la technologie à l'étranger, l'année 2009 verra sans aucun doute la dette extérieure de l'impérialisme chinois diminuer dans des proportions importantes, d'un point de vue relatif comme absolu. En effet, à la fin du 3^{ème} trimestre 2008, la dette extérieure de la Chine se montait à 442 milliards de dollars et avait donc augmenté de plus de 18 % en glissement annuel. (*AFP*, 27/12/2008) Trois mois plus tard, cette augmentation avait été intégralement annulée ! **À la fin du 1^{er} trimestre 2009, la dette extérieure chinoise accusait déjà une baisse de 10,1 % par rapport à la fin de l'année 2008, et ne se montait plus qu'à 337 milliards de dollars !**

En 2007, la dette publique chinoise représentait 20,9 % du PIB, contre 19,2 % en 2003. De manière évidente, l'impérialisme chinois possède donc un niveau d'endettement global extrêmement faible comparé à ses concurrents. En 2008, les dépenses du budget de l'État "communiste" chinois ont représenté 20,8 % de son PIB, soit une proportion identique aux pays impérialistes "capitalistes" concurrents. En 2008, les dépenses publiques chinoises se sont montées à 6 243 milliards de yuans, pour des recettes de 6 132 milliards de yuans, soit un déficit inférieur à 0,4 % du PIB (ou 1,8 % des recettes du budget d'État). **La dette publique chinoise est donc restée à un niveau voisin de 20 % du PIB en 2008.**

Ce déficit est extrêmement modéré si on le compare à celui des pays impérialistes concurrents : selon l'INSEE, en 2008, le déficit du budget d'État de l'impérialisme français — qui représente la majeure partie du déficit public (85 % en 2008) —, a représenté 54,1 milliards d'euros, en augmentation de 47 % par rapport au déficit de l'année précédente (39,4 milliards d'euros). En 2008, le déficit public a donc atteint 3,4 % du PIB. L'accumulation de déficits publics a évidemment eu un impact sur la dette publique de l'impérialisme français. Alors qu'elle représentait 21 % du PIB en 1978, elle en représentait 58 % en 1996 et 64 % en 2007. En 2008, elle a atteint 68 % du PIB.

Dans le *Projet de loi de finances rectificative pour 2009* du 4 mars 2009, le gouvernement avait déjà révisé à la hausse le déficit du budget d'État pour l'exercice en cours qui serait porté à près de 104 milliards d'euros « **au vu de la baisse plus forte que prévu de l'activité pendant les trois premiers mois de l'année** ». (*Reuters*, 12/06/2009) Le budget de la loi rectificative était en effet basé sur des recettes fiscales en baisse de seulement 4 % par rapport à 2008. Or à la fin février, les recettes fiscales du budget s'étaient déjà effondrées de 22 % en glissement annuel. (*Nouvelobs.com*, 10/04/2009) Fin avril, la situation s'était encore aggravée : l'effondrement des recettes fiscales se montait désormais à 27 % en glissement annuel, essentiellement sous l'action du recul des revenus de l'Impôt sur les sociétés (imputable pour seulement $\frac{1}{3}$ aux mesures de soutien à la trésorerie des entreprises dans le cadre du plan de relance) et des recettes de la TVA. Fin avril, le déficit du budget en cours se montait déjà à 72 milliards d'euros, soit une hausse de 60 % en glissement annuel. Selon les prévisions bourgeoises actuelles, le déficit public se

monterait à 140 milliards d'euros, soit 7,5 % du PIB et la dette publique atteindrait alors 74 % du PIB à la fin de l'année 2009 ! (AFP, 21/06/2009)

En 2008, le déficit de la Sécurité sociale s'est monté à 10,2 milliards d'euros, contre 9,5 milliards d'euros l'année précédente. Ce déficit pourrait atteindre 21 milliards d'euros cette année selon les dernières prévisions bourgeoises, soit le double du déficit initialement prévu, du fait d'une forte contraction des recettes de la branche vieillesse. (E24.fr, 09/06/2009) Face à l'explosion des déficits publics, l'impérialisme français a déjà entrepris de procéder à des coupes sombres dans les dépenses publiques. La bourgeoisie a ainsi décidé de reculer l'âge légal de la retraite à 67 ans. Alors que durant la période 2003-2007, le nombre des contrôles de l'opportunité des arrêts maladie était passé de 0,4 à 0,9 million, il a atteint 1,5 million en 2008. Et pour Eric Woerth, le ministre du Budget, il est essentiel de passer à un niveau supérieur en ne contrôlant plus seulement les arrêts longs (45 jours et plus) et en généralisant à l'ensemble du territoire français « le contrôle des arrêts maladie par l'envoi d'un médecin au domicile du salarié ». (AP, 11/06/2009) Selon l'assurance maladie, 11 % des arrêts maladie contrôlés en 2008 étaient trop longs ou injustifiés. Depuis le second semestre 2008, le montant des indemnités journalières versées par l'assurance maladie est reparti à la hausse : pour le seul 1^{er} trimestre 2009, elles ont augmenté de plus de 6 %, une évolution inacceptable pour la bourgeoisie en ces temps de crise !

Ce qui vaut pour l'impérialisme français, vaut également pour les autres pays impérialistes en déclin, où l'on prévoit désormais des déficits publics de l'ordre de 10 % du PIB pour l'année en cours.

À la fin de l'année fiscale 1970, la dette publique de l'impérialisme américain ne représentait que 37,6 % de son PIB. Elle en représentait 33,3 % en 1980, mais déjà 55,9 % en 1990 et 65,5 % en 2007. Enfin, à la fin de l'année fiscale 2008, elle a atteint 74,6 % du PIB américain. **Sur la base du taux de contraction actuel du PIB américain, la dette publique américaine franchirait déjà aujourd'hui la barre des 83 % !** Au cours des dernières décennies en général, et au cours des deux dernières années en particulier, la dette publique américaine a donc connu une explosion sans précédent qu'illustre parfaitement ce graphe construit à partir des statistiques officielles disponibles sur *Treasurydirect.gov*.

[Voir graphique p. 220]

La première chose essentielle que cette courbe appelle à souligner est la similitude de ses grandes tendances d'évolution avec celle du commerce international. Il n'est donc pas exagéré de dire que c'est l'endettement des pays impérialistes en déclin qui a stimulé le commerce international. La dette publique américaine passa de 252 à 348 milliards de dollars au cours de la période 1948-1968, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,6 %. Au cours de la période 2001-2008, la dette publique américaine augmenta en moyenne de 8,1 % par an.

Durant la période 2001-2008, le taux d'épargne des ménages en Chine est passé de 37 à 54 % du PIB chinois, malgré une multiplication par plus de 2,7 de son PIB. À titre de comparaison, durant la même période, celui de l'impérialisme français a stagné autour de 15 %, tandis que celui des USA était inférieur à 1 % au cours de la période 2005-2007. Si en mai 2009, le taux d'épargne des ménages américains était remonté à 6,9 % — contre 5,6 % le mois précédent —, « son plus

haut niveau depuis 15 ans » (*AP*, 26/06/2009), cela n'annonce pour autant rien de bon pour l'économie américaine frappée par une profonde récession. Pendant des années, les ménages américains ont vécu à la limite de leurs moyens, donnant ainsi aux débouchés leur extension maximale. Ce système a fonctionné aussi longtemps que la concurrence chinoise ne venait pas empiéter sur les derniers lambeaux de "l'industrie de bazar" !

Aujourd'hui, dans le contexte d'une profonde récession économique, une augmentation de l'épargne se traduit donc par une augmentation du Capital disponible et une baisse de la consommation, provoquant donc un recul de l'activité économique au moment même où affluent les capitaux devant trouver des débouchés d'investissement. En définitive, la hausse du taux d'épargne des ménages entraîne la mise en difficulté croissante des entreprises qui se traduit donc par une augmentation de l'endettement des entreprises et de l'État bourgeois !

Que cette épargne croissante des masses exploitées craignant d'être victimes de surendettement se combine à une baisse de leur revenu, comme c'est le cas dans les pays impérialistes en déclin, et l'impact négatif sur l'économie est encore plus grand.

La bourgeoisie et ses économistes keynésiens ont depuis longtemps compris ce danger. Pour eux, le cas le plus favorable est que les masses exploitées consomment l'intégralité de leurs revenus afin de soutenir le développement économique, sans pour autant devenir insolvables, comme ça a été le cas aux USA au cours des dernières années. Mais même dans ce cas "idéal", la croissance et la prospérité économique ne peuvent être ininterrompues : le déséquilibre inévitable entre la production et la consommation induite par l'exploitation salariée menaçant sans cesse détruire cette belle harmonie !

Un niveau d'endettement public et extérieur très fort, ainsi qu'un faible taux d'épargne des ménages, prouve encore une fois que les pays impérialistes en déclin sont bien, au-delà de différences minimes, tous pris dans un même processus de décomposition économique provoqué par une crise du surendettement dont la source se trouve dans une division internationale du travail dont le caractère parasitaire a été poussé au-delà de son extrême limite. Le niveau d'endettement voisin de ces pays relègue aujourd'hui au second plan les différences minimes entre un pays comme l'impérialisme américain et un autre comme l'impérialisme français. En effet, ces différences ne sont rien en comparaison de celles entre ces pays impérialistes au bord du gouffre et l'impérialisme chinois !

Dans de nombreux pays impérialistes en déclin, les élites bourgeoises aux abois clament que la sortie de crise est "imminente". Partout, ceux qui n'ont rien vu venir au cours des dernières années affirment voir des signes positifs de "reprise" et clament que la sortie du tunnel est proche !

On peut raisonnablement se demander comment des individus, qui n'ont ni vu venir la crise économique, ni compris ses causes profondes — qui sont d'ordre structurel et non conjoncturel —, peuvent aujourd'hui sérieusement prétendre pouvoir en prévoir la fin !

Du côté des économistes bourgeois, non seulement aux USA, mais aussi en France, on est bien moins confiant dans l'avenir. De leur aveu, les "signaux positifs" se résument à une « augmentation des exportations automobiles », « effet positif des primes à la casse » et au fait que « les ventes de biens intermédiaires semblent trouver un plancher, à un niveau certes très bas ». Cependant, « **ces signes d'amélioration restent très fragiles** » : « Le point le plus problématique concerne la

rechute des exportations de biens d'équipement, qui montre que l'investissement des entreprises ne repart pas ». (*E24.fr*, 09/06/2009) Au 1^{er} trimestre 2009, les pays de l'OCDE ont connu la pire contraction de leur PIB depuis la création de cet indicateur en 1960, en baisse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent qui avait déjà vu leur PIB se contracter de 2 %. (*E24.fr*, 25/05/2009)

D'autres économistes bourgeois — comme A. Law, Chef économiste chez Xerfi —, s'inquiètent de la résistance de la consommation : « **est-ce durable ?** », se demandent-ils alors que la majorité des plans sociaux annoncés au cours des derniers mois ne deviendront effectifs que vers la fin de l'année, « ce qui conduira à la destruction de 500 000 à 1 million d'emplois », et alors que le prix des matières premières repart à la hausse. Dans ce contexte, A. Law estime « **que la consommation va encore tenir entre deux et quatre mois** », « **peut-être six dans le meilleur des cas** », mais « **que fin 2009, début 2010, on va avoir un solide retour de bâton** ». (*E24.fr*, 26/05/2009)

L'horizon 2009 pourrait cependant arriver un peu plus tôt que prévu, car la consommation des ménages montre déjà des signes de déclin sensible dans les pays impérialistes en décomposition. Ainsi, en mai, le volume des ventes du commerce de détail avait diminué de 0,5 % dans l'UE par rapport au mois précédent. (*CercleFinance.com*, 03/07/2009) C'est dans le contexte de la « réduction de la consommation » amenant les masses exploitées des pays impérialistes en déclin à « se détourner de plus en plus des produits étrangers », que le déficit commercial de l'impérialisme américain s'est réduit au cours de ces derniers mois, « tombant en février à des niveaux inédits depuis près de dix ans ». (*AFP*, 09/04/2009)

Dans les pays impérialistes en déclin, la situation n'est guère plus brillante qu'avant que les gouvernements bourgeois ne commencent à céder aux tendances interventionnistes en venant au secours du Capital privé. Ainsi, de l'aveu même de la bourgeoisie, l'économie américaine est loin d'avoir touché le fond. La baisse continue de la production industrielle combinée à la hausse tout aussi continue du chômage affecte toujours plus profondément les bénéficiaires des monopoles américains. Ainsi, les USA ont enregistré 3 faillites de banques en 2007 et 25 en 2008. **Rien qu'au cours des six premiers mois de l'année 2009, plus de 40 banques américaines ont été déclarées en faillite !** De toute évidence, « **le rythme des faillites bancaires s'est accéléré en 2009** » — « The pace of bank failures has accelerated in 2009 ». (*Financial Times.com*, 19/06/2009) Dans les pays impérialistes du vieux continent, les banques continuent également de souffrir. Sous couvert de « purger les excès du passé » et confrontée à une perte de 0,3 milliard d'euros au 1^{er} trimestre 2009, la Société Générale « a sollicité une nouvelle fois l'aide de l'État français, à savoir 1,7 milliard d'euros sous forme d'actions de préférence ». À l'instar d'autres banques, la Société Générale pourrait être contrainte de procéder à « des cessions d'actifs » « d'ici à la fin de l'année ». (*Reuters*, 13/06/2009)

Alors que certains dirigeants bourgeois des pays impérialistes au bord de la faillite tirent déjà des plans sur la comète en envisageant "l'après-crise" — à l'instar du dernier G8 qui estimait que le temps était venu de parler de « stratégies de sortie de crise » (*Le Figaro.fr*, 13/06/2009) et à l'instar de Sarkozy devant le Congrès réuni à Versailles le 22 juin —, les dirigeants chinois ont clairement averti que la crise était loin d'être terminée.

Ainsi, au cours du dernier forum de la Banque Mondiale consacré à l'économie, l'économiste chinois Justin Yifu Lin — actuellement économiste en Chef de la Banque mondiale —, a déclaré « **qu'il n'était pas opportun de discuter des**

"stratégies de sortie" pour l'économie mondiale » car « **les indicateurs de l'économie réelle ne sont pas encore très encourageants, et ont même montré une tendance à la détérioration** ». (*Xinhua*, 23/06/2009)

Les marchés boursiers non plus, ne sont pas aussi optimistes que les marionnettes en charge de tromper les masses exploitées en leur promettant une reprise proche :

« Les marchés actions américains débutent la semaine sur une note franchement négative. Les investisseurs semblent frappés par un regain d'inquiétude concernant l'évolution des perspectives économiques. Ils s'interrogent en particulier sur le timing et l'ampleur de la reprise économique attendue aux États unis fin 2009. Dans ce climat incertain, les valeurs industrielles sont spécialement malmenées. » (*Agence Option Finance*, 22/06/2009)

La bourgeoisie chinoise est pour sa part beaucoup plus prudente que nombre de ses concurrentes en difficulté, et a attendu six mois consécutifs de signes de redressement **réels** pour émettre un jugement sur l'efficacité des mesures mises en œuvre. Ainsi, le premier ministre chinois a récemment déclaré que l'économie chinoise commençait « **à se redresser d'une manière stable** » malgré l'existence de dangers comme « la chute des exportations » :

« La croissance des investissements s'est accélérée, la consommation a maintenu une augmentation rapide et constante, et la demande domestique a joué un rôle important dans la relance de la croissance économique. La production agricole et industrielle a augmenté, et le développement régional a progressé. » (*Xinhua*, 17/06/2009)

En mai, le montant des dépôts en monnaie chinoise avait augmenté de 26 %. Pour sa part, la vente de surfaces immobilières a augmenté de 52,9 % en glissement annuel. Quant à la valeur des prêts bancaires accordés par les établissements de crédit chinois, elle a bondi de plus 30 % en glissement annuel. À titre de comparaison, aux USA, le volume des prêts bancaires accordés en avril par les 21 principaux établissements bancaires ayant bénéficié du renflouement de l'État Fédéral (via le plan TARP) a accusé une baisse de 7 % par rapport au mois précédent. De l'aveu même de la presse économique bourgeoise, « les grandes banques ne prêtent plus ». (*CNN Money.com*, 15/06/2009) Grâce à cette reprise réelle de l'activité, les recettes budgétaires du gouvernement chinois ont affiché une augmentation de 4,8 % en glissement annuel. (*Xinhua*, 12/06/2009 et *Bulletin Économique Chine*, n°14, p. 15)

Rien de tel dans les pays impérialistes en déclin ! Que ce soit sur le front de l'emploi ou de l'industrie, dont dépend la santé des banques, les signes de "reprise" sont loin d'être légion ! La raison fondamentale n'est pas difficile à comprendre : selon les aveux des analystes de l'INSEE, « **si les entreprises ajustent plus rapidement leurs effectifs** », « **la baisse de l'emploi et le ralentissement des salaires bruts vont également peser sur les revenus des ménages** », ce qui « risque de prolonger la récession » et n'est donc « bon pour personne ». (*France24.com*, 19/06/2009)

Mais comme nous l'avons déjà souligné, la bourgeoisie n'a pas d'autre choix, car pour le capitaliste individuel, la survie de son entreprise passe par une réduction de la masse salariale devenue un trop lourd fardeau, fut-ce au prix d'une aggravation du problème des débouchés pour l'ensemble des capitalistes ! Quant aux États bourgeois surendettés, ils ne seront pas en mesure de compenser très longtemps l'effondrement des débouchés aux moyens de mesures keynésiennes, comme l'illustre le cas américain.

Nous avons déjà traité en détail du cas américain, en particulier à travers la Californie. Depuis, les choses ne se sont évidemment pas arrangées. Comme nous l'avions prévu, les déficits ont continué de se creuser et le taux de chômage d'augmenter. Ce dernier dépassait ainsi 11,5 % à la fin du mois de mai.

À la fin de mois de juin, le *New York Times* a annoncé que l'État de Californie « qui s'enfonçait de plus en plus profondément dans la crise financière », « **serait bientôt forcé d'émettre des reconnaissances de dette à ses créanciers** », ayant échoué à trouver les financements pour boucler le déficit du budget de son nouvel exercice fiscal (débutant le 1^{er} juillet). La baisse des recettes porte déjà le nouveau déficit à plus de 24 milliards de dollars, pour un budget d'un montant de 100 milliards de dollars. Face à cette situation catastrophique, le gouverneur de l'État a proposé des coupes sombres d'un montant de 16 milliards de dollars dans le budget, essentiellement dans les programmes d'État destinés aux secours financier et sanitaire des familles pauvres. Il veut également solliciter des emprunts auprès des collectivités locales et libérer des prisonniers plus tôt afin de faire réaliser des économies au système pénitentiaire. (*New York Times.com*, 24/06/2009) Dans son plan de compression budgétaire, Schwarzenegger a également proposé de fermer près de 80 % des 279 parcs d'État de la Californie dès le début du mois de septembre. Les 59 parcs devant rester ouverts sont ceux qui sont capables de générer suffisamment de revenus pour atteindre l'équilibre financier sans avoir recours aux aides du gouvernement local. (*Mercurynews.com*, 29/05/2009)

Au même moment, Martin Weiss — analyste financier renommé qui avait anticipé de plusieurs mois la faillite de géants du secteur bancaire américain tels Bear Stearns, Lehman Brothers, Fannie Mae et Citigroup —, tirait la sonnette d'alarme concernant les 59 milliards de dollars d'obligations municipales émises par l'État californien et déclarait que les « coupes draconiennes dans les dépenses publiques et la masse salariale » ne feront « qu'aggraver la dépression économique en Californie ». Pour Martin Weiss, il est aujourd'hui évident qu' « **aussi sûr que le soleil se couche sur le Golden State, la Californie se dirige vers la cessation de paiement** », « **c'est inévitable** » ! Pour les analystes bourgeois, l'impact d'une telle faillite serait « spécialement dévastateur » et serait beaucoup plus large et profond que celui « de l'affaire Madoff » ou celui « de la faillite de General Motors ». (*CNN Money.com*, 25/06/2009) [Golden State : surnom donné à l'État de Californie. Situé sur la côte ouest des USA, il est le dernier État à voir les rayons de soleil briller avant que la nuit recouvre l'ensemble du territoire américain.]

Les mass-médias d'Europe se gardent bien de parler de ces faits qui font pourtant grand bruit aux USA. Les pays impérialistes du vieux continent sont en effet très liés à l'impérialisme américain et seraient frappés de plein fouet par son effondrement. D'autant que, comme nous l'avons souligné, la charge imposée par la dette des pays impérialistes en déclin ne présente pas de différence majeure comparée à celle des USA. Les élites bourgeoises du club impérialiste européen prennent de plus en plus conscience de la fragilité de leur situation économique, guère plus enviable que celle des USA. Dans les coulisses du club impérialiste européen, on s'inquiète déjà de la faillite possible d'États membres.

« Les dettes toxiques des banques européennes risquent d'écraser nombre de gouvernements d'États européens et pourrait poser un danger "systémique" à l'ensemble du système bancaire européen selon un mémo confidentiel préparé par la Commission Européenne. (...) Bien qu'aucun pays ne soit mentionné, les candidats évidents sont l'Irlande, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni — ainsi que la Suisse, non-membre de

L'Union européenne —, dont les secteurs bancaires ont été surdimensionnés. (...) Bruxelles a refusé de faire des commentaires sur ce papier, mais il est clair que les officiels sont préoccupés par le risque de faillite dans les états plus faibles où les paiements d'intérêt sur des obligations d'État envoient des signes alarmants. » (European banks' toxic debts risk overwhelming EU governments, *Daily Telegraph*, 11/02/2009)

En d'autres termes, les instances dirigeantes de l'UE s'inquiètent aujourd'hui du risque que certains de ses membres ne soient bientôt confrontés à une situation de cessation de paiement, ces États rencontrant déjà des difficultés pour payer les intérêts de leur dette publique ! Et ce qui se passe au niveau du budget de l'État se passe à tous les niveaux de la société, entreprises incluses. Ainsi, le groupe de communications, médias et divertissement Thomson a annoncé dernièrement qu'« étranglé par une dette brute de 2,88 milliards d'euros », le « plan de sauvetage de l'entreprise » allait passer dans les mois à venir par « des cessions d'actifs ». (*Le Figaro.fr*, 16/06/2009) Une situation similaire à celle qui menace l'impérialisme américain !

Pour le mois de mai, le Département américain du Trésor a annoncé un autre déficit budgétaire mensuel record de près de 190 milliards de dollars (*AP*, 11/06/2009). C'est dans ces conditions que Ben Bernanke, le président du Conseil des gouverneurs de la FED a demandé au Congrès « **d'œuvrer pour réduire à moyen terme le déficit budgétaire américain** » en choisissant « **entre des impôts plus élevés ou des réductions de dépenses dans les programmes sociaux de retraite et de santé** ». (*Le Figaro.fr*, 04/06/2009)

En effet, a-t-il ajouté, « **l'État ne pourra pas emprunter indéfiniment au rythme actuel pour financer le déficit public** ». Il faut dire que les gouverneurs de la FED de Dallas, de Philadelphie et du Kansas ont déjà averti « qu'il fallait résister à la tentation de créer trop de monnaie », « ne pas prendre la FED pour une tirelire » et « rééquilibrer la politique monétaire avant que l'inflation nous y contraigne », car « **nous en sommes arrivés au point où la politique monétaire expansionniste devra prendre fin afin d'éviter toute vague inflationniste** ». L'impérialisme américain ne peut aujourd'hui plus faire comme si la désertion des investisseurs étrangers n'avait aucun impact sur ses plans donquichottesques. En effet, ce désintérêt international pour les acquisitions de bons du Trésor US a contraint la FED à prendre le relais et à faire tourner à plein régime la planche à billets. Mais face à une économie qui ne donne aucun signe tangible de relèvement, cette politique de "financement" de la dette conduit à ce qu'aujourd'hui, « **l'hégémonie du dollar est attaquée de toutes parts** », le dollar étant « fragilisé par les inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette publique américaine ». (*Le Monde.fr*, 06/06/2009)

En avril, l'impérialisme chinois a réduit ses avoirs directs en bons du trésor américain de 4,4 milliards de dollars et ne détenait plus que 763,5 milliards de dollars. (*Bulletin Économique Chine*, n°14, p. 14) Inquiété par ce désintérêt croissant de la Chine pour le financement de la dette américaine, l'impérialisme américain a naturellement envoyé son Secrétaire au Trésor en Chine, afin de tenter de rassurer son principal créancier. Timothy Geithner, qui a étudié et vécu dans plusieurs pays asiatiques, est pour l'impérialisme américain l'ambassadeur idéal en ces temps de crise ! Au cours de sa visite du 1^{er} juin en Chine, ce délégué de l'impérialisme américain a pourtant subi une cruelle humiliation, à l'endroit même où il vint étudier le mandarin. À la fin de son discours prononcé devant les étudiants en économie de l'université de Pékin, quand Geithner déclara que les Chinois avaient eu raison de

faire confiance au dollar et que leurs avoirs en bons du Trésor US « étaient très sécurisés », l'amphithéâtre se mit à résonner de forts éclats de rire. (*Reuters*, 01/06/2009) Ce scepticisme mêlé de moquerie reflète parfaitement l'état d'esprit actuel des cercles d'économistes chinois...

À quelques jours d'une visite d'État du président américain en Russie dans le cadre des négociations sur la réduction des armements stratégiques, l'impérialisme russe a clairement mis la pression à Obama. Le premier ministre russe a ainsi déclaré que « le renoncement de Washington au déploiement du bouclier antimissile (ABM) en Europe serait un grand pas en avant ». Inquiet de l'état de l'économie et des finances de l'État américain, il a également déclaré « souhaiter entendre comment les États-Unis se proposent de sortir de la crise financière et économique, une bonne partie des réserves de change russes étant placée en dollars ». (*Ria Novosti*, 03/07/2009) La veille du début de cette visite d'État plus tard, le président russe en remettait une couche et insistait sur « le lien étroit entre les négociations sur la réduction des armes stratégiques et le projet du bouclier antimissile américain » que l'impérialisme russe ne veut voir déployé ni en Pologne ni en République Tchèque. (*Xinhua*, 05/07/2009) Des déclarations qui sonnent comme une revanche de l'impérialisme russe, 20 ans après l'effondrement de la sphère d'influence du social-impérialisme soviétique !

Autre illustration du rapport de forces international très défavorable aux pays impérialistes au bord de la faillite, la Chine, invitée au prochain sommet du G8 dont elle n'est pourtant pas membre, a fait savoir qu'elle espérait « que la diversification du système financier international sera au menu du G8 ». La Chine aurait même « **exigé l'inclusion à l'ordre du jour du sommet de la question de la création d'une nouvelle monnaie de réserve supranationale** », ce que n'a ni confirmé ni démenti le ministère des affaires étrangères chinois... (*Ria Novosti*, 02/07/2009) Qu'un invité se permette d'exiger ce qui sera au menu des discussions montre bien à quel point la décomposition économique des pays impérialistes en déclin les place aujourd'hui en position d'infériorité face à l'impérialisme chinois !

Le 17 février 2009, Obama avait signé un plan de relance d'un montant de 787 milliards de dollars. 36 % de cette enveloppe était constituée d'allègements fiscaux aux entreprises — ne nécessitant aucun financement direct, mais réduisant les recettes budgétaires —, et le reste de programmes de dépenses publiques. Le président américain déclarait alors :

« Je ne vais pas prétendre que ce jour marque la fin de nos problèmes économiques. (...) Mais ce jour marque le début de la fin (...), les premiers pas nécessaires pour replacer notre économie sur des fondations plus solides et pour ouvrir la voie à la croissance et à la prospérité à long terme. » (*Le Monde.fr*, 17/02/2009)

Quatre mois ont passé depuis, les déficits budgétaires se sont creusés, mais ni l'industrie, ni l'emploi américain n'ont donné de signes de reprise. Bien au contraire !

Quel bilan tirer du premier plan de relance américain, alors qu'aux USA se pose désormais la question « **de savoir si un deuxième plan de relance était nécessaire** » ? Le fait qu'on pose aujourd'hui cette dernière question aux USA répond en grande partie à la première interrogation ! En effet, le fait qu'à peine quatre mois après le lancement du premier plan de relance, on envisage d'en mettre en place un second, suffit à prouver l'échec du premier ! Quel premier bilan de son plan Obama dresse-t-il aujourd'hui ? Ce dernier répond aujourd'hui qu'un deuxième plan de relance « **n'est pas encore nécessaire** » car « **il est important de voir**

comment évolue l'économie et le degré d'efficacité du premier plan ». L'un des objectifs majeurs du premier plan de relance était la « sauvegarde » ou la « création » de 3,5 millions d'emplois en deux ans, un objectif flou et difficilement quantifiable, car même si l'économie ne créait pas d'emploi pendant deux ans, on n'en pourrait pas moins pour autant affirmer que dans tel secteur, on a évité la suppression de ces 3,5 millions d'emplois... Mais, manque de chance pour l'administration Obama, cette masse d'emplois devant être sauvegardée pèse bien peu face au nombre de nouveaux chômeurs ! Comme nous le prouvent les statistiques officielles du *Bureau of Labor*, l'économie américaine a créé pas moins de 1,3 million... de chômeurs supplémentaires de mars à mai 2009 ! À ce rythme, ce serait plus de 10,4 millions de nouveaux chômeurs qui afflueraient en deux ans, le triple du nombre des emplois censés être sauvés par le "plan de relance" ! De toute évidence, l'un des objectifs principaux du plan n'a donc pas été atteint ! À sa décharge, Obama affirme que si le gouvernement américain a « **manqué la cible** » pour ce qui est de sa « **prévision d'évolution de l'emploi** », c'est parce qu'« **à ce moment-là, personne ne comprenait quelle serait la profondeur de la récession** ». (*Reuters*, 23/06/2009) Obama se déclare donc lui-même incompetent, ainsi que son propre gouvernement. De ce fait, ses belles prévisions de croissance pour les exercices 2009 et 2010 tombent à l'eau !

Au cours des derniers mois, le gouvernement bourgeois américain a fait comme si la crise actuelle était une crise capitaliste "classique", alors qu'elle est pour l'impérialisme américain une crise de surendettement et de décomposition ! Pour lutter contre la crise, l'impérialisme américain a d'abord fait comme si les recettes keynésiennes allaient à nouveau permettre de traverser une crise économique en limitant les dommages par rapport aux pays bourgeois concurrents. Mais il a oublié un "détail" de taille : son principal concurrent n'est pas resté les bras croisés. En fait, il avait même pris les devants ! Dès novembre 2008, l'impérialisme chinois avait annoncé la mise en place d'un plan d'un montant comparable. Mais le montant des deux plans n'était pas le facteur déterminant la réussite ou de l'échec de l'un et l'autre plan. L'essentiel était à quoi ces fonds allaient servir : alors que l'impérialisme américain **renovait** des ponts, des routes et des bâtiments administratifs et publics destinés à une main-d'œuvre hors de prix, l'impérialisme chinois **construisait** de nouvelles infrastructures destinées à augmenter la productivité du travail d'une main d'œuvre déjà beaucoup plus concurrentielle ! Le résultat était donc prévisible : alors que le plan chinois a amené à un redressement de l'industrie du pays dès les premières semaines de sa mise en œuvre, le plan américain a été incapable d'enregistrer des effets comparables. Au final, loin de permettre à l'impérialisme américain de reprendre la main, il a été incapable d'empêcher que le différentiel ne se creuse encore davantage face à l'économie de son principal concurrent. À la fin février, alors que le plan de relance américain venait tout juste d'être lancé, il nous apparaissait déjà évident qu'il courrait à la banqueroute et que les prévisions budgétaires d'Obama relevaient de la filouterie.

Si l'impérialisme américain n'envisage plus aujourd'hui de lancer un autre "plan de relance" comparable au premier, c'est évidemment parce que le premier n'a donné aucun résultat tangible, mais aussi parce qu'il s'est heurté à un nouveau mur de surendettement, celui de l'État Fédéral !

L'ensemble des représentants de l'impérialisme américain comprend aujourd'hui ce que nous avons déjà souligné : au jeu du keynésianisme, l'impérialisme chinois

aura toujours un train d'avance ! Aucun des pays impérialistes en déclin ne peut aujourd'hui concourir dans la même catégorie que l'impérialisme chinois.

De manière évidente, pour tenter d'éviter la faillite de leurs quelques industries zombies, l'impérialisme américain et ses semblables n'auront très bientôt plus d'autre choix que de procéder comme il l'ont fait pendant des décennies dans les pays dépendants : exiger de ses représentants politiques qu'elles procèdent à des coupes franches dans les dépenses publiques et réduisent ainsi à néant les chaînes dorées de l'esclavage salarié que les réformistes et les révisionnistes ont eu tant de peine à obtenir ! La nouvelle division internationale du travail n'en permet plus l'entretien !

Aujourd'hui, les élites des pays impérialistes en déclin épuisent leurs dernières possibilités de s'endetter pour essayer de relancer la machine grippée de la "société de consommation". Pour les États impérialistes qui persisteront dans cette voie, ce sera l'inévitable cessation de paiement.

Pour les élites bourgeoises de ces pays qui commencent à comprendre que les plans de relance sont une voie sans issue et qu'il faut maintenant passer à des plans d'austérité, la nécessité d'appliquer les recettes éprouvées des Plans d'ajustement structurels (PAS) va devenir évidente. Leur application ne sera pourtant pas une solution miracle, car elle se traduira par une baisse des salaires réels et une réduction des débouchés dont résultera une inévitable aggravation de la concurrence inter-impérialiste. Pour commencer, quand la période des plans de relance prendra fin, on verra alors la production industrielle des pays impérialistes en déclin s'effondrer brutalement à un nouveau palier, comme au cours de dernier trimestre de l'année 2008, puis poursuivre sa dégringolade parallèlement à la généralisation des PAS à l'ensemble des pays impérialistes en déclin ! Ce palier dévoilera le différentiel entre la consommation correspondant aux revenus directs des masses et la consommation supplémentaire induite par le subventionnement de la consommation ! On verra alors la production industrielle des pays ateliers (dépendants comme impérialistes) s'effondrer en proportion, et les plus avancés d'entre eux — comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan —, tourner définitivement le dos à leurs alliés d'hier et se rapprocher encore un peu plus de l'impérialisme chinois jusqu'à la soumission complète de leurs élites bourgeoises...

À n'en pas douter, l'année 2009 marquera donc l'effondrement brutal d'États impérialistes déclarés en faillite, ou tout au moins un grand retour des PAS, qui ne seront plus appliqués aux seuls pays ateliers, mais aux métropoles impérialistes en déclin elles-mêmes ! Au cours des dernières décennies, dans le cadre des rivalités entre les monopoles de ces pays impérialistes, les bourgeoisies compradore des pays ateliers se sont vues sommées d'appliquer des politiques visant à réduire au maximum la fraction des dépenses sociales afin que ces monopoles restent toujours plus compétitifs que la concurrence. Cela a conduit à créer une pauvreté extrême de masse dans ces pays. Voici donc aujourd'hui ce qui attend *dans le moins pire des cas* les pays impérialistes en déclin. La crise du modèle économique de l'industrie de bazar contraint aujourd'hui la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin à intensifier l'exploitation de son prolétariat. C'est dans cette optique que le 17 février, dans la présentation de son plan de relance Obama avait affirmé vouloir « mettre les américains au travail », « dans des domaines critiques qui ont été trop longtemps négligés ». Même refrain en France où à l'occasion de l'annonce de son emprunt d'État, Sarkozy a proposé un « nouveau modèle de croissance » donnant « une place plus grande au travail, aux entrepreneurs, aux inventeurs, à la production ».

Dans son rapport *Economic Survey of France 2009*, l'OCDE, se dit « inquiète face au déficit français » qui va laisser « les finances de l'État dans une piteuse situation ». Selon ce rapport, il devient urgent de « **réduire les pressions sur les finances publiques** » au moyen d'une « **diminution des dépenses** ». Il faut « augmenter le taux d'emploi en France, l'un des plus faibles parmi les pays de l'OCDE », « abaisser le coût du travail pour les moins qualifiés » et « accroître la participation des plus âgés ». (*E24.fr*, 28/04/2009) Cependant, comme on le verra un peu plus loin, ces recommandations ne font pas l'unanimité à l'OCDE...

Les recommandations faites par ce rapport sont celles de gestionnaires bourgeois conscients que la charge non productive qu'ont à supporter les pays impérialistes en déclin est aujourd'hui devenue insoutenable pour leur économie. Ces remarques, quelque crues qu'elles puissent apparaître, sont pourtant parfaitement justifiées d'un point de vue d'une société basée sur l'exploitation salariée. Si elles ont pu se faire oublier des réformistes des pays impérialistes plusieurs décennies durant, c'est parce que les monopoles de ces pays se livraient la guerre industrielle par pays ateliers interposés. C'était donc les populations de ces pays qui faisaient les frais des politiques d'austérité nécessaires à la prospérité des pays exploitateurs !

Part de la population active dans la population de quelques pays à la fin de l'année 2008			
(Source : CIA World Factbook)			
Pays	Population	Population active	%
Chine	1338,6	807,7	60,3
Inde	1166,1	523,5	44,9
USA	307,2	155,2	50,5
Indonésie	240,3	112,0	46,6
Bésil	198,7	100,9	50,8
Pakistan	176,2	50,6	28,7
Bangladesh	156,1	70,9	45,4
Russie	140,0	75,7	54,1
Japon	127,1	66,2	52,1
Mexique	111,2	45,5	40,9
Vietnam	87,0	47,4	54,5
Allemagne	82,3	43,6	53,0
Turquie	76,8	23,2	30,2
France	64,1	28,5	44,5
Royaume-Uni	61,1	31,2	51,1
Italie	58,1	25,1	43,2
Corée du Sud	48,5	24,4	50,3
Ukraine	45,7	21,7	47,5
Espagne	40,5	23,1	57,0

On voit ici de manière parfaitement claire l'un des avantages compétitifs décisifs de la main d'œuvre chinoise par rapport à l'ensemble de ses concurrents. Le contrôle des naissances renforcé à la fin des années 1970 a non seulement permis à l'impérialisme chinois de proposer une force de travail dont le coût d'entretien était inférieur à celui de pays à plus forte natalité, mais lui permet aussi aujourd'hui de disposer d'une population active nombreuse en regard de la part des personnes âgées et des enfants. Cet avantage vient s'ajouter à une économie non handicapée par la charge d'un secteur tertiaire hypertrophié. En 2001, le secteur tertiaire représentait 40,5 % du PIB chinois. En 2008, il en a représenté 40,1 %, soit un taux environ deux

fois inférieur à celui de ses principaux concurrents. Alors que la part du secteur tertiaire dans l'économie chinoise a très légèrement diminué, celle de ses concurrents n'a cessé d'augmenter — passant par exemple de 71,5 à 77,2 % au cours de la période 2001-2006 en France —, une tendance dangereuse que la crise frappant de plein fouet les dernières branches d'industrie des pays impérialistes en déclin va encore renforcer. Tout cela signifie qu'à niveau de productivité du travail égal et qu'à niveau de salaire égal, le taux de profit obtenu à travers l'exploitation de la main d'œuvre chinoise sera toujours très supérieur à celui de ses concurrents.

Pour eux, vouloir se mesurer aux monopoles chinois est donc une course perdue d'avance ! L'ampleur de la marge de manœuvre dont dispose l'impérialisme chinois est illustrée par le fait que le gouvernement chinois vient d'annoncer que la Chine allait étendre « sa couverture sociale au cours des trois prochaines années, en rendant les services sociaux accessibles aux familles pauvres des régions rurales et urbaines ». (*Xinhua*, 22/06/2009) Comme nous le verrons plus loin, ce souci d'assurer une protection sociale minimale à l'ensemble de la population chinoise et en particulier à la population rurale n'est pas désintéressé...

La seule compétition dans laquelle les pays impérialistes en déclin puissent encore concourir quelques années, a donc pour terrain celui des dernières branches d'industries dont leur concurrent chinois n'a pas encore une totale maîtrise. En attendant que l'impérialisme chinois ne les y rejoigne, cette compétition va se disputer entre les pays impérialistes en déclin. Ce terrain étant chaque jour un peu plus exigu, sous le double effet de la contraction des débouchés et de la diversification accélérée de l'économie chinoise, l'acuité de la concurrence s'accroîtra en proportion. En attendant, on peut affirmer que la crise économique a déjà donné le départ à cette compétition, pour l'instant spontanée à l'échelle des entreprises, mais que les bourgeoisies des pays impérialistes en déclin ne tarderont pas à institutionnaliser sous la forme de PAS à l'échelle de pays !

« En cette période de crise, les entreprises multiplient les initiatives pour réduire la masse salariale. (...) Se serrer la ceinture pendant la crise pour aider l'entreprise ? La pratique est courante dans les pays anglo-saxons. Aux États-Unis, où les plans de licenciements sont chose aisée, l'appel à la solidarité entre salariés a le vent en poupe. Les employeurs cherchent les moyens de réduire la masse salariale en préservant les emplois. De la finance à la high-tech ou la presse, les baisses de salaires de 5, 15 ou 20 % sont monnaie courante. Dans l'automobile en pleine crise, les syndicats de Chrysler et General Motors ont accepté des réductions importantes de salaires pour s'aligner sur les pratiques de leurs concurrents asiatiques installés aux États-Unis. Même les fonctionnaires ne sont pas à l'abri : le personnel des villes ou des États en déficit budgétaire est régulièrement invité à ne pas aller travailler un jour par semaine ou par mois, sans solde, évidemment. » (*Le Figaro.fr*, 18/06/2009)

Tous les moyens sont bons pour réduire le coût de la main-d'œuvre et en ces temps de crise, comme le montre le cas British Airways. Au cours de son exercice 2008, clos en mars dernier, British Airways (3^{ème} compagnie aérienne européenne) avait enregistré une perte nette de 251 millions d'euros et avait supprimé 2500 emplois. À la fin mars 2009, la dette de British Airways avait doublé en glissement annuel. (*Reuters*, 22/05/2009) Il faut dire que depuis le dernier trimestre 2008, les compagnies aériennes sont confrontées à une importante baisse du trafic de passager. Au cours de son exercice 2008-2009, Air France a enregistré une perte nette de 129 millions d'euros. Après avoir « renoncé en mai à verser un dividende », la direction de British Airways a appelé ses salariés à se porter volontaires pour « **travailler gratuitement** » durant une à quatre semaines en juillet afin de contribuer « **au plan**

survie de la société » ! (*Le Monde.fr*, 17/06/2009) Voilà donc en définitive ce que la bourgeoisie a aujourd'hui à proposer comme "solution" à ses esclaves !

En définitive, toutes ces "solutions" bourgeoises consistent dans des réductions des salaires réels de ses esclaves. Cette diminution de la masse salariale, destinée à compenser l'effondrement des profits ne peut évidemment mener qu'à une baisse de la consommation et donc aggraver la contraction des débouchés. À terme donc, les perspectives ne peuvent que s'assombrir pour l'ensemble des entreprises à l'échelle internationale. En revanche, pour les entreprises qui ont bénéficié de cette réduction de leur masse salariale, le gain est évident : c'est pour elles la possibilité de regagner en compétitivité et donc de regagner des parts de marché sur les entreprises concurrentes... jusqu'à ce que celles-ci soient elles-mêmes forcées d'adopter des mesures semblables !

« Les baisses de salaires se multiplient aux États-Unis. (...) Pour tenter de préserver leurs marges, les employeurs américains testent un nouvel outil : réduire la rémunération des salariés. Ce n'est pas une déferlante, mais cela commence à ressembler à une constante, observent les cabinets spécialisés outre-Atlantique. » (*Le Monde.fr*, 02/07/2009)

La généralisation des baisses de salaire aux USA et au Royaume-Uni ne peut conduire qu'à une aggravation de la concurrence entre les monopoles d'une même branche au sein des pays impérialistes en déclin. Si à un moment donné, la situation économique se détériore moins vite aux USA qu'auparavant, ce sera parce que la situation économique de pays concurrents — à l'instar des pays impérialistes de l'UE — se sera dégradée plus rapidement ! Cette tendance s'observe déjà nettement dans le secteur de la recherche pharmaceutique où la réduction des coûts salariaux dont bénéficient les firmes d'IVD anglo-saxonnes pèse déjà sur la compétitivité de leurs concurrents en France !

Dernièrement, José Angel Guria, le secrétaire général de l'OCDE — économiste mexicain et ancien ministre des Finances du Mexique —, a lancé à l'Europe qui, « victime d'un recul de PIB plus prononcé qu'en Amérique », « **s'inquiète déjà de l'envolée de ses dettes publiques** », qu'un « **retour à la rigueur** » serait « **synonyme d'écroulement de l'économie** ». Ces déclarations ont été appuyées par Jacob Lew, sous-secrétaire d'État américain venu représenter l'administration Obama au forum de l'OCDE. Pour lui, « **ce n'est pas le moment de réduire nos déficits** ». (*Le Figaro.fr*, 25/06/2009)

Mais quel crédit apporter à ces déclarations américano-mexicaines, **à un moment où l'impérialisme américain et son pays atelier privilégié sont confrontés à une situation économique d'urgence qui les a déjà contraints à commencer à appliquer les recettes des PAS**, recettes qui vont évidemment profondément affecter la compétitivité de leurs concurrents européens ?

Ces recommandations ne peuvent signifier que ceci : "**Faites ce que je dis, mais surtout pas ce que je fais !**"

Pour l'impérialisme américain, l'idéal serait en effet de voir ses monopoles profiter d'une meilleure compétitivité sans que les débouchés internationaux ne se contractent trop !

De toute évidence, l'impérialisme américain a bien compris entre quels protagonistes la course allait se jouer et compte bien prendre une longueur d'avance sur ses concurrents européens ! Pour les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, tous les moyens sont bons pour gagner un peu de temps à n'importe quel prix, car il y a toujours l'espoir qu'une fois les concurrents en faillite, le gâteau, même de

taille réduite sera alors à partager en un nombre de parts moindre ! Mais les représentants de la bourgeoisie des pays impérialistes du vieux continent ne sont pas tous nés de la dernière pluie et certains prennent déjà en compte avec méfiance et réserve les conseils "bienveillants" que leur donne leur concurrent américain !

Ainsi, de toute évidence, Sarkozy ne suit pas la voie que recommande à ses concurrents l'impérialisme américain. Le premier représentant de l'impérialisme français compte bien ne pas commettre l'erreur de contribuer à creuser encore un peu plus les déficits publics, mais préfère essayer de mettre directement à contribution la petite bourgeoisie et les esclaves salariés, en leur faisant mettre la main au portefeuille afin de financer le gouffre de la dette publique... sous couvert évidemment de réaliser des investissements "utiles à la nation" ! C'est ainsi qu'a été annoncée la souscription d'un emprunt d'État devant être lancé au début de l'année 2010. Encore faut-il que la situation économique internationale ne se soit pas trop aggravée d'ici là !

Dans le contexte de l'effondrement actuel des dépenses investissement, l'impact réel de ces prétentions sera de toute façon à relativiser, car de l'aveu même de la bourgeoisie, même avec cet emprunt, l'État n'aura « pas les moyens de courir tous les lièvres à la fois ». (*Le Figaro.fr*, 25/06/2009) D'autant plus que l'annonce de l'emprunt n'a pas suscité un enthousiasme débordant de la "nation" : selon un premier sondage, 56 % des français étaient clairement « opposés au lancement d'un grand emprunt pour financer les priorités du gouvernement ». (*Nouvelobs.com*, 27/06/2009) Il faut dire que de nombreux esclaves salariés ont une confiance modérée dans un gouvernement qui les a déjà à maintes reprises échaudés ! Les représentants de l'impérialisme français, soucieux de voir cet emprunt d'État faire l'unanimité, ont donc rapidement rectifié le tir, et cherché à faire oublier ces souvenirs désagréables en conviant à la table des discussions les habituels complices du jeu de dupes de la démocratie bourgeoise ! C'est dans cette optique que le premier ministre a déclaré que les priorités de « l'emprunt d'État destiné à financer des priorités nationales » seraient définies après consultation des « partenaires sociaux », des « parlementaires » et des « responsables économiques ». (*Reuters*, 28/06/2009)

Quoi qu'il en soit, les élites des pays impérialistes en déclin sont aujourd'hui bien loin des belles promesses d'efforts conjoints et d'effusions de bons sentiments manifestées au cours du sommet du G20 de Londres pour faire croire aux masses exploitées du monde que les exploiters allaient réussir à s'entendre pour trouver une porte de sortie contentant tout le monde à la crise économique ! La façade "unitaire" affichée à cette occasion s'est bien effritée au cours des trois derniers mois et s'effritera toujours plus dans les mois à venir, au fur et à mesure que les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin prendront conscience de la gravité et du caractère structurel de la crise économique actuelle !

La construction navale, victime collatérale de la contraction du commerce international

Alors qu'au cours de la période 2001-2008, le commerce mondial a connu une croissance exponentielle, il était naturel que les capacités de fret maritime augmentent dans des proportions au moins aussi importantes. En effet, le transport maritime assure 90 % du commerce international de marchandises. La majeure partie de la flotte marchande internationale est constituée de vraquiers (assurant notamment le transport en vrac de minerais), de pétroliers et de porte-conteneurs (assurant le transport de marchandises). La division internationale du travail actuelle basée sur la

transformation de matières premières et énergétiques (minerais, pétrole) au sein du pays ateliers fabriquant des marchandises de consommation courante destinées à l'exportation vers les centres impérialistes a de manière naturelle fait de l'Asie la plaque tournante des flux commerciaux mondiaux. À titre d'exemple, la Chine a importé 450 millions de tonnes de minerai de fer en 2008, contre 150 millions de tonnes en 2003. En 2007, elle a importé plus de 114 millions de tonnes de pétrole. L'importance de la construction navale asiatique n'a donc cessé de s'accroître, favorisée dans des pays ateliers, comme la Corée du Sud puis la Chine, véritables pays impérialistes émergents, par l'existence d'une importante industrie mécanique et d'une main-d'œuvre à bas coût.

Évolution du marché mondial de la construction de navire marchands									
(en millions de tonneaux*)									
	2000			2007			2008		
	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%	Nouvelles commandes	Carnet de commandes	%
Corée du Sud ^(a)	21	31	44	77	134	38	37	140	38
Japon ^(b)	14	18	25	29	71	20	10	65	18
Chine ^(c)	1	5	7	69	105	30	32	126	34
Monde	46	71	—	203	350	—	101	370	—
Cumul ^(a + b + c)			76			88			90

Source des chiffres bruts : *Revue annuelle BRS sur le transport maritime et la construction navale* (éditions 2001, 2008 et 2009)

* Unité internationale de jauge maritime valant 2,83 m³.

Nous nous sommes limités dans ce tableau à l'évolution des trois plus grands constructeurs mondiaux de navires marchands. En effet, en 2008, la Corée du Sud, le Japon et la Chine ont livré 92 % des nouvelles capacités mondiales de transport maritime. Mais cela ne suffit pas à refléter entièrement l'insignifiance de la construction navale européenne dans laquelle se reflète le caractère parasitaire de la division internationale du travail. En effet, la construction navale des pays impérialistes d'Europe est concentrée sur la construction de navires de haute valeur ajoutée parce qu'appartenant à des niches jusqu'alors relativement épargnées par la concurrence asiatique : chimiquiers, éthyléniers, ferries, paquebots de croisière. En Italie, en Finlande et en France, le marché de la croisière fournit une partie importante de l'activité des chantiers navals ! (*BRS 2007*)

Les pays impérialistes en déclin ont aujourd'hui une dépendance extrême vis-à-vis de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon. Le carnet de commandes des trois principaux acteurs de la construction navale reflète également ce monopole. Que ce soit durant la période de prospérité ou dans une période de crise, l'essentiel de la production de navires marchands n'a cessé de se concentrer dans un nombre de pays de plus en plus restreint. Rappelons qu'en 1990, le carnet de commandes cumulé du Japon (alors 1^{er} constructeur mondial), de la Corée du Sud (alors 2^{ème} constructeur mondial) et de la Chine représentait "seulement" 58 % du carnet de commandes mondial. La Chine représentait alors moins de 3 % du carnet de commandes mondial.

En 2000, le carnet de commandes des chantiers de construction navale chinois était encore inférieur à celui de l'Europe de l'Ouest, mais aussi à celui de l'Europe de l'Est. En 2004, les observateurs attentifs remarquaient que l'essor de l'économie chinoise, friande de navires marchands, faisait les choux gras des chantiers navals sud-coréens, « **mais en vieux loups de mer, les Coréens savent que l'horizon se couvrira un jour** », car « **la Chine ouvre de nouveaux sites et veut devenir le numéro un mondial d'ici à 2015** ». (*Le Nouvel Observateur*, 06/05/2004) C'était il y a cinq ans. Depuis, à l'instar du secteur automobile, "l'horizon 2015" s'est rapproché plus vite que prévu !

En 2008, la Chine se trouvait désormais aux côtés des deux plus gros constructeurs mondiaux. Cette année-là, les chantiers chinois ont livré l'équivalent de 64 % de la production coréenne ou 77 % de la production japonaise, soit l'équivalent de plus de la moitié du carnet de commandes mondial de l'année 1994 ! Selon les analystes du secteur, « **il est dorénavant tout à fait possible que la Chine devienne le premier constructeur au monde dès 2010** ». (*BRS 2009*, p. 15)

Si au cours de la période 1990-1997, l'essor des constructeurs chinois et surtout sud-coréens s'est surtout fait au détriment des constructeurs européens, à partir de 1998, la poursuite de l'essor sud-coréen et surtout chinois, a commencé à se faire également au détriment des constructeurs japonais !

Au fil des années, la part de marché des constructeurs japonais s'est érodée devant « l'expansionnisme coréen et chinois » et en particulier face à la « vertigineuse ascension » de la Chine. (*BRS 2008*, pp. 12-13)

En fait, dès 2001, l'essor des constructeurs chinois a même commencé à se faire au détriment des constructeurs coréens, du moins en termes relatifs, puisque l'essor de l'impérialisme chinois stimulé par l'explosion du volume d'importations à crédit des pays impérialistes en déclin a permis aux constructeurs coréens, mais aussi japonais de voir se gonfler leurs carnets de commandes. Contrairement à l'essor des constructeurs coréens qui s'étaient vu accuser par les chantiers européens d'exercer une « concurrence déloyale » assimilée à du dumping (*BRS 2001*, p. 2), l'essor des chantiers chinois, pourtant tout aussi fulgurant, n'a pas reçu un accueil aussi glacial. Il faut dire qu'au cours de la période 1990-1999, le volume du carnet de commandes mondial n'était passé que de 40 à 59 millions de tonneaux, stagnant (comme lors de la crise de 1997-1999) ou augmentant lentement, une situation synonyme de faillite pour les chantiers concurrents les moins rentables !

Jusqu'en 2007, la "vertigineuse ascension" de la construction navale chinoise n'a pas provoqué de fort mécontentement de ses concurrents qui au final ont largement profité de l'essor historique du trafic maritime provoqué par l'explosion du volume du commerce extérieur chinois. Le carnet de commandes mondial est en effet passé de 75 à 350 millions de tonneaux au cours de la période 2002-2007. Dans ces conditions, même les chantiers européens ont profité de l'augmentation du prix des loyers et des navires provoqués par les sous-capacités de la flotte de fret.

En juin 2008, la location d'un vraquier Capesize revenait à environ 280 000 dollars par jour. En novembre, ce loyer s'était effondré aux alentours de 5 000 dollars par jour, « **ce qui ne couvre même pas les dépenses d'exploitation des navires** ». (*BRS 2009*, p. 25) Le prix des navires s'est lui aussi effondré. Ainsi, alors que l'achat d'un vraquier Capsized d'occasion de 172 000 tpl construit en 1997 se négociait aux alentours de 132 millions de dollars en mai 2008, le même type de navire ne valait plus que 27 millions de dollars à la fin décembre !

« Depuis octobre 2008, il n'est plus question de nouvelles commandes, mais bien au contraire et pour la première fois depuis longtemps », « il est question de navires à l'ancre ou désarmés, d'annulations de commandes, mais aussi de faillites de chantiers et d'armateurs ». (*BRS 2009*, pp. 8 et 14)

Au cours des 3 derniers mois de l'année 2008, BRS a ainsi recensé plus de 300 annulations de commandes, représentant près de 3 % des navires alors en commande dans le monde. Le rythme des annulations, déjà « significatif », « laisse anticiper des vagues d'annulations à venir beaucoup plus fortes » pour 2009. Le « boom historique de la construction navale qui avait démarré en 2003 se termine donc en 2008, brutalement » sur une dépression « **manifestement d'une tout autre ampleur** » que celle qui avait suivi la crise asiatique. (*BRS 2009*, p. 18)

À la fin de l'année 2008, au cours de laquelle avaient été livrés des navires pour une capacité de 61 millions de tonneaux, les capacités de la flotte marchande en service dans le monde étaient estimées à 743 millions de tonneaux. En 2009, ce sont pas moins de 115 millions de tonneaux qui doivent être livrés par les constructeurs, alors même que « les frets sont au plus bas ». (*BRS 2009*, p. 8) Dans ces conditions, l'année 2009 verra la démolition de nombreux bâtiments en construction et la faillite des chantiers les moins compétitifs.

Face à ces sombres perspectives pour la construction navale mondiale, la Chine semble encore une fois être en mesure de limiter la casse. D'abord, parce que son économie se relevant depuis plusieurs mois, les importations de minerai de fer et de pétrole s'en trouvent stimulées. En mai 2009, la Chine a ainsi raffiné 10,7 % de pétrole de plus en glissement annuel. (*Xinhua*, 22/06/2009) Ensuite, parce que l'impérialisme chinois a décidé de donner les moyens à son secteur de la construction navale de se renforcer dans un contexte de l'aggravation de la concurrence provoqué par d'importantes surcapacités. Début juin, le gouvernement chinois a ainsi annoncé qu'il allait adopter des mesures visant à soutenir et à restructurer le secteur chinois de la construction navale. (*CCTV.com*, 05/06/2009) À l'instar du secteur automobile chinois, la croissance rapide des dernières années n'a pas favorisé la concentration : au cours de la période 1997-2007, leur nombre est passé de 350 à plus de 3 000. (*AFP*, 03/03/2008). À titre de comparaison, en 2004, la construction navale coréenne et japonaise était concentrée sur respectivement 15 et 50 chantiers navals.

La construction navale chinoise compte donc une multitude de petits chantiers navals privés, de chantiers gérés par les administrations locales et de co-entreprises à capitaux étrangers. Pour l'impérialisme chinois, cette restructuration sera l'occasion idéale pour incorporer la somme de toutes ces expériences à de grands monopoles étatiques. À côté de nombreux petits et moyens chantiers navals existent déjà de très grands monopoles étatiques possédant plusieurs sites de production et des dizaines d'instituts de recherche scientifique telles la China State Shipbuilding Corporation (CSSC) et la China Shipbuilding Industry Corporation (CSIC) qui n'ont rien à envier à leurs plus puissants concurrents coréens et japonais. À elles deux, la CSSC et la CSIC ont produit 7,3 millions de tonneaux en 2007 (soit 34 % de la production navale chinoise) et ont enregistré 28,2 millions de tonneaux de nouvelles commandes (soit 41 % des nouvelles commandes). Sur l'île de Chanxing, la CSSC est actuellement en train de construire ce qui deviendra en 2010 « **le plus grand chantier naval du monde** » qui disposera d'une capacité de production de 3 millions de tonneaux. (*Revue du commerce international.info*)

« Les chantiers chinois, et principalement les grands chantiers étatiques, donnent de plus en plus souvent la priorité aux armements domestiques nombreux et très ambitieux. Ils ont continué à offrir des prix souvent plus compétitifs que leurs concurrents coréens ou japonais. » (*BRS 2008*, pp. 13-14)

Le secteur chinois de la construction navale, au début limité à la construction de vraquiers, s'est au fil des années rapidement diversifié. Capable de produire des superpétroliers et des porte-conteneurs, il a prouvé qu'il était également capable de produire des constructions navales spécialisées et innovantes, depuis les plates-formes pétrolières, jusqu'à des navires spécialement conçus pour l'installation des éoliennes en mer. Le premier modèle de ce type de navire a en effet été fabriqué par la CSIC pour le compte du Royaume-Uni. (*CRI Online*, 27/07/2005)

Les grands monopoles d'État du secteur naval chinois constituent le pilier de l'indépendance de l'impérialisme chinois vis-à-vis de la construction navale d'autres pays bourgeois. Ils fournissent à l'impérialisme chinois une double assurance. D'abord celle d'une autonomie vis-à-vis des besoins de fret engendrés par son commerce extérieur, ensuite celle de la capacité de construire et de renouveler à large échelle une flotte de guerre. La localisation des principaux chantiers navals chinois en Mer Jaune, et surtout dans le Golfe de Bohai — à l'instar de Dalian, Tianjin et Chanxing —, répond à un impératif stratégique majeur en cas de guerre : sécuriser le plus facilement possible l'accès aux sites de construction de navires de guerre. La base de Qingdao, quartier général de la 1^{ère} Flotte chinoise (la Flotte du Nord), permet à la marine chinoise de fermer l'accès au Golfe de Bohai, véritable petite mer intérieure s'étendant sur 77 000 km² et constituant la zone côtière chinoise la moins accessible.

Le fait que l'impérialisme chinois soit aujourd'hui parvenu à renverser à son avantage l'alliance que l'impérialisme japonais et l'impérialisme coréen avaient contractée — sous la contrainte — vis-à-vis de l'impérialisme américain, rend de toute évidence toute guerre conventionnelle perdue d'avance : la Chine serait capable de renouveler à large échelle les pertes de sa flotte de guerre. Pour l'impérialisme américain, il en irait tout autrement du fait de ses capacités industrielles bien inférieures.

L'Iran : nouvelle "révolution colorée" en perspective ?

Dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme* (pp. 138-139), nous avons défini les troubles qui ont eu lieu en Chine en 1989 comme « la dernière possibilité » pour les pays impérialistes occidentaux « d'installer en Chine un régime qui leur soit entièrement soumis », en profitant « du chaos induit par la décomposition des pays révisionnistes pour renverser une bourgeoisie chinoise jugée trop nationaliste ». Mais, en Chine, la "révolution colorée" échoua, les impérialistes étrangers n'étant pas parvenus à trouver une base sociale suffisante pour amener au pouvoir une clique bourgeoise-compradore à leurs ordres. L'impérialisme chinois prit bien évidemment des mesures pour éviter que de tels événements ne se reproduisent. Depuis 1990, le président du pays est ainsi automatiquement le secrétaire général du Parti communiste chinois, permettant donc à l'impérialisme chinois de sécuriser encore davantage l'accès aux plus hautes fonctions politiques du pays.

À l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'échec de la tentative avortée de contre-révolution bourgeoise-compradore de Tian'an Men, si certains médias bourgeois des pays impérialistes en déclin n'ont évidemment pas pu s'empêcher de commémorer ces événements en donnant une image de "démocrates" aux contestataires — à

l'instar du représentant déchu du clergé féodal tibétain —, les gouvernements de ces pays se sont évidemment refusés à se joindre à ce chœur. Ils savent bien qu'aujourd'hui de tels événements n'ont aucune chance d'aboutir. En outre, les soutenir ouvertement serait nécessairement perçu comme une provocation grossière par Pékin avec lequel beaucoup ne souhaitent plus se fâcher !

Le message envoyé par l'impérialisme chinois depuis 1989 est en effet très clair : en choisissant d'abord Jiang Zemin puis Hu Jintao comme présidents — sur recommandation de Deng Xiaoping —, l'impérialisme chinois n'a cessé de donner un avertissement permanent à ses concurrents : **"ne songez même pas à une "révolution colorée" en Chine !"**

Maire de Shanghai depuis 1985 et membre du bureau politique du Comité central depuis 1987, Jiang Zemin a soutenu la répression de Tian'an Men, ce qui lui valut de devenir secrétaire général du Parti communiste chinois et président de la Commission militaire en 1989. En 1993, il fut élu président de la RPC, une fonction qu'il assumera jusqu'en 2003.

En décembre 1988, Hu Jintao fût nommé secrétaire du PCC au Tibet qui connaissait alors des troubles. La répression qu'il y dirigea en 1989 lui valut le surnom de "boucher de Lhassa" dans les médias occidentaux. Hu Jintao fut désigné membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC et du Secrétariat du Comité central en 1992, puis président de l'École centrale du Parti l'année suivante. Nommé vice-président de la RPC en 1998, il est devenu le premier vice-président de la Commission militaire centrale l'année suivante. En mars 2003, il a été élu président de la RPC par l'Assemblée Populaire chinoise, un poste auquel il a été réélu en mars 2008.

Faute de pouvoir espérer avoir une chance réelle de susciter des troubles à large échelle en Chine même, il ne reste plus aux concurrents de l'impérialisme chinois qui refusent encore d'accepter leur décomposition économique qu'à se concentrer sur ses zones d'influence ! Dans ce contexte de crise économique favorisant l'instabilité sociale, les "révolutions colorées" ont donc de beaux jours devant elles ! C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter les derniers événements en Iran.

Quand certains pays impérialistes prétendent souhaiter voir triompher la "démocratie" en Iran, il faut d'abord parler des richesses énergétiques qu'ils convoitent en l'Iran.

Si l'Iran n'est évidemment pas un modèle de démocratie, même bourgeoise, l'héritage féodal dans l'agriculture et l'influence du clergé islamiste y étant très fortes, c'est pourtant un modèle qui vaut mieux que celui imposé par les pays impérialistes en déclin par la force des armes et de l'occupation coloniale dans certains pays du Moyen-Orient ! Dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, la violence quotidienne imposée à de larges couches de la population entrées en résistance contre les occupants étrangers et leurs complices indigènes, est d'une tout autre ampleur que les affrontements entre l'aile anti-américaine mangeant à tous les râteliers de la bourgeoisie comprador iranienne au pouvoir, et une aile pro-américaine, surtout quand la lutte contre l'occupation coloniale prend la forme d'attentats visant la population civile des communautés ethniques dont sont issus les complices indigènes de l'occupation. Le triomphe de la véritable démocratie en Iran n'arrivera qu'avec l'expropriation des exploités indigènes et étrangers. Cette démocratie, aucun pays impérialiste n'en veut en Iran : ni les USA, ni la France, ni la Chine ! Ce que chacun d'entre eux veut, c'est s'accaparer la plus grosse part du gâteau et la conserver !

De manière évidente, les prises de participation minoritaires des monopoles pétroliers internationaux — qu'illustre l'exemple que nous avons donné de la CNPC et de Total —, ne suppriment pas la concurrence entre les différents monopoles actionnaires, et notamment entre l'actionnaire majoritaire et les actionnaires minoritaires. L'entente pour le partage des marchés et des sources d'approvisionnement à ses limites, d'autant plus dans les conditions de baisse de la demande en produits énergétique induite par la crise économique qui est un facteur majeur de l'exacerbation des rivalités entre monopoles d'une même branche ! Dernièrement, la CNPC a ainsi raflé à Total un important contrat d'exploitation pour l'un des plus importants gisements de gaz naturel au monde situé en Iran (d'un montant estimé à 3,3 milliards d'euros) pour lequel le groupe français avait pourtant été pressenti. Selon les larbins de l'impérialisme français, c'est de toute évidence un « **coup dur pour Total** » dont « **la position en Iran est menacée par la Chine** ». (*La Tribune.fr*, 03/06/2009) L'Iran, qui détient 10 % des réserves mondiales prouvées de pétrole ainsi que de 15 % de celles de gaz naturel — et dispose donc de la troisième réserve mondiale de pétrole et de la deuxième réserve mondiale de gaz naturel —, est aujourd'hui naturellement au cœur des rivalités entre l'impérialisme chinois et ses concurrents en déclin ! Pas étonnant dans ces conditions que le premier représentant de l'impérialisme français (N. Sarkozy) — en chœur avec sa fidèle caution morale (RSF) et l'impérialisme allemand —, se soit montré plus arrogant que l'impérialisme américain et se soit ouvertement réjoui de l'opposition iranienne au président réélu, voyant en elle « **une perspective intéressante** »... (*Libération.fr*, 17/06/2009)

Dans les événements récents en Iran, l'impérialisme américain a de manière évidente dans un premier temps fait preuve d'une retenue contrastant nettement avec les propos tenus par exemple par Sarkozy qui n'a pas hésité à déclarer pour sa part que « **l'ampleur de la tricherie** » était « **proportionnelle à la violence de la réaction** ». On peut dire qu'avec ces déclarations, faites au cours de sa visite au Gabon dans le cadre de l'enterrement d'Omar Bongo, Sarkozy ne manque pas de culot ! Ancien membre des services secrets français, Omar Bongo a été accusé à maintes reprises de fraudes électorales, de corruption et... d'assassinat d'opposants politiques. Un démocrate bourgeois exemplaire, donc... Président du Gabon de 1967 à sa mort, Bongo restera dans l'histoire comme l'un des plus zélés serviteurs de l'impérialisme français. En effet, pour Bongo le françafricain, « **l'Afrique sans la France, c'est la voiture sans le chauffeur** » et « **la France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant** ». Au cours de sa longue carrière de chauffeur-tortionnaire du peuple gabonais, au cours de ces décennies pendant lesquelles il a bradé aux impérialistes étrangers (et notamment aux monopoles français) les richesses du Gabon, alors que le peuple gabonais se mourrait de faim, Bongo a côtoyé et servi la plupart des représentants de l'impérialisme français : De Gaulle, Chirac, mais aussi Mitterrand qui envoya à son secours les parachutistes en 1990, en passant par Bayrou, Sarkozy et Le Pen.

C'est pourquoi venir aujourd'hui donner des leçons de "démocratie" aux dirigeants iraniens, alors que l'on rend hommage à Bongo relève d'une démagogie éhontée — ne pouvant avoir de prise que sur les masses dépolitisées à l'extrême des pays impérialistes en déclin — et qui, pour des raisons évidentes, n'a pas été relevée par les mass-médias au service de l'impérialisme français ! Sarkozy a récemment expliqué en quoi consistait sa conception de la "démocratie" au cours de sa visite en Guadeloupe. Pour lui,

« La question de l'indépendance n'est pas à l'ordre du jour et ne le sera pas tant que je serai président de la République. La Guadeloupe est française et le restera. (...) Le droit de grève ne peut être utilisé comme un instrument de propagande et de déstabilisation politique. Je ne suis pas prêt à accepter l'inacceptable. (...) Nous avons fait le choix d'une société dans laquelle les orientations politiques et les décisions économiques se font dans les urnes, par un vote libre. (...) Il est aisé de dénoncer, de combattre et de détruire. Il est bien plus difficile de proposer, d'agir, de construire. »
(*Nouvelobs.com*, 27/06/2009)

Ainsi, le droit de grève ne plait pas à M^f Sarkozy. Celui-ci verrait certainement d'un très bon œil, à l'instar des chefs de file de l'impérialisme français (comme M^f Dassault), l'interdiction de toute grève dépassant le cadre des revendications économiques. Tel est en définitive le sens du "démocratisme" bourgeois ! Selon Sarkozy, le droit de vote accordé aux esclaves salariés leur permet de choisir « les orientations politiques et les décisions économiques ». Or chaque esclave salarié a pu à maintes reprises faire l'expérience que la "démocratie" s'arrêtait à la porte de l'entreprise et qu'en définitive, le pouvoir politique devait lui-même se plier aux "impératifs économiques" déterminés par une minorité d'exploiteurs. Voir les esclaves salariés sortir de ce cadre institutionnel bourgeois pour celui de luttes visant à briser les rapports de production bourgeois représente évidemment un grand danger pour la bourgeoisie. Dans les temps de prospérité, les chaînes dorées rivent habituellement de façon pacifique les esclaves salariés des métropoles impérialistes à leur tâche, mais quand les conditions économiques se dégradent, alors la "démocratie" bourgeoise dévoile sa base matérielle : le parasitisme d'économies "développées" et "post-industrielles" se nourrissant du pillage et de l'exploitation des pays dépendants !

Qu'a donc aujourd'hui à proposer l'impérialisme français aux esclaves salariés de l'une de ses dernières colonies, sachant que dans des périodes de relative prospérité il n'est jamais parvenu à accorder aux populations de ses semi-colonies ne serait-ce qu'une véritable autonomie nationale-culturelle bourgeoise ? Dans les pays de la française, les ethnies n'ont même pas la possibilité de suivre un enseignement dans leur langue maternelle, mais doivent suivre l'enseignement scolaire public dans une langue étrangère — le français —, que leur famille ne parle souvent même pas ! Dans ces pays, la barrière de la langue constitue le premier obstacle que l'impérialisme et ses servants bourgeois-compradore dressent pour maintenir les masses dans l'ignorance. L'impérialisme chinois, lui, est au moins parvenu à accorder ce droit à ses minorités nationales. Ainsi, dans les écoles du Tibet, les enfants apprennent le tibétain ! Si le souci "démocratique" des politiciens français de "droite" comme de "gauche" était sincère, ils devraient commencer par revendiquer les libertés démocratiques bourgeoises les plus élémentaires pour les peuples habitant dans les zones d'influence privilégiées de l'impérialisme français ! La "patrie des droits de l'homme", qui s'est illustrée par sa barbarie dans de nombreuses guerres coloniales tout au long du 20^{ème} siècle, n'a absolument aucune légitimité pour donner des leçons sur la "démocratie" à l'impérialisme chinois. La répression d'une clique de cléricaux bouddhistes bourgeois-compradore au Tibet n'a jamais atteint l'ampleur des répressions coloniales qu'ont eu à endurer les mouvements de libération nationale au sein des colonies de l'impérialisme français ! (Cf. *Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 284-286)

La vérité est que l'impérialisme français voit depuis des années d'un très mauvais œil la Chine renforcer son influence sur le continent africain. Et la crise économique actuelle n'a rien arrangé, car elle pourrait aujourd'hui amener nombre de voitures

bourgeoises-compradore à décider d'opter pour des chauffeurs chinois plus fiables ! Les ambitions affichées par l'impérialisme chinois sont très claires, comme l'illustre une déclaration récente du gouverneur de la banque chinoise ICBC :

« Avec le développement de la mondialisation économique, la Chine aura plus de liaisons commerciales étroites avec le reste du monde, ce qui conduira finalement à accroître les investissements chinois à l'étranger. Donc, je suis convaincu que plus d'investissements à bénéfice mutuel viendront en Afrique. » (*Xinhua*, 11/06/2009)

De telles déclarations pourraient sembler anodines dans des temps de prospérité, mais en ces temps de crise économique, elles sont lourdes de conséquences pour les pays impérialistes concurrents de la Chine.

Au 1^{er} trimestre 2009, la moitié des pays africains ont connu une croissance économique inférieure à leur croissance démographique, une première depuis 1994, avec à la clef une baisse du revenu par habitant. Pour l'Agence Française de Développement (AFD), les « canaux de transmission de la crise mondiale en Afrique » sont « l'affaiblissement de la demande extérieure de matières premières » qui « entraînent des pertes énormes en revenus d'exportation » ainsi que « les transferts des émigrés installés en Europe et à l'étranger vers leurs familles » qui « accusent une forte baisse », des canaux dont nous avons déjà souligné l'importance. Nous concluons alors que c'était la survie même qui allait se jouer en Afrique, ce que les responsables de la Banque Africaine du Développement (BAD) ont bien compris. Pour eux, « **avec l'approfondissement de la récession, la crise de croissance peut se transformer en crise de développement** ». (*E24.fr*, 15/05/2009)

Selon la FAO, le nombre de personnes victimes de la famine dans le monde a atteint le chiffre de 1,02 milliard en 2008, non pas en raison de « maigres récoltes mondiales », mais en raison de « la crise économique mondiale qui a entraîné une baisse des revenus et une augmentation du chômage » et ainsi « limité l'accès à la nourriture pour les pauvres ». Par rapport à l'année précédente, le nombre de personnes souffrant de la faim a ainsi augmenté de 11 %. Avec la crise économique, assurer la survie des armées de travailleurs de réserve — en particulier ceux des pays dépendants —, est devenu un luxe hors de prix pour la bourgeoisie ! Mais si la bourgeoisie n'est même plus capable d'assurer la survie de ses esclaves, alors le risque augmente que ceux-ci risquent de détruire un ordre qui ne leur permet même plus d'exister ! Pour les responsables de la FAO cette « crise silencieuse de la faim » constitue donc « **un risque sérieux pour la paix et la sécurité mondiales** », car « **un monde affamé est un monde dangereux** ». L'Afrique sub-saharienne et l'Asie concentrent respectivement 26 et 63 % des personnes souffrant de la faim. Au sein des « pays développés » eux-mêmes, « la malnutrition est un problème croissant, avec désormais 15 millions de personnes souffrant de la faim ». (*Xinhua* et *FAO*, 19/06/2009)

Pour l'OCDE, la seule chose qui pourrait permettre d' « amortir les effets de la crise » en Afrique serait **la croissance de l'économie chinoise** qui « **aura toujours un grand besoin des matières premières que l'on trouve en Afrique** ». (*E24.fr*, 11/05/2009)

Nous avons déjà souligné que la crise frappant de plein fouet les pays impérialistes en déclin et leurs sphères d'influence allait nécessairement y accentuer les tendances séparatistes visant à un rapprochement avec l'impérialisme chinois. Pour de nombreux pays africains, la substitution du leadership de l'impérialisme chinois à celui de puissances impérialistes au bord de l'implosion, sera une question de survie et amènera à une recrudescence de l'instabilité politique et sociale sur le

continent. En effet, des pays impérialistes comme la France feront tout leur possible pour défendre bec et ongle leurs derniers bouts de gras. En tant que concurrents impérialistes, ils ne laisseront le champ libre à l'impérialisme chinois qu'une fois qu'ils auront rendu leur dernier souffle. Les méthodes éprouvées du semi-colonialisme — menées à coup de putsch opposant différentes ailes de la bourgeoisie compradore indigène des pays dépendants —, ont donc de "beaux jours" devant elles ! Les événements récents à Madagascar, au Honduras ou en Iran en sont des exemples frappants.

Pour l'impérialisme français, l'Iran constitue un message d'avertissement à l'impérialisme chinois que l'on peut résumer à la formule "pas touche à nos colonies !" Mais cela suffira-t-il à tenir à distance l'impérialisme chinois, dont les ambitions ont été réévaluées à la hausse à la faveur de l'effondrement en cours de l'économie de ses principaux concurrents ? Bien sûr que non ! Dernièrement, le premier ministre chinois a ainsi affirmé dans son message de salutation adressé au 13^e sommet de l'Union africaine (UA) que les pays africains pouvaient compter sur **« le soutien de la Chine » « pour surmonter l'actuelle crise financière et économique mondiale »**. (*Xinhua*, 01/07/2009) Au même moment, la CNPC entamait la construction d'un oléoduc long de 300 km dans un autre pays de la francAfrique...

« Déjà très présents dans le secteur pétrolier au Soudan, les chinois passent à l'offensive au Tchad voisin ». (*Libération.fr*, 03/07/2009)

Dans les événements récents en Iran, si les représentants de l'impérialisme américain tels Biden, Gibbs et Obama, ainsi que le ministre des affaires étrangères britannique ont certes exprimé de « vrais doutes sur la victoire de Mahmoud Ahmadinejad », ils ont pour autant d'abord refusé de s'engager dans une voie **« où l'on pourra accuser les États-Unis ou la Grande-Bretagne ou n'importe lequel des pays occidentaux de vouloir choisir le gouvernement iranien »**. (*Libération.fr*, 18/06/2009) Il faut dire que les monopoles européens — notamment allemands, français et italiens —, ont bien plus d'intérêts à protéger en Iran que l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique. Ce n'est que quelques jours après le début des manifestations anti-gouvernementales et sous la pression des Républicains, que les représentants officiels de l'impérialisme américain ont commencé à durcir le ton. Mike Pence, l'un des rédacteurs de la résolution républicaine condamnant la volonté de non-ingérence d'Obama qui « craignait qu'une position américaine plus affirmée ne serve en fait au pouvoir iranien à diaboliser les manifestants » a répliqué que le 12 juin 1987, « quand Ronald Reagan s'est présenté à la porte de Brandebourg, il n'a pas dit à Mikhaïl Gorbatchev que ce mur n'était pas nos affaires » mais « avait demandé au dirigeant soviétique d'abattre le Mur de Berlin ». (*AP*, 19/06/2009)

Ces représentants de l'impérialisme américain oublient juste un "détail" : ce sont les USA et les pays inclus dans sa sphère d'influence qui se trouvent aujourd'hui dans une situation économique périlleuse, comparable à celle dans laquelle se trouvait le social-impérialisme soviétique deux décennies auparavant ! Pour les pays impérialistes en déclin, chercher à provoquer des "révolutions orange" dans la sphère d'influence de leur concurrent chinois est donc un jeu particulièrement dangereux qui ne manquera pas de se retourner contre eux !

Les choses ne sont pas simples pour les concurrents impérialistes de la Chine, car l'Iran, en tant que pays observateur de l'OCS, jouit ouvertement du soutien sino-russe. Dès le début des troubles colorés en Iran, le ministère chinois des Affaires

étrangères avait affirmé son soutien au président réélu et avait déclaré « respecter « le choix du peuple iranien » et souhaiter « que l'Iran maintienne sa stabilité ». (*Xinhua*, 16/06/2009) Dans un article du *China Daily*, la presse gouvernementale chinoise a averti Washington du danger « d'une révolution colorée » qui risquerait de déstabiliser la région et a demandé aux responsables américains « **de ne pas fourrer leur nez dans les affaires intérieures de l'Iran** ». (Beijing cautions US over Iran, *Asia Times.com*, 20/06/2009) De son côté, après avoir annoncé vouloir « étendre la coopération nucléaire pacifique » avec l'Iran (*Xinhua*, 30/06/2009), l'impérialisme russe a annoncé sans surprise être opposé à toute sanction contre l'Iran, celles-ci « seraient illégitimes et contre-productives ». (*Xinhua*, 02/07/2009)

Sans aucun doute, l'ensemble des concurrents de la Chine souhaiteraient voir la victoire d'une "révolution orange" en Iran qui amènerait au pouvoir une clique bourgeoise-compradore moins "non-alignée" et "volage" qui donne un bien mauvais exemple à l'ensemble des pays dépendants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. C'est dans le sens d'une solidarité inter-impérialiste orientée contre les intérêts de leur concurrent chinois commun, que l'impérialisme américain a soutenu les ingérences des puissances impérialistes d'Europe dans les affaires intérieures iraniennes. Mais, confrontés à de graves revers dans leur occupation du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Irak, ainsi qu'à de très graves déficits budgétaires, l'impérialisme américain et l'impérialisme britannique ont d'autres chats à fouetter que de se fourrer dans un nouveau guêpier ! À chacun son lot de problèmes, et l'administration Obama en a déjà suffisamment à gérer, non seulement au Moyen-Orient et en Asie, mais également à ses propres frontières...

Le narcotrafic a pris des dimensions si gigantesques au Mexique, pays dépendant atelier, qu'un récent document du Commandement conjoint des Forces armées américaines intitulé *États faibles ou en faillite* classe dans la même catégorie de dangerosité que le Pakistan, l'Afghanistan et l'Irak ! Indéniablement, si le trafic de drogue rencontre un aussi grand succès au Mexique, c'est avant tout en raison de la grande misère qui frappe les masses exploitées. Dans les maquiladoras où le taux de chômage explose, la proximité d'immenses débouchés fournis par le marché américain au narcotrafic sonne comme un irrésistible appel de la forêt aux oreilles du lumpenprolétariat. La corruption généralisée touchant la police et les administrations locales sert désormais de prétexte à l'impérialisme américain pour obtenir du gouvernement bourgeois-compradore mexicain qu'il procède à la militarisation de la lutte contre le trafic de drogue, ce qui de l'aveu même des médias bourgeois a conduit à « la militarisation croissante des cartels qui se déchirent le Nord du pays ». (*Le Monde.fr*, 15/04/2009)

Ces violences réelles engendrées par le narcotrafic ont fait 5 300 morts au Mexique en 2008 et déjà plus de 2 400 depuis le début de l'année 2009 (*France24.com*, 07/06/2009), essentiellement dans les grandes maquiladoras de la frontière. Pour l'impérialisme américain, le narcotrafic apporte donc la justification idéale à la militarisation de la vie civile du pays, un processus qui sera très utile à l'impérialisme américain et à ses vassaux bourgeois-compradore pour réprimer toute tentative de renversement de l'ordre bourgeois semi-colonial, et éviter ainsi que ne se répètent à une plus large échelle et sous des formes plus radicales les événements qui ont secoué Oaxaca en 2006 !

Comme pour dénoncer l'ingérence manifeste des pays impérialistes en déclin dans la politique intérieure iranienne, le président iranien récemment réélu a déclaré à la tribune du dernier sommet de l'OCS que « **les conflits régionaux actuels et la**

récession économique mondiale ont prouvé que la structure unipolaire mondiale dominée par les États-Unis n'est pas viable ». (*Xinhua*, 16/06/2009) Bref, selon lui, le temps est venu pour les pays impérialistes en déclin d'accepter le nouvel ordre mondial qui se dessine et d'abandonner les méthodes du colonialisme et du semi-colonialisme (les "révolutions colorées") ouvertes ou camouflées du colonialisme !

Selon le président russe, ce sommet de l'OCS s'est concentré « sur la problématique économique » car « la sécurité est un terme trop vaste, surtout lorsque nous traversons une crise active et difficile ». (*Ria Novosti*, 16/06/2009) En parallèle à ce sommet de l'OCS qui s'est tenu le 16 juin à Ekaterinbourg, s'est ouvert le même jour à Moscou un forum commercial et économique russo-chinois auquel ont participé 300 représentants de 200 entreprises chinoises... (*Xinhua*, 16/06/2009) Si au cours du sommet de l'OCS le président russe a salué la décision de Pékin d'accorder 10 milliards de dollars destinés à financer différents projets dans le cadre de l'OCS, les participants du forum commercial et économique ne se sont pas non plus tournés les pouces et ont œuvré à mettre en pratique le renforcement du partenariat stratégique sino-russe : « **Face à la récession économique mondiale, la Russie et la Chine devraient travailler ensemble pour faire face à la crise** », a déclaré le vice-ministre russe du développement économique, que la signature de contrats dans des domaines comme la mécanique, les hautes technologies et l'énergie pour une valeur de 3 milliards de dollars n'a pu que réjouir. Voilà des manières bien plus rentables pour l'impérialisme chinois d'utiliser les revenus de ses excédents commerciaux que de continuer à financer à perte le déficit américain ! Et pour l'impérialisme américain et ses alliés, le signal envoyé au cours de cette mémorable journée du 16 juin ne se limitait pas aux pays de l'OCS : le 16 juin s'est également tenu à Ekaterinbourg un autre important sommet : le premier sommet formel des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) !

Au sommet de l'OCS comme à celui du BRIC, les dirigeants ont réaffirmé leur volonté de « **créer les conditions pour un ordre mondial plus juste** ». Le consensus qui s'est dégagé du sommet du BRIC est qu' « **une réorganisation du système financier international s'impose pour donner une plus grande place aux pays en développement et à d'autres monnaies de réserve que le dollar.** » (*Ria Novosti*, 16/06/2009)

Voilà un message très clair message envoyé aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin, d'autant plus qu'aucun de ces pays n'a été admis à participer à ce 1^{er} sommet du BRIC, même en tant qu'observateurs. Les discussions ne s'y sont certainement pas limitées à ce qu'ont relayé les communiqués destinés aux agences de presse internationales, mais ont sans aucun doute débordé sur des échanges visant à trouver la meilleure façon de gérer l'effondrement économique imminent des concurrents de l'impérialisme chinois !

Dans ces conditions, "l'ordre mondial plus juste" souhaité par les pays du BRIC ne peut évidemment être synonyme que d'une répartition différente de la plus-value. Dans un certain sens, il s'agira en effet de mettre en place un ordre mondial moins injuste que celui où les anciens pays impérialistes avaient la possibilité de s'accaparer la majeure partie de la plus-value créée au sein de leurs pays ateliers.

Avec la décomposition économique des pays impérialistes en déclin et l'effondrement en cours de la division du travail qu'ils ont mise en place, certains pays ateliers ayant des ambitions impérialistes régionales, commencent à comprendre que c'est là une chance pour eux de rééquilibrer à leur avantage les échanges, et même pourquoi pas de devenir les nouveaux maîtres du système impérialiste

mondial, dans les limites permises par l'impérialisme chinois évidemment —, une perspective toujours plus intéressante pour eux que celle qu'aurait souhaité voir se réaliser Washington ces dernières années : voir s'opposer les deux géants asiatiques dans une guerre régionale !

La politique du "Go West", face cachée du plan de relance de l'impérialisme chinois

Les analystes bourgeois affirment qu'aujourd'hui la politique du "Go West", lancée en 1999 et visant au « rattrapage des provinces de l'intérieur de la Chine, en retrait par rapport aux provinces côtières » « se concrétise ». Selon eux, cette politique invitant les « entreprises à s'installer dans les provinces de l'intérieur est longtemps restée lettre morte » et a eu « des effets limités jusqu'en 2007 ». Pourtant, comme ces analystes le soulignent eux-mêmes, des investissements publics massifs ont été réalisés et ont permis de combler les retards en matière d'infrastructures et d'éducation, sans lesquels ce réservoir de main-d'œuvre avait une utilité limitée. Ce n'est qu'à partir de ce moment que « les coûts d'installation et de production » « plus faibles » de ces régions ont pu devenir attractifs pour les entreprises. La crise économique, ajoutée au « développement du marché intérieur », « rend moins nécessaire une installation à proximité des deltas portuaires » et a donc évidemment renforcé l'attractivité de ces territoires. Les analystes bourgeois attentifs remarquent donc de la politique du Go West qu'elle

« pourrait conduire à une division du travail interne à la Chine entre, d'une part, les provinces côtières, conservant les activités à plus forte valeur ajoutée et, d'autre part, les provinces de l'intérieur, vers lesquelles migreraient les activités moins valorisées. Toutefois, cette « délocalisation intérieure » concerne également des entreprises de haute technologie, même si celles-ci conservent souvent leurs activités les plus qualifiées (siège, R&D...) dans les villes côtières. » (*Bulletin Économique Chine*, n°13, p. 4)

Ce point de vue est partagé par Cai Fang — directeur de l'Institut d'étude de la population et de l'économie du travail à l'Académie chinoise des sciences sociales et rédacteur en chef du *Chinese Journal of Population Science* —, qui souligne le rôle essentiel joué par les investissements publics massifs au cours des années passées et dans le cadre du plan de relance. Pour lui, ce « transfert des industries entre régions » devrait permettre à la Chine de « **maintenir une croissance soutenue pendant une décennie encore au moins en raison du potentiel considérable lié à l'effet de taille de son économie** ». (*Les Echos.fr*, 03/07/2009)

Jusqu'en 2007, les régions côtières, piliers de l'industrie chinoise et véritables plaques tournantes de l'import-export de l'atelier du monde, ont connu des taux de croissance supérieurs à ceux des provinces de l'intérieur. En 2003, ces dernières comptaient pour près des $\frac{2}{3}$ de la population chinoise. Mais aujourd'hui, alors que l'impérialisme chinois prend son envol et que ses concurrents décrochent, les provinces intérieures et périphériques de la Chine deviennent le fondement possible d'une nouvelle division du travail possédant de multiples avantages :

- Elle lui permet d'abord de disposer d'une main-d'œuvre dont le coût, encore inférieur, préserve voir accroît sa compétitivité sur le marché international de la force de travail dans un contexte où les puissances impérialistes concurrentes sont de plus en plus amenées à abaisser le coût de leur propre main d'œuvre, que ce soit dans leurs centres ou dans leurs périphéries.

- Elle lui permet ensuite de compenser l'effondrement des débouchés à l'exportation induit par la crise du surendettement dans les pays impérialistes concurrents en développant le marché intérieur chinois. C'est un facteur objectif de relèvement de l'industrie chinoise en général et des industries jusque-là destinées à l'exportation en particulier. Le rôle économique de ces régions retardataires serait alors comparable à celui que les pays impérialistes ont assigné aux pays dépendants ateliers au cours des dernières décennies. L'industrialisation à grande échelle de ces provinces donnerait à l'impérialisme chinois un atout supplémentaire pour affronter la crise économique beaucoup plus sereinement que ses concurrents et amènerait à la conversion des régions côtières en centres économiques rayonnant sur tout le territoire intérieur chinois.

- Elle lui permet aussi de favoriser la stabilité politique de ses régions périphériques dans le contexte de l'affirmation croissante du leadership économique mondial de l'impérialisme chinois, face aux tentatives de déstabilisation auxquelles pourraient avoir recours ses concurrents impérialistes en déclin. Les émeutes récentes d'Urumqi — située dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang —, prouvent que le développement de ses régions périphériques est devenu pour l'impérialisme chinois un impératif stratégique. C'est en effet une faille pouvant être exploitée par les concurrents de l'impérialisme chinois. Ce dernier attribue d'ailleurs « ces troubles aux forces extrémistes de l'étranger » et en particulier au « Congrès ouïghour mondial dirigé par Rebiya Kadeer », « une femme d'affaires exilée aux États-Unis ». (*Reuters*, 05/07/2009) A l'instar du Tibet, se mêlent donc dans les régions périphériques chinoises : 1° des problèmes sociaux liés à l'oppression nationale et exacerbés par de grands déséquilibres régionaux, 2° des velléités séparatistes d'une élite bourgeoise-compradore en exil, instrumentalisées par des concurrents impérialistes. Comme on l'avait vu dans notre examen des rivalités inter-impérialistes au Darfour, la bourgeoisie impérialiste chinoise a une conscience parfaite de ce que le séparatisme de minorités nationales est exacerbé par la pauvreté et atténué par la prospérité économique... Un pays impérialiste multinational puissant peut très bien reléguer au second plan les contradictions nationales en consacrant à ses minorités nationales une partie des surprofits extorqués. En faisant du développement économique de ses régions périphériques une priorité, l'impérialisme chinois pourra y atténuer les troubles sociaux et les phénomènes d'oppression nationale, coupant ainsi l'herbe sous le pied aux tendances séparatistes !

- Elle lui permet enfin de conserver l'ensemble de ses branches d'industrie sur son territoire national, agissant ainsi comme un facteur permettant d'établir et de préserver solidement son monopole sur l'industrie de production des moyens de production, comme sur l'industrie de production des biens de consommation. Cette préservation de l'ensemble de la chaîne industrielle permet non seulement de prévenir l'émergence incontrôlée d'un nouveau concurrent que l'on aurait soi-même contribué à forger, mais aussi de disposer d'un facteur permanent de dissuasion face à toute menace d'agression militaire venant d'États bourgeois concurrents.

Si ces mutations sont encore au stade embryonnaire, leur développement est bel et bien à l'œuvre. Au 1^{er} trimestre 2009, les dépenses d'investissements chinoises avaient augmenté de 30,3 % en glissement annuel. Mais ce chiffre moyen cache un

différentiel régional important qui prouve que cette nouvelle division du travail a commencé à se mettre en place.

Ainsi, alors que les provinces côtières de la Chine ont vu leur taux d'investissement augmenter de "seulement" 23,6 % au 1^{er} trimestre 2009, celui des régions intérieures a augmenté de 43,4 % !

C'est dans ces conditions nouvelles que la production industrielle chinoise s'est relevée alors même que la contraction des débouchés à l'exportation s'aggravait. En mai 2009, la production industrielle chinoise avait ainsi augmenté de 8,9 % en glissement annuel, contre 7,3 % le mois précédent. (*Xinhua*, 12/06/2009) En mai, les investissements en capital fixe avaient continué d'augmenter (+ 32,9 % en glissement annuel), et la production d'acier de l'impérialisme chinois a atteint 46,5 millions de tonnes, se rapprochant désormais de son record absolu : 46,9 millions de tonnes en juin 2008. De janvier à mai 2009, la part de la Chine dans la production mondiale d'acier a donc continué de s'élever, passant de 47,7 à 48,6 %.

Si comme le soulignent les analystes bourgeois du *Bulletin Économique Chine*, cette mutation paraît naturelle « dans une période de resserrement des budgets » où « les coûts de production deviennent encore plus déterminants », il n'est nullement le résultat exclusif du mouvement naturel de la production marchande : cette nouvelle division du travail est appuyée et donc voulue par le gouvernement chinois. La bourgeoisie chinoise, qui pressent sans aucun doute l'immense potentiel de ce processus, a en effet décidé de lui donner un petit "coup de pouce" :

- Le 1^{er} janvier 2008, le gouvernement chinois a aligné à la hausse le taux d'imposition des bénéfices des sociétés étrangères sur celui des sociétés chinoises (25 %) dans les provinces côtières, réduisant à néant un de leurs derniers privilèges, tandis que les provinces de l'intérieur conservaient le taux d'imposition précédent (15 %).
- À la fin de l'année 2008, le gouvernement chinois a autorisé les collectivités locales à émettre des obligations pour financer le plan de relance et a alloué aux provinces de l'intérieur des quotas supérieurs à ceux des provinces côtières. Afin de favoriser l'implantation des entreprises dans les provinces intérieures, le Premier ministre chinois a également appelé « les jeunes étudiants du pays à rechercher des emplois locaux dans les régions chinoises moins développées ». (*Xinhua*, 07/06/2009)

Ainsi, l'impérialisme chinois subventionne et plébiscite aujourd'hui de manière évidente la politique du *Go West* !

Pour l'impérialisme chinois, cette politique doit aboutir à la création d'une division du travail semblable à celle qui caractérisait les États-nations impérialistes au début du siècle dernier. Chaque État impérialiste assurait alors l'essentiel de ses besoins agricoles et industriels. Le marché international n'avait alors pour vocation que de trouver des débouchés aux marchandises excédentaires, ainsi que des sources d'approvisionnement d'énergie et de matières premières bon marché.

L'impérialisme chinois dispose encore d'une population rurale abondante dont une grande partie est occupée à une agriculture de subsistance extrêmement morcelée, à l'exception de quelques milliers de grandes fermes d'État mécanisées. Au cours de la période 2001-2008, le taux d'urbanisation de la population chinoise est passé de 37,7 à 45,7 %. En 2006, l'agriculture occupait encore 43 % de la population active chinoise et en 2008, la population rurale chinoise se montait encore à 721 millions d'habitants.

En 2003, l'agriculture chinoise s'étendait sur 130 millions d'hectares de terres arables et comptait 248 millions de foyers ruraux. Seulement 6 % de ces foyers ruraux étaient équipés de 14 millions de tracteurs de faible puissance (de l'ordre de 7 CV), alors que la plus grande partie du million de tracteurs de grande puissance était utilisée dans les grandes fermes d'État. La majeure partie des foyers ruraux utilisait encore des engins agricoles tractés par la force animale ou des engins motorisés de faible puissance, à l'instar des motoculteurs. De ce fait, à peine la moitié des surfaces labourées, le quart des surfaces semées et le cinquième des surfaces récoltées étaient travaillés de façon mécanique. (*China Agriculture Yearbook 2004*) À titre de comparaison, l'agriculture américaine comptait alors cinq fois plus de tracteurs de grande puissance. En Chine, la surface moyenne d'une exploitation agricole n'était alors que de 0,65 hectare. L'impérialisme chinois possède donc un potentiel réel pour **1° augmenter dans des proportions importantes la productivité de son agriculture**, et par ricochet de l'économie chinoise dans son ensemble et **2° étendre la sphère d'action marchande à ces centaines de millions de foyers ruraux**, avec à la clef le développement de son marché intérieur.

Cette agriculture de subsistance occupant la majeure partie de la main d'œuvre rurale constitue un autre atout pour l'impérialisme chinois. En quelque sorte exclue de la sphère d'action de la loi de la valeur au cours des trois dernières décennies (depuis le démantèlement des communes populaires), car ne produisant pas pour le marché, cette partie de la population chinoise n'a pas constitué une lourde charge pour la société chinoise et n'a donc pas pesé de manière significative sur le niveau général des salaires. C'est un des facteurs qui a contribué à faire de la main d'œuvre chinoise la main d'œuvre la plus concurrentielle du monde, y compris face à la main d'œuvre indienne. De ce fait, c'est comme si le rapport entre la population active occupée dans les secteurs productifs de l'économie (constitués par l'industrie et l'agriculture moderne produisant pour le marché) et la population active occupée dans les secteurs non productifs était encore plus favorable à la sphère productive. L'intégration de ces non-consommateurs à la sphère marchande permet aujourd'hui à l'impérialisme chinois de disposer en quelque sorte de "régions ateliers" disposant de coûts salariaux encore inférieurs.

L'impérialisme chinois possède donc de colossales réserves lui permettant de développer son marché intérieur d'une manière rentable, que ce soit en modernisant les secteurs retardataires de son économie, en exploitant sa précieuse réserve de main d'œuvre, ou en aménageant son territoire national dont la majeure partie est encore très peu valorisée. Les autorités centrales ont ainsi annoncé dernièrement le lancement d'un institut de recherche spécialisé dans la lutte contre la désertification visant à « réduire la superficie de terre désertifiée du pays » qui représente 27,5 % du territoire chinois. (*Xinhua*, 17/06/2009) Parallèlement, elles ont annoncé leur intention de développer le secteur forestier chinois et d'augmenter la couverture forestière du territoire chinois qui avait déjà été porté de 8,6 à 18,2 % au cours de la période 1950-2008. (*Xinhua*, 23/06/2009)

C'est ce potentiel d'investissement que le plan de stimulation du marché intérieur chinois a commencé à libérer.

Pour les analystes bourgeois des pays concurrents de la Chine, le fait que « dans la définition de son plan de relance », le gouvernement chinois ait « **tablé sur un multiplicateur de plus de 3** », un chiffre « empiriquement très élevé », avait tout d'abord suscité « de nombreuses interrogations quant à la crédibilité du programme gouvernemental ». En effet, cela signifiait que chaque yuan investi aboutirait à

augmenter de 3 yuans la production nationale. Mais devant le redressement rapide de l'économie chinoise, ceux-ci furent contraints de reconnaître que « **le multiplicateur s'est avéré supérieur à 3 au cours des premiers mois de son exécution** ». Pour eux, « **l'effet d'entraînement** » du « **multiplicateur keynésien "avec caractéristiques chinoises"** » est « **d'autant plus massif que la conjoncture dégradée aurait dû provoquer un ralentissement** ». (*Bulletin Économique Chine*, n°13, p. 2) Si l'on regarde les effets du plan de relance américain sur l'économie réelle, il y avait en effet de quoi être sceptique !

En mai 2009, la Chine a enregistré un excédent commercial de 13,4 milliards de dollars et une baisse de 25,9 % de son commerce extérieur en glissement annuel (contre une baisse de 22,8 % en avril). Sur les cinq premiers mois de l'année, les importations se sont contractées de 28,0 % et les exportations de 21,8 %, aboutissant à un excédent commercial cumulé de 88,8 milliards de dollars. (*AFP*, 11/06/2009) Pourtant, malgré la contraction croissante de son commerce extérieur, l'économie chinoise a encore une fois montré des capacités d'endurance remarquables. D'abord, malgré la contraction importante de son commerce extérieur, la contraction plus rapide des importations — induite par la diversification accélérée de l'industrie chinoise —, a permis de limiter l'effondrement de l'excédent commercial. Ensuite, parce que le plan chinois de stimulation de la demande intérieure a globalement compensé l'effondrement du commerce extérieur. Même pour les industries destinées à l'exportation de biens de consommation courante, le plan semble aujourd'hui offrir de réelles perspectives d'avenir : en mai, les ventes d'appareils ménagers dans les zones rurales ont ainsi augmenté de 42 % par rapport au mois précédent, sous l'impulsion d'un programme de subventions du gouvernement central d'un montant de 20 milliards de yuans destiné à stimuler la vente de plus de 100 milliards de yuans d'appareils ménagers. (*Xinhua*, 15/06/2009)

« L'investissement élevé et la solide consommation privée devraient, selon Goldman Sachs, plus que compenser les mauvaises performances du commerce extérieur. » (*Bulletin Économique Chine*, n°14, p. 11)

À la fin de l'année 2008, les dépenses chinoises d'investissement avaient décliné pour atteindre une croissance (en glissement annuel) de "seulement" 22,3 % en décembre — un niveau très élevé en regard de celui de ses concurrents impérialistes. De décembre 2008 à mai 2009, les dépenses d'investissement de la Chine n'ont cessé de s'accroître à un rythme rapide et à un niveau particulièrement élevé, supérieur à celui du 2^{ème} trimestre 2007 (26,0 %). En mai, les dépenses d'investissement avaient augmenté de 38,7 % en glissement annuel. Et les mois à venir devraient voir renforcée cette tendance à l'investissement. Il y a peu, le gouvernement chinois a en effet annoncé la réduction du prix d'achat des terrains à usage industriel jusqu'à 30 % « afin de stimuler l'investissement ». (*Konaxis.net*, 15/06/2009) La bonne tenue des recettes fiscales de l'impérialisme chinois lui permet de financer de telles mesures sans pour autant compromettre l'équilibre budgétaire si cher aux gouvernements bourgeois. À l'inverse, les pays impérialistes en déclin voient leur taux d'investissement s'effondrer. Ainsi, en France, les dépenses d'investissement ont reculé de 63 % au 1^{er} semestre 2009 en glissement annuel ! Le secteur industriel n'a pas été épargné et a vu ses investissements diminuer de 48 %. (*Reuters*, 03/07/2009)

La Chine a émergé en pays impérialiste à partir de son statut initial de pays atelier. Pendant trois décennies, l'économie chinoise s'est donc construite en vue de fournir les métropoles impérialistes en biens de consommation courante. L'entrée de

la Chine à l'OMC a donné des proportions gigantesques à cette orientation fondamentale. La part des exportations par rapport au PIB chinois est ainsi passée de 20,1 à 36,5 % au cours de la période 2001-2006. Mais en 2007 et en 2008, les exportations ne représentaient respectivement plus que 36,0 et 33,0 % du PIB chinois.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette inversion de tendance se soit amorcée en 2006-2007, période durant laquelle l'industrie américaine montra de graves signes d'essoufflement. À partir de la fin de l'année 2006, le rapport de forces entre la production industrielle chinoise et américaine bascula clairement en faveur de l'impérialisme chinois. C'est en effet à ce moment-là que la production d'acier par habitant de la Chine surclassa celle des USA, montrant que la Chine avait dépassé son principal concurrent. Ce dépassement, qui aboutit à déséquilibrer encore un peu plus les échanges, contribua à précipiter l'éclatement de la crise de surendettement des USA.

En 2009, qui voit le recentrage de l'activité économique sur le développement du marché intérieur afin de compenser la chute des exportations, ces dernières représenteront une fraction très inférieure du PIB chinois. Au 1^{er} trimestre 2008, les exportations avaient représenté 38,0 % du PIB chinois. Au 1^{er} trimestre 2009, elles n'ont représenté que 25,5 % du PIB chinois. Cet effondrement de l'importance des échanges internationaux dans l'économie chinoise montre l'ampleur et l'efficacité du plan de stimulation de la demande intérieure. Ce plan a en effet permis de limiter très fortement l'impact négatif de la réduction des débouchés à l'exportation sur l'économie chinoise.

Il faut s'attendre à ce que ce plan, couplé à une politique ambitieuse d'acquisition de savoir-faire technologiques à l'étranger, provoque l'accélération du renforcement de l'autonomie industrielle de l'impérialisme chinois, contribuant ainsi par ricochet à précipiter encore davantage l'effondrement de l'économie de ses principaux concurrents. Il ne faudrait cependant pas croire que les monopoles des pays impérialistes sont seulement "victimes" de la concurrence chinoise. Ils ont en effet largement contribué au cours des années passées à l'émergence de l'impérialisme chinois. Dans les conditions de la crise économique actuelle, ces monopoles ont même commencé à passer à une étape supérieure.

Quand les monopoles des pays impérialistes en déclin sonnent la retraite en Chine

On assiste aujourd'hui à l'accélération du mouvement de fond qui a engendré la crise économique actuelle. Ce mouvement de fond, qui a conduit à l'explosion d'une première bulle liée au surendettement des pays impérialistes en déclin, c'est celui de l'approfondissement accéléré de la délocalisation des dernières grandes branches industrielles des territoires des pays impérialistes en déclin vers la Chine. Ce mouvement est d'abord le résultat naturel du mouvement de la production marchande : comme nous l'avons vu au sujet du secteur des énergies renouvelables, les percées technologiques de l'impérialisme chinois s'accompagnent nécessairement de la mise en difficulté de monopoles concurrents ayant leurs chaînes de production hors de Chine. Ceux-ci n'ont alors que deux options : ou bien demeurer hors du territoire chinois et disparaître, ou bien se résoudre à délocaliser leur production en Chine pour espérer pouvoir y survivre. Dans les conditions de la crise économique, ce processus de délocalisations tend à s'accélérer, car pour survivre face à la contraction des débouchés au sein des métropoles impérialistes en déclin et de ses

inévitables conséquences sur l'intensification de la concurrence, les monopoles des pays impérialistes en déclin se tournent de plus en plus vers le marché chinois où ils espèrent trouver des débouchés plus pérennes.

Ce double caractère de la croissance chinoise suscite évidemment des sentiments mitigés chez la concurrence.

Ainsi, selon le républicain Robert Zoellick, président de la Banque Mondiale, la croissance chinoise n'agit pas seulement « comme une force de stabilisation », mais « comme une force qui va sortir le système de la récession ». (*Radio Chine Internationale*, 09/06/2009) A l'inverse, certains représentants de l'impérialisme français soulignent au contraire que si le plan de relance chinois « pourrait en théorie soutenir les achats d'équipements étrangers », « la contraction actuelle des volumes importés » — « sauf pour ce qui est des matières premières » —, fait de lui « une piètre contribution à la reprise mondiale ». (*Bulletin Économique Chine*, n°12, p. 3) Il faut dire que certaines "économies de bazar" n'ont plus grand-chose à offrir à l'impérialisme chinois qu'il ne soit déjà capable de produire lui-même à moindre coût !

Pourtant, même au sein des milieux impérialistes français, existent de fortes tendances à la soumission à l'impérialisme chinois. À la tête d'une délégation nombreuse de chefs d'entreprise français, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin a fait l'objet d'une longue interview diffusée sur CCTV-F le 8 avril dernier. Au cours de celle-ci, "M^r Chine" a fait les déclarations suivantes :

« La France a dit clairement qu'elle refusait toute forme de soutien à l'indépendance du Tibet. C'est notre position officielle, c'est la position qui engage la France. (...) Et nous sommes là maintenant dans une circonstance qui nous permet de bâtir une nouvelle phase de notre coopération économique. (...) Le sommet de Londres a consacré la vision commune de la Chine et de la France sur le multilatéralisme. Le monde unipolaire à dominante américaine est un monde qui s'est sans doute achevé à Londres. (...) Nous avons une nouvelle économie à inventer. Comme on dit en chinois, « la crise c'est à la fois un danger, mais aussi une opportunité », l'opportunité d'inventer une nouvelle croissance, une croissance forte, une croissance juste, une croissance environnementale. (...) Je pense que le sommet du G20 a marqué la forte présence de la Chine. La Chine enregistre les bons résultats de sa politique d'ouverture. Elle a une forte croissance, elle a des réserves financières importantes, fondées sur le travail, sur l'épargne des chinois. Elle a aussi un rôle politique, aujourd'hui reconnu par tous. Donc, la Chine a montré sa présence forte, sereine au sommet de Londres. (...) Le gouvernement chinois fait des investissements importants, sur de grandes infrastructures, sur l'ensemble du pays, pour développer notamment l'ouest du pays, pour construire des routes, des ponts et beaucoup d'infrastructures de transport, c'est je crois très important pour l'équilibre du territoire chinois. Mais ce qui est aussi très important, c'est la relance de la consommation intérieure, de la consommation domestique, c'est le développement du pouvoir d'achat de la population chinoise. Et au fond aujourd'hui, l'avenir de la croissance du monde dépend de la consommation du peuple chinois. C'est le peuple chinois, en élargissant son marché, en consommant davantage, en étant soutenu par ses pouvoirs publics, qui non seulement fait le développement de la Chine, mais aussi fait la croissance du monde. Nos intérêts sont liés aujourd'hui. Le monde global est un monde qui a besoin de la Chine, qui a besoin des autres nations, mais qui a besoin aujourd'hui du consommateur chinois. »

De toute évidence, la bourgeoisie monopoliste française commence à comprendre qu'elle n'a plus rien à attendre de ses propres esclaves salariés. Trop chers face à la concurrence chinoise, leur entretien est devenu un luxe. Désormais, c'est donc en

Chine que se trouvent les derniers espoirs des exploités de France et des autres pays impérialistes surendettés de continuer à réaliser des profits !

Nous avons défini la crise économique actuelle comme résultant de l'explosion d'une première bulle de surendettement, celle liée aux ménages les plus endettés des métropoles impérialistes en déclin. Cette bulle a rapidement provoqué une contraction des débouchés qui a immédiatement eu de lourdes répercussions nationales — sur la production de "l'industrie de bazar" —, comme internationales sur les économies des pays ateliers qui ont vu les revenus de leurs exportations s'effondrer et des millions de bras devenir tout à coup inutiles.

La crise du système mondial de l'impérialisme est maintenant entrée dans une seconde étape, celle de l'aggravation accélérée du niveau d'endettement d'autres secteurs et couches de la population déjà proches du surendettement. Alors que dans les pays impérialistes en déclin la relance par la consommation est vouée à l'échec, alors qu'il devient urgent de compenser l'augmentation des déficits et l'effondrement des profits par la baisse des salaires réels, afin d'espérer regagner des parts de marché au détriment des concurrents, la bourgeoisie et ses marionnettes politiques n'ont plus d'autre solution que de chercher à aggraver l'exploitation des classes moyennes de la population des métropoles impérialistes, préparant ainsi l'éclatement de nouvelles bulles de surendettement — que ce soit au niveau des ménages modestes, des entreprises et des banques, ou même des administrations de l'appareil d'État bourgeois —, mais aussi une contraction des débouchés marchands internationaux qui étaient jusqu'alors fournis pour l'essentiel par la consommation intérieure des pays impérialistes en déclin. Cette contraction — qui n'en est aujourd'hui qu'à ses débuts —, s'annonce comme sans équivalent dans l'histoire du capitalisme, étant donné le caractère éminemment parasitaire de la division du travail actuelle.

Les monopoles des pays impérialistes en déclin, qui ont été à la pointe de la transformation de la division internationale du travail, sont aujourd'hui de manière naturelle à la pointe de la soumission à l'impérialisme chinois. En ces temps de contraction des débouchés dans les métropoles des pays impérialistes en déclin et alors que les débouchés intérieurs de l'impérialisme chinois croissent, le mouvement de retraite des monopoles étrangers vers la Chine prend des allures de débâcle désordonnée. Il faut dire que les premiers arrivés seront les mieux servis. Comme au jeu des chaises musicales, ceux qui n'arriveront pas à y trouver une place seront les premières victimes de l'effondrement de "l'économie de bazar". Cet effondrement, qui n'en est aujourd'hui qu'à ses tout débuts, ne peut évidemment que voir son terme se trouver rapproché par la désertion des monopoles des pays impérialistes en déclin. Dans cette course, les monopoles américains, qui comprennent mieux que leurs concurrents la situation catastrophique à laquelle ils seront bientôt confrontés, sont sans surprise à l'avant-garde de ce mouvement.

Il y a plus d'un demi-siècle, dans son discours prononcé à la tribune du XIX^{ème} Congrès du PCUS (b), Staline remarquait les prémisses d'un phénomène similaire. Avec le plan Marshall (1947-1951), les élites bourgeoises des pays impérialistes vaincus, occupés ou affaiblis (tels l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni), avaient accepté le renforcement de leur dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme américain. Pour Staline, cette demi-capitulation montrait que la bourgeoisie de pays impérialistes secondaires était prête à « jeter par-dessus bord » le drapeau « des libertés démocratiques bourgeoises » et même « des nations » en acceptant de troquer son indépendance en échange de sa

survie. L'impérialisme japonais, dont le territoire avait alors été transformé en une semi-colonie américaine, représentait le résultat extrême de cette politique de soumission.

Depuis le début des années 1970, la délocalisation d'un nombre croissant d'industries dans les pays ateliers a étendu les activités des monopoles des pays impérialistes au système impérialiste dans son ensemble, au point que selon Jean Peyrelevade — ancien président du Crédit Lyonnais et vice-président de la banque d'affaires italienne Banca Leonardo —, « **les sociétés du CAC 40 ne font plus partie ou très faiblement de l'économie française. Elles réalisent les trois quarts de leur chiffre d'affaires et de leurs profits à l'extérieur du territoire français** ». (*Nouvelobs.com*, 04/09/2008)

Aujourd'hui, certains des plus puissants des monopoles des pays impérialistes en déclin donnent une nouvelle dimension à ce processus : si leur survie doit passer par l'abandon de leur territoire national d'origine, ce mal reste pour eux dans tous les cas un moindre mal que d'avoir à renoncer à leurs profits et à leur existence !

En voici quelques exemples.

Dernièrement, E.ON, le n°1 allemand de l'énergie dont les activités vont du gaz à la construction de parcs éoliens (qui a enregistré un chiffre d'affaires de 86,8 milliards d'euros en 2008 pour un résultat net de 5,6 milliards d'euros), — première valeur de l'indice DAX de la bourse de Francfort et deuxième monopole énergétique mondial en 2008 après Gazprom et devant GDF Suez —, a annoncé son intention de se séparer de 10 000 salariés en Europe. 4 000 de ces emplois seraient délocalisés dans des marchés plus porteurs comme la Chine... (*Le Monde.fr*, 16/06/2009) Il faut dire que la diminution de la demande énergétique a durement affecté les bénéficiaires des grands groupes mondiaux du secteur énergétique, dont l'appétit a été aiguisé par plusieurs années de profits records. En 2007, E.ON employait 87 000 salariés à travers le monde, contre 107 000 en 2002, année au cours de laquelle il avait réalisé un chiffre d'affaires de 37,1 milliards d'euros.

Même chose pour Total, qui au cours des dernières années, a développé un réseau de centaines de stations-services en Chine et a pris des participations minoritaires dans le Capital de monopoles pétroliers chinois — tel Sinochem et la China National Petroleum Corporation (CNPC). (*Total.com*) Mais le début de la récession économique dans les pays impérialistes en déclin a amené au mouvement inverse : au printemps 2008, le *Financial Times* annonçait ainsi que le fonds d'investissement chinois SAFE avait pris une participation minoritaire au sein du Capital du groupe pétrolier français. (*RFI*, 04/04/2008) Récemment, Total a licencié 900 salariés de sa raffinerie britannique de Lindsey qui avaient mené une « grève non officielle et illégale » le 11 juin pour protester contre le licenciement de 51 de leurs collègues licenciés (*AFP*, 19/06/2009), soit 75 % des effectifs du site. Cette grève faisait suite à la volonté du groupe français d'employer de la main-d'œuvre italienne et portugaise, moins chère. Le mot d'ordre des grévistes « *British workers for British jobs* », illustre à quel point le mouvement ouvrier des métropoles impérialistes a été submergé par le social-chauvinisme. Cet exemple montre que le club impérialiste de l'UE est condamné à éclater sous les coups de la décomposition économique. Celle-ci contraindra en effet les gouvernements bourgeois des pays membres à opter pour des politiques de "préférence nationale" et donc à mettre des entraves à la liberté de circulation de la force de travail, sous la pression d'un prolétariat massivement contaminé par l'idéologie bourgeoise.

Le groupe industriel allemand d'équipements électroniques et électrotechniques Siemens (dont le chiffre d'affaires a atteint 100 milliards d'euros en 2008) — deuxième valeur de l'indice DAX de la bourse de Francfort —, figure également parmi les monopoles des pays impérialistes en déclin qui ont compris que leur avenir se trouvait désormais en Chine. En mars 2009, Siemens a reçu une commande chinoise d'un montant de 750 millions d'euros pour 100 trains à grande vitesse qui seront assemblés en Chine. (*Le Monde.fr*, 20/03/2009) Dernièrement, Siemens a investi 60 millions d'euros en Chine afin de construire un site de production de pales de rotors et de nacelles d'éoliennes d'une puissance de 2,3 à 3,6 MW. Située à Shanghai, l'usine qui ouvrira en 2010 et dont la capacité de production initiale sera de 500 MW, produira des éoliennes « destinées à la fois au marché local et à celui de l'exportation ». (*Konaxis.net*, 05/06/2009) Au début du mois de juillet 2008, alors que la production industrielle allemande avait déjà commencé à reculer, Siemens avait annoncé la suppression de plus de 16 700 emplois à travers le monde, dont les deux tiers en Europe. (*Siemens.com*)

De même, le géant californien Yahoo qui annonçait la suppression de 5 % de ses effectifs mondiaux suite à un effondrement de 78 % de son bénéfice au premier trimestre 2009, a choisi la capitale chinoise pour ouvrir son troisième centre mondial de recherche et développement ! (*E24.fr*, 10/06/2009)

Dans l'automobile, Michelin, le n°1 mondial du pneumatique, a massivement investi en Chine. À la fin de l'année 2007, le groupe français y possédait 3 usines ayant coûté 400 millions d'euros et employant 5 500 salariés. (*Le Figaro.fr*, 19/11/2007) Après avoir vu son bénéfice net s'effondrer de près de 54 % en 2008 à cause d'une brutale baisse d'activité au dernier trimestre (*AFP*, 13/02/2009), le groupe a annoncé la fermeture de l'usine américaine de sa filiale BF Goodrich située dans l'Alabama d'ici le 31 octobre (*AFP*, 13/04/2009), avec la suppression de 1 000 emplois à la clef. Alors que Michelin a annoncé la suppression de 1 100 autres emplois en France, le groupe prévoit d'investir 1 milliard d'euros dans la construction d'une usine en Inde dans les prochaines années. (*AFP*, 18/06/2009)

Toujours dans le domaine automobile, les péripéties de General Motors fournissent également un exemple instructif, car poussé à l'extrême, de ce processus inexorable : durement concurrencé par les constructeurs japonais, le groupe GM avait déjà enregistré plus de 3,3 milliards de dollars de pertes au cours des trois premiers trimestres de l'année 2005. Pour éviter un dépôt de bilan du groupe dont les dettes atteignaient alors 292 milliards de dollars, GM avait alors adopté un plan de restructuration radical à l'automne, visant à réduire ses effectifs de 25 000 emplois ainsi que les frais médicaux de ses 750 000 employés et retraités. En 2006, GM restait cependant le premier constructeur automobile du monde, avec 9,1 millions de véhicules vendus et parvint à réduire ses pertes annuelles à seulement 2 milliards de dollars. Mais en 2007-2008, la contraction du marché automobile américain provoqué par l'éclatement de la crise du surendettement des ménages pauvres s'ajouta au recul croissant des parts de marché du groupe, faisant exploser ses pertes. Celles-ci se montèrent ainsi à respectivement 43 et 31 milliards de dollars en 2007 et en 2008. Au final, après avoir reçu plus de 14 milliards de dollars d'aides du Gouvernement Fédéral au cours des derniers mois, GM a annoncé son dépôt de bilan le 1^{er} juin 2009.

En 2002, GM s'était associé à deux constructeurs automobiles chinois — la Shanghai Automotive Industry Corporation (SAIC) et la Wuling Automobile Co. — pour créer une usine de production de vans à Liuzhou. En 2007, la joint-venture

SAIC-GM-Wuling Automobile a vendu 550 000 véhicules. En 2008, GM a battu ses records de vente en Chine, avec 1 million de véhicules vendus (véhicules importés inclus), et prévoit désormais de doubler ses ventes en Chine d'ici à cinq ans. Alors que le constructeur américain se préparait à annoncer son dépôt de bilan aux USA, « **loin de Détroit** », le groupe se trouve « **dans une forme insolente en Chine** ». Pour le président de GM Chine, « **quel que soit le sort de GM sur le continent nord-américain** », « **nous continuerons à peu près comme aujourd'hui** » car « nous fonctionnons comme une coentreprise en Chine ». GM Chine affiche même déjà son ambition d' « **exporter ses voitures vers les États-Unis** ». (*AFP*, 01/06/2009) Dernièrement, la compagnie chinoise Tengzhong Heavy Industry Machinery Co. Ltd, basée dans la province du Sichuan a annoncé la signature d'un accord avec GM sur le rachat de la marque Hummer du constructeur américain. (*Xinhua*, 12/06/2009)

Le secteur pharmaceutique n'échappe pas non plus à la règle. Il y a deux mois de cela, nous avons souligné le contraste saisissant offert par les réformes du système de santé en Chine et dans les pays impérialistes en déclin. Alors que dans les pays impérialistes en déclin, l'entretien du système de santé devient un luxe pour des bras devenant chaque jour un peu plus inutiles, en Chine, c'est sa très large extension qui est à l'ordre du jour !

Au printemps 2009, des chefs de service renommés des hôpitaux parisiens ont lancé un appel s'opposant au projet de loi Bachelot, qui amènera selon eux la victoire de la « médecine mercantile » « calant l'hôpital sur l'entreprise » et dont « les premières victimes seront les patients et les soignants », car au moment où « on organise des suppressions massives et injustifiées d'emploi d'infirmiers et d'aides soignants », le pouvoir du directeur, qui « pourra n'avoir aucune compétence médicale », sera renforcé. (*AFP*, 17/04/2009) Si pour les réformistes, ces changements paraissent injustifiés, voire scandaleux, ils sont une nécessité pour la bourgeoisie qui sait qu'elle doit tout faire pour réduire le creusement de la dette de l'État bourgeois. La crise rend nécessaire de briser toutes les chaînes dorées que la bourgeoisie des pays impérialistes aujourd'hui au bord de l'implosion, a accordé à ses esclaves quand les affaires marchaient bien ! Au sein des pays impérialistes en déclin, le marché de la santé a donc de bien sombres perspectives.

À l'inverse, les analystes bourgeois remarquent déjà aujourd'hui qu'en Chine, « **le marché des laboratoires médicaux connaît un boom** » « **grâce aux investissements du gouvernement dans la santé** ». À la fin de l'année 2008, la Chine était déjà devenue le 6^{ème} marché d'IVD (in vitro diagnostic), au gré d'un taux de croissance de 15 à 20 % au cours des dernières années. Il n'en fallait pas plus pour que dans les conditions de l'extension encore plus rapide du système de santé chinois, les firmes d'IVD étrangères voient dans la Chine « une opportunité réelle » pour « **se développer dans un environnement économique difficile** ». (*Konaxis.net*, 03/06/2009)

Pendant, pour ces investisseurs, le marché chinois est loin d'être un terrain vierge et s'annonce déjà comme aussi difficilement pénétrable qu'une forêt primaire. En effet, ces entreprises étrangères trouveront sur leur chemin des entreprises chinoises sur l'ensemble des segments du marché des IVD ! Ainsi, même dans le domaine le plus pointu des IVD — jusque-là chasse gardée des laboratoires des pays impérialistes en déclin —, des brèches se sont déjà ouvertes. Ces brèches, ce sont les mêmes que celles qui se sont ouvertes dans les domaines majeurs de l'industrie au cours des dernières années : appâtés par la perspective d'accéder et de conquérir un

gigantesque marché avant des concurrents, certains monopoles étrangers en viennent à s'implanter en Chine, même si c'est à la condition de concéder des transferts de technologie à l'impérialisme chinois... On connaît la suite... Mais dans le domaine des IVD, l'impérialisme chinois est passé directement à l'étape supérieure : la copropriété à Capital égal !

Ainsi, en juin 2008, Covance Inc. et WuXi Pharma Tech avaient annoncé la création d'une coentreprise de services précliniques en Chine. Le monopole américain, qui est l'un des poids lourds mondiaux du secteur — avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars en 2007 pour un bénéfice net de près de 176 millions de dollars —, a apporté 30 millions de dollars de financement. À la fin août, les locaux situés à Suzhou et s'étendant sur une surface de 3 ha étaient déjà en construction et seront mis en service à la fin de cette année. La Chine fournira donc très bientôt des services précliniques de recherches modernes conformes aux plus hauts standards de qualité internationaux, mais à un tarif imbattable... L'entreprise fournira ainsi aux laboratoires chinois, mais aussi « **au marché international** » « **la toxicologie de BPL, le métabolisme médicamenteux et les services de chimie bio analytique** ». (*Konaxis.net*, 25/08/2008) Si Covance peut raisonnablement estimer avoir fait une bonne affaire en assurant sa survie à court terme — car à moyen terme, il serait étonnant que les firmes d'IVD à capitaux 100 % chinois ne déferlent pas sur le segment le plus prestigieux du secteur —, les firmes d'IVD concurrentes peuvent dès aujourd'hui se faire du souci : à la contraction de la demande dans les pays impérialistes en déclin s'ajoute maintenant l'émergence d'un redoutable rival concentrant l'expérience d'un des principaux monopoles mondiaux du secteur, à la compétitivité inégalée d'une main-d'œuvre chinoise à la fois bien formée et bon marché ! Pour les firmes concurrentes qui voudront également assurer leur survie, il faudra donc emprunter ce chemin, mais à des conditions encore plus avantageuses pour l'impérialisme chinois !

Alors que les derniers lambeaux de "l'industrie de bazar" ont commencé à s'effondrer, cette ruée des monopoles des pays impérialistes au bord de la faillite vers l'Est chinois prend des allures d'une course contre la montre, car le temps est compté avant que d'autres secousses ne les fassent s'effondrer en totalité ! Ceux qui ne seront pas parvenus à mettre un pied à terre sur le territoire chinois disparaîtront alors.

Dans ces conditions, on peut raisonnablement estimer que les gouvernements des pays impérialistes concurrents de l'impérialisme chinois ne se lanceront pas dans une guerre inter-impérialiste frontale contre lui, non seulement parce qu'une fois passé l'effet de surprise le rapport de forces militaire ne resterait pas longtemps à leur avantage, mais aussi parce que ce ne serait pas dans l'intérêt de nombre des monopoles dont ils défendent les intérêts !

La Seconde Guerre mondiale a prouvé que la bourgeoisie était prête à tout pour préserver son Capital. Alors que les Soviétiques — déterminés à ce que rien ne puisse servir à l'envahisseur —, n'hésitaient pas à détruire tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter quand ils furent forcés de battre en retraite dans les premiers mois de la guerre (le grand barrage hydroélectrique sur le Dniepr fut ainsi dynamité), l'impérialisme américain fit tout pour préserver ses investissements en Allemagne. L'impérialisme allemand représentait pourtant un dangereux concurrent pour l'impérialisme américain auquel il avait ravi des positions à la fin des années 1930, notamment en Amérique Latine.

L'usine Ford-Werke de Cologne et les usines Opel de Brandenbourg et de Russelsheim — qui avaient pourtant été reconverties pour la production de guerre par l'impérialisme allemand ! —, furent ainsi "miraculeusement" épargnées par les bombardements anglo-américains tout au long du conflit. L'impérialisme américain savait pourtant parfaitement où elles se trouvaient. Il faut dire, comme l'a montré l'historien Jacques R. Pauwels dans son ouvrage *Le mythe de la bonne guerre (Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale)*, que « **pas une seule fois, durant leur régime de terreur, les nazis n'entreprirent la moindre tentative pour changer les statuts de propriété de Ford ou d'Opel** ». Ainsi, « même durant la guerre, Ford garda ses 52 % d'actions de la Ford-Werke de Cologne, et General Motors resta le seul propriétaire d'Opel. » Tout au long du conflit, les pays impérialistes anglo-saxons laissèrent quasiment intacte l'industrie de l'armement allemande. Ils savaient bien que l'essentiel de sa production était envoyé pour combattre sur le Front de l'Est ! Rappelons qu'au lendemain même de l'agression nazie contre l'URSS, le très influent sénateur Harry Truman — qui accéda à la présidence américaine en avril 1945 à la mort de Roosevelt —, avait déclaré :

« Si nous voyons que l'Allemagne gagne nous devons aider la Russie et si la Russie gagne nous devons aider l'Allemagne et ainsi qu'elles s'entretuent le plus possible, bien qu'en aucune circonstance je ne veuille voir Hitler sortir vainqueur. » (*New York Times*, 24 juin 1941.)

On voit donc mal aujourd'hui l'impérialisme américain chercher à détruire les grands centres industriels chinois où sont implantés nombre de monopoles américains ! Les gouvernements des pays impérialistes ruinés deviendront alors des gouvernements bourgeois-compradore intimement liés à l'impérialisme chinois.

Bien sûr, ils auront à faire face non seulement au mécontentement des masses exploitées, mais également à l'opposition de certaines couches bourgeoises victimes de la décomposition économique : la petite et moyenne bourgeoisie bien sûr, mais aussi les éléments les plus lésés de la bourgeoisie monopoliste n'étant pas parvenus à délocaliser leurs activités en Chine. C'est à ce type d'oppositions que dut faire face Gorbatchev — le chef de la fraction compradore de la bourgeoisie monopoliste russe —, lors de l'effondrement du social-impérialisme soviétique. Cependant, on peut s'attendre à ce que cette dernière fraction représente une tendance minoritaire pour deux raisons essentielles.

D'abord parce que sous l'impérialisme, c'est le poids des entreprises monopolistes qui est déterminant dans la vie économique, or la quasi-totalité de ces entreprises est implantée en Chine, comme nous l'avions déjà souligné dans *Impérialisme et anti-impérialisme*. De toute évidence, ces entreprises refuseront de prendre le risque de perdre leurs meilleurs investissements !

Ensuite parce que le degré de parasitisme de la division internationale du travail caractérisant les "économies de bazar" serait un obstacle matériel insurmontable à la mise en place d'une politique bourgeoise protectionniste visant à leur réindustrialisation. Pour réindustrialiser, il faudrait construire en très grand nombre de nouvelles usines dans une multitude de branches d'industries aujourd'hui délocalisées. Cela nécessiterait de posséder une industrie mécanique capable de s'acquitter de cette tâche. Or les chiffres de la production de machines-outils prouvent qu'à l'exception du Japon, les pays impérialistes en déclin possèdent une très grande dépendance vis-à-vis des machines-outils d'importation. Et il ne faudra pas compter sur l'impérialisme chinois pour développer leur industrie mécanique : il y a trois décennies déjà, les marxistes-léninistes albanais en ont fait l'expérience.

Les mêmes obstacles se poseraient pour toutes les branches de "l'industrie de bazar" basées sur l'assemblage et la finition de biens intermédiaires d'importation. Ainsi, même les monopoles du secteur militaro-industriel américain ont une dépendance extrême vis-à-vis de composants électroniques importés d'Asie ! Rappelons que les monopoles du complexe militaro-industriel du social-impérialisme soviétique — dont le poids était pourtant déterminant dans son industrie —, durent eux-mêmes s'incliner à cause de leur retard dans le domaine de l'électronique, un retard qui les rendait nécessairement dépendants de composants électroniques d'importation alors fabriqués dans des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme américain...

C'est pourquoi la rivalité aiguë entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique ne prit jamais la forme d'un affrontement militaire direct opposant les deux pays impérialistes et se limita le plus souvent à l'usage des méthodes semi-coloniales les "révolutions colorées" et des putschs militaires. Si le colonialisme et l'agression militaire directe furent à l'occasion employés, ce fut dans un cadre qui ne dépassa jamais celui des pays dépendants qui étaient les enjeux de ces rivalités inter-impérialistes. C'est une histoire comparable qui se répète aujourd'hui dans le cadre de la rivalité principale entre l'impérialisme chinois et ses concurrents en déclin. Rien d'étonnant à ce que dans ces conditions, la question de la dissuasion nucléaire revienne au premier plan, que ce soit dans les pays dépendants ne souhaitant pas être victimes d'agressions coloniales (Iran, Corée du Nord), ou entre les protagonistes impérialistes souhaitant s'assurer qu'un concurrent n'envisage pas sérieusement de faire usage de la force (nouvelles négociations américano-russes sur la réduction des armes stratégiques au moment où le traité START I arrive à expiration).

Les exigences de la lutte de classe contemporaine : surmonter le social-réformisme et se préparer à des bouleversements majeurs !

Comme nous l'avions déjà souligné, si la crise touche évidemment en premier lieu les travailleurs, elle n'épargne pour autant pas la grande bourgeoisie. Selon le *World Wealth Report 2009*, le nombre de personnes détenant au moins 1 million de dollars d'actifs, résidence principale et biens de consommation exclus, a diminué de près de 15 % en 2008 par rapport à l'année précédente et leur fortune a diminué de près de 20 %. Les grands bourgeois sont donc moins nombreux et moins riches ! En 2008, ils n'étaient donc plus que 8,6 millions à détenir une fortune de 32 800 milliards de dollars, contre 10,1 millions l'année précédente pour une fortune de 40 700 milliards de dollars.

Les pays où les millionnaires ont été les plus touchés sont évidemment en premier lieu les pays où a commencé la crise, à l'instar des USA, du Canada, du Royaume-Uni et de l'Espagne qui ont perdu entre 19 et 26 % de leur population fortunée. La Russie et l'Inde ont également été très durement éprouvées avec une chute comprise entre 29 et 32 %, alors que la Chine a été relativement épargnée avec une chute d'à peine 12 %. Si l'Allemagne et le Japon ont eux aussi été relativement épargnés en 2008 (avec une chute inférieure à 10 %), c'est en raison de l'effondrement plus tardif de leur production industrielle. Celle-ci n'a commencé à s'effondrer sensiblement qu'à partir de novembre, alors que la production industrielle de pays comme les USA et la Russie avait entamé son déclin dès septembre-octobre.

Si la baisse chinoise était légèrement supérieure que celle de l'Allemagne et du Japon à la fin de l'année 2008, ce ne sera plus le cas en 2009. Les mois de septembre à novembre ont été les plus mauvais pour l'industrie chinoise qui n'a commencé à se redresser qu'en décembre. Le relèvement total de la production industrielle chinoise depuis le début de l'année 2009 aura nécessairement comme effet d'accroître le nombre de millionnaires chinois, tandis que celui des principaux pays concurrents aura continué à s'effondrer. En conséquence, il se peut très bien que les millionnaires chinois, après être passés en 5^{ème} position mondiale en 2007 devant la France, et en 4^{ème} position mondiale en 2008 devant le Royaume-Uni, conquièrent bientôt en 1^{ère} position mondiale, devant les USA, le Japon et l'Allemagne. Au 1^{er} trimestre 2009, le PIB japonais s'est contracté à un rythme annuel de 14,2 % (*Xinhua*, 11/06/2009), une contraction qui entraînera une véritable hécatombe dans les rangs de la bourgeoisie japonaise.

« La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, est celle-ci : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il est indispensable que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » *ne veulent plus* et que « ceux d'en haut » *ne peuvent plus vivre à l'ancienne manière*, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. En d'autres termes, cette vérité c'est que : la révolution est impossible sans une crise de toute la nation (affectant exploités et exploités). » (Lénine, *Œuvres choisies*, Tome II, Édition numérique, p. 360)

À n'en pas douter, la crise économique actuelle remplit ces conditions et fournit la base objective à l'ouverture d'une nouvelle ère de révolutions à l'échelle internationale, que ce soit dans les pays dépendants ou dans les pays impérialistes en déclin. Les perspectives révolutionnaires seront cependant compromises dans les conditions actuelles de l'inexistence de Partis communistes marxistes-léninistes capables d'orienter la contestation sociale dans un sens révolutionnaire. L'effondrement du social-impérialisme russe a prouvé que sans un tel Parti, une situation de crise même très aiguë, ne pouvait pas aboutir au renversement des classes exploiteuses. En l'absence de Parti communiste marxiste-léniniste et dans le cadre de la décomposition de "l'économie de bazar", la fronde sociale sera inévitablement détournée sur les rails du protectionnisme bourgeois réclamant la réindustrialisation. Mais la décomposition de "l'industrie de bazar" a atteint un degré très élevé qui rend impossible ce processus. La volonté de "réindustrialisation" sera alors employée par la bourgeoisie compradore des ex-métropoles impérialistes comme un slogan destiné à mystifier les masses exploitées. S'il devient une réalité, ce ne sera que parce qu'il sera devenu avantageux pour l'impérialisme chinois de délocaliser quelques industries à basse composition organique en Capital !

Le chemin de la révolution sera encore plus complexe en ce qui concerne l'impérialisme chinois. Dans notre précédente étude, nous avons en effet déjà souligné que l'impérialisme chinois disposait d'atouts essentiels face à ses concurrents du point de vue de la stabilité sociale. La résistance remarquable de l'économie chinoise, alliée à une compréhension très pointue des problèmes économiques et sociaux de la part des représentants politiques de l'impérialisme chinois, ne peut que renforcer cette tendance fondamentale. La bourgeoisie chinoise, si elle sera évidemment impactée par la crise, le sera cependant dans des proportions inférieures aux bourgeoisies des pays concurrents. Dans ces conditions, les risques d'un embourgeoisement du prolétariat chinois sont évidemment très élevés. De tous

les détachements d'avant-garde du prolétariat mondial, c'est sans aucun doute celui du prolétariat chinois qui aura la tâche la plus ardue.

"Un printemps harmonieux", "La Chine du siècle nouveau", "Mon pays natal est si beau", "La mère-patrie et moi", "Patrie, tous mes vœux de bonheur !", "L'amour pour la Chine", "Je suis fier de ma patrie" —, tels sont les titres de quelques-uns des clips musicaux diffusés sur CCTV-F au cours du mois de juin.

Il n'est pas difficile de se rendre compte de la différence fondamentale de leur contenu avec celui de clips diffusés dans les pays impérialistes en déclin où la décomposition de "l'économie de bazar" se reflète dans une culture toujours plus décadente, anti-matérialiste et anti-prolétarienne qui fait les choux gras d'artistes-prostitués représentant la fraction la plus dégénérée de la bourgeoisie.

L'impérialisme chinois a émergé dans la lutte contre l'oppression coloniale et féodale. La culture qui accompagne son essor présente donc des traits communs progressistes avec celle de bourgeoisies d'Europe quand elles se battaient contre le féodalisme. Par son héritage anti-colonial, elle peut même revêtir des traits communs à celle de cultures socialistes et anti-impérialistes. La chanson *Louanges* du célèbre auteur-interprète chinois Hu Songhua, diffusée le 5 juin sur CCTV-F, reflète parfaitement ces aspects :

**« De la prairie,
j'arrive à la place Tian'an Men
En levant une coupe d'or,
je chante les louanges de la mère-patrie
On remercie le Parti communiste
On célèbre la libération nationale
Notre mère-patrie se dresse fièrement à l'Est
Elle lance des éclairs éblouissants,
comme au lever du soleil
Les frères des 56 ethnies,
s'y réunissent dans la joie,
en faisant l'éloge de la puissance
et de la prospérité de notre patrie »**

On verrait mal dans nos pays des artistes chanter ce genre de choses ! Même s'ils le voulaient, le fossé avec la réalité apparaîtrait bien trop flagrant ! Ces chants illustrent à eux seuls le nouveau rapport de forces inter-impérialiste international qui émerge aujourd'hui.

Alors que dans les pays impérialistes au bord de la faillite, la décomposition économique et sociale creuse chaque jour un peu plus le fossé entre les masses exploitées et les élites bourgeoises, la prospérité économique indéniable de l'impérialisme chinois permet au contraire à la bourgeoisie monopoliste d'État d'atténuer les conflits sociaux et même de rassembler l'immense majorité des masses exploitées sous le drapeau du nationalisme bourgeois !

En Chine, la prospérité économique aidant, le mensonge réformiste bourgeois selon lequel "le peuple est un tout uni" semble en effet avoir un certain fondement matériel.

Mais la Chine nationaliste étant devenue un pays impérialiste, le nationalisme bourgeois a largement débordé du cadre patriotique hérité de la lutte contre l'occupant étranger. Dans ces conditions, les aspects beaucoup plus réactionnaires du nationalisme bourgeois prospèrent et servent d'instrument aux visées impérialistes de la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise. La chanson intitulée *Les Chinois*, interprétée par Nicholas Xie au cours d'un récent concert à ciel ouvert à Canton —

3^{ème} plus grande ville de la Chine continentale derrière Pékin et Shanghai —, et rediffusée sur CCTV-F le 6 juillet en fournit une parfaite illustration :

« Il n'y a jamais eu de blessure inguérissable
Il n'y a qu'une force qui a traversé les âges
Tous les chinois disséminés sur cette terre,
sont bien résolus à assumer de nouvelles tâches
La race jaune est venue sur la terre,
la tête haute et le buste droit
Les chinois s'avancent sur le chemin,
et le monde sait qu'ils sont différents
Plus le monde devient instable, plus ils sont braves
Ils trouvent leur voie dans ce monde en mutation
Sans hésiter, ils s'aventurent aux quatre coins du monde
Après 5 000 ans, leur moment est enfin venu ! »

Dans le contexte de la décomposition des "économies de bazar" des pays impérialistes concurrents, la bourgeoisie monopoliste d'État chinoise a donc aujourd'hui toutes les chances de voir se réaliser le vieux rêve de Sun Yat-sen et de Mao Tsé-toung : l'avènement d'un "socialisme" synonyme « d'un état d'aisance générale ». (*Impérialisme et anti-impérialisme*, p. 112)

Mais en attendant l'avènement de ce "socialisme", elle ne baisse pas sa garde : elle veille d'abord avec les armes aux "révolutions colorées" dans ses régions périphériques, elle prépare ensuite l'anéantissement de leur base matérielle et cherche à désamorcer les détonateurs sociaux. Dernièrement, dans le cadre du renforcement de la lutte contre la corruption, le secrétaire général du Conseil des Affaires d'État a ainsi appelé « **les bureaux de réception des plaintes à tous les échelons du pays à travailler dur** » afin d'assurer « **la réforme, le développement et la stabilité sociale** ». (*Xinhua*, 21/06/2009) La bourgeoisie monopoliste d'État chinoise a bien compris que la stabilité sociale est un paramètre que la crise économique va mettre à très rude épreuve à travers le monde, et là encore, elle est indéniablement la mieux préparée et armée pour affronter ce danger.

Alors que l'impérialisme chinois met à l'ordre du jour l'extension des services de secours social, les élites des pays bourgeois concurrents sont forcées de procéder au contraire à leur démantèlement ! Ainsi, le premier ministre français a déclaré dernièrement que face à l'allongement de la durée de vie, « il n'y a pas d'autre solution pour sauver nos régimes de retraite que de travailler plus longtemps ». Brice Hortefeux, ministre du Travail, avait déjà averti qu'il n'y avait que trois solutions face au problème posé par le financement des retraites : « **diminuer les pensions** », « **augmenter la durée de cotisation** » ou « **reporter l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans** ». (*Nouvelobs.com*, 27/06/2009)

En 1982, l'âge du départ légal à la retraite avait été fixé à 60 ans. Or l'espérance de vie a augmenté de 75 à 81 ans durant la période 1982-2008. Pour une augmentation de la durée de vie de 6 ans, la bourgeoisie veut donc aujourd'hui obtenir un recul de 7 ans de l'âge légal de la retraite ! On peut aussi se demander si les nouveaux retraités de 67 ans seront en meilleure santé que leurs prédécesseurs à 60 ans... Pour la bourgeoisie, c'est un moyen supplémentaire de pressurer au maximum les esclaves salariés tant qu'ils sont suffisamment valides. Et pour les seniors qui n'auront pas rempli les obligations légales, notamment en terme de durée de cotisation, la sanction tombera : une retraite à taux partiel permettant à l'État bourgeois de réaliser encore de substantielles économies !

Le démantèlement progressif du régime de retraite bourgeois peine cependant à compenser la hausse rapide du taux de chômage qui creuse le déficit de l'assurance chômage. Le président de l'Unedic a déclaré que l'assurance chômage souscrirait ainsi un emprunt de 3 milliards d'euros à l'automne sous la forme de billets de trésorerie. (*Nouvelobs.com*, 27/06/2009)

Bien peu de travailleurs "bénéficieront" donc de la nouvelle retraite à 67 ans, car à terme, l'aggravation de la décomposition de l'économie de bazar posera des problèmes similaires à ceux qui se sont posés au social-impérialisme soviétique au moment de son effondrement : la déclaration en faillite de l'ensemble du système de protection sociale bourgeois : éducation, santé, retraites ! C'est indéniablement ce que montre le cas californien.

Dans la situation actuelle, les politiques menées par les bourgeoisies impérialistes en déclin sont le plus souvent un mélange de politiques de relance keynésiennes creusant le déficit des États, et de mesures héritées des PAS visant à réduire la fraction sociale des salaires et l'endettement public. Un cocktail forcément inefficace qui a comme principal défaut de faire retomber le poids financier et social de ces mesures sur le dos des masses exploitées !

Si le premier ministre français a jugé « naturel » que le climat social « soit tendu dans une période aussi difficile que celle que nous traversons actuellement », il a cependant relativisé la gravité de ces tensions en se félicitant du fait que « **le sens de la responsabilité l'emporte chez les partenaires sociaux** ». (*AFP*, 15/05/2009) Cette reconnaissance de dette de l'un des premiers représentants de l'impérialisme français à l'égard des partis politiques et des syndicats réformistes donne une illustration concrète de leur rôle d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

Dans le contexte d'une mise au goût du jour des PAS, les masses exploitées n'ont donc absolument rien à attendre de ces organisations devenues inutiles et nuisibles — sauf pour l'ordre exploiteur dont elles sont le dernier rempart ! Dans les conditions de la décomposition de "l'économie de bazar", il ne peut être question d'étendre ou même de voir sauvegarder les sacro-saints "acquis sociaux" dont les réformistes font depuis des décennies leur cheval de bataille.

Lors de la dernière journée de mobilisation intersyndicale contre la politique anti-crise du gouvernement, les défilés ont réunis 6 à 8 fois moins de manifestants qu'au cours de la précédente journée (1^{er} mai) et entre 19 et 20 fois moins de manifestants qu'au cours de la journée du 19 mars.

De toute évidence, le mouvement tend à s'affaiblir et les responsables syndicaux dont ce type de journées est le mode "d'action" favori y voient « **la faute à une usure des salariés** ». Mais selon un sondage BVA, l'usure ne serait pas le premier facteur : si $\frac{3}{4}$ des français disent soutenir ce mouvement, **seulement $\frac{1}{3}$ estiment « qu'il pourrait inciter le gouvernement à modifier sa politique »**. (*L'express.fr*, 13/06/2009)

Ainsi donc, les réformistes ont de plus en plus de mal à convaincre les larges masses travailleuses de l'utilité de leurs "actions", une partie croissante des exploités comprenant qu'elles seront incapables d'infléchir la politique des représentants de la "démocratie représentative" !

Autre manifestation évidente de cette tendance lourde accompagnant la décomposition économique des pays impérialistes en déclin que nous avons déjà souligné dans *Impérialisme et anti-impérialisme* (pp. 298-299), selon un sondage publié par *Le Figaro*, 80 % des français estiment aujourd'hui « que le PS est en

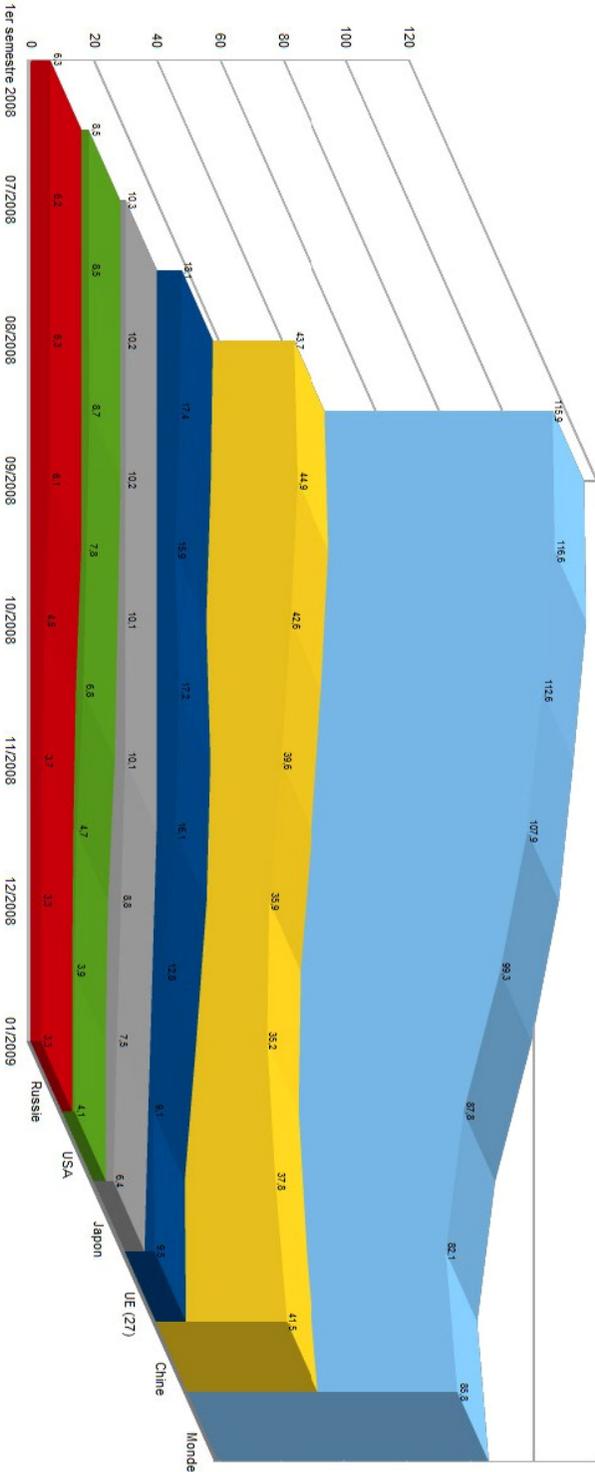
danger de mort », à l'instar du P"C"F qui « est mort faute d'avoir su vivre avec son temps ». (*Xinhua*, 12/06/2009)

Dans *Impérialisme et anti-impérialisme*, nous avons déjà souligné l'urgence de la création de Partis communistes marxistes-léninistes capables d'intégrer à leur tactique le nouveau rapport de forces impérialistes qui se faisait alors déjà jour. **La crise actuelle n'a fait que rendre cette urgence encore plus pressante !**

GRAPHES

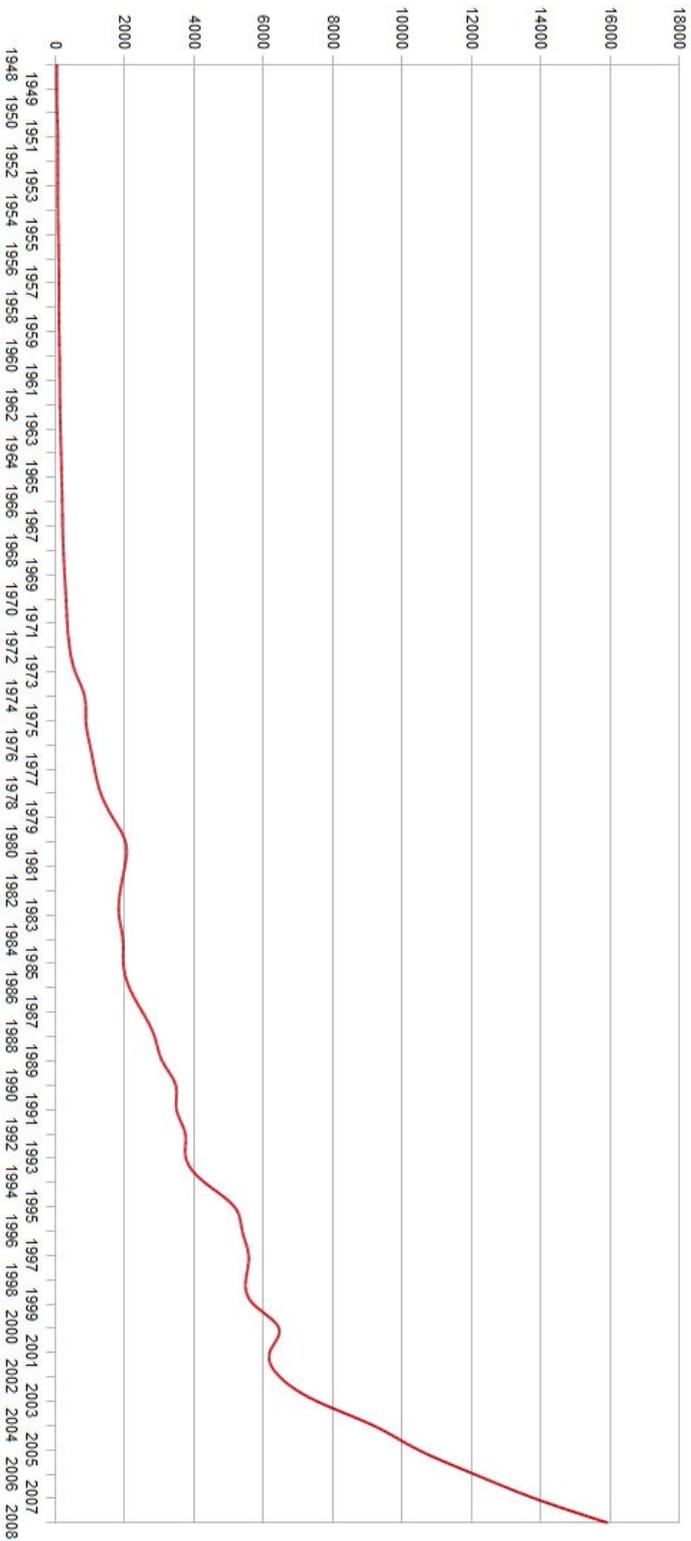
Production d'acier (millions de tonnes)

www.marxisme.fr



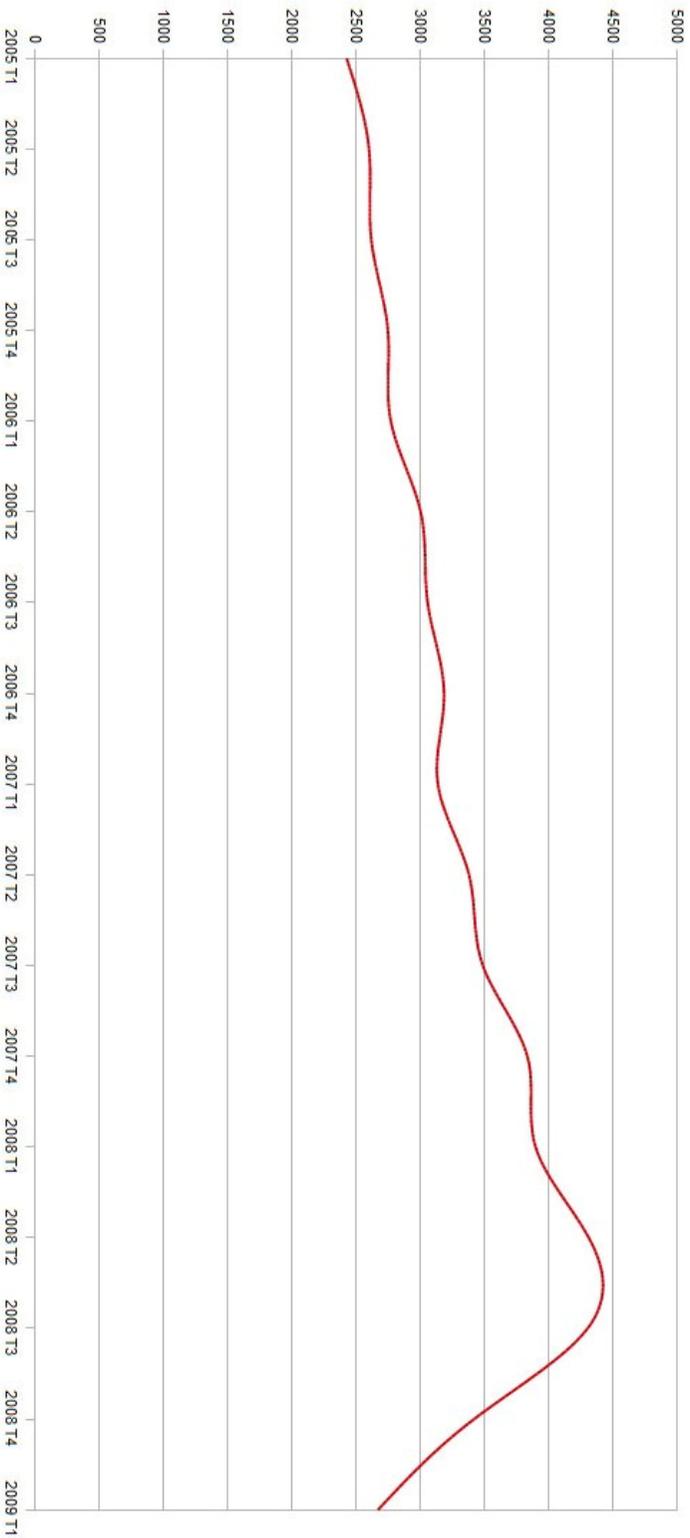
Valeur des exportations mondiales de marchandises (milliards de \$ US aux prix courants)

www.marxisme.fr



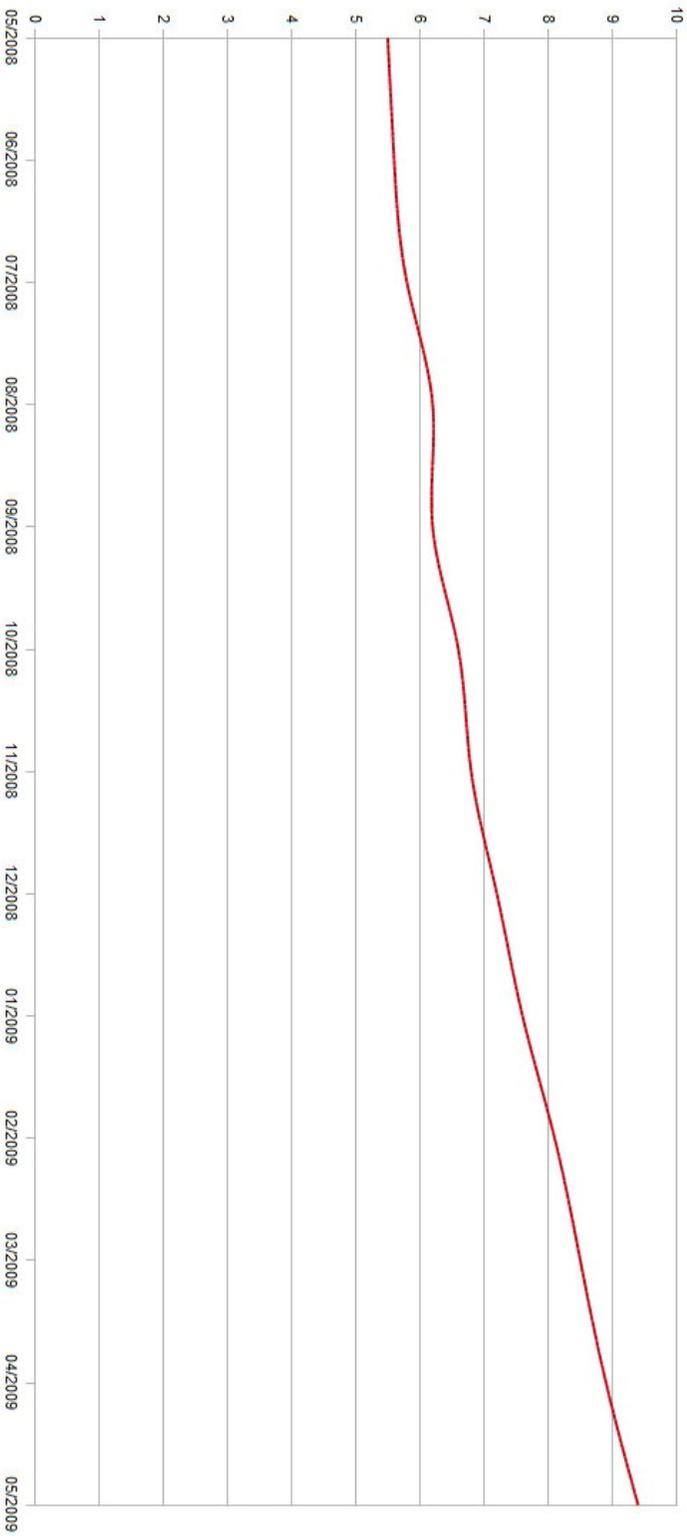
Valeur trimestrielle des exportations mondiales de marchandises (milliards de \$ US)

www.marxisme.fr



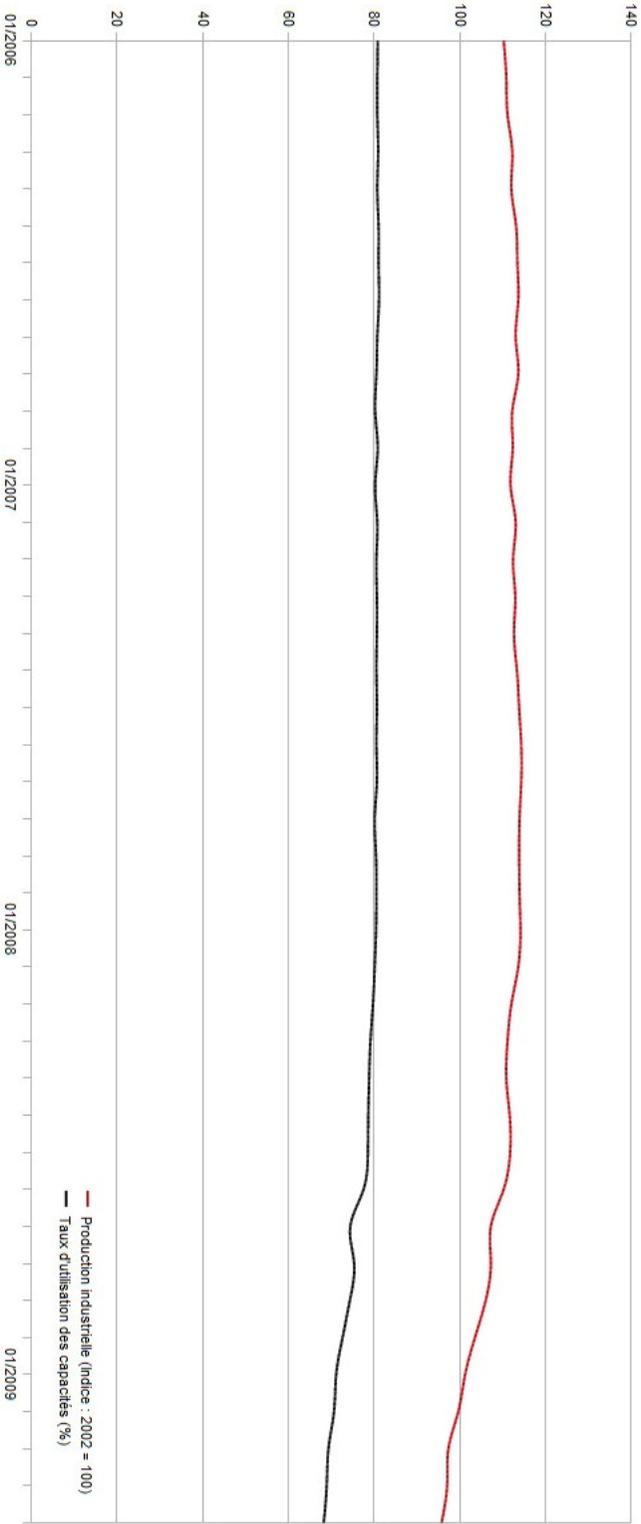
Evolution du taux de chômage officiel aux USA (% de la population active)

www.marxisme.fr



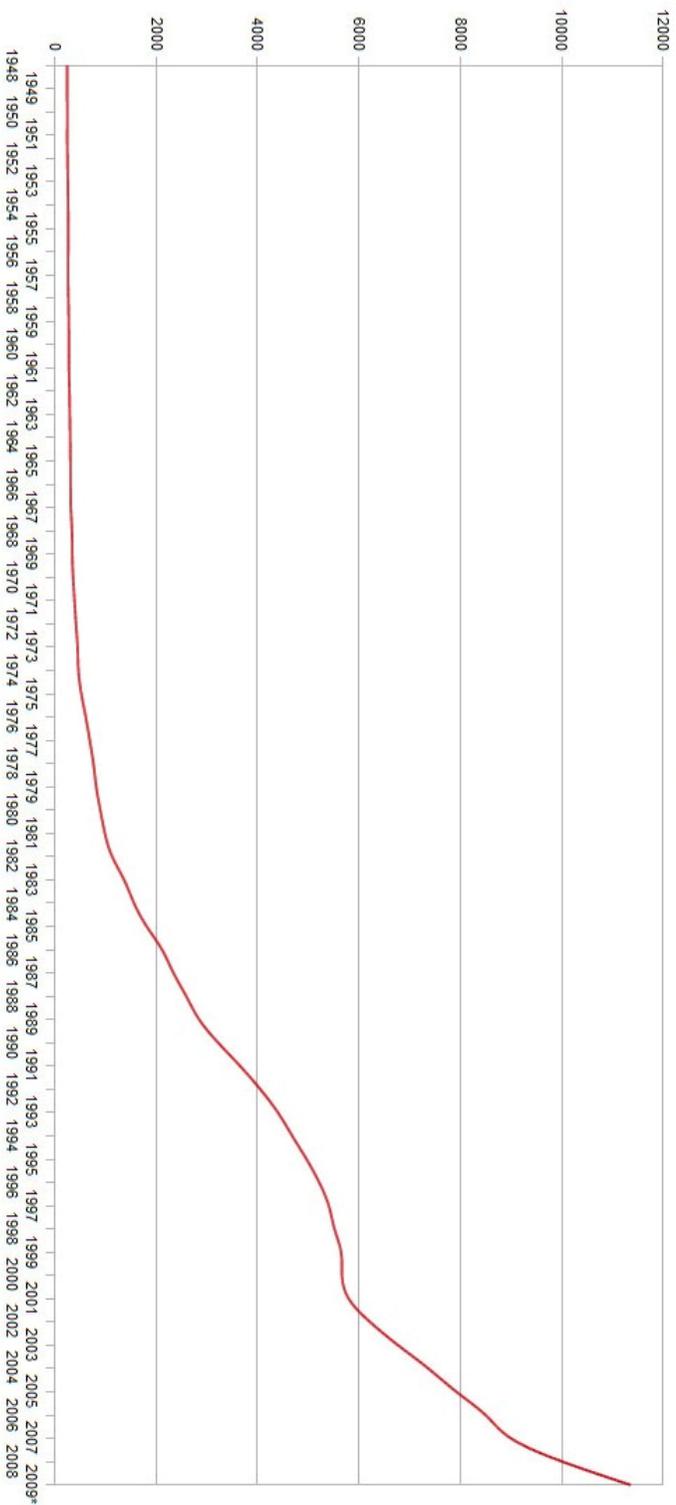
Production industrielle et taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie US

www.marxisme.fr



Dette publique des USA (milliards de \$ US)

www.marxisme.fr



* Valeur au 24/06/2009 : 11 365 milliards de dollars selon Treasurydirect.gov

POSTFACE

Dans une période de crise économique, tout évolue rapidement. Chaque jour apporte son cortège de nouvelles prouvant que la crise actuelle est d'une ampleur et d'une portée particulières. Les derniers développements de la crise économique montrent sans surprise son aggravation dans les pays impérialistes en déclin. Aux USA, l'économie ne montre aucun signe réel de reprise : malgré les mesures de relance, la production industrielle et l'utilisation des capacités de production ont continué à s'effondrer avec des chiffres respectifs de 95,4 et 68,0. Même chose pour l'indice des capacités de production qui a continué à diminuer. (*Federalreserve.gov*) Dans ces conditions, le rythme des faillites bancaires reste sans surprise très soutenu : les USA ont déjà enregistré 58 faillites bancaires pour l'année en cours (*USA Today.com*, 18/07/2009), soit plus du double du chiffre enregistré pour la totalité de l'année 2008 ! Cette crise ne prendra fin qu'avec la liquidation des "économies de bazar" et la naissance d'un nouvel ordre impérialiste mondial dominé par l'impérialisme chinois.

Nous avons déjà souligné que les recettes keynésiennes seraient forcément inefficaces dans des pays impérialistes en déclin. C'est ainsi qu'Obama avait déjà écarté la mise en place d'un second plan de relance de ce type, officiellement afin de prendre le temps d'évaluer l'efficacité du premier. Alors que le plan mis en œuvre en février a été exécuté « à peu près comme attendu », il n'a pas permis de résoudre « les principaux problèmes de l'économie ». Le résultat est que « le multiplicateur » du plan sera « probablement très modeste ». Si comme Geithner l'a récemment affirmé, le plan de relance doit apporter sa contribution à la croissance pour les deux prochaines années dès le second semestre 2009, d'autres économistes américains pensent que le rebond se limitera dans le meilleur des cas à deux ou trois trimestres avant de disparaître ! Aux USA, au-delà du débat sur l'ampleur et l'efficacité du plan de relance, les économistes bourgeois se demandent désormais de plus en plus « **si une quelconque mesure fiscale pourra tirer l'économie de la récession** ». (*Bloomberg.com*, 17/07/2009)

Dans ces conditions, les élites bourgeoises des autres pays impérialistes en déclin commencent à s'inquiéter de plus en plus ouvertement de voir la reprise tant attendue tarder à se montrer. D'autant qu'après les "subprimes", d'autres menaces sont susceptibles de mettre en faillite les "économies de bazar", que ce soit à l'échelle des États bourgeois confrontés à une véritable crise de la dette, ou à l'échelle des marchés boursiers où les produits financiers dérivés sont de plus en plus perçus comme un maillon faible, un comble quand on sait qu'ils ont été développés comme un instrument de couverture des risques, parallèlement à la mise en place de "l'économie de bazar" qui étendait et dispersait considérablement les chaînes de production. Les produits financiers dérivés consistent en des promesses de contrats et de transactions réalisées à l'avance afin de réduire les risques induits par exemple par les variations des cours des matières premières ou des taux de change des monnaies. Leur sphère d'action s'étend aux marchés d'actions et au crédit. Tout va bien tant que les profits escomptés sont réalisés. Par exemple, si une aciérie réalise une transaction par laquelle elle s'engage à acheter un volume donné de minerai de fer à un cours et à une date fixés à l'avance, il ne faut pas que le prix de l'acier ait trop diminué au moment où le minerai transformé en produit fini sera vendu, sans quoi c'est une perte nette pour l'acheteur. Dans les conditions actuelles de la crise économique et de la déflation, les produits dérivés deviennent rapidement une épée de Damoclès pour les entreprises auxquelles elles étaient censées apporter une

protection ! Rien d'étonnant donc à ce que les produits financiers dérivés fassent maintenant l'objet des inquiétudes de l'administration américaine. Le 10 juillet, le Secrétaire au Trésor a ainsi déclaré devant Congrès qu'il était nécessaire de mettre en place « une supervision efficace des produits financiers dérivés » afin d'enrayer leur « développement excessif ». (*CCTV-F*, 11/07/2009)

En février 2009, P. Roussel — analyste en produits dérivés au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) — avertissait que les produits financiers dérivés (dont les montants se chiffrent en centaines de milliers de milliards de dollars), vont générer « **la plus grande destruction monétaire de tous les temps** » car ils « se sont développés sur une vision du monde financier où une crise est un événement statistiquement impossible et dont l'impact est complètement sous-estimé par les modèles mathématiques qui évaluent leur valeur et leur dangerosité ». À l'instar de la "crise des subprimes", les pays impérialistes européens n'échapperont pas à ce nouveau krach. Notre analyste de la BEI estime à 41 200 milliards de dollars le montant des actifs détenus par les banques européennes aux USA. Plus du quart de ces actifs est constitué de prêts aux entreprises américaines, dont la santé est aujourd'hui loin d'être brillante... Cet analyste rapporte que selon le FMI, l'exposition des banques européennes aux mauvais actifs américains représente 75 % de l'exposition des banques américaines. Ceci n'a rien d'étonnant et reflète parfaitement le degré d'effondrement des capitalisations boursières — voisin de celui des banques américaines —, qu'ont enregistré les banques européennes au cours des derniers mois. Comme nous l'avons déjà remarqué, l'intégration et la dépendance extrêmes des pays impérialistes d'Europe à la sphère d'influence de l'impérialisme américain entraineront mécaniquement l'effondrement simultané de l'ensemble des pays impérialistes en déclin. Voilà donc s'amonceler de nouveaux nuages noirs qui recouvrent aujourd'hui la totalité de l'horizon des pays impérialistes en déclin.

En Europe, les grands journaux bourgeois ne peuvent plus cacher la situation catastrophique dans laquelle se trouvent aujourd'hui les USA. Au début du mois de juillet, *le Figaro* soulignait que la Californie se trouvait « en quasi-cessation de paiements » (*Le Figaro.fr*, 03/07/2009), ce que nous avons déjà relevé il y a plusieurs mois. Dans un autre article récent, le même quotidien s'inquiétait de ce que « 48 des 50 États américains cumulent un trou de 166 milliards », soit un déficit moyen représentant 24 % de leurs revenus. Alors que plus de 30 États ont procédé à des augmentations d'impôts et alors qu'au moins 39 États ont déjà procédé à des coupes sombres dans les finances publiques, sept États (Californie incluse) se trouvent pourtant dans une situation périlleuse dans l'incapacité de boucler leur budget dans les temps sur fond de tensions politiques croissantes. Face à l'urgence de la situation budgétaire, un élu démocrate du parlement californien est allé jusqu'à déposer une proposition de loi visant à « **légaliser la marijuana** » et à « **la taxer pour combler en partie le déficit budgétaire** » ! (*Le Figaro.fr*, 15/07/2009) Ces faits illustrent l'imminence de la faillite d'États impérialistes surendettés dont la décomposition économique s'annonce dès aujourd'hui comme beaucoup plus aigüe et profonde que celle qui frappa le social-impérialisme soviétique !

Comme nous l'avons déjà souligné, face à la crise de surendettement accompagnant la décomposition des "économies de bazar", les représentants bourgeois des pays impérialistes en déclin commencent à faire des PAS une règle tacite, malgré les "bons conseils" donnés par certains de leurs concurrents. Le président de la Banque Centrale Européenne (BCE) a ainsi déclaré dernièrement que

« Les pays de la zone euro en général et la France en particulier doivent s'attacher à réduire leurs dépenses publiques (...) Les Européens de la zone euro dépensent, en proportion du produit intérieur brut, plus que les autres pays industrialisés. »

Soucieux de ne pas affoler tout le monde, le président de la BCE a assuré que la lutte contre « l'envolée des déficits publics » était surtout motivée par « un problème de confiance » et « non pas de solvabilité » ! (*Reuters*, 18/07/2009) — Pour ce qui est du motif un peu vite écarté de la solvabilité, rappelons-nous de la note confidentielle de la Commission européenne... Pour Trichet, qui doit bien trouver une justification autre que l'embarrassant problème de solvabilité, on ne parviendra pas « à réactiver l'économie » si les esclaves salariés n'ont pas confiance dans la situation saine et soutenable des finances publiques... Toujours ce même volontarisme !

Mais est-ce véritablement le gonflement des déficits publics qui inquiète les esclaves salariés, ou plutôt la réduction des "acquis sociaux" ? Les déficits publics inquiètent seulement les exploités qui y voient avant tout une entrave à la réalisation de gains de productivité sans lesquels il est vain pour les monopoles d'espérer reconquérir des marchés et renouer avec les profits.

Nous avons déjà souligné que les monopoles des pays impérialistes en déclin pouvaient difficilement espérer concurrencer les monopoles chinois. Nous avons également souligné que l'intensification de l'exploitation dans les pays impérialistes en déclin les plus éprouvés par la crise (comme les USA), leur donnait un avantage concurrentiel certain sur d'autres pays impérialistes en déclin moins durement éprouvés. Alors que de janvier à avril 2008, l'excédent commercial de l'UE envers les USA se montait à 22,4 milliards d'euros, il ne se montait plus qu'à 8,9 milliards d'euros de janvier à avril 2009. (*La Tribune.fr*, 17/07/2009)

Mais la stratégie de l'impérialisme américain ne se limite pas à se contenter de profiter des ajustements spontanés qui s'opèrent à la faveur de la crise économique sur le marché international de la force de travail. L'impérialisme américain dispose sans aucun doute aujourd'hui de la diplomatie la plus active des pays impérialistes en déclin, notamment en direction de l'Asie, dont la puissance industrielle est déterminante. L'Asie a en effet contribué pour 66,1 % de la production mondiale d'acier en juin 2009. Sur les quinze membres du cabinet américain actuel, quatre ont des origines asiatiques ou ont vécu en Asie, leur permettant d'assumer le plus efficacement possible des fonctions de porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain : 1° T. Geithner, dont nous avons déjà parlé, est Secrétaire au Trésor, 2° G. Locke, né de parents issus de l'immigration chinoise, est Secrétaire au Commerce, 3° S. Chu, également né de parents issus de l'immigration chinoise, est Secrétaire à l'Énergie, et enfin 4° E. Shinseki, Général d'origine nippo-américaine, est Secrétaire aux Anciens combattants.

À la mi-juillet, G. Locke et S. Chu ont été délégués par Washington à Pékin pour s'entretenir avec les dirigeants chinois sur la façon d'ouvrir le marché chinois « aux technologies vertes américaines » dans l'espoir de « restaurer l'équilibre des relations commerciales sino-américaines ». La délégation américaine a souligné que « la Chine et les États-Unis peuvent être à la pointe dans ce secteur » qui « sera peut-être l'industrie la plus prometteuse du 21^{ème} siècle ». Les deux parties se sont accordées sur la création « d'un centre de recherches conjoint sur les énergies propres » d'ici 2020. Les technologies qui en seront issues seront gérées en copropriété. Le premier ministre chinois a pour sa part qualifié de « fructueux » les

échanges portant « sur la crise financière », « le changement climatique » et « la lutte contre le terrorisme ». (AFP et CCTV-F, 15/07/2009 au 17/07/2009)

Nous avons souligné le souci particulier de l'impérialisme chinois pour diminuer sa dépendance aux énergies fossiles, surtout vis-à-vis des importations pétrolières. Au cours des derniers mois, les autorités chinoises n'ont cessé de revoir régulièrement à la hausse leurs prévisions de croissance du secteur énergétique nucléaire et éolien. Il apparaît aujourd'hui évident que dans le domaine éolien, « **vu l'actuel développement, nous nous apprêtons à dépasser ces objectifs** ». Ce développement accéléré des énergies alternatives profite également au secteur photovoltaïque pour lequel les experts prévoient désormais une capacité installée de 2 GW en 2011. (CCTV-F, 17/07/2009) La Chine se placerait alors dans le trio mondial de tête pour les capacités photovoltaïques installées, alors qu'elle ne comptait pour presque rien en 2008 ! Nous avons souligné que pour l'impérialisme chinois, la diversification et la sécurisation de son approvisionnement énergétique représentaient une opportunité économique (dans le cadre de la politique du "Go West"), mais surtout une nécessité stratégique. Depuis des années, l'impérialisme américain a en effet tout tenté pour se rendre capable de couper l'approvisionnement en combustibles fossiles d'importation de l'impérialisme chinois.

Malgré l'échéance 2020 semblant très lointaine dans les conditions actuelles où la majorité des gouvernements bourgeois navigue "à vue" avec une visibilité inférieure à quelques mois [en aveugle, devrions-nous dire !], ceci donne la mesure des concessions majeures qu'est aujourd'hui prêt à faire l'impérialisme américain à son principal concurrent. L'impérialisme américain semble donc s'engager de plus en plus nettement sur la voie de la soumission à l'impérialisme chinois, dans l'espoir de précéder ses concurrents sur le marché chinois.

Au cours des dernières années, les monopoles des pays impérialistes en déclin n'ont cessé de voir leur avance se réduire face aux monopoles chinois. La crise économique n'a évidemment rien arrangé et même les plus gros monopoles ne sont pas épargnés face à l'ampleur de la contraction des débouchés.

Classement Fortune Global 500 (500 plus grosses sociétés au monde en terme de chiffre d'affaires)					
	2004	2005	2006	2007	2008
USA	176	170	162	153	140
Japon	81	70	67	64	68
France	39	38	38	39	40
Allemagne	37	35	37	37	39
Chine	16	20	24	29	37
Royaume-Uni	35	38	33	34	26
Suisse	11	12	13	14	15
Corée du Sud	11	12	14	15	14
Canada	13	14	16	14	14
Espagne	8	9	9	11	12
Pays-Bas	14	14	14	13	12
Italie	8	10	10	10	10
Australie	9	8	8	8	9
Russie	3	5	4	5	8
Inde	5	6	6	7	7
Brésil	3	4	5	5	6
Taiwan	2	3	6	6	6
Suède	7	6	6	6	6
Belgique	3	4	5	5	5
Cumul :	481	478	477	475	474

La montée rapide de l'impérialisme chinois est particulièrement évidente, tant en terme de nombre de sociétés qu'en terme de classement de ces sociétés. Alors qu'en 2004 la 1^{ère} société chinoise n'était qu'en 31^{ème} position, elle avait accédé à la 9^{ème} position en 2008.

En 2008, les grands monopoles chinois ont en général enregistré des bénéfices supérieurs à ceux de leurs concurrents, relativement à leur chiffre d'affaires. C'est évidemment un atout conférant aux monopoles chinois une plus grande endurance dans les conditions de la crise économique actuelle.

Ce constat vaut non seulement pour l'industrie, mais aussi pour les banques qui s'accaparent une partie des profits créés par cette dernière. Au final, pour l'ensemble des monopoles du *Fortune Global 500*, la tendance est nette. Depuis plusieurs années déjà, les monopoles britanniques et américains étaient mis en difficulté. Leurs rangs ont été littéralement décimés et les derniers survivants ont souvent affiché de lourdes pertes en 2008, à l'exception des monopoles du secteur énergétique qui ont engrangé de confortables bénéfices, profitant de très hauts cours pétroliers au cours du 1^{er} semestre 2008.

Il serait donc indécent et inutile de nous attarder longuement sur ces pertes ! Signalons seulement pour situer le niveau de ces pertes que les 26 plus gros monopoles britanniques ont enregistré **un bénéfice de 31,6 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 1 525,9 milliards de dollars, soit un bénéfice représentant **2,1 %** de leur chiffre d'affaires. Ce résultat peut paraître presque bon au premier abord, mais il doit être fortement relativisé pour deux raisons. D'abord, les trois monopoles énergétiques (pétroliers et gaziers) ont contribué à hauteur de 444,7 milliards de dollars au chiffre d'affaires et ont rapporté 30,6 milliards de dollars de bénéfices. Ensuite, comme nous l'avons déjà souligné, l'avenir des deux monopoles du secteur pharmaceutique semble bien compromis. Or ces deux monopoles ont contribué à hauteur de 76,7 milliards de dollars au chiffre d'affaires et ont rapporté 14,5 milliards de dollars de bénéfices. En 2009, les 45,1 milliards de dollars de bénéfices générés par ces cinq monopoles auront considérablement fondu et ne seront plus là pour faire contrepoids aux lourdes pertes enregistrées par les autres monopoles...

Il est en revanche beaucoup plus intéressant de s'attarder sur la situation du Japon et de l'Allemagne, les deux pays impérialistes en déclin les plus puissants sur le plan industriel, mais aussi les plus dépendants des monopoles anglo-saxons pour leur approvisionnement en énergies fossiles ! Pour ces deux pays, pauvrement pourvus en monopoles pétroliers et gaziers d'envergure mondiale, il n'y avait pas de profits records à engranger pour compenser les pertes enregistrées au dernier trimestre 2008 par leur industrie.

Les 68 plus gros monopoles japonais ont donc enregistré **une perte de 5,5 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 2 979,6 milliards de dollars, soit une perte représentant **0,2 %** de leur chiffre d'affaires.

La situation est à peine moins mauvaise pour les 39 plus gros monopoles allemands qui ont enregistré **un bénéfice de 12,8 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 2 210,4 milliards de dollars, soit un bénéfice représentant **0,6 %** de leur chiffre d'affaires.

Il est hors de doute que cette année, même les plus gros monopoles allemands et japonais auront à souffrir de lourdes pertes, dans des proportions comparables à leur effondrement industriel.

La situation est bien différente pour les monopoles chinois. Le contraste était déjà saisissant en 2008, les 37 plus gros monopoles chinois ayant enregistré **un bénéfice de 97,5 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 1 660,8 milliards de dollars, soit un bénéfice représentant **5,9 %** de leur chiffre d'affaires.

Les monopoles sud-coréens sont loin d'égaliser leurs concurrents chinois. Ainsi, les 14 plus gros monopoles sud-coréens ont enregistré **un bénéfice de 11,8 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 603,4 milliards de dollars, soit un bénéfice représentant **2,0 %** de leur chiffre d'affaires.

Même les plus gros monopoles indiens ne parviennent pas à rattraper les monopoles chinois au point de vue de la profitabilité, malgré le fait que quatre d'entre eux soient des monopoles pétroliers et gaziers : les 7 monopoles indiens ont enregistré **un bénéfice de 11,9 milliards de dollars** pour un chiffre d'affaires de 232,3 milliards de dollars, soit un bénéfice représentant **5,1 %** de leur chiffre d'affaires.

Telle était la situation en 2008, alors que la crise n'avait impacté les monopoles chinois qu'au dernier trimestre 2008. Qu'en est-il donc aujourd'hui ? La situation économique des monopoles d'État chinois nous donne des indications sur l'impact qu'ont eu sur eux la crise économique et le plan de relance chinois.

Au 1^{er} semestre 2009, le bénéfice des 136 monopoles d'État gérés directement par le gouvernement central chinois avait reculé de 26 % en glissement annuel.

Il s'est tout de même monté à 316 milliards de yuans, **soit 46,3 milliards de dollars**, et a représenté 5,9 % de leur chiffre d'affaires (784,6 milliards de dollars). (*Xinhua*, 21/07/2009) Ce chiffre semestriel cache cependant d'importantes variations trimestrielles et mensuelles. Ainsi, au cours du 2^{ème} trimestre, la situation s'est grandement améliorée pour ces 136 monopoles d'État : au 1^{er} trimestre, leur bénéfice avait en effet chuté de près de 42 % en glissement annuel. En juin, leur chiffre d'affaires a dépassé de 2,4 % celui du mois de juin 2008, et leur bénéfice a représenté plus de 6,4 % de leur chiffre d'affaires. Au mois de juin, le bénéfice de ces monopoles a même dépassé de 5,7 % le bénéfice mensuel moyen du 1^{er} semestre 2008 ! Pour prendre la mesure de ce que représentent ces 136 monopoles d'État dans l'économie chinoise, il suffira de souligner que leur bénéfice pour le seul 1^{er} semestre 2009 a représenté 38,5 % du bénéfice de l'année 2008 des 1 624 sociétés cotées dans les bourses de Shanghai et de Shenzhen, ou encore que leur chiffre d'affaires pour le 1^{er} semestre 2009 a représenté 17,8 % du PIB chinois de l'année 2008 ! Il est donc parfaitement juste de définir la bourgeoisie impérialiste chinoise comme étant avant tout une bourgeoisie monopoliste d'État.

Ceci illustre parfaitement le différentiel gigantesque existant avec celui des monopoles des pays impérialistes en déclin !

Rien d'étonnant à ce que dans ces conditions, le 1^{er} semestre de l'année 2009 ait vu la tendance à la montée des monopoles chinois s'accélérer. En effet, au début du mois de juillet, *Fortune* annonçait que la Chine avait accédé à la 3^{ème} position mondiale, avec 43 sociétés figurant au classement.

Dans le contexte international actuel, la très forte profitabilité des monopoles chinois fait sans aucun doute saliver et enrager de nombreux monopoles des pays impérialistes concurrents qui ont vu leurs profits subir une diète bien sévère ! Il faut s'attendre dans les mois à venir voir les monopoles chinois déloger de nombreux concurrents du classement des 500 plus gros monopoles mondiaux établi par *Fortune*.

La longue agonie de General Motors montre le sort qui attend la plupart des monopoles des pays impérialistes en déclin. Comme nous l'avons déjà souligné, ceux qui survivront seront ceux qui auront réussi à s'implanter sur le marché chinois.

« Sortie de la protection de la loi sur les faillites la semaine dernière, l'entreprise General Motors Co. compte sur les marchés à fort développement de l'Extrême-Orient, et en particulier sur la Chine, pour se refaire une santé, a rapporté mercredi Detroit News. » (*Xinhua*, 15/07/2009)

Nous avons déjà vu que s'appuyant sur une nouvelle division du travail, l'impérialisme chinois dispose aujourd'hui de gigantesques réserves pour étendre son marché intérieur. Ayant amorcé le passage de relais de la croissance du marché extérieur au marché intérieur, l'impérialisme chinois voit aujourd'hui la croissance de son PIB non seulement cesser de ralentir, mais même réaccélérer. Du 1^{er} au 2^{ème} trimestre 2009, la croissance du PIB chinois s'est ainsi élevée de 6,1 à 7,9 %. Dans le même temps, le rythme d'accroissement de la production industrielle est passé de 5,1 à 9,1%. (*CCTV-F*, 16/07/2009) Au 1^{er} semestre 2009, le PIB chinois a ainsi augmenté de 7,1 % en glissement annuel.

Dans ces conditions économiques, il n'est pas étonnant que la masse des crédits non-performants ait notablement diminué. Ainsi, la masse de ces crédits dans les banques d'État et les banques commerciales chinoises est passée de 981,2 à 894,5 milliards de yuans de janvier à juin 2009. (*Xinhua*, 17/07/2009). En juin, les crédits non-performants représentaient ainsi seulement 130,9 milliards de dollars.

Au cours des six derniers mois, le montant de ces mauvais crédits a donc diminué de près de 9 % et représente aujourd'hui à peine 1,8 % de la masse totale des crédits. Cette tendance est d'autant plus remarquable qu'au cours de cette période, la masse totale des crédits a augmenté de plus de 30 % en glissement annuel. Rappelons que dans ces conditions, les analystes bourgeois s'attendaient à une augmentation de la part des mauvais crédits ! (*Bulletin Économique Chine*, n°13, p. 3.) Les pays impérialistes concurrents ne peuvent en dire autant ! Chez eux, la réduction de la masse des crédits n'a pas empêché le montant des mauvais crédits de grimper en flèche !

Pour dire vrai, c'est aujourd'hui la quasi-totalité des crédits basés sur l'exploitation de la main-d'œuvre des pays impérialistes en déclin qui doit être considérée comme des crédits non-performants et à risque...

Même du côté du commerce extérieur chinois, les choses sont loin d'être catastrophiques. Au cours du 1^{er} semestre 2009, l'excédent commercial chinois a atteint 96,4 milliards de dollars, soit une baisse d'à peine 1,3 % en glissement annuel. La Corée du Sud, dont les monopoles profitent grandement des exportations de biens d'équipement destinés au plan de relance chinois, se trouve dans une situation assez comparable à celle de la Chine : la contraction plus rapide des importations lui a permis de préserver son excédent commercial qui a atteint 21,6 milliards de dollars au 1^{er} semestre 2009.

Parallèlement au redressement de l'économie chinoise et à une baisse très modérée de ses excédents commerciaux, le montant officiel des réserves de change de Pékin a recommencé à s'élever pour atteindre 2 132 milliards de dollars à la fin du 1^{er} semestre 2009. (*Financial Times.com*, 17/07/2009) Mais il est évidemment hors de question de continuer à acheter par centaines de milliards de dollars les composantes de la dette américaine ! Le sénateur républicain Mark Kirk déclarait avec inquiétude au sujet du désintérêt manifesté par Pékin pour la poursuite de l'achat de bons du Trésor US :

« Il apparaît que, tranquillement et avec déférence et politesse, la Chine a annulé la carte de crédit de l'Amérique ». (*AFP*, 30/04/2009)

Le gouverneur de la Banque populaire de Chine a déclaré dernièrement devant les étudiants en économie de l'Université de Pékin que « les réserves de devises étrangères de Chine » ne devaient pas « être considérées comme un fonds d'investissement ». Il a indiqué que c'était déjà appréciable si elles pouvaient « rapporter des profits raisonnables » et que l'essentiel était d'assurer « **la sécurité et la revalorisation de ces réserves** ». (*Xinhua*, 18/07/2009)

L'impérialisme chinois est donc plus que jamais déterminé à investir prudemment les excédents de son commerce extérieur dans des investissements utiles au développement de son économie — à l'instar de mines, de concessions pétrolières et de technologies !

Depuis sa mise en œuvre, le plan de relance chinois a prouvé qu'il était devenu grand temps, car plus rentable et plus sûr pour les monopoles chinois, d'investir en Chine dans les régions intérieures et périphériques, que de continuer à financer à perte la dette de pays impérialistes surendettés. C'est ce qu'illustre la production d'acier.

Production mensuelle d'acier (en millions de tonnes)					
Source des chiffres bruts :	Juin 2008 ^(a)		Juin 2009 ^(b)		Évolution (b/a)
	Worldsteel.org	Volume	Part du total mondial	Volume	
Chine	46,6	39,2 %	49,4	49,5 %	+ 6,2 %
Japon	10,4	8,7 %	6,9	6,9 %	- 33,7 %
USA	8,4	7,1 %	4,4	4,4 %	- 47,6 %
Russie	6,3	5,3 %	4,9	4,9 %	- 22,2 %
Corée du Sud	4,7	4,0 %	4,0	4,0 %	- 14,9 %
Inde	4,3	3,6 %	4,6	4,6 %	+ 7,0 %
Allemagne	4,2	3,5 %	2,5	2,5 %	- 40,5 %
Ukraine	3,6	3,0 %	2,3	2,3 %	- 36,1 %
Brésil	2,9	2,4 %	1,9	1,9 %	- 34,5 %
Italie	2,9	2,4 %	1,6	1,6 %	- 44,8 %
Turquie	2,5	2,1 %	2,1	2,1 %	- 16,0 %
Espagne	1,8	1,5 %	1,2	1,2 %	- 33,3 %
France	1,8	1,5 %	1,1	1,1 %	- 38,9 %
Taiwan	1,6	1,3 %	1,1	1,1 %	- 31,2 %
Mexique	1,6	1,3 %	1,2	1,2 %	- 25,0 %
Canada	1,4	1,1 %	0,8	0,8 %	- 42,9 %
Royaume-Uni	1,3	1,1 %	0,8	0,8 %	- 38,5 %
Belgique	1,0	0,8 %	0,4	0,4 %	- 60,0 %
Pologne	0,9	0,8 %	0,6	0,6 %	- 33,3 %
Iran	0,8	0,7 %	0,9	0,9 %	+ 12,5 %
Afrique du Sud	0,7	0,6 %	0,6	0,6 %	- 14,3 %
Australie	0,7	0,6 %	0,4	0,4 %	- 42,9 %
Autriche	0,6	0,5 %	0,5	0,5 %	- 16,7 %
Pays-Bas	0,6	0,5 %	0,3	0,3 %	- 50,0 %
République Tchèque	0,6	0,5 %	0,4	0,4 %	- 33,3 %
Total cumulé	112,2	94,4 %	94,9	95,1 %	- 15,4 %
Monde	118,9		99,8		- 16,1 %

Au cours de la période s'étalant de novembre 2008 à juin 2009, la part de la Chine dans la production mondiale d'acier est passée de 40,1 à 49,5 %, elle s'est donc élevée beaucoup plus rapidement qu'au cours des années passées. Au cours de cette période, la part de la Chine a augmenté de façon relative comme absolue.

Rien d'étonnant à ce que les pays bourgeois les plus intégrés à la sphère d'influence de l'impérialisme chinois — à l'instar de la Corée du Sud, du Japon ou de la Russie — comptent parmi ceux dont la production d'acier se soit le plus relevée au cours des derniers mois sans que cela ait nécessité de coûteuses et éphémères mesures de relance comme dans les pays impérialistes en déclin. Par rapport à leur plus bas niveau, la production de ces trois pays s'était relevée de 23 à 25 % en juin par rapport à leur plus bas niveau de janvier-février.

Le tableau précédent se passe de longs commentaires. Les faits les plus marquants sont les suivants :

- En juin, la Chine a contribué pour plus de 75 % à l'augmentation de la production mondiale d'acier par rapport à la production du mois précédent. La Chine a ainsi produit 49,4 millions de tonnes d'acier, inscrivant un nouveau record absolu et contribuant pour 49,5 % de la production mondiale. Alors même que les pays impérialistes concurrents en déclin ont fait des efforts désespérés pour relever leur industrie, la part de la Chine n'en a pas moins continué de s'élever rapidement. L'impérialisme chinois fournira donc très bientôt plus, voir beaucoup plus que la moitié de la production mondiale d'acier.
- En effet, malgré les aides d'urgence apportées à l'industrie par les gouvernements des pays impérialistes en déclin, le subventionnement de la consommation n'a apporté qu'un très léger redressement. Chine exclue, la production mondiale d'acier enregistre encore une baisse de plus de 30 % en glissement annuel. Les niveaux de production restent donc très éloignés de ceux de l'année précédente. En outre, comme nous l'avons déjà souligné, les mois à venir verront ces aides éphémères arriver à leur terme avec à la clef un nouvel effondrement de la production industrielle au sein des pays impérialistes en déclin et de leurs pays dépendants.

Dans les conditions de la décomposition des "économies de bazar" et du relèvement complet de l'économie chinoise, le sursaut des séparatistes ouïghours au Xinjiang ressemble à une ultime tentative de tester la réactivité, la détermination de l'impérialisme chinois ainsi que le soutien international dont il bénéficie. C'est sans surprise que l'impérialisme russe a soutenu la Chine — comme dans un article publié dans le *Russky Reporter* louant par exemple sa politique en faveur des minorités nationales : « par exemple, Beijing n'applique pas la politique de l'enfant unique aux minorités ». De même, les élites bourgeoises de nombre de pays dépendants — à l'instar du président de l'Organisation internationale de la Fédération des écrivains d'Asie et d'Afrique — ont dénoncé les émeutes comme ayant été « **incitées par des forces extérieures** » « **représentant des intérêts étrangers** » et visant à « **saboter le développement chinois** ». (*Xinhua*, 16/07/2009 et *CCTV-F*, 18/07/2009)

Les émeutes du Xinjiang ne doivent pas faire oublier que la tendance actuelle est clairement, comme nous l'avons déjà souligné, avant tout à l'exacerbation des tendances séparatistes au sein des zones d'influences des concurrents impérialistes de la Chine, mais aussi au sein même des pays impérialistes en déclin, à plus forte raison s'ils sont de type fédéral (USA) ou multinational (Belgique). On voit également mal comment le club impérialiste européen pourra longtemps maintenir

un semblant d'unité alors que les situations économiques des pays membres diffèrent fortement et contraindront inévitablement les gouvernements bourgeois à opter pour des politiques économiques défendant des intérêts divergents qui exigeront le divorce. Selon *Eurostat*, les cinq premiers mois de l'année 2009 ont vu l'Allemagne enregistrer un excédent commercial de 36,8 milliards d'euros et la France un déficit commercial de 20,3 milliards d'euros.

Dans notre étude *Impérialisme et anti-impérialisme*, nous avons déjà souligné les liens croissants de nombre de pays bourgeois-compradore riches en ressources énergétiques et minières avec l'impérialisme chinois. Cette percée était alors très visible sur le continent latino-américain. La crise économique frappant les pays impérialistes en déclin et leurs pays dépendants n'a fait que renforcer cette tendance. Pour les cliques bourgeoises-compradore au pouvoir, la solution est alors toute trouvée : se rapprocher de l'impérialisme chinois en espérant trouver une place au sein d'une nouvelle division internationale du travail centrée autour de cette puissance impérialiste ascendante. L'impérialisme chinois est aujourd'hui devenu un pôle des plus attractifs, ce qu'a encore illustré le dernier Sommet du Mouvement des pays non-alignés.

« Les pays en développement sont les plus gravement touchés par la crise économique mondiale. Elle a pourtant été déclenchée par les pays riches. C'est le constat qui ressort du [15^{ème}] Sommet du mouvement des pays non-alignés. Les [118] pays membres prônent l'instauration d'un système financier plus juste. »
(*CCTV-F*, 16/07/2009)

Les pays "non-alignés" semblent pour le coup très alignés sur les positions de l'impérialisme chinois ! Alors que les pays impérialistes en déclin deviennent des "répulsifs" pour nombre de cliques bourgeoises-compradore confrontées à de graves problèmes économiques, la Chine se pose aujourd'hui comme une puissance impérialiste disposant d'une économie puissante, robuste et diversifiée qui commence à être efficacement stimulée par le développement de son marché intérieur. Dans les conditions actuelles, l'assurance donnée par l'impérialisme chinois aux cliques bourgeoises-compradore des pays non-alignés que « malgré les difficultés économiques » induites par « la crise financière mondiale », la Chine honorerait « toutes ses promesses d'assistance » (*Xinhua*, 16/07/2009), ne peut que renforcer cette tendance fondamentale.

Aujourd'hui, même les ennemis d'hier montrent qu'ils sont déterminés à profiter de cette occasion pour ne pas servir aux pays impérialistes en déclin de chair à canon : en marge du dernier Sommet des pays non-alignés, les dirigeants de l'Inde et du Pakistan ont ainsi eu un long entretien au terme duquel ils se sont mis d'accord « **sur la coopération dans la lutte contre le terrorisme** ». (*CCTV-F*, 17/07/2009).

Alors que les revendications territoriales autour du Cachemire sont passées au second plan, c'est une façon de dire qu'ils renoncent aux méthodes semi-coloniales des coups d'État et autres "révolution colorées" qui apparaissent aujourd'hui lourdes de dangers à de plus en plus de gouvernements bourgeois — impérialistes comme compradores —, qui craignent peut-être un jour d'en devenir les victimes !

Vincent Gouysse, le 21/07/2009

